



ENVER HODJA

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

ENVER HODJA

RAPPORT

**AU CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE SUR L'ACTIVITÉ DU
COMITÉ CENTRAL ET SUR LES DEVOIRS NOUVEAUX DU PARTI**

8 NOVEMBRE 1948

**PUBLIÉ PAR LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE
TIRANA 1951**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. <u>LA LUTTE DE NOTRE PEUPLE POUR SA LIBÉRATION</u>	5
1. <u>L'avènement de Zogou au pouvoir et son régime</u>	6
2. <u>Zogou ouvre les portes de l'Albanie aux agents de l'espionnage américain</u>	9
3. <u>Zogou, vassal de Mussolini</u>	10
4. <u>La situation lamentable du peuple sous le régime de Zogou</u>	14
5. <u>Le rôle de l'Union soviétique dans la défense de la paix</u>	18
6. <u>L'occupation fasciste italienne de notre pays</u>	22
7. <u>Les premiers groupes communistes en Albanie, avant la formation du Parti</u>	26
8. <u>La formation du Parti communiste albanais et la lutte de libération nationale</u>	36
9. <u>La Conférence de Peza et l'élargissement de la lutte de libération nationale</u>	46
10. <u>La première conférence du Parti communiste albanais</u>	56
11. <u>La formation de l'Armée de libération nationale et la lutte contre l'occupant allemand</u>	59
12. <u>Le Congrès de Peurmet</u>	66
13. <u>Les décisions de Bérat et la lutte pour la libération complète de l'Albanie</u>	69
II. <u>LA CONSTRUCTION DE L'ALBANIE NOUVELLE</u>	72
14. <u>Notre industrie et nos mines</u>	75
15. <u>L'agriculture</u>	77
<u>Ce que la révolution populaire a apporté aux ouvriers agricoles</u>	77
<u>Les coopératives agricoles</u>	82
<u>Le secteur d'État de l'agriculture</u>	87
<u>Les stations de machines et de tracteurs</u>	89
<u>Le secteur privé en agriculture</u>	91
<u>Quelle est l'orientation de notre agriculture dans ces conditions ?</u>	96
<u>L'élevage</u>	96
<u>Les forêts</u>	103
<u>La situation après la libération</u>	107
<u>Nos devoirs dans le domaine de l'agriculture</u>	111
16. <u>Le commerce</u>	118
<u>Le secteur d'État du commerce</u>	119
<u>Les coopératives</u>	121
17. <u>L'instruction populaire et la culture</u>	122
<u>L'instruction populaire</u>	123
<u>Les mesures générales dans le domaine de la culture</u>	130
18. <u>L'œuvre accomplie par le pouvoir populaire pour la santé du peuple</u>	132
19. <u>L'établissement du pouvoir populaire des Conseils</u>	134
20. <u>La législation et la justice</u>	138
21. <u>Notre Armée nationale</u>	140
22. <u>L'arme de la Sécurité de l'État</u>	142
23. <u>La politique étrangère de notre Parti</u>	144
<u>La politique anglo-américaine envers l'Albanie</u>	150
24. <u>La question grecque</u>	163
25. <u>Les menées de la réaction après la libération de l'Albanie</u>	166
26. <u>Nos relations avec les peuples de Yougoslavie. Les intentions et l'activité hostile du groupe nationaliste-trotskyiste de Tito envers l'Albanie</u>	169

III. <u>LE PARTI</u>	179
27. <u>L'existence d'une activité hostile au sein de notre Parti</u>	179
28. <u>Le Parti et les larges organisations de masses</u>	192
<u>La mobilisation des masses du peuple et le Front démocratique</u>	192
<u>La classe ouvrière et les syndicats de notre pays</u>	193
<u>Le rôle de la Jeunesse populaire et son organisation</u>	196
<u>Le mouvement des femmes et son organisation</u>	198
29. <u>Des erreurs concernant le Front</u>	199
30. <u>La question de la lutte de classes</u>	202
31. <u>De l'élévation idéologique dans notre Parti</u>	205
32. <u>Le renforcement ultérieur de notre Parti</u>	210
33. <u>Le changement de nom du Parti</u>	213

I.

LA LUTTE DE NOTRE PEUPLE POUR SA LIBÉRATION

CAMARADES,

Hier notre Parti et notre peuple ont fêté avec le plus grand enthousiasme et une reconnaissance infinie la grande Révolution d'octobre. Ils ont exprimé leur affection et leur fidélité à la glorieuse patrie du socialisme, au grand Parti bolchévik et au grand camarade Staline, parce que c'est à eux que notre Parti et notre peuple sont redevables de toutes les victoires qu'ils ont remportées, de la liberté et de l'indépendance, de l'instauration du régime démocratique populaire et de la marche en avant de notre pays, d'un pas ferme, sur la voie de l'édification du socialisme.

Tout au long de sa longue histoire, notre petit peuple a lutté sans répit et a versé son sang pour briser les chaînes de l'esclavage auquel l'avait rivé la cupidité des divers impérialistes. Notre héros national Ghiërg Kastrioti-Skeunderbey à sa tête, le peuple albanais lutta héroïquement pendant un quart de siècle contre les hordes de l'Empire ottoman, et il en sortit vainqueur parce qu'il combattait pour la liberté, l'indépendance et la terre. Les différents impérialistes eurent beau réprimer dans le sang toutes les tentatives d'insurrection de notre peuple, se servir de lui comme d'une monnaie d'échange et trafiquer de notre Albanie pour apaiser la cupidité de leurs laquais; notre peuple, devant tant de malheurs, devant des misères, des intrigues et des menaces innombrables, ne courba jamais l'échine. La volonté de fer, qui l'animait, de conquérir sa liberté, ne fléchit pas un seul instant et elle résista aux vagues furieuses de l'ennemi, comme nos montagnes résistent au temps et à la tempête. Isolé dans ses efforts, notre peuple vit naître la lumière du salut pour lui lorsque triompha la grande Révolution d'octobre. Dès lors, notre peuple connut l'espoir de la liberté ; et, de ce jour, il tourna et continuera de tourner, durant toute sa vie, son regard vers la grande Révolution d'octobre, vers la glorieuse Union soviétique. Les régimes antipopulaires et les envahisseurs de notre pays mirent bien tout en œuvre pour empêcher la grande lumière de la Révolution d'octobre de déchirer les ténèbres moyenâgeuses qui recouvraient notre peuple, mais rien ne put empêcher les glorieuses idées de la Révolution d'octobre, œuvre immortelle du Parti bolchévik de Lénine et de Staline, de pénétrer dans notre pays, d'y faire naître et d'affermir chez les simples gens de notre peuple la lutte contre les satrapes, de renforcer cette lutte de jour en jour jusqu'à ce que notre peuple pût arriver à ses fins et connaître les jours que nous vivons. Le patriotisme de notre peuple, qui ne s'était pas amoindri un seul instant au cours de son histoire, reçut des bases d'acier après la Révolution d'octobre. A la base du patriotisme de notre peuple se trouvent l'amour et la fidélité envers l'Union soviétique, envers le Parti bolchévik et le grand camarade Staline. Ceci constitue la plus grande victoire de notre peuple, la clef de nos victoires passées et futures, l'avenir assuré de notre peuple. Tous ceux qui ne l'ont pas compris, ou qui combattent ces grands principes du véritable patriotisme, sont les ennemis du peuple et les laquais des impérialistes oppresseurs.

Les profondes répercussions de la grande Révolution d'octobre, la grandeur des idées de Lénine et de Staline et l'établissement de la justice immanente du peuple sur un sixième du globe, éveillèrent notre peuple et renforcèrent sa confiance en la victoire future. Notre peuple comprit que désormais il fallait combattre avec

héroïsme pour remporter cette victoire. Les larges masses de notre paysannerie pauvre, nos ouvriers qui souffraient dans la misère et sous le fouet, nos intellectuels patriotes, en prirent une conscience plus claire et l'enseignement de la grande Révolution d'octobre prépara les masses laborieuses de notre pays à la lutte contre le féodalisme, contre l'impérialisme, contre le capital, contre l'exploitation et l'oppression séculaires. C'est à l'école de la grande Révolution d'octobre que se formèrent les révolutionnaires de notre pays qui organisèrent la résistance contre le régime despotique d'Ahmet Zogou. C'est à l'école de la grande Révolution d'octobre, sur les bases solides du marxisme-léninisme, sur les bases des principes des glorieux maîtres du prolétariat international, Marx, Engels, Lénine, Staline, que se forma, se trempa et lutta avec héroïsme notre Parti, qui mena le peuple albanais aux plus grandes victoires qu'ait connues son histoire. De ces victoires, notre peuple et notre Parti sont donc redevables à l'œuvre immortelle du glorieux Parti bolchévique, à l'immortel Lénine et au grand Staline. La grande Révolution d'octobre donna son essor au mouvement démocratique dans notre pays et son influence fut directe et considérable dans la lutte de Vlora, au Congrès de Louchña et dans la révolution de juin 1924. Alors que le monde impérialiste avait déclaré la guerre à l'Union des républiques socialistes soviétiques, dans un petit pays, dans les montagnes des Balkans, dans *notre* pays, le parlement albanais prenait le deuil pour la mort du grand Lénine, et le gouvernement démocratique de cette époque établissait des relations diplomatiques avec le gouvernement soviétique. Devant l'Europe réactionnaire, le petit peuple albanais manifestait ainsi avec audace son affection pour le peuple soviétique, pour le régime socialiste. Une telle attitude inquiéta les États impérialistes des Balkans et d'Europe : elle constituait une menace contre les positions de l'impérialisme, sur un petit front, certes, mais en un point névralgique de leur vaste champ d'intrigues.

L'AVÈNEMENT DE ZOGOU AU POUVOIR ET SON RÉGIME

Devant ce danger, les impérialistes anglais, américains, italiens, yougoslaves et autres, se servirent des Russes blancs de Wrangel, des réactionnaires chauvins serbo-croates et, organisant à l'intérieur les féodaux et les espions, portèrent de force à la tête de l'État albanais leur agent Ahmet Zogou, le 24 décembre 1924, réprimèrent le mouvement démocratique et instaurèrent la terreur et l'exploitation capitaliste. Les impérialistes italiens, yougoslaves et, en premier lieu, l'Angleterre, obligèrent ainsi le ministre soviétique à s'éloigner de Tirana.

Au détriment du peuple albanais, les impérialistes instaurèrent donc le régime sanguinaire de Zogou, régime de satrape, régime de la « porte ouverte » et de la capitulation inconditionnée devant l'intervention impérialiste étrangère.

La politique étrangère du régime de Zogou était principalement déterminée par les facteurs suivants :

- a) par la domination de la classe féodalo-bourgeoise oppressive, exploiteuse, cupide, ennemie jurée du peuple et domestique fidèle de l'impérialisme ;
- b) par une économie excessivement arriérée, affaiblie par les destructions de la première guerre mondiale et pressurée sans pitié par la classe dominante et le capital étranger, ce qui renforçait l'oppression et augmentait la misère de notre peuple ;

c) par les antagonismes et les marchandages des faussaires impérialistes, grands et petits (Italie, Allemagne Angleterre, États-Unis, Yougoslavie, Grèce) au détriment de l'Albanie, du fait de la position privilégiée de cette dernière sur l'Adriatique et le canal d'Otrante et dans le but également de s'assurer l'exploitation économique des richesses de son sous-sol et de son sol.

Une politique déterminée par de pareils facteurs et poursuivie de façon systématique et barbare par le régime de Zogou, allait à rencontre des intérêts vitaux de notre peuple ; elle le conduisait indiscutablement à la perte de l'indépendance et de la souveraineté nationales, ce qui advint le 7 avril 1939.

La politique étrangère de Zogou était absolument antipopulaire et anti-albanaise. Ahmet Zogou entendait profiter de l'aide étrangère pour consolider à l'intérieur son régime de satrape et de bandit, s'enrichir personnellement et faire s'enrichir sa clique, en exploitant, bien entendu, le peuple albanais jusqu'à la moelle des os, en vendant enfin l'Albanie à l'étranger. Zogou et son régime ne s'appliquèrent jamais à défendre les intérêts et l'indépendance de l'Albanie dans le domaine international. Non seulement ils n'exigèrent pas l'évacuation de l'île de Sazan par l'Italie, mais ils reconnurent même cette occupation *de facto*; ils cédèrent CheunNaoum et Vermoch à la Yougoslavie pour l'indemniser de l'aide que Pasitch leur avait donnée en 1924; ils ne firent rien pour que soit rapportée la décision du 9 novembre 1921 de la Conférence des ambassadeurs, qui accordait à l'Italie une situation privilégiée en Albanie et qui constituait un acte international avilissant pour notre peuple, en contradiction avec le statut juridique de l'Albanie comme État indépendant. Pas une seule fois, ils n'élevèrent la voix pour défendre et renforcer la position internationale de l'Albanie ; au contraire, ils la sapèrent en suscitant des querelles avec nos voisins, dans un but hostile et dans l'intérêt de l'Italie fasciste. Au mépris des sentiments et des intérêts du peuple albanais, Zogou et son régime aidèrent les agresseurs fascistes en Abyssinie et en Espagne ; à l'intérieur du pays, Zogou et son régime menèrent une campagne acharnée de basses calomnies et de terreur contre l'Union soviétique; enfin, c'est en pleine conscience que Zogou et son régime ouvraient les portes de l'Albanie au fascisme italien, et préparèrent le 7 avril 1939.

Zogou orienta sa politique vers l'impérialisme en général et vers le fascisme italien en particulier; et lui-même et sa clique sanguinaire, corrompue et exploiteuse, profitèrent de son appui, car leur politique mercenaire, politique de la classe féodale et bourgeoise, se conciliait parfaitement avec les buts des impérialistes dont ils n'étaient que les instruments aveugles.

Au début, Zogou joua la politique de la « porte ouverte » et conclut plusieurs traités et accords avec de nombreux États, principalement avec l'Angleterre, les États-Unis, la Yougoslavie, la Grèce et l'Italie. Quelles étaient donc les intentions que nourrissaient ces États envers l'Albanie ?

L'objectif commun de ces intentions était la possession de notre littoral, qui domine le canal d'Otrante, et l'exploitation de nos richesses naturelles. Sous le couvert d'accords économiques, les Anglo-américains visaient à transformer notre pays en une base de domination et de pénétration impérialiste dans les Balkans ; la Yougoslavie et la Grèce visaient au partage de l'Albanie entre elles, et l'Italie à l'annexion complète de l'Albanie. Tous avaient donc pour but la suppression de

l'Albanie comme État indépendant et souverain et l'asservissement de notre peuple.

Ahmet Zogou, ennemi juré du peuple albanais, foulant aux pieds les intérêts vitaux de notre peuple pour mieux servir ses intérêts personnels et ceux de sa clique, mit l'Albanie aux enchères et, sur la base de traités, lui et ses patrons impérialistes procédèrent au partage des richesses de notre pays, de nos plaines et de nos montagnes, de nos mines et de nos ports, de nos forêts et de nos rivières, sacrifiant ainsi de la façon la plus brutale l'indépendance du pays et les intérêts vitaux des masses laborieuses de l'Albanie.

Dans ces accords commerciaux et autres traités, Zogou reconnaissait à ces États le bénéfice de la clause de « la nation la plus favorisée » — ce qui facilita beaucoup la pénétration du capital étranger en Albanie.

Zogou céda à l'Angleterre et plus particulièrement à l'Anglo-Persian Oil Cie. le monopole, peut-on dire, de l'exploitation du naphte en Albanie. En 1925, Zogou conclut avec l'Angleterre un accord commercial provisoire, qui fut remplacé en 1931 par un traité de navigation et de commerce, sur les bases de la réciprocité et de la clause de la « nation la plus favorisée ». Pour saisir le sens de cette clause, il suffit de rappeler qu'en 1933, en l'espace de 9 mois, l'Albanie importa d'Angleterre pour 36.000 livres sterling de marchandises et n'en exporta en Grande-Bretagne que pour 37 livres sterling.

Le ministre d'Angleterre en Albanie, Sir Robert Hodgson (1928 à 1936), conseiller intime de Zogou, appliqua fidèlement la politique anti-albanaise de son gouvernement : à l'époque, l'Angleterre et l'Italie avaient divisé leurs zones d'influence, et en 1932, l'Anglo-Persian Oil Cie. vendait à la Société AIPA sa concession de pétrole. Le ministre d'Angleterre Hodgson se servait de l'Albanie comme d'une monnaie d'échange et, en collaboration avec Zogou, il vendait notre pays à l'Italie. Par l'entremise des officiers anglais qui étaient auprès de Zogou, l'impérialisme anglais disposait de la cravache, de la prison et de la potence pour refréner tout mouvement du peuple albanais. Cela dura jusqu'en 1939, date à laquelle l'Angleterre et Chamberlain laissèrent les mains complètement libres à l'Italie fasciste pour commettre l'agression armée du 7 avril.

En ce qui concerne les États-Unis, le 28 décembre 1925, Zogou donna une forme légale à la lettre du 25 juin 1922 du gouvernement albanais dans laquelle, non seulement on reconnaissait aux États-Unis le droit au traitement de la « nation la plus favorisée », mais par quoi on lui remettait pratiquement les clefs de l'Albanie. Cette lettre est un document des plus honteux et des plus dangereux pour l'indépendance de notre pays. Les États-Unis, eux, ne reconnurent jamais à l'Albanie le droit de la « nation la plus favorisée », et en 1926 Zogou fit de nouveau réduire le tarif douanier applicable aux importations américaines, tandis que le peu de marchandises albanaïses exportées aux États-Unis ne jouit jamais d'un traitement identique. Le 29 juin 1925, Zogou loua pour deux ans à la Standard Oil Company de New-York 51.000 hectares de terrain pour 30.000 dollars.

Le gouvernement de Zogou conclut une série de traités et d'accords consulaires, ainsi qu'un traité de conciliation avec le gouvernement américain, poussé, comme il l'avoue lui-même, bien plus par le désir de répondre aux propositions et aux demandes du gouvernement des États-Unis que par celui de régler ces questions.

ZOGOU OUVRE LES PORTES DE L'ALBANIE AUX AGENTS DE L'ESPIONNAGE AMÉRICAIN

Zogou ouvrit les portes de l'Albanie aux agents de l'espionnage américain, qui se présentaient dans notre pays sous l'aspect de missionnaires comme Kennedy, de philanthropes et d'éducateurs comme Erickson, qui prit la concession de l'École de Kavaïa, comme Harry Fultz, directeur de l'École technique, cadre important du service d'information américain et ennemi enragé du peuple albanais. Tous ceux-ci et les autres, non seulement firent une besogne d'indicateurs, mais encore, comme cela fut prouvé plus tard par les sabotages de Maliq, de Koutchova, le procès des députés traîtres, etc., ils formèrent les hommes qui, par la suite, devaient travailler contre l'Albanie et le peuple albanais.

Les impérialistes anglo-américains ont toujours été et sont restés les ennemis acharnés et résolus de notre peuple et de notre pays. Us se sont toujours servi de l'Albanie comme d'une monnaie d'échange dans leurs transactions internationales. Par l'entremise de Zogou, ils essayèrent de s'assurer la soumission directe de l'Albanie au point de vue économique, politique et militaire. Ils trouvèrent alors des concurrents sur leur chemin, en premier lieu l'Italie fasciste, et une fois de plus, se servant de l'Albanie comme d'une monnaie d'échange, ils laissèrent les mains libres à l'Italie en Albanie. Les événements ultérieurs prouvèrent d'ailleurs qu'ils n'avaient jamais abandonné leurs visées expansionnistes sur l'Albanie.

La Grèce et la Yougoslavie, au moyen de traités et d'accords économiques et consulaires, cherchèrent à atteindre leurs buts propres en Albanie. Toutes deux (la Grèce, le 13 octobre 1926, et la Yougoslavie, le 22 juin 1926) signèrent avec le gouvernement de Zogou des traités de commerce et de navigation qui comportaient la clause de la « nation la plus favorisée ». Le parcours principal des échanges économiques effectués avec la Grèce était Ianina-Ghirokastra, Salonique-Kortcha, c'est-à-dire les deux régions revendiquées par la Grèce. Pour la Yougoslavie, le traité comportait des avantages économiques notables ; il lui permettait l'exploitation des marchés de l'Albanie du Nord (Chkodra, Tropoïa, Koukeuss) et du lac de Chkodra, il lui donnait un avantage stratégique sous la forme d'un droit de navigation sur le lac et le fleuve Bouïana et la possibilité de mener une activité politique intense contre l'État albanais.

Le gouvernement de Zogou conclut aussi d'autres accords consulaires et administratifs avec ces pays ; tous lésaient de façon notoire les intérêts de l'Albanie.

Le problème des minorités a été une « pomme de discorde » entre notre pays d'une part, la Grèce et la Yougoslavie d'autre part, et les deux parties s'en sont servi pour dresser nos peuples les uns contre les autres.

La Yougoslavie et la Grèce s'efforcèrent, en élevant des revendications territoriales, en se livrant à des actes agressifs et terroristes et par des accords économiques et consulaires, de morceler l'Albanie. La politique du régime de Zogou, instrument du fascisme, a eu pour pierre angulaire la haine contre le Serbe et le Grec. Cette politique fit l'affaire des grandes puissances impérialistes, qui considéraient les Balkans comme un baril de poudre auquel ils pouvaient mettre le feu chaque fois que cela les arrangeait.

Les relations économiques de l'Albanie avec l'Angleterre, les États-Unis, la

Grèce et la Yougoslavie périclitèrent aux environs de 1930, à la suite de la crise générale qui éclata dans le monde capitaliste, à la suite du partage des zones d'influence entre les grandes puissances impérialistes et surtout à la suite de la pénétration absolue du capital italien en Albanie. Le régime de Zogou devint directement l'instrument du fascisme italien auquel il ouvrit les portes de la colonisation de l'Albanie, et permit l'agression du 7 avril et la cession honteuse et criminelle du pays aux ennemis jurés de notre peuple, aux fascistes italiens.

ZOGOU VASSAL DE MUSSOLINI

Zogou devint le vassal de Mussolini. En récompense, ce dernier le fit roi en 1928, contre la volonté du peuple, et Zogou entra au service direct de Mussolini. L'ambassadeur de l'Italie fasciste à Tirana devient le véritable maître du pays. Tous les accords et traités conclus par Zogou avec l'Italie fasciste avaient un seul objectif : la colonisation de l'Albanie.

Par les accords économiques et financiers et les traités d'alliance, l'Italie fasciste arriva en quelques années, non seulement à mettre la main sur toutes les richesses de notre sol et de notre sous-sol, mais encore à étrangler notre pays, obligeant le peuple albanais à dépendre, fût-ce pour un grain de maïs, de l'Italie. Notre peuple n'a jamais souffert d'une misère aussi grande, et n'a jamais été aussi basement bafoué par les étrangers, que par le fascisme italien sous le régime criminel de Zogou.

Le commerce, l'élevage, les forêts, les mines, l'agriculture, les finances, les P. T. T., les communications maritimes et aériennes, tout cela fut vendu par Zogou à l'Italie. Le traité de commerce et de navigation de 1924, qui entra en vigueur le 29 janvier 1926, fit du marché albanais un marché italien ; les produits italiens furent exemptés de taxe ; les sujets italiens eurent le droit de faire du commerce en Albanie. Notre commerce extérieur devint le monopole du capital italien. La convention pour l'aménagement du port de Durrës remit notre premier port aux mains des Italiens et le convertit, avec Vlora et Sazan, en base de domination italienne sur l'Albanie.

Un large réseau de sociétés d'exploitation italiennes commença à étendre ses tentacules sur notre pays, en vertu des concessions capitulaires accordées par Zogou: la S. V. E. A. (Società Valorizzazione Economica Albania) par un emprunt de 50.000 francs-or accordés le 15 mars 1925, enfonça la première des dents empoisonnées du capital italien dans le corps de l'Albanie ; L'A. I. P. A. (Azienda Italiana Petroli Albania) absorba la sève de notre économie : le pétrole ; L'E. I. A. A. (Ente Italiano Agricolo Albania) prit en concession les larges étendues de terre de Soukth et de Rajboull pour 99 ans; elle en devint pratiquement propriétaire et créa son propre port à Porto-Romano, échappant ainsi à tout contrôle du gouvernement fantoche de Tirana.

D'autres sociétés exploitaient les transports, les forêts, les mines de chrome et de fer, le bitume de Selenitsa etc. ... Leur large appareil était principalement constitué, non seulement de bandits de grand chemin qui volaient et s'abreuyaient du sang de notre peuple, mais encore d'agents aguerris de la S. I. M. et de l'O. V. R. A. qui, lors de l'agression du 7 avril, jetèrent le masque et se présentèrent revêtus de leur uniforme fasciste.

Les accords concernant la création de la Banque nationale d'Albanie, l'emprunt de 100.000.000 de francs-or sur 10 ans (1931), l'accord concernant l'aménagement des finances de l'État albanais, l'emprunt agricole de 10.000.000 de francs-or, l'emprunt pour la création du monopole du tabac, furent les récompenses que le fascisme italien accorda à la clique dirigeante de Zogou pour entrer en possession de l'acte de propriété de l'Albanie, pour coloniser notre pays ; ils remplirent leurs poches, augmentèrent les capitaux de Zogou et compagnie dans les banques anglaises et suisses, et amenèrent notre peuple au bord de l'abîme : le commerce périclita, l'agriculture également, l'industrie n'existait pas car les capitalistes italiens n'avaient aucun intérêt à l'édifier. Au cours de cette période, on enregistra dans notre pays des décès dus à la famine. Seule la clique féodale-bourgeoise de Zogou, qui était payée pour commettre ces crimes, vivait dans le luxe des palais.

L'intervention du fascisme italien devint plus brutale et plus acharnée après les traités de Tirana (traité d'amitié et de sécurité entre l'Albanie et l'Italie, 27 novembre 1926, et traité d'alliance défensive entre l'Albanie et l'Italie, 22 novembre 1927), qui plaçaient ouvertement l'Albanie sous le protectorat italien. L'article II du traité de 1927 dit : « Les deux hautes parties contractantes conjugueront tous leurs soins et tous leurs moyens pour garantir la sécurité de leurs États. »

Une telle clause ouvrait la porte à l'intervention militaire italienne ; il ne suffisait plus que d'une petite provocation de la part des fascistes albanais, montée par les fascistes italiens, pour créer l'occasion opportune. Aussi bien l'Italie tenta-t-elle cette provocation avec la « révolution » d'Ethem Toto en 1937. Cette alliance mettait un terme à l'indépendance de l'Albanie. Les ministères tombèrent aux mains des Italiens et, en vertu d'un accord secret sur l'organisation militaire en Albanie (1936), l'armée fut placée sous le contrôle des Italiens. Tout plan militaire venait de Rome ou était connu de Rome. Sazan, occupée et conservée de force par l'Italie dès la première guerre mondiale, et Dourreuss, furent fortifiées par les Italiens ; des aérodromes furent aménagés, des fortifications furent dressées le long de notre frontière avec la Yougoslavie et la Grèce en vertu de plans italiens et sous la direction de l'Italie ; l'armement de l'armée royale était italien, et les fascistes savaient même de combien de balles pouvait disposer chaque soldat albanais. Tout cela aboutit à la honteuse capitulation de l'armée royale devant l'agression fasciste, le 7 avril 1939.

Dans les écoles albanaises, l'enseignement de l'italien devint obligatoire ; on ouvrit des écoles professionnelles et confessionnelles italiennes ; les envoyés du parti fasciste italien jetèrent les bases d'un parti fasciste albanais avec les éléments les plus corrompus du pays, qui, le 7 avril, se jetèrent avec les agresseurs fascistes contre le peuple albanais.

Ce qui caractérise donc la politique étrangère du régime de Zogou, c'est la conclusion d'accords avec les autres États sur des bases capitalistes et impérialistes, accords qui abaissèrent l'Albanie au rang d'un pays colonial, qui légalisèrent l'exploitation la plus forcenée de notre peuple, qui menacèrent, puis supprimèrent l'indépendance et la souveraineté de notre pays. Voilà la trahison d'Ahmet Zogou, ennemi juré de notre peuple.

La politique intérieure de Zogou fut caractérisée par une exploitation barbare, totale, de la paysannerie pauvre et moyenne et des ouvriers de notre pays. Le

régime de Zogou employa tous les moyens pour mater la volonté de notre peuple, qui endurait les souffrances et les privations les plus cruelles ; il jeta le pays dans le plus grand chaos économique, et établit un large réseau d'exploitation aux mains de sa clique et de la bourgeoisie commerçante, réseau qui, appuyé sur ce régime d'oppression et de police, annihila tout développement et tout progrès de l'économie et du pays.

C'est une lutte séculaire que celle de notre paysannerie pour la terre et la libération.

La période historique, qui se place avant et pendant la domination ottomane en Albanie, fut la période du système social féodale.

Avant la domination ottomane, les grandes propriétés foncières étaient aux mains des grandes familles et des principautés du pays.

Les antagonismes, qui surgissaient entre ces féodaux dont le but était d'élargir le plus possible leur domination, ne faisaient qu'augmenter l'oppression et l'exploitation féodale, qui caractérisent les rapports économiques de ce système social.

La consolidation et l'élargissement de l'Empire ottoman dans les Balkans fit nécessairement que la domination turque s'étendit aussi à notre pays. La résistance désorganisée et éparpillée des féodaux du pays ne put empêcher l'invasion de l'armée turque. A la venue des Turcs en Albanie, les féodaux du pays disparurent et leurs fiefs devinrent la propriété de la Sublime porte. Notre pays en guerre perdit dès lors son indépendance et le droit de propriété de la terre.

Sous la domination du gouverneur, un bey turc, l'agriculteur fut soumis à une exploitation forcenée. Le paysan, esclave de la terre, dut travailler pour payer la capitation et entretenir les gouvernants turcs, les janissaires et leur armée.

Aussi notre paysannerie poursuivit-elle ses efforts, sa lutte contre l'oppression et l'exploitation, contre la domination ottomane.

Au cours de la première période de la domination ottomane, de nouveaux féodaux commencèrent à apparaître dans notre pays. Les vassaux du sultan, et les meilleurs soldats et cavaliers, qui servaient les entreprises de domination de la Sublime porte, formèrent la classe féodale des spahis. Les féodaux, qui surgirent à cette époque, sont des féodaux militaires, sans descendance héréditaire — ce qui constitue une caractéristique particulière du féodalisme turc de cette époque. A cette phase du féodalisme, les formes d'exploitation étaient la capitation, l'impôt sur le bétail et le tribut au sultan. Les nouveaux féodaux commencèrent également à étendre leur domination sur les régions du pays qui étaient jusqu'alors restées libres. Ils faisaient pression pour amener les paysans des villages libres à devenir leurs serfs, pour que chaque famille paysanne payât un tribut spécial au seigneur féodal, pour qu'on augmentât le tribut au sultan et qu'on s'enrôlât dans l'armée turque. Mais ils se heurtèrent à la résistance des paysans libres qui refusèrent de se soumettre à leur exploitation et à leur domination. Les révoltes de Himara (des années 1500, 1538, 1580) de Mirdita, Dukaghin, etc., furent dirigées contre les féodaux et l'envahisseur turc. A l'Assemblée de Cheunpal les paysans de Mirdita décidèrent de se soulever contre les féodaux. L'insurrection eut lieu, bien qu'en fin de compte, elle ait été réprimée (1614-1618). Malgré cette résistance et ces insurrections des paysans, les féodaux du pays consolidaient pourtant de façon

continue leurs positions économiques et politiques. La lutte que les féodaux menaient entre eux, et celle qu'ils menaient contre la paysannerie libre, eurent pour résultat d'accroître leur force et leur influence. Aussi le sultan fut-il obligé de les reconnaître maîtres du pays. Ils deviennent alors des féodaux héréditaires et prennent en main le pouvoir politique. La terre devient leur propriété privée. L'exploitation, à cette phase, assume des formes encore plus insupportables. A présent, le paysan, en dehors du tribut, doit également remettre au seigneur féodal la moitié ou le tiers des produits de la terre et s'acquitter de la « corvée ».

Pour rétablir son autorité sur les pays qu'elle dominait, et pour éviter la désagrégation de l'Empire, la Sublime porte proclama le Tanzimat, qui créait un État centralisé absolu. Après avoir éliminé les grands féodaux et les beys, qui représentaient une entrave à l'application des réformes du Tanzimat, le gouvernement turc établit un nouveau système d'impôts et exigea la dîme de toute la paysannerie. De cette façon l'exploitation devenait encore plus pesante: en plus de la remise du tiers de ses produits, le paysan devait à présent payer de nouveaux impôts. Des féodaux héréditaires, le Tanzimat fit des fonctionnaires nobles, chargés par le sultan de percevoir les impôts.

Aussi le Tanzimat révolta-t-il la paysannerie, qui ne voulut en aucune façon accepter cette nouvelle forme d'asservissement. Au cours d'une première phase, se produisit la révolte de la grande paysannerie (familles riches) qui, conduites par Zuluftar Poda, Zenel Aga Ghioleka et autres, se dressent contre le Tanzimat. Dans la seconde phase, on assiste au mouvement de la petite paysannerie qui, conduite par Rrapo Hekali, lutta, non seulement contre le sultan, mais aussi contre les féodaux de Vrioni : ceux-ci, encerclés dans la forteresse de Bérat, se virent assiégés et exécutés. Ce mouvement de la petite paysannerie parvint à envelopper Ghirokastra, mais fut vaincu à Palavli de Delvina.

Malgré la lourde oppression de l'occupant turc et des féodaux du pays, la petite gent paysanne poursuivit ses efforts contre ses oppresseurs. Elle réussit à organiser à Chala la ligue « Jeunesse de Chala », avec Mehmet Chpéndi à sa tête, dans le but de défendre les droits des petites gents. Cette ligue parvint à saboter les décisions des notables qui cherchaient à asservir les petites gents, mais à la fin Mehmet Chpéndi accepta un compromis (1895). Le Mouvement de Plougou des petits paysans du « bairak » de Dibra (1906), et d'autres mouvements dans le Kossovo et dans d'autres régions au temps des Jeunes Turcs, sont également des faits qui témoignent des efforts faits par la paysannerie pour se libérer de la domination ottomane et des féodaux du pays.

En ce temps-là encore, les villages ainsi que les serfs et les domaines s'achetaient et se vendaient comme une simple marchandise. Un seigneur féodal vendait à un autre un village entier, y compris les agriculteurs, les instruments de travail, les forêts, les eaux, etc. ... De même les paysans achetaient en commun au seigneur féodal la terre de leur village et s'acquittaient de cet achat en plusieurs années.

A l'aube de l'écroulement de l'Empire ottoman, les beys du pays s'emparèrent du drapeau du nationalisme et de l'auto-gouvernement, dans le but de sauvegarder et de consolider leurs positions économiques et politiques. Mais même lorsque notre pays eut acquis l'indépendance politique nationale, les insurrections continuèrent.

La lutte des paysans, avec Hadji Qamil à leur tête, contre Esat Pacha, les féodaux de Bérat et d'Elbasan, attestent le désespoir et la haine que la petite gente nourrissait contre ses oppresseurs séculaires.

La première période du régime de Zogou fut caractérisée par les efforts des beys et des agas cultivés pour instaurer leur propre pouvoir. Zogou, ayant réprimé la résistance de certains éléments progressistes, put alors s'emparer du pouvoir.

Sous le régime de Zogou, les rapports économiques féodaux de la domination ottomane subsistèrent. Le pouvoir était aux mains des beys, élevés et éduqués dans l'atmosphère de l'empire ottoman, dans l'esprit et selon les conceptions orientales. Ces hommes ne pouvaient porter notre société en avant, car leurs intérêts étaient opposés à ceux des masses populaires qu'ils opprimaient. Le pouvoir de l'État absolu étant concentré entre leurs mains, l'exploitation de la paysannerie se poursuivit avec les mêmes lois et les mêmes formes que sous la domination ottomane. Leurs lois étaient le « Chériate, Medjeléa », etc. ...

La subsistance des rapports féodaux, jusqu'en ces temps-là, dans notre pays, à la suite de la domination ottomane, fait comprendre pour quelle raison la bourgeoisie ne put se développer à temps. Cependant, dans ces conditions, la bourgeoisie commerçante prit un pi essor notable. Aussi, en raison des contradictions qui se manifestent entre le capitalisme qui naît et se développe d'une part, et le féodalisme qui commence à disparaître d'autre part, les féodaux de certaines régions d'Albanie, surtout ceux de l'Albanie méridionale, s'acheminent vers la dégénérescence et la corruption. Leurs fiefs sont graduellement rachetés par les petits commerçants qui forment aussi une bourgeoisie rurale.

LA SITUATION LAMENTABLE DU PEUPLE SOUS LE RÉGIME DE ZOGOÛ

Cette bourgeoisie s'attache aux survivances du féodalisme, et défend de cette façon les formes féodales d'exploitation dans le village. Les koulaks du village étendent leur mainmise sur la terre. Les intendants et les notables du village, serviteurs fidèles et instruments du régime et des féodaux, favorisés par les autorités du régime de Zogou, s'approprient par la force et la ruse la terre des paysans opprimés. D'autre part les hommes de la clique de Zogou, comme Moussa Iouka, Krossi et consorts, dans le but d'étendre leurs domaines, obligent les paysans, par l'intimidation et la terreur, à abandonner leur terre.

C'est ainsi que Ton voit subsister encore de grands domaines, surtout en Albanie centrale. Mais tant pour les salariés que pour les autres paysans, la vie devient insupportable ; la pauvreté et la misère sont à leur comble. Avec les revenus que lui procure la terre, l'agriculteur n'arrive même pas à assurer son pain.

L'agriculture, au lieu de progresser, tomba en décadence. Et les raisons fondamentales de ce marasme de l'agriculture se trouvent dans le fait que, sous le régime de Zogou, les rapports féodaux ne changèrent pas, que, dans les villages, les vieilles formes d'exploitation subsistèrent intactes. L'État ne faisait aucun effort pour développer l'agriculture. Dévalorisée, la production agricole diminua considérablement. Les propriétaires réservèrent aux pâturages de vastes superficies, parce que de cette façon ils s'assuraient sans aucun tracas des gains satisfaisants, soit par la vente de produits de l'élevage, soit en louant leurs pâturages. D'autre part, on ne pouvait arriver à développer l'agriculture tant que

subsisteraient les méthodes primitives de travail du sol, l'usage de l'archaïque charrue de bois, tant qu'on n'aurait pas mis en œuvre un outillage moderne.

De plus, et en conséquence de cette exploitation forcenée, la paysannerie resta très arriérée. Les maladies et la pauvreté la rongeaient. Personne ne se souciait de son relèvement et de son éducation. Au temps de Zogou, l'instruction et la culture n'étaient pas bonnes pour la paysannerie. Les classes au pouvoir considéraient le paysan comme un être indigne et méprisable. Pour faire face aux dépenses journalières, celui-ci était continuellement contraint de s'endetter et, comme il n'arrivait jamais à liquider ses dettes, il se voyait obligé de vendre le seul bœuf qu'il possédait, son champ ensemencé et, enfin, d'escompter son lopin de terre. Du coup, les paysans riches, les koulaks et la bourgeoisie citadine agrandissaient leurs domaines, achetant la terre des agriculteurs pauvres et moyens qui, n'ayant plus de terre, devenaient des ouvriers ou émigraient à l'étranger pour gagner leur vie. Encore les paysans sans terre ne trouvaient-ils pas de travail, car le régime de Zogou et la bourgeoisie du pays n'avaient rien fait pour édifier une industrie nationale. Il ne leur restait qu'une issue : graisser la patte à qui de droit pour être autorisé à s'engager comme gendarme ou devenir domestique des classes au pouvoir, à 30 leks par mois.

Cette situation lamentable et cette grande misère portèrent la paysannerie au comble du désespoir. Souvent les paysans résistaient à leurs patrons qui réclamaient le tiers de leurs produits. Ils résistaient aux autorités du pays qui confisquaient leur mobilier et leurs brebis, pour régler la lourde taxe sur le bétail et les dettes contractées envers les usuriers.

Les agriculteurs se dressaient aussi contre les propriétaires terriens, contre les beys et les agas. Les conflits survenus entre les paysans et Maliq Fracheuri au sujet de la montagne de Goritsa (Kortcha) et entre les paysans du village Krina et Emin Kokalari à Ghirokastra), sont les manifestations de la haine la plus profonde à l'égard des féodaux. Mais chaque tentative de révolte des paysans contre les féodaux était réprimée de la façon la plus inhumaine par le régime de Zogou. Les nombreux procès intentés à ce sujet au cours du régime de Zogou prouvent clairement à quel terrible asservissement était soumise la paysannerie. Les tribunaux se remplissaient de paysans pauvres en haillons qui demandaient justice, mais leur droit n'était jamais reconnu et, en fin de compte, au moyen d'un quelconque article des lois turques, on dépouillait le paysan de tout son avoir.

Quoiqu'on ait fait plusieurs fois beaucoup de bruit autour d'une éventuelle réforme agraire en Albanie, celle-ci n'eut jamais lieu ni avant ni pendant le régime de Zogou, parce que les cliques qui détenaient le pouvoir politique possédaient aussi de grands domaines. L'application de la réforme agraire était cependant devenue une nécessité indispensable pour la paysannerie de tous les pays. L'écho de la grande Révolution d'octobre, et des changements qu'elle apporta dans les rapports au village, parvint dans tous les pays. Notre paysannerie elle-même, inspirée par les victoires de la paysannerie russe, vit renaître ses espoirs d'une réforme agraire. Pendant la courte existence du gouvernement de Fan Noli, on parla encore d'une réforme agraire, mais on se contenta de confisquer les biens de ceux qui s'étaient enfuis. Dans le dessein de s'attirer la sympathie de la paysannerie, de menacer ses rivaux (féodaux, entrepreneurs et autres...) et de se présenter au monde comme un

jeune roi réformateur, Zogou promit, lui aussi, l'application de la réforme agraire en Albanie. Mais la soi-disant réforme agraire de Zogou se limita seulement à la cession de quelques petites superficies de terre, en quantité insuffisante, à quelques familles du Kossovo qui se virent installées sur les marécages de Muzeqé, Youba et Doureuss. On n'est encore jamais arrivé à améliorer ces terres, et notre régime a dû transférer ces familles sur d'autres terres. Les familles du Kossovo, qui furent installées par la réforme agraire de Zogou sur ces terres, y trouvèrent la mort bien plutôt que la vie. Les paysans du village Stani i Bobos (Louchña) où furent installées une centaine de familles, racontent qu'en un seul jour ils y enterrèrent 7 personnes. Il ne faut pas oublier non plus que les superficies cédées aux familles du Kossovo appartenaient à l'État et que les grands domaines des féodaux restèrent intacts. D'ailleurs, sous des prétextes semblables, on agrandit les terres d'Abdourahman Krossi et celles d'Ahmet Zogou lui-même. Pour se faire une idée des superficies de terre en possession des féodaux traîtres au pays, donnons les chiffres suivants : 7 familles possédaient plus de 1.000 hectares chacune, avec un total de 14.554 hectares. Voici quelques uns de ces féodaux: Chefqet Veurlatsi avait 2061 hectares de terre cultivable, pâturages et forêts, ainsi que 1.761 pieds d'oliviers. La famille Bitchaktchiou 2.061 hectares de terre cultivable, pâturages et forêts, et 1.276 pieds d'oliviers; les Vrioni 6.315 hectares de terre, Nouredine Vlora 2.990 hectares et les Ressouli 1.541 hectares, sans compter les autres biens immobiliers tels que magasins, maisons, hôtels, etc. ...

Quant à l'industrie, sous ce régime particulièrement étouffant, mieux vaut n'en pas parler. L'industrie légère tenait une place excessivement petite dans l'économie ; techniquement parlant, elle était très primitive ; de plus, elle était placée sous la direction absolue du capitalisme marchand féodalo-bourgeois du pays, qui avait à peine commencé à s'étendre un peu dans l'industrie, et qui dépendait toujours de l'aide et des ordres du grand capital financier italien dont les intérêts étaient contraires au développement de l'industrie légère dans notre pays ; c'est pourquoi l'industrie ne connut aucun développement. Les quelques petites fabriques qui existaient se trouvaient dans une situation lamentablement arriérée, installées sans aucune logique, là où le désirait le patron, loin des sources de matières premières ; encore la plupart dépendaient-elles de l'étranger quant à ces matières premières. L'exploitation du sous-sol, elle, était sous la direction absolue du grand capital financier italien et de la Banque, cette arme du capital italien, qui servit à la colonisation de l'Albanie. La Banque, comme institut de crédit, permit en premier lieu l'élargissement du capital italien et en second lieu celui du capital marchand du pays, usuriers et spéculateurs qui suçaient le sang des masses laborieuses de notre pays. Les recettes de l'État provenaient principalement de lourds impôts que devaient payer la paysannerie et les couches pauvres du peuple, et de l'emprunt italien, accordé au régime d'oppression de Zogou en rémunération des grandes concessions, qui constituaient les bases de la préparation de l'occupation fasciste dont notre pays allait être la victime.

La conséquence de cette situation économique difficile, de la misère et de l'appauvrissement des masses de notre peuple, était que le capital, concentré dans quelques mains, se voyait uniquement employé au commerce, plus précisément à l'importation d'articles manufacturés que le marché italien offrait au marché

albanais, absorbant de cette façon tout l'or et les précieuses devises qui se trouvaient dans notre pays. La statistique des exportations et des importations du temps de ce régime d'oppression montre bien l'appauvrissement de notre pays, sa grande décadence économique et l'abaissement de sa production. Nos exportations consistaient principalement en matières premières et en denrées alimentaires qui, par suite de l'affaiblissement du pouvoir d'achat du peuple et de la situation économique lamentable des masses laborieuses, étaient ramassées par les exploiters qui les exportaient en Italie. Les importations étaient constituées par des produits manufacturés que le marché italien offrait à sa colonie, l'Albanie.

Les budgets de cette sombre période du régime de Zogou mettent en relief la nature de ce régime d'oppression et de police, et le marasme économique qui existait à cette période. Dans ces budgets les investissements de fonds ne s'élèvent pas à plus de 3 % des dépenses budgétaires, tandis que l'armée et la gendarmerie reçoivent 45 à 50 % et la seule maison royale 3,7 % du budget total de l'État.

L'instruction publique était, elle aussi, dans une situation lamentable et se développait avec une lenteur exaspérante. Les féodaux de la clique régnante de Zogou menaient contre l'instruction des masses populaires une lutte acharnée. L'instruction était réservée à la seule classe dominante, et là même il y avait insouciance et incapacité quant à l'organisation et au développement. Cette instruction n'était en rien professionnelle ou technique, et l'analphabétisme s'était solidement implanté. Notre peuple, qui a toujours grandement désiré s'instruire et se cultiver, eut malheureusement affaire au régime de Zogou, et les portes de l'enseignement lui furent fermées. Au temps de Zogou, l'instruction publique au village différait d'une région à l'autre, suivant les intérêts de Zogou et de sa clique. Le fils du paysan voyait se fermer pour lui les portes de l'enseignement secondaire. Celui-ci était très limité, excessivement limité ; ce qui n'empêchait pas, en 1935 et en tout temps, la clique de Zogou d'élever la voix et de s'alarmer du danger de surproduction intellectuelle. En 1935, en effet, Feyzi Alizoti jetait un cri d'alarme à ce sujet au parlement : *« Aujourd'hui nous avons en Albanie S gymnases qui, au bout de 10 à 15 ans, auront formé 500 à 600 candidats fonctionnaires, et il arrivera un jour où ces lycéens deviendront des commis d'épicerie ... Avec le programme actuel, je suis convaincu que l'argent destiné à l'enseignement est dépensé en vain. »* Ces paroles caractérisent la politique que Zogou suivait en matière d'instruction publique. Et le conseiller du ministre de l'instruction publique d'alors, un fasciste italien, écrivait dans un rapport qu'il adressait à Zogou en 1937 : *« L'école secondaire, quand elle n'est pas bien organisée et qu'elle ne répond pas aux besoins de la nation, provoque le chômage intellectuel, et ce dernier est la forme la plus dangereuse du chômage pour les États qui désirent maintenir l'ordre et la solidarité sociale, et éviter la subversion bolchévique. »* Le même conseiller fasciste italien du ministère de l'instruction publique de Zogou écrivait à propos de l'instruction technique et professionnelle en Albanie :

« Jusqu'à présent les conditions nécessaires à une large industrialisation font défaut, et cela est peut-être un bien pour l'Albanie, parce que les peuples qui ont, ou qui veulent avoir, une plus large industrialisation sont généralement les peuples les plus agités. »

Le régime fasciste ottoman de Zogou maintenait le peuple albanais dans des

conditions de vie moyenâgeuses.

On ne saurait parler d'une quelconque sauvegarde de la santé du peuple sous le régime de Zogou : là aussi la situation était misérable et des maladies diverses et dangereuses décimaient notre peuple.

Le régime de Zogou avait beau être le régime de la potence et du fusil, on assista, malgré l'oppression et la terreur, aux grèves des ouvriers des puits de pétrole de Koutchova en 1933 (grèves organisées par la classe ouvrière contre le régime de Zogou et le capital italien qui exploitait Koutchova), à la manifestation pour le pain en février 1936 (organisée et dirigée par le groupe communiste de Kortcha), à la lutte des groupes communistes albanais (quoiqu'ils ne fussent pas unis idéologiquement ni organiquement), la résistance au régime des éléments progressistes et patriotes et à la préparation de l'occupation de notre pays ; tous ces mouvements attestent que, malgré la terreur et l'oppression du régime moyenâgeux de Zogou et les démonstrations navales de l'Italie fasciste, notre peuple héroïque résistait avec force à cette politique de capitulation et d'esclavage.

Aussi bien, dès le 7 avril 1939, notre peuple, sous la conduite du Parti communiste albanais, se dressera-t-il comme un seul homme pour combattre avec héroïsme et mener la lutte la plus glorieuse de son histoire séculaire.

LE RÔLE DE L'UNION SOVIÉTIQUE DANS LA DÉFENSE DE LA PAIX

La politique étrangère de l'Union soviétique a toujours eu pour but, dès la grande Révolution d'octobre, la paix et la sécurité internationale :

1° Le régime soviétique est pour la paix et la coopération internationale, sur la base de l'égalité complète et du respect de la souveraineté des États, grands et petits.

2° L'Union soviétique se détermine selon le principe léniniste de la coexistence des deux mondes, capitaliste et socialiste, et elle admet la possibilité d'une collaboration entre eux.

3° Constatant l'existence de l'encerclement capitaliste et s'assignant pour but l'édification de la nouvelle société socialiste, l'Union soviétique a toujours senti un intérêt direct à être entourée de voisins amicaux, et à voir régner la paix dans le monde.

Dès sa création, l'État soviétique se déclara contre la guerre et proposa la paix au monde. Travaillant de façon active pour une telle paix, il accepta Brest-Litovsk. Le 6 novembre 1918, le VI^e Congrès extraordinaire des Soviets adoptait une résolution qui proposait aux gouvernements d'Angleterre, de France, des États-Unis et du Japon de cesser l'intervention et d'entamer des pourparlers. Les armées des impérialistes n'en continuèrent pas moins leur guerre ignoble. Alors, à l'appel du Parti bolchévik, sous la direction de Lénine et de Staline, les peuples soviétiques se dressèrent en un seul bloc pour défendre leur Patrie contre les envahisseurs étrangers : l'Armée rouge repoussa l'agression et poursuivit son offensive jusqu'à la liquidation définitive de tous les interventionnistes et de leurs laquais, les gardes blancs de Koltchak et Dénikine.

En 1920, la Russie soviétique conclut la paix avec les États baltes. Du traité avec l'Esthonie, Lénine a dit :

« Ce traité est une fenêtre que les ouvriers russes ont ouverte sur l'Europe occidentale ; c'est une victoire ineffable sur l'impérialisme mondial, une victoire qui change le cours de la Révolution du prolétariat russe et qui permet de concentrer toutes les forces sur la rénovation interne du pays. »

(Lénine, œuvres, T. XXV, p. 23.)

Malgré les intrigues des impérialistes en 1921, l'URSS conclut des accords amicaux avec les États orientaux: Iran, Afghanistan, Turquie, Mongolie, et établit également ensuite de bonnes relations avec la Chine.

Aux conférences de Genève et de la Haye (1922), la diplomatie impérialiste eut beau s'efforcer de créer un front antisoviétique, la diplomatie de Lénine, qui connaissait bien les contradictions internes du camp impérialiste, sut briser ce front et déjouer les plans agressifs des ennemis de l'État soviétique.

L'État soviétique était ferme, puissant et stable ; son autorité internationale grandissait de jour en jour et il devenait impossible de rissoler. En 1924 les gouvernements capitalistes, conscients de ce fait et poussés tant par le besoin de consolider les relations internationales que par l'opinion publique, furent contraints de reconnaître l'Union soviétique.

L'Union soviétique continua de lutter avec force et courage pour la paix, et de démasquer impitoyablement la politique à double face des pays capitalistes qui disaient vouloir la paix et le désarmement et qui, en fait, procédaient à un nouveau partage du monde, armaient et poussaient l'Allemagne contre l'Union soviétique.

L'Union soviétique proposa un plan de désarmement général effectif, et conclut des pactes de non-agression avec plusieurs États limitrophes. Lorsque la crise économique générale éclata dans le monde capitaliste (1929-1933), l'Union soviétique dénonça avec fermeté les tentatives des gouvernements bourgeois qui essayaient de l'entraîner aussi dans leur sphère économique pourrie, et elle proposa que les pactes politiques de non-agression, qu'elle avait conclus avec un grand nombre d'États, fussent complétés par un pacte international de non-agression économique, qui aurait permis à tous les pays de coopérer dans la paix, indépendamment de leur régime intérieur (20 juin 1933).

C'est à ce moment-là que le fascisme dresse la tête ; en 1931 le Japon attaque la Mandchourie, le 27 mars, il quitte la Société des nations ; l'Italie demande, avec menaces à l'appui, la révision du traité de Versailles. En janvier 1933, Hitler accède au pouvoir ; le 19 octobre 1933, l'Allemagne, elle aussi, quitte la S.D.N. et commence ses préparatifs de guerre avec des mots d'ordre vindicatifs et sur son thème de la « croisade » contre le bolchévisme.

Les gouvernements réactionnaires d'occident tolèrent tout cela, et espèrent jeter l'Allemagne hitlérienne contre l'Union soviétique. Le gouvernement soviétique comprend clairement la nature agressive du fascisme ; il s'efforce d'ouvrir les yeux aux autres peuples et de rassembler les forces antifascistes. A la Conférence internationale du désarmement (1933), la délégation soviétique présente un projet de Convention qui permettait de déterminer les cas d'agression. Cette proposition visait à empêcher l'agression, à consolider la paix et la coopération internationale et à créer un système de sécurité collective.

L'Union soviétique était donc un facteur de paix ; elle démasquait impitoyablement l'hypocrisie du pacifisme bourgeois et du fascisme. En 1925, la

S.D.N. proposa à l'Union soviétique de devenir un de ses membres : l'Union soviétique ne refusa pas ; elle pensait en effet que, malgré toutes ses lacunes, la S.D.N. pouvait rendre de bons services à la cause de la paix. Aussi bien lorsque, plus tard, au temps des guerres d'Abyssinie et d'Espagne, ses créateurs, l'Angleterre et la France, l'abandonnèrent, ce fut l'Union soviétique qui prit sa défense et demanda le respect des statuts de la S.D.N. contre les agresseurs fascistes.

Les peuples qui comprenaient le danger d'une agression allemande se rapprochèrent de l'Union soviétique. En mai 1935, la France et la Tchécoslovaquie conclurent avec l'Union soviétique un pacte d'assistance mutuelle, tandis que les réactionnaires anglais, inquiétés par le pacte franco-soviétique, concluaient le 18 juin 1935 un accord naval avec l'Allemagne.

L'Union soviétique lutta alors pour former un front commun contre l'agresseur fasciste. Mais les démocraties occidentales, y compris l'Amérique, suivirent à l'égard des agresseurs fascistes une politique de capitulation : leur politique de tolérance, de non-intervention, voire d'appui à l'égard de la politique agressive fasciste, leur faiblesse devant les chantages et les méthodes de gangsters des fascistes, leur aversion pour l'Union soviétique encouragèrent les fascistes à commettre leur ignoble agression contre la Mandchourie en Extrême-Orient, contre l'Abyssinie en Afrique, et contre l'Espagne en Europe, tous États qui étaient également membres de la S.D.N. Les fascistes mobilisaient leurs forces pour la guerre et s'armaient. En novembre 1936, l'Allemagne et le Japon concluent le pacte dit anti-Komintern, auquel adhère aussi l'Italie de Mussolini. Sous le mot d'ordre de la guerre contre le communisme, les fascistes préparaient la seconde guerre mondiale. En 1938, Hitler réalise l'Anschluss, c'est-à-dire l'union avec l'Autriche ; il morcelle la Tchécoslovaquie en s'emparant de la région des Sudètes et plus tard, en mars 1939, après Munich, s'empare de toute la Tchécoslovaquie. Le 7 avril 1939, l'Italie fasciste attaquait l'Albanie. Plus les gouvernements bourgeois cédaient, plus les exigences d'Hitler devenaient féroces. Les gouvernements réactionnaires de France et d'Angleterre, en sacrifiant à Hitler les petits États les uns après les autres, ainsi que les intérêts de la paix et ceux de leurs propres peuples, pensaient pousser Hitler vers l'Est, contre l'Union soviétique. Chamberlain et Daladier montèrent Munich, qui fut un crime des plus ignobles et l'accentuation de la politique capitulaire démocrate bourgeoise devant le fascisme. Munich est le fruit de la politique antipopulaire et anticommuniste des gouvernements impérialistes anglo-français ; c'est la plus vile trahison des obligations internationales.

Les événements de Tchécoslovaquie constituèrent l'épreuve du feu pour les démocraties occidentales et marquèrent leur fin. Seule l'Union soviétique poursuivait la lutte, fidèle à la paix, fidèle aux engagements assumés, défenseur conséquent de la liberté et de l'indépendance des peuples et ennemi juré des agresseurs fascistes ; seule, elle se montre prête aussitôt à sauver la Tchécoslovaquie. Dans ces moments où la peur, la trahison, la panique et le désarroi s'emparèrent des pays capitalistes devant les pirateries d'Hitler, seule l'Union soviétique ne perdait pas sa lucidité et se tenait prête à défendre jusqu'au bout ses engagements, à défendre la paix et la démocratie contre les fascistes qui mettaient le feu aux poudres.

Chamberlain et Daladier considérèrent Munich comme le triomphe de leur

politique. En vérité Munich fut le glas de leur politique. Mais même après Munich et alors que le danger allemand était à leur porte, jetant l'alarme parmi leurs peuples qui ne voyaient de salut que dans l'alliance avec l'Union soviétique, les gouvernements réactionnaires d'Angleterre et de France poursuivirent leur politique antisoviétique, dirigée contre les intérêts de la paix et de leurs propres peuples. Ils se livrèrent à un jeu rusé et excessivement dangereux, dans le dessein de faire tomber l'Union soviétique dans le piège ; en vérité ce furent eux qui y tombèrent. Sous la pression de l'opinion publique et devant les actes de plus en plus ouvertement agressifs d'Hitler, les gouvernements de la France et de l'Angleterre furent obligés d'entamer des pourparlers avec l'Union soviétique. Les conversations durèrent quatre mois et n'aboutirent à rien : les gouvernements anglais et français ne voulaient pas, en effet, conclure d'alliance avec l'Union soviétique; bien au contraire, simultanément, ces gouvernements poursuivaient des pourparlers avec Hitler pour le lancer contre l'Union soviétique.

Dans un article publié par la *Pravda* le 29 juin 1939 sous le titre : « Les gouvernements anglais et français ne veulent pas d'un pacte d'égalité avec l'U.R.S.S. », et qui fit sensation dans le monde entier, Andréï Jdanov expliqua la raison de la lenteur que les Anglo-Français mettaient à conclure un tel pacte. Rappelant une série de faits, il écrivait :

« Tout cela prouve qu'Anglais et Français ne veulent pas conclure avec l'U.R.S.S. un pacte basé sur les principes de l'égalité et de la réciprocité, quoiqu'ils jurent chaque jour qu'ils sont pour l'« égalité » ; ils veulent un pacte dans lequel l'U.R.S.S. jouera le rôle du domestique qui porte sur ses épaules tout le poids des obligations. Pas un seul pays qui se respecte ne saurait accepter un pareil traité, à moins qu'il ne désire devenir un jouet entre les mains de ceux qui veulent s'en servir pour tirer les marrons du feu. L'U.R.S.S., dont la force, la puissance et les mérites sont connus du monde entier, peut encore moins accepter un pacte semblable. »

Les événements ultérieurs prouvèrent la justesse des paroles d'Andréï Jdanov. Les conversations furent interrompues et échouèrent, malgré les efforts et la bonne volonté du gouvernement soviétique. A ce moment l'Allemagne proposa à l'Union soviétique un pacte de non-agression. « Un pacte de non-agression est un pacte de paix entre deux États », déclara le camarade Staline le 3 juillet 1941 en parlant de ce pacte. Ce fut pour cela que le gouvernement soviétique l'accepta : « Qu'avons-nous gagné en signant avec l'Allemagne un pacte de non-agression ? » demande le camarade Staline. « Nous avons assuré à notre peuple la paix pour un an et demi et la possibilité de préparer nos forces pour résister, au cas où, comme cela est arrivé, l'Allemagne fasciste aurait attaqué notre pays malgré ce traité. Cela était un gain véritable pour nous autres et une perte pour l'Allemagne fasciste. »

Les événements donnèrent toujours raison à la politique de paix et de coopération internationale suivie par l'Union soviétique, aussi bien avant la guerre, que pendant et après celle-ci. La politique étrangère soviétique est édiflée sur les fondements déterminés par Lénine et dirigée de façon géniale par Staline, qui a développé et approfondi les principes de Lénine sur les relations internationales susceptibles de permettre aux peuples soviétiques d'édifier dans la paix leur État socialiste, d'accroître leur rôle et leur autorité internationales, de devenir des

facteurs de la sauvegarde de la paix, de l'anéantissement complet des hordes germano-fascistes et du développement actuel de la situation internationale. Aujourd'hui, pas un seul problème international ne peut être résolu justement sans l'Union soviétique, ni contre le point de vue de l'Union soviétique.

L'OCCUPATION FASCISTE ITALIENNE DE NOTRE PAYS

Le 7 avril de l'année 1939 ouvrit pour notre pays une ère de lourd esclavage. Notre peuple se trouva complètement désarmé devant un grand danger qui le menaçait de mort. Les seules armes qui existaient, et que l'Italie fasciste avait permis à Zogou de posséder, se trouvaient entre les mains d'une armée royale nullement préparée à défendre les intérêts du peuple et l'indépendance du pays, mais exclusivement préparée et entraînée à défendre les intérêts du régime féodalo-fasciste de Zogou. C'était l'armée d'un régime réactionnaire, commandée par des officiers réactionnaires et fidèles au régime de Zogou et au fascisme. Zogou et son armée étaient complètement isolés des masses populaires, et l'État albanais absolument coupé du monde extérieur. Partout, dans l'appareil de l'État et de l'armée, avaient pénétré, bien avant le 7 avril, des organisateurs fascistes italiens qui préparèrent minutieusement leur cinquième colonne. Devant l'invasion fasciste, l'armée de Zogou capitula. Ce qui confirme une fois de plus, et pour notre pays, l'assertion de Marx suivant laquelle : « La monarchie ne peut jamais se risquer à des luttes révolutionnaires, à une insurrection des masses, à une terreur révolutionnaire. Elle préfère s'unir à l'ennemi le plus dangereux du peuple plutôt qu'à ce dernier... La révolte des masses, l'insurrection générale du peuple sont des moyens dont le régime monarchique a peur de se servir... »

Le peuple albanais, avant même l'invasion, se dressa comme un seul bloc et demanda des armes pour lutter contre l'occupation, mais le régime de Zogou ne pouvait en aucune façon lui donner ces armes ; aussi notre peuple ne put-il organiser la lutte et frapper l'occupant dès les premiers jours de l'occupation. Les combats contre les Italiens dans le port de Dourreuss, dirigées par Mouïo Oulqinakou, à Saranda, à Cheunghin et à Vlora, furent étouffées par les forces importantes de l'occupant.

Notre peuple fut terrassé et notre pays occupé. Mais pas un seul instant notre peuple ne se soumit et n'accepta l'occupation. Certes, les premiers mois de l'esclavage désorientèrent les larges masses du peuple, qui se trouvèrent isolées du monde extérieur et trahies par le régime antérieur de Zogou. Aussi bien la politique d'asservissement et de colonisation du fascisme italien commença-t-elle à être appliquée avec violence dès les premiers jours dans notre pays. Tout ce qui avait été tramé par le fascisme italien sous le régime de Zogou, prit maintenant une forme légale et s'organisa plus systématiquement pour affermir la dictature fasciste. Par l'entremise de gouvernements quislings, le fascisme italien s'efforça de tromper l'opinion albanaise sur les vrais buts de l'occupation, et de lui donner l'impression qu'il était venu en Albanie pour sauver le peuple albanais de Zogou et de sa clique, et que l'Albanie continuait à être un État indépendant. Mais le peuple albanais ne s'y laissa pas prendre. Dès les premiers jours de l'occupation, et longtemps après, le fascisme italien prit des mesures pour fortifier comme il fallait notre pays, et en faire un camp d'où il préparait ses futures attaques contre le peuple grec et les

autres peuples de l'orient. Une telle préparation (l'ouverture de routes de caractère stratégique, la construction de diverses fortifications sur la frontière face à la Yougoslavie et la Grèce, l'édification de casernes et de dépôts militaires) créa un moment, dans les couches du peuple et surtout dans la main-d'œuvre, l'illusion que leurs conditions de vie allaient s'améliorer. Mais cela ne dura pas longtemps, car la situation économique de notre pays, après l'arrivée du fascisme, commença à s'aggraver. Simultanément, le fascisme italien, dans les écoles, qu'il s'efforça d'italianiser, par la démagogie et les méthodes qu'il employait pour corrompre la jeunesse, chercha à désorienter celle-ci et à l'éloigner de la résistance éventuelle qu'elle aurait pu opposer aux méthodes abhorrées du fascisme. En fin de compte, le fascisme n'eut aucun succès. La grande haine du peuple albanais envers son vieil ennemi s'accrut de jour en jour, la désorientation des masses ne dura pas longtemps, et cette haine commença à se manifester sous des formes politiques et dans des actions ouvertes contre l'occupant et le gouvernement quisling. De la résistance passive qu'opposait à l'occupant le peuple avec, à sa tête, les éléments des groupes communistes et d'autres patriotes, naquirent les grèves dans les ateliers et les chantiers, les manifestations du peuple et de la jeunesse, comme celles de l'École technique, du Lycée de Chkodra, de la manufacture de tabac « Stamles », les manifestations du 28 novembre à Tirana et à Kortcha, etc. Le fascisme commença à être démasqué sur une vaste échelle. Notre peuple se préparait à la lutte et, ayant repris confiance en ses forces, il se rendit parfaitement compte qu'il lui fallait s'organiser pour mener une lutte longue et acharnée contre l'occupant et les traîtres. Devant les préparatifs du fascisme et l'organisation de la réaction, le peuple albanais et les éléments progressistes et révolutionnaires font alors, avec audace, les premiers pas vers la résistance armée et s'efforcent d'organiser la direction de cette résistance. Des deux côtés on se préparait aux rencontres et à une lutte sans merci.

Le fascisme italien, avant et après l'invasion de notre pays, avait largement travaillé pour le rassemblement et l'organisation de la réaction albanaise, tant à l'intérieur de l'Albanie qu'à l'étranger. A l'intérieur de notre pays la clique de Zogou, les féodaux, la bourgeoisie aisée et les commerçants, ainsi que toute la partie des koulaks directement liée par ses intérêts de classe aux féodaux grands propriétaires terriens et à la bourgeoisie commerçante des villes, furent le principal appui que le fascisme italien trouva sur place. Pendant une période excessivement longue, Zogou et l'Italie fasciste avaient préparé le terrain. La classe riche dominante de notre pays voyait en l'Italie fasciste le seul soutien, le seul défenseur de son régime et de ses biens. Le manque d'une solide organisation des éléments progressistes de notre pays, le manque d'un Parti communiste organisé, capable de diriger politiquement et militairement la résistance et la lutte contre Zogou, ainsi que le rassemblement et l'organisation des éléments révolutionnaires, tels que les ouvriers, la paysannerie pauvre et moyenne et les intellectuels d'opinion démocratique avancée, en un front populaire unique pour la conquête des droits démocratiques et la lutte contre le régime de Zogou et l'invasion italienne qui depuis des années pointait clairement à l'horizon de notre pays, firent que Zogou et l'Italie fasciste purent organiser rapidement la réaction intérieure. En dehors de notre pays, l'Italie fasciste avait organisé et tenait prêts tous les chefs réactionnaires de l'émigration politique en

conflit avec Zogou, non pas sur des questions de principes, mais uniquement sur la question de la forme de domination à imposer au peuple albanais. Aussi bien la base de la plate-forme politique, tant de Zogou que des chefs de l'émigration politique albanaise à l'étranger, était-elle l'asservissement du peuple albanais, son exploitation barbare tant économique que politique, l'anticommunisme le plus forcené et une hostilité sans bornes à l'égard de l'Union soviétique, leur ennemi puissant et inflexible. Toute la réaction donc, intérieure et extérieure, devint l'instrument du nouveau patron qui occupait l'Albanie, et sous ses ordres travailla sans réserve à appuyer solidement la politique du fascisme italien en Albanie. Par l'intermédiaire des gouvernements quislings successifs (comme ceux de Chefqet Veurlatsi, Moustafa Krouïa, Maliq Bouchati, Eqrem Libohova et autres...) et appuyée par toute la réaction albanaise rassemblée, l'Italie fasciste fit tout ce qu'elle put pour parvenir, par la terreur et la démagogie, à tromper les larges masses du peuple sur les véritables buts de l'occupation, à les désorienter politiquement, à empêcher leur organisation et leur résistance, à les éloigner de la lutte libératrice, et chercha avec le plus grand acharnement à isoler les masses de la direction héroïque et du porte-drapeau de la grande lutte nationale de libération, notre glorieux Parti communiste.

Durant la première période de l'occupation, la plus grande partie de la réaction albanaise jeta le masque ; elle se lia directement à l'occupant et se lança dans la lutte contre la résistance naissante de notre peuple. Cette partie-là de la réaction se rassembla autour des quislings et commença avec l'aide du fascisme italien à nettoyer le terrain en emprisonnant et en tuant les éléments progressistes dangereux pour le régime fasciste. L'autre partie de la réaction fut tenue en réserve, pour les jours à venir plus difficiles que prévoyait le régime fasciste. Cette partie-là de la réaction, et surtout ses chefs comme Mitât Fracheuri, Ali Keultsura et autres, étroitement liés au fascisme, utilisaient une démagogie plus astucieuse, cherchant à lier au char du fascisme une grande partie de la paysannerie moyenne et des éléments hésitant et peureux. Ces chefs de la réaction, qui jouèrent plus tard un grand rôle dans la lutte contre le peuple et qui dirigèrent « Balli Kombëtar » et les autres organisations réactionnaires, se présentaient avec des formules pseudo-démocrates et, de prime abord, en opposition avec l'occupant ; mais leur véritable mot d'ordre était la lutte contre le communisme et l'Union soviétique. Ces traîtres, qui plus tard organiseront la réaction dans « Balli Kombëtar », avaient établi des relations régulières avec le gouvernement fasciste italien et avaient accepté, avec l'aide et sous la direction du fascisme italien, de rétablir la dictature fasciste en Albanie, d'édifier en Albanie un nouveau régime fasciste, sous les ordres et sous la direction de Rome.

Le fascisme italien avait donc rassemblé ouvertement une partie de la réaction autour du gouvernement fantoche, pour gouverner et appliquer ses ordres ; de l'autre partie, aussi fidèle que les quislings, il s'en servait dans les coulisses pour réaliser un plan unique, pour écraser la résistance du peuple albanais, pour le démoraliser, pour l'éloigner de la lutte libératrice, pour faire sa propagande contre l'Union soviétique, contre le communisme et contre le Parti communiste albanais lorsque celui-ci fut formé. Les premières formes de la résistance de notre peuple, les grèves, les manifestations, les mots d'ordre écrits sur les murs des diverses villes,

invitant le peuple à s'organiser et à s'unir dans la résistance, les premiers tracts des groupes avant la formation du Parti, amenèrent le fascisme à renforcer la terreur et la réaction albanaise, à serrer les rangs et à renforcer son organisation. Le fascisme italien, de concert avec les gouvernements quislings, organisa et parvint à s'attacher les divers bayraktars, réactionnaires corrompus et agents éternels des étrangers, cherchant à maintenir sous leur poigne les populations de l'Albanie septentrionale, à duper les habitants, à en faire des mercenaires qui réprimerait toute tentative organisée contre le fascisme et à les mettre en guerre contre les partisans. Dès le début, le fascisme s'efforça de réprimer de tous les côtés l'insurrection du peuple, de l'empêcher d'atteindre le village et la montagne, de la localiser dans les villes pour l'écraser plus facilement et plus impitoyablement. C'est dans ce but que le fascisme s'efforça de faire passer à son service tous les chefs réactionnaires des régions montagneuses, et de liquider tous les foyers de résistance qui pouvaient devenir dangereux sur les montagnes. Ce fut ce qui amena le fascisme italien et le quisling Chefqet Veurlatsi à s'en prendre dès le début au patriote Muslim Peza qui, avec un groupe de paysans, tenait le maquis aux environs de Tirana. Ce fut aussi ce qui amena le fascisme et le quisling Moustafa Krouïa à attaquer, aux environs de Krouïa, le principal agent de Zogou et des Anglais, Abaz Koupi, qui, retourné secrètement en Albanie, se tenait tapi à Krouïa, après un compromis avec le quisling Chefqet Veurlatsi, et attendait le moment opportun choisi par les Anglais pour entrer en action comme la dernière carte de l'Intelligence Service en Albanie. Le jeu d'Abaz Koupi ne plaisait ni à Moustafa Krouïa, ni au fascisme italien, qui l'obligèrent à adopter une attitude claire : ou se lier immédiatement à l'occupant fasciste ou bien se jeter contre lui. Tous les éléments zoguistes étaient au service du fascisme et du gouvernement quisling. Mais le fascisme et le quisling Moustafa Krouïa entendaient que tous les éléments zoguistes et leurs sympathisants, au complet et sans faire exception même pour Abaz Koupi, devaient entrer au service du fascisme italien. Une pareille tactique ne plaisait pas à ce moment à l'Angleterre, qui voulait conserver cette carte en prévision du développement ultérieur de la situation.

Le fascisme italien et les quislings délèguèrent aussi dans le Sud des commissaires politiques extraordinaires, réactionnaires, et des koulaks à leur service, pour empêcher tout mouvement dans les montagnes, et pour anéantir les guérillas de partisans, avec l'aide des forces de la gendarmerie et des troupes italiennes.

Dans les villes, toutes les forces du fascisme étaient sur pied de guerre, nuit et jour, tentant de détruire l'organisation de la résistance qui grandissait de jour en jour. La formation du Parti communiste, et ses actions audacieuses aux quatre coins de l'Albanie, constituaient un immense danger pour le fascisme, et c'est ce qui détermina celui-ci à remplacer le quisling Chefqet Veurlatsi par Moustafa Krouïa. L'accès de Moustafa Krouïa au pouvoir ouvre une époque de terreur exceptionnelle. Le fascisme en était venu à conclure que ni la démagogie, ni les menaces, ni même l'attitude hésitante des politiciens pseudo-démocrates qui s'efforçaient de cacher leur jeu hostile au peuple, n'avaient réussi à amoindrir la résistance de notre peuple, mais qu'au contraire cette résistance grandissait et qu'à présent, sous la direction résolue du Parti communiste albanais, elle mettrait le feu à l'Albanie

entière. Aussi fallait-il à tout prix frapper le Parti communiste albanais, organisateur de la lutte pour la libération. Une terreur insensée éclata alors aux quatre coins du pays et la réaction intérieure au service du fascisme crut que les jours du Parti et de sa lutte étaient maintenant comptés. Le fascisme italien, dans cette action, en dehors de la terreur, employa également la démagogie sur une vaste échelle. Contre le Parti communiste et ses membres commença la lutte démagogique suivant le plan du programme Goebbels ; la lutte de notre Parti fut qualifiée de lutte d'enfants, d'hommes hallucinés, sans perspective, vendus à Moscou, fossoyeurs de leur propre pays. Cette lutte idéologique et armée était appuyée en même temps par une grande campagne démagogique de calomnies à l'égard de la patrie du socialisme, étalant et diffusant largement toute la propagande à la Goebbels de la réaction internationale contre l'Union soviétique. Mais la lutte du peuple albanais, guidée par le Parti, allait pourtant de l'avant ; et les réactionnaires albanais, devant l'échec de leur campagne démagogique et de leurs actions terroristes, pensèrent sérieusement à se rassembler dans une organisation qui contrebalancerait l'activité politique et les actions de notre Parti, qui isolerait notre Parti des larges masses du peuple, qui entraverait la mobilisation du peuple par le Parti pour l'insurrection générale et faciliterait la tâche de l'occupant, qui était de continuer à frapper avec acharnement manu militari. Une telle organisation de la réaction fut réalisée après la Conférence de Peza, où notre Parti organisa, sous sa direction, le Front national de libération.

LES PREMIERS GROUPES COMMUNISTES EN ALBANIE AVANT LA FORMATION DU PARTI

Les divers groupes communistes, et les autres éléments patriotes qui avaient à cœur la cause du peuple, ont été la base de l'organisation de la résistance du peuple albanais contre l'occupation fasciste. Les premiers groupes communistes, qui ont permis la formation de notre Parti, ont leur histoire, leurs bons et mauvais côtés qu'il nous faudra analyser, puisque leur activité a constitué, avant la formation du Parti, le mouvement communiste albanais. Le mouvement communiste a commencé à se faire sentir dans notre pays après la grande Révolution d'octobre. Dans les premiers jours de l'année 1930, nous voyons apparaître les indices d'un mouvement de masse: il commence à peine à se manifester à Kortcha, où les éléments ouvriers progressistes parlaient plus ouvertement du communisme et des grandes idées de la Révolution d'octobre, tandis que dans d'autres régions de l'Albanie, des éléments progressistes détachés, et surtout des intellectuels qui revenaient de l'étranger — où ils se rendaient pour faire leurs études — répandent plus ou moins bien les idées de Marx. A la base du groupe de Kortcha comme des autres groupes communistes, nous trouvons des éléments ouvriers solides, des intellectuels, des étudiants progressistes ; mais nous y trouvons aussi, en même temps, des éléments trotskistes, archéomarxistes, qui, pour la plupart, revenaient de Grèce, où ils étaient allés étudier et travailler. A la base du groupe de Kortcha et, plus tard, dans son développement en tant que groupe, on trouve des ouvriers et divers artisans organisés en diverses associations d'après leur métier, des éléments ouvriers de la ville et du village, ainsi qu'un cercle très restreint d'étudiants et de petits fonctionnaires. Le groupe bien restreint de Kortcha, qui ne comprenait pas plus de

70 membres, était — par l'intermédiaire d'associations telles que l'association « Le Travail » — en relation avec les masses. Les formes d'organisation de ce groupe étaient rudimentaires et mal délimitées ; le lien organique, surtout, n'était pas bien solide. Il y eut des cellules de trois membres, très sectaires, détachées des masses, des groupes et, bien qu'elles dirigeassent les groupes de travailleurs et les sympathisants, leur activité se déployait dans la clandestinité et d'une manière conspiratrice. Il y avait des groupes de sympathisants, des groupes éducatifs et des groupes de travailleurs que l'on recrutait dans les organisations ouvrières ou dans les groupes éducatifs. Les hommes de ces groupes dirigeaient les groupes de sympathisants. Il existait un comité régional, et un secrétariat composé de trois membres. Dans chaque association de travailleurs il y avait des fractions de communistes ; ceux-ci dirigeaient et contrôlaient les associations d'après les instructions qu'ils recevaient du comité régional ou bien du secrétariat. Le groupe de Kortcha, appliquant des méthodes rudimentaires et peu concrètes, avait pour but de propager l'idée communiste ; il déploya, au début, une activité éducative, combattant les vieilles mœurs avilissantes et les différents vices ; il s'assignait également comme but la propagation des éclaircissements préliminaires quant à l'exploitation de la classe ouvrière et la nécessité de son organisation, le renforcement de la haine contre le régime de Zogou et la conquête des droits démocratiques et nationaux, par la lutte contre la pénétration italienne et l'exploitation par les féodaux et les capitalistes du peuple albanais et de la classe ouvrière. Le groupe de Kortcha procéda, plus tard, à une modification du caractère de diverses associations de travailleurs : d'associations d'assistance qu'elles étaient, elles devinrent des organisations pour la défense de leurs droits dans la lutte contre l'exploitation et l'oppression. C'est ainsi qu'en changeant de caractère et en se transformant en organisations politiques luttant contre le régime, ces associations — qui visaient à la conquête de la liberté en renforçant le sentiment de responsabilité et de solidarité ouvrière dans les grèves, dans les manifestations, dans les actions revendicatives — devinrent le moyen principal de propagation de l'idée du communisme. Une pareille activité obtint des succès, et, en général, en diverses occasions, le groupe de Kortcha a adopté des attitudes justes, inspirées par les intérêts du peuple albanais, du prolétariat et de l'Union soviétique. Ce groupe a su créer, jusqu'à un certain point, un mouvement progressiste, surtout dans la région de Kortcha ; mouvement qui, certes, concernait essentiellement les diverses sociétés ouvrières, mais dont on ne pourrait nier qu'il a exercé son influence sur les autres masses de la population, à Kortcha, et a eu une certaine répercussion sur l'opinion albanaise. Le groupe de Kortcha a combattu, clandestinement et quelquefois aussi ouvertement et avec succès — en se servant plus ou moins des procédés légaux — la politique du régime de Zogou.

C'est à notre camarade Ali Kelméni que nous devons la juste orientation de la ligne politique du groupe de Kortcha et, en général, du mouvement communiste en Albanie. Cependant des erreurs, qui ont entravé le développement et l'élargissement de l'activité communiste, se sont également fait jour au sein du groupe de Kortcha. Dans la première résolution de notre Parti qui fut publiée aussitôt après sa formation, il est dit, en ce qui concerne le groupe de Kortcha :

« L'esprit particulariste, l'absence de l'esprit de sacrifice, la concentration

entre les mains de quelques personnes de l'activité générale, ont prédominé chez les dirigeants de l'activité de Kortcha. Ces dirigeants se sont également estimés satisfaits des résultats obtenus par leur action propre. On n'attachait ainsi aucune importance à l'esprit d'organisation et on abandonnait à leur sort les éléments et les mouvements nouveaux qui apparaissaient hors de Kortcha. L'esprit de libéralisme de l'organisation à l'égard des camarades y a, aussi, prédominé, et est devenu de l'opportunisme non seulement à l'égard de ses propres éléments, mais aussi à l'égard d'ennemis déclarés tels que Zaï Foundo et Aristidh Qendro ; cette dernière erreur a été commise également par les camarades des autres groupes. »

A un moment donné, le groupe de Kortcha dispersa les cellules, fit s'introduire les communistes dans les masses pour mobiliser et rassembler celles-ci, et se servit de procédés légaux de lutte pour conquérir les droits démocratiques. Le groupe de Kortcha parvint à placer sous sa direction les associations extra-scolaires de la jeunesse, à obtenir la majorité des voix dans les élections communales et à participer aux élections parlementaires. Mais comme le groupe de Kortcha ne réussit pas à se libérer de son esprit sectaire de groupe, il ne put étendre son activité dans les autres villes d'Albanie. Le groupe de Kortcha lança bien l'idée de la création du Front populaire, mais sans obtenir toutefois de résultats sensibles, bien qu'à Kortcha on eût pu remporter, en ce sens, quelques succès. Les dirigeants du groupe de Kortcha ne portaient pas leurs regards plus loin que les murs de cette ville ; ils n'avaient pas de perspectives et n'étaient pas animés de l'esprit d'initiative. Cela encore tient à l'esprit de clocher du groupe.

Notre camarade Ali Kelméni, persécuté, torturé, emprisonné, interné continuellement par le régime de Zogou, a largement contribué au mouvement communiste ; il a orienté le groupe de Kortcha dans la voie juste ; il a instruit et formé tous les communistes avec lesquels il entra en relation. Il a apporté son aide à l'organisation solide de l'activité déployée par le mouvement ouvrier. Ali s'est livré à une lutte acharnée contre le régime monarchiste : il a appuyé et inspiré les divers coups qui furent portés à ce régime. Partout où il se rendait, il enseignait aux communistes à renforcer le travail d'organisation, faisant naître en eux le sentiment de la discipline et affermissant leur conscience de classe ; il donnait des instructions sur l'éducation communiste théorique des cadres ; il mena une lutte acharnée contre les ennemis de la classe ouvrière, les fractionnistes, les trotskistes, les archéomarxistes qui entravaient le développement du mouvement communiste tels que Niko Dzodzi, Zaï Foundo, Aristidh Qendro, Andréa Zissi (Zjarri), et autres. Ali Kelméni collabora avec l'ancien militant ouvrier Mihal Lako, que Kotchi Dzodze a injustement chassé du Parti. Il collabora également avec Pilo Peristeri, un ancien militant, et avec bien d'autres.

Deux groupes de fractionnistes se sont détachés, deux fois de suite, du groupe de Kortcha ; le premier, ce fut le groupe de Niko Dzodzi, et le deuxième celui des jeunes, ainsi qu'on l'appela en ce temps-là. Dans la première résolution du Parti, nous avons dit: « En 1934, Niko Dzodzi a été exclu de l'association « Le Travail », pour avoir mené une lutte sans principes contre la ligne suivie par le camarade Ali Kelméni. Niko Dzodzi embrasse l'idéologie des intellectuels archéomarxistes, qui sont venus de Grèce en Albanie, crée sa fraction et combat la participation des

communistes au mouvement des masses en inventant la théorie des « cadres ». Plus tard Niko Dzodzi tient le rôle de briseur de grève, ensuite celui de provocateur et enfin, devant le tribunal où Ton avait porté l'affaire des communistes en janvier 1939, il se lance ouvertement dans la trahison. Pendant un certain temps, Niko Dzodzi, grâce à sa démagogie, parvint à tromper un certain nombre d'ouvriers du groupe de Kortcha, qui, par la suite, abandonnèrent la voie trotskiste où ils s'étaient engagés. De la même façon, Niko Dzodzi réussit à s'introduire et à exercer son influence sur la ligne politique et organisatrice dans l'autre groupe communiste, de Chkodra, et dans le groupe des jeunes qui se détache, en 1940, en tant que fraction, du groupe de Kortcha. Le groupe des jeunes, dirigé par les ennemis de la classe ouvrière et les traîtres au Parti communiste albanais, tel que Anastas Loulo, dit « Qorri » et l'agent de l'impérialisme, Sadik Premté, dit « Xhepi », a introduit dans sa ligne politique et organisatrice des déviations et des erreurs très graves. Le groupe des jeunes ne possédait pas les traits caractéristiques propres à une organisation ; en conséquence, on n'y attachait pas la moindre importance à l'organisation en cellules, même dans sa forme la plus sectaire, et les hommes du groupe étaient en contact les uns avec les autres en chaîne. Le groupe ne déployait aucune activité et n'était pas en liaison avec les masses ; sous le mot d'ordre de « conspiration », on tenait dans le plus grand secret la propagation des idées du communisme. La directive : « que ne soit pas découverte l'existence des communistes ! » était à l'ordre du jour, non seulement devant le peuple et la famille, mais aussi bien devant les camarades du groupe eux-mêmes. Le groupe considérait comme préjudiciable la liaison avec les masses et l'activité menée avec elles, car cette liaison et cette activité portaient préjudice aux cadres et les mettaient en danger. C'était là ce qu'on appelait la théorie de la préparation du cadre et de son emploi au moment jugé opportun. Le groupe était essentiellement constitué par des étudiants ; mais il y avait aussi quelques ouvriers. On y trouvait aussi des gens riches ; ainsi donc, la préparation des cadres conduisait au recrutement des intellectuels des couches supérieures. S'il n'y avait pas de démocratie à l'intérieur du groupe, les formes, les méthodes et les vues erronées du groupe en étaient la cause. Les ordres des chefs devaient être exécutés. La discipline était tout à fait défailante et consistait en l'exécution des ordres des chefs ; ces ordres consistaient d'ailleurs en l'immixtion dans les affaires personnelles les plus intimes, comme l'obligation au mariage, le prêche d'une morale basse diamétralement opposée à la morale prolétarienne. Le vol et, au besoin, le meurtre étaient à l'ordre du jour, de même que la corruption. En ce qui concerne la famille, le groupe avait emprunté et s'était approprié la propagande ennemie selon laquelle les communistes n'ont pas de famille et que celle-ci est une institution bourgeoise qui doit disparaître. On ordonnait donc aux hommes de ce groupe de voler les biens de la famille et de rompre avec celle-ci. Pour le groupe des jeunes, un communiste ne pouvait pas aimer son frère ou sa sœur, car un tel sentiment était considéré comme une convention bourgeoise. Dans le groupe des jeunes il n'y avait aucune unité de vues et les chefs des groupes, pour retenir auprès d'eux les éléments qu'ils employaient à combattre les autres groupes, jouaient de l'opportunisme sur une grande échelle.

Les déviations politiques du groupe des jeunes étaient graves. Ce groupe n'avait pas une vue politique claire de la situation créée chez nous. Les hommes du groupe

se qualifiaient de communistes, discutaient de questions théoriques disparates, et, le plus souvent, leur unique nourriture théorique était les livres des révisionnistes antimarxistes, littérature archéomarxiste de tous les ennemis du communisme et de l'Union soviétique. Ce groupe considérait la deuxième guerre mondiale déclenchée par l'Allemagne hitlérienne comme un bien ; le traité entre l'Union soviétique et l'Allemagne, il le considérait, à partir de cette plate-forme erronée, de la même façon que le considéraient les Anglo-Américains. Le groupe des jeunes ne voyait pas d'un très mauvais œil l'occupation fasciste de notre pays, sous prétexte qu'ainsi le prolétariat augmenterait en nombre, qu'à ce moment-là on se rendait bien compte de ce qu'était le capitalisme, et que l'accroissement du prolétariat allait créer les conditions requises pour la formation d'un parti communiste. De même, on croyait que l'occupation italienne allait favoriser l'alliance entre les classes ouvrières albanaise et italienne.

Les hommes du groupe des jeunes estimaient que la politique de l'Union soviétique ne servait pas les intérêts du peuple ; ils pensaient, de même, que l'État soviétique faisait des déclarations qui ne répondaient pas à la vérité, mais qui étaient « une nécessité politique » ou « une nécessité de propagande ». Ils empruntaient ces assertions directement aux ennemis de l'Union soviétique. Chez ces jeunes, cette attitude subsista même après l'entrée en guerre de l'Union soviétique; aussi bien, ils croyaient que l'État socialiste lui-même n'avouait pas ouvertement ses buts de guerre, et que les déclarations faites par lui ne visaient qu'à échapper à une situation difficile. Partant de ce point de vue, selon lequel la nécessité politique permettrait de telles choses, à savoir l'adoption de certaines attitudes destinées à échapper à des situations difficiles, et dénuées de la moindre sincérité, les hommes du groupe estimaient que l'appel même que l'on devait faire au peuple pour la lutte contre l'occupant fasciste devait relever d'une telle attitude, insincère, provisoire, et que la question de l'accession du Parti au pouvoir ne devait pas être soulevée. Selon le groupe des jeunes, l'accession du Parti au pouvoir ne devait pas se faire directement par la lutte et la liaison solide avec les masses du peuple, mais par des manœuvres de ce genre.

Le groupe des jeunes ne croyait pas à la possibilité de la création d'un parti communiste en Albanie sous prétexte qu'« il n'y avait pas de prolétariat et que la lutte des classes n'existait pas ». D'après le groupe des jeunes, la paysannerie pauvre n'était pas une classe révolutionnaire et elle ne pouvait participer à la lutte et à la révolution en alliance avec la classe ouvrière, puisque celle-ci n'existait pas. Du coup, les chefs du groupe des jeunes croyaient que la lutte des classes chez nous devait se faire dans les familles, contre les vieux, puisque ceux-ci étaient, soi-disant, des conservateurs, etc.... L'activité de ce groupe, pourvu de tels principes, était principalement dirigée contre les autres groupes communistes et surtout contre le groupe de Kortcha, avec la volonté de combattre les points de vue justes de ce groupe.

Le groupe de Chkodra, dans ses formes plus ou moins organisées, a vu le jour en 1938. En ce qui concerne la ligne politique, ni le chef du groupe ni les simples membres n'y voyaient très clair. En règle générale, ils haïssaient le régime de Zogou, l'impérialisme et le fascisme et témoignaient une vive sympathie pour l'Union soviétique et le communisme. Mais ils ne se rendaient pas bien compte de la

manière dont ils devaient organiser la lutte. Les formes d'organisation du groupe de Chkodra n'étaient pas solides et, selon le cas, elles consistaient en formation de 3, de 5 membres sur la base de la liaison individuelle, qui étaient en liaison directe avec le responsable principal ou s'enchaînaient les unes des autres. Dans le groupe, il n'existait pas d'unité de vues et d'action ; on y pratiquait une conspiration pourrie, une discipline formelle. Dans le groupe de Chkodra il y avait des éléments disparates qui n'étaient pas recrutés sur des bases solides ; il y avait des camarades résolus, totalement dévoués à la cause du communisme et prêts à consentir tous les sacrifices ; mais il y avait aussi des éléments qui n'avaient rien à faire avec le communisme. Le procès de 1939 a mis au jour les grandes faiblesses du groupe de Chkodra. Au cours de ce procès, le chef du groupe trahit ses camarades en les dénonçant à la police, et l'on créa la théorie antirévolutionnaire, antimarxiste, selon laquelle les communistes pouvaient très bien tout dévoiler à la police sans trahir la classe ouvrière. Les chefs du groupe de Chkodra, n'ayant pour toute base que la lutte sans principes contre les autres groupes et surtout contre le groupe de Kortcha, entrèrent en conflit, se lièrent au groupe trotskiste de Kortcha, présidé par Niko Dzodzi et créèrent de ce fait un réseau, d'ailleurs très faible, dans deux ou trois des principales villes de l'Albanie, avec quelques éléments isolés dans d'autres villes. Bien que la liaison eût été formellement réalisée, une ligne politique tant soit peu cristallisée n'existait pas encore.

Pour organiser mieux, prétendaient-ils, le travail, pour définir la ligne politique et pour élargir la sphère de l'activité communiste, les chefs du groupe de Chkodra décidèrent de publier un bulletin, qui devait permettre aux camarades de recevoir les éclaircissements politiques et idéologiques et de s'orienter vers la solution des tâches pratiques de l'activité quotidienne. Au moyen du bulletin, on allait préparer, soi-disant, le terrain pour la convocation du congrès qui devait fonder le parti.

Dans ce bulletin, intitulé « le Bulletin vert », se donnent libre cours de nombreuses théories antimarxistes et de graves erreurs politiques ; par exemple, la théorie de « l'accroissement et du maintien des cadres », l'étude et la fausse classification des couches sociales dans notre pays, l'affirmation de l'absence de la bourgeoisie et du prolétariat, cette autre affirmation selon laquelle les artisans sont la partie la plus révolutionnaire de l'Albanie, des thèses sur l'établissement de la fédération socialiste balkanique, etc. ... La publication du « Bulletin vert » fit s'intensifier la lutte du groupe communiste de Chkodra contre le groupe communiste de Kortcha, dont l'attitude politique et organisatrice était qualifiée d'opportuniste par les chefs du groupe de Chkodra, et qui avaient, soi-disant, fait subir une déviation aux directives du Komintern. Bien qu'il régnât déjà une grande confusion politique et idéologique, la publication du « Bulletin » aggrava encore cette confusion, et permit l'apparition et la concrétisation de théories antimarxistes-léninistes. En conclusion, le groupe communiste de Chkodra n'avait pas de plateforme politique définie, jusqu'au moment où, avec la publication du bulletin, il s'orienta vers des voies fausses qui aggravèrent encore davantage la confusion politique et idéologique, provoquèrent l'intensification de la lutte du groupe de Chkodra, qui tenait injustement pour responsable de la désunion le groupe de Kortcha, alors qu'en réalité il ne se soumettait pas aux points de vue politiques et aux formes d'organisation jugés désirables par les chefs de Kortcha. Le groupe de

Chkodra et Niko Dzodzi combattirent ainsi tout projet de création d'un front populaire anti-impérialiste en Albanie, sous prétexte qu'il n'existait pas de Parti communiste albanais.

Après l'occupation, le travail politique et d'organisation de ce groupe se poursuivit sur les mêmes bases politiques et d'organisation, utilisant jusqu'à ce compromis opportuniste, social-démocrate, qui fut réalisé entre ce groupe et celui de Kortcha, pour la formation d'un centre unique de direction, ce qui ne donna aucun résultat. Cependant le groupe de Chkodra put inscrire à son actif l'organisation des manifestations contre l'occupant et les traîtres en novembre 1939, les protestations des étudiants, les efforts déployés par les camarades du groupe de Chkodra et de Tirana pour créer des liens avec les masses laborieuses, ainsi que la création de syndicats professionnels comme celui des menuisiers, celui des typographes, etc.

Le groupe communiste de Chkodra s'assimila la théorie des cadres et celle de l'incitation à la lutte contre le groupe de Kortcha, par l'intermédiaire des trotskistes de Kortcha, présidés par Niko Dzodzi. Les théories du mariage obligatoire, de la morale non-prolétarienne, de la nécessité des vols et des meurtres, il les a empruntées plus tard au groupe des jeunes ; tandis que les autres théories, déjà mentionnées, celles qui soutenaient que, chez nous, la bourgeoisie et le prolétariat faisaient défaut, que les artisans constituaient la partie la plus révolutionnaire de l'Albanie, et la fausse classification des couches sociales dans notre pays, — toutes ces théories ont été imposées au groupe par son dirigeant, le trotskiste Zef Mala.

C'est au début de l'année 1936 que fut créé à Athènes, — sur l'initiative d'un certain Andréa Zissi, élément archéomarxiste trotskiste qui prit comme pseudonyme le mot « Zjarri » (Le feu) — le groupe « Zjarri ». Son groupe, soi-disant communiste, était à l'origine constitué de quatre membres, quatre étudiants archéomarxistes albanais qui faisaient leurs études en Grèce. Plus tard, après des intrigues nombreuses, Andréa Zissi réussit à intégrer à son groupe un autre groupe d'Athènes, composé d'étudiants albanais aux idées anti-zoguistes et présidé par Pavlo Redjo. Lors d'une réunion intime provoquée à Athènes par Andréa Zissi, ce groupe s'intitula de son propre chef Parti communiste albanais. Ce groupe ne déploya aucune activité, même après cette réunion. Lors de son passage à Athènes, le camarade Ali Kelméndi combattit âprement les points de vue antimarxistes archéomarxistes d'Andréa Zissi, et, de ce moment, date le début de la lutte du trotskiste Andréa Zissi contre le camarade Ali Kelméndi et ses justes principes. En 1939, le 7 avril, les hommes de Zissi entravèrent l'activité du groupe albanais d'Athènes, en empêchant les membres de ce groupe de se rendre en Albanie pour lutter contre Mussolini sous le prétexte, cher aux trotskistes, qu'« il fallait d'abord préparer les cadres ». L'orientation même du recrutement des cadres était dirigée par des hommes qui avaient de l'influence. Andréa Zissi « Zjarri » (Le feu), avec son mot d'ordre de Parti communiste albanais, et soi-disant appuyé par le Parti communiste grec, trompa quelques camarades et gagna leur confiance.

Zissi, qui s'était lui-même nommé secrétaire, après son arrivée en Albanie en 1939, entra en pourparlers avec les quislings lorsque Moustafa Krouïa accéda au pouvoir. Au cours de ses rencontres avec le quisling Moustafa Krouïa, Andréa Zissi devint l'agent des Italiens. Le compromis de « Zjarri » (Le feu) avec l'occupant contenait les conditions essentielles suivantes :

1° le groupe de « Zjarri » devait immédiatement cesser la lutte contre le gouvernement de Moustafa Krouïa (en réalité le groupe de « Zjarri » n'avait jusqu'alors déployé aucune activité contre Moustafa Krouïa et le fascisme) ;

2° le gouvernement quisling de Moustafa Krouïa s'engageait à ne pas procéder à l'arrestation des membres de ce groupe, et à libérer ceux qui étaient en prison.

Mais le soi-disant comité central du groupe, constitué d'éléments disparates et suspects, à l'exception de quelques éléments hésitants, n'accepta pas ce compromis et se débarrassa du traître qu'était Andréa Zissi. Après la liquidation d'Andréa Zissi, les éléments solides du groupe de « Zjarri » se ressaisirent, tout en restant d'ailleurs sur leurs anciennes positions.

Le groupe de « Zjarri » avait tenté de s'unir, dès l'année 1940-1941, aux groupes des jeunes et à celui de Chkodra, mais sans aucun résultat. Lors de sa création, le Parti communiste albanais invita le groupe de « Zjarri » à s'intégrer à lui, mais Andréa Zissi combattit cette proposition et refusa. La lutte acharnée, déclenchée partout contre le fascisme sous la direction du Parti communiste albanais, fit la différenciation dans les masses de ce groupe, et la ferme attitude de l'organe du Comité central du Parti communiste albanais, « Zëri i Popullit » (La Voix du peuple), démasqua, au début de l'année 1943, sa politique et son activité trotskiste et anti-albanais. Ce fut là le coup décisif qui mit un terme à l'activité de ce groupe.

Les éléments solides de ce groupe abandonnèrent la fausse voie et rejoignirent le parti communiste albanais. Le groupe trotskiste de « Zjarri » (Le feu) avait cessé d'exister. Ce qui caractérisait ce groupe, c'est qu'il était un cercle très fermé où fermentaient des idées trotskistes et antisoviétiques, des conflits personnels et des conflits entre groupes, où il ne se faisait qu'un travail personnel et isolé et où le principe du compromis prédominait. La ligne politique, soi-disant anti-zoguiste avant l'occupation, ne donna aucun résultat et aucun effort ne fut fait pour l'appliquer. Pendant l'occupation, la ligne politique du groupe de « Zjarri » ne fut qu'une ligne de compromis avec l'occupant : la thèse d'Andréa Zissi était qu'il ne fallait pas lutter, mais que les hommes du groupe devaient s'infiltrer dans les organes administratifs et policiers du fascisme, qu'il fallait se méfier de l'alliance anglo-soviéto-américaine et ne pas croire en elle. Andréa Zissi orientait son groupe vers l'affaiblissement de la haine à l'égard du fascisme, et se servait des mêmes mots d'ordre que le fascisme à l'égard du Parti communiste albanais et du mouvement de libération nationale. Le groupe de « Zjarri » camoufla son soi-disant parti communiste sous le titre de Parti national, afin de faciliter sa collaboration avec « les nationalistes ». Andréa Zissi et les autres chefs de ce groupe, tel Fétah Boutka, Husni Lépenitsa et autres, qui n'étaient que des ballistes et des nationalistes, furent dès ce moment-là des personnalités en vue de « Balli Kombëtar » et ne firent que mettre en œuvre la plate-forme de « Balli Kombëtar » qui consistait à lutter contre le mouvement de libération nationale et le Parti communiste albanais.

A Tirana, le groupe de « Zjarri » distribuait des tracts largement imprégnés d'esprit fasciste, où on invitait le peuple à lutter contre le « capital » ; on y lançait aussi des feuilles volantes éducatives où le marxisme était complètement déformé. Sur toute la ligne, le groupe de « Zjarri » avait adopté les positions de l'ennemi. Un certain nombre d'éléments honnêtes du groupe de « Zjarri », individuellement et

isolément, approuvait l'attitude de l'Union soviétique et la lutte de libération nationale, et sous leur direction on entreprit quelques actions à Vlora animées d'un esprit antifasciste, sans que cela fût d'ailleurs approuvé par le centre du groupe.

Les formes organisatrices du groupe étaient décousues. Andréa Zissi, lui-même, possédait des liaisons individuelles ; et certain comité central et régional qui était censé exister, n'existait que dans l'imagination d'Andréa Zissi. Le groupe disposait soi-disant de comités régionaux, de cellules de trois ; en vérité aucun de ces organismes ne fonctionnait. L'activité des cellules se manifestait dans les rues et l'on y procédait au recrutement de nouveaux membres en se promenant. Le groupe ne s'occupait nullement de la jeunesse, des femmes, des ouvriers. Il n'avait que très peu de liens avec les masses et, du reste, l'influence du Parti communiste albanais liquida ces faibles liens.

La théorie de « Zjarri » en ce qui concerne le village était « qu'il fallait d'abord se lier au koulak du village », c'est-à-dire qu'on devait s'orienter vers le koulak, vers l'agha. Dans les masses ouvrières on recrutait seulement les éléments faibles. Les chefs du groupe de « Zjarri », Andréa Zissi, Ouan Filipi, Husni Lépenitsa, Fétah Boutka, et autres furent à l'origine de la formation de « Balli Kombëtar ».

Telle était la situation du mouvement communiste en Albanie et des divers groupes communistes, avant l'occupation et après l'occupation jusqu'à la formation du Parti communiste albanais. Jusqu'à la formation du Parti, la résistance et la lutte armée contre l'occupant et les quislings n'étaient pas très bien organisées, car les divers groupes étaient en lutte continuelle entre eux et subissaient, de ce fait, les coups impitoyables que leur portait l'ennemi. De ces groupes qui se querellaient entre eux, se distinguait le groupe de Kortcha, qui possédait une ligne politique plus conséquente et plus juste et qui était pourvu d'une organisation de lutte et d'action plus solide. Le groupe de Kortcha réalisa des actes de sabotage, des manifestations, des distributions de tracts appelant le peuple à se mobiliser pour la lutte. Il lança tous ses membres au combat contre l'occupant. Les autres groupes, eux, hésitèrent pendant une longue période, dominés qu'ils étaient par les thèses antimarxistes, par la préoccupation de mener une lutte de groupe accentuée — une lutte fractionniste et trotskiste — et adoptant souvent les positions de l'occupant, ainsi qu'il vient d'être expliqué, dominés aussi par les théories pourries, comme celles de la « conservation des cadres » et de « la formation des cadres ». Ces groupes, à l'exception du groupe de Kortcha, défendaient en effet le point de vue que les cadres devaient d'abord être éduqués par la théorie marxiste-léniniste, qu'il ne fallait créer le Parti communiste albanais que plus tard et ne se lancer dans la lutte que lorsque l'Union soviétique entrerait éventuellement en guerre. Ces groupes, partant de ces points de vue erronés et se donnant des formes d'organisation décousues, oublièrent que l'ennemi s'était installé dans nos foyers, qu'il massacrait notre peuple, et que leur tactique ne favorisait que les visées et les menées de l'occupant. Ils ne firent aucun effort pour approfondir et saisir le sens des directives du Komintern, de façon à pouvoir les mettre à exécution ; au contraire, déclenchant une lutte intestinale, alors même que l'ennemi dévastaient notre pays, ils se dressaient contre le groupe de Kortcha, et chacun d'entre eux prétendait au titre de Parti communiste, à la domination sur les autres et au respect par les autres de ses propres points de vue. Ce fut entre les groupes une lutte sans principe. Sur ces bases, on lançait de temps

à autre des tracts qui exprimaient une attitude politique erronée, où il était dit qu' « on se battait pour une Albanie soviétique », « pour une Albanie communiste », « pour l'organisation d'une armée rouge albanaise » ; on lançait au peuple un appel au soulèvement général, au moment où les liens qui unissaient les groupes aux masses étaient bien faibles et où la préparation d'un tel soulèvement faisait défaut.

A un moment donné, les groupes et, en premier lieu ceux de Kortcha et de Chkodra, se trouvant devant la nécessité de s'unir, parvinrent à créer entre eux le soi-disant Comité central, sur des bases bien précaires et avec les formes d'organisation erronées, sur des bases qui n'étaient pas du tout sincères. Cela ne donna aucun résultat ; tout au contraire cela intensifia la lutte qu'ils se menaient déjà entre eux. Puisqu'il fallait bien reconnaître la nécessité urgente de coordonner les actions contre l'occupant et les traîtres, on réussit à créer une commission d'arbitrage des opérations ; mais cette commission n'eut aucun succès, car elle fonctionnait sur des bases complètement erronées. La commission de coordination des opérations entre les trois groupes n'apporta aucune aide aux combats livrés contre l'occupant.

D'autre part, l'élan des larges masses du peuple qui étaient promptes à se lancer dans la lutte contre l'occupant, les manifestations du peuple et de la jeunesse qui étaient dirigées par les éléments les plus solides des groupes, les divers actes de sabotage effectués avec hardiesse par ces éléments, qui n'avaient pas une grande considération pour les chefs de ces groupes, avaient pour effet de soulever la méfiance à l'égard de ces chefs et de les démasquer. Dans la lutte et les combats livrés contre l'occupant et les quislings, les communistes sains de la base des divers groupes, unis comme ils l'étaient pour libérer le pays de l'occupant, se lièrent par le sang les uns les autres, et oublièrent leurs querelles et l'esprit de haine qui les animait jadis ; la ligne juste des communistes étant en train de se cristalliser chez eux, il devint nécessaire de procéder à la création d'un parti unique, condition *sine qua non* de l'organisation de la lutte de libération et de sa direction. Les communistes des groupes se rendaient bien compte de la responsabilité qu'ils avaient assumée à l'égard du peuple. Bien qu'en ce temps-là notre Parti ne fût pas encore formé, que l'activité révolutionnaire des divers groupes ne relevât pas d'une direction unique et que notre peuple ne connût pas bien l'Union soviétique, celui-ci avait placé sa confiance et son espoir dans les peuples héroïques de l'Union soviétique parce que l'écho de la Révolution d'octobre avait retenti à ses oreilles ; parce qu'à Moscou, du Kremlin, le grand Staline dirigeait les bolchéviks à la victoire, contre les oppresseurs de notre pays ; parce qu'il dirigeait la fameuse Armée rouge qui avait renversé les féodaux et les capitalistes et avait établi le régime du prolétariat. Notre peuple ne pouvait vivre dans l'esclavage, contre lequel il a toujours lutté, et ne pouvait permettre qu'on se jouât de son destin. Il ne voulait rien savoir des assemblées et des gouvernements fantoches de Rome. Notre peuple ne pouvait pas accepter la prétendue Constitution nouvelle, qui conférait au roi d'Italie tous les droits législatifs et exécutifs. Notre peuple voulait se mesurer aux occupants dans une lutte impitoyable et inégale. Cette fois-ci, cela n'allait pas se passer comme en 1912, en 1920 et en 1924. Le jour était venu où notre peuple allait demander des comptes aux ennemis extérieurs et intérieurs, et s'en défaire une fois pour toutes. Notre peuple avait une grande confiance en la victoire, car il se rendait

parfaitement compte que la grande lutte de libération était dirigée par la glorieuse patrie du socialisme, avec le grand Parti bolchévique et le grand Staline à sa tête. Notre peuple avait compris que, dans cette guerre, son destin était en jeu et qu'il fallait choisir soigneusement une voie, puis lutter jusqu'au bout dans cette juste voie. Il avait compris qu'il ne verserait plus son sang pour Ali Bey ou pour Mitât Bey, ainsi qu'il l'avait fait auparavant pour les autres beys qui l'avaient conduit à l'abîme. Il était grand temps qu'il affermât sa confiance en lui-même et qu'il dirigeât lui-même son destin. C'était là la condition de sa victoire. Or la confiance en ses propres forces et en l'Union soviétique firent si bien que notre peuple se lança dans la lutte, et fraternisa avec les autres peuples qui avaient subi le même sort. Quand l'armée fasciste attaqua la Grèce, notre peuple eut une attitude juste contre cette guerre de rapine déclenchée par le fascisme. Notre peuple appuya directement la lutte du peuple grec contre le fascisme italien et allemand, attaqua les lignes de communication de l'armée italienne, sabota la mobilisation de la milice et n'accepta pas de se mettre au service du fascisme contre le peuple grec. Les soldats albanais mobilisés de force par l'Italie ne prirent pas les armes contre le peuple frère de Grèce ; au contraire, les bataillons « Tomor » et « Taraboch », montés au front, désertèrent.

LA FORMATION DU PARTI COMMUNISTE ALBANAIS ET LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE

La lâche agression hitlérienne contre l'Union soviétique et l'entrée en guerre de l'Union soviétique frappèrent droit au cœur tous les communistes d'Albanie, et tout notre peuple épris de liberté. Le pays et l'œuvre immortelle de Lénine et de Staline étaient attaqués. Il n'y avait point à hésiter. Le communiste qui aimait son peuple portait le même amour à l'Union soviétique. L'affection des communistes pour l'Union soviétique ne pouvait se séparer de l'affection qu'ils témoignaient à leur peuple. L'entrée en guerre de l'Union soviétique donna donc un nouvel élan à la résistance du peuple albanais, et créa des conditions favorables à la création du Parti communiste albanais. Celui-ci fut formé le 8 novembre 1941, au plus fort de la guerre et coïncida avec l'anniversaire de la grande journée de la Révolution d'octobre dont il s'inspira ; le Parti communiste albanais, engendré et inspiré par les enseignements de cette Révolution, tenant toujours haut le drapeau du marxisme-léninisme, lutta héroïquement pour la liberté de son peuple, dirigé à chaque pas par les leçons des grands maîtres du prolétariat international, Marx, Engels, Lénine, Staline ; il suivit fidèlement les enseignements du glorieux Parti bolchévique, gardant précieusement dans son cœur son affection pour notre grand camarade, Joseph Vissarionovitch Staline.

Ainsi qu'il a été déjà dit, les groupes communistes dont j'ai parlé ont été à la base de la formation de notre Parti. Les fondateurs du Parti ont dû faire de grands efforts pour édifier la plate-forme d'union des groupes en un parti unique. Cette activité fut déployée par ceux des camarades communistes des divers groupes qui n'étaient pas infectés par l'état d'esprit fractionnel des groupes, et qui étaient résolus à mener cette tâche jusqu'au bout en s'inspirant uniquement des intérêts suprêmes de la patrie et du peuple, et en liquidant sans pitié les tendances et l'esprit morbide de groupe. Dans cette tâche difficile, mais vitale pour notre pays,

les camarades communistes albanais ont été aidés de tout cœur par le communiste internationaliste yougoslave Miladin Popovitch, qui lutta héroïquement jusqu'au bout pour notre peuple et pour notre Parti. Les camarades communistes albanais, qui furent chargés de la grande tâche et du grand honneur de former notre Parti, sous la terreur ennemie, dans un logis pauvre de Tirana, au sein de la population pauvre de Varri i Bamit, pour laquelle notre Parti allait lutter, réussirent à vaincre la résistance des trotskistes Anastas Loulo et Sadik Premté, à créer le Parti et à faire élire un Comité central provisoire du Parti. La formation du Parti était la victoire la plus éclatante de l'histoire de notre peuple, car pour la première fois il avait maintenant une direction sûre, issue de son sein, formée de ses enfants, qui, pour défendre ses intérêts, allaient sacrifier tout ce qu'ils avaient de plus cher au monde. Notre nouveau Parti et son Comité central affrontaient une tâche difficile, mais glorieuse ; ils allaient s'en acquitter avec honneur.

Le Comité central provisoire contrôla immédiatement les éléments des groupes, liquida les organisations imprégnées de l'esprit fractionniste et de groupe, liquida les méthodes d'action qui reposaient sur des bases surannées, les anciennes cellules à esprit sectaire, repliées sur elles-mêmes et sans aucun lien avec les masses du peuple. Le Comité central provisoire se mit à l'œuvre afin d'organiser tous les communistes dans de nouvelles cellules, et de former des comités régionaux dans toute l'Albanie avec des hommes nouveaux, des hommes purs et résolus à lutter pour la cause du communisme et du peuple ; il établit un appareil organique solide du parti selon le principe du centralisme démocratique et, en premier lieu, chargea les membres du parti d'un type nouveau qu'on créait de combattre les erreurs et surtout les tentatives de création de nouveaux groupes ; il leur enseigna surtout à combattre impitoyablement les ennemis de classe et les ennemis du parti, avant-garde de la classe ouvrière. Notre nouveau Parti, qui était ainsi en train de se créer, n'avait rien de commun avec ceux de la Deuxième internationale, où régnaient l'esprit fractionniste, l'opportunisme, l'esprit de groupe, et de trahison des intérêts de la classe ouvrière. Le Comité central provisoire, dans ces moments difficiles, chargea le Parti de faire preuve d'une vigilance exceptionnelle et d'une discipline de fer consciente, afin de frapper impitoyablement les éléments fractionnistes et de groupe qui n'entendaient pas mettre bas les armes, ou qui attaqueraient lâchement le Parti. Le Comité central provisoire, dans sa première résolution, déclara devant le Parti : « Nous voulons un Parti discipliné dans lequel les camarades seront soumis aux forums (comités) de l'échelon supérieur, un Parti qui sera capable de diriger la classe ouvrière dans la lutte jusqu'à la victoire et qui sera intimement lié à toutes les masses laborieuses de la ville et du village. Si les communistes ne se détachent pas du peuple, de la mère qui leur a donné naissance, alors ils seront invincibles, c'est ce que nous enseigne notre maître, Staline. Tel doit être le Parti que nous voulons. » Le Comité central provisoire dit encore devant le Parti : « Afin de défendre le Parti contre les attaques de l'ennemi de classe, contre les diverses tendances de groupe, contre les manœuvres destructrices de qui que se soit, il est nécessaire de poursuivre énergiquement l'épuration des rangs du Parti en retenant les camarades qui sont utiles et en les détachant de l'influence extérieure. Il est nécessaire de procéder à la liquidation des méthodes du travail limité, de la profession de politicien, du libéralisme et des manifestations opportunistes. »

Dans notre nouveau Parti, ainsi créé avec les éléments des divers groupes d'existence malade, l'unité d'action et de pensée s'affermi bientôt, car on s'attaqua impitoyablement à l'esprit morbide de fraction et de groupe ; les membres sains des groupes furent sélectionnés et l'on apporta un grand soin à soigner les malades et à abandonner à leur propre sort les incorrigibles. Le Comité central provisoire chargea le Parti de renforcer ses rangs d'éléments attachés à la cause du communisme et résolu à la lutte contre l'occupant, en premier lieu d'ouvriers, de paysans pauvres et moyens et d'éléments provenant des couches pauvres de la ville. C'est de leurs rangs que devaient sortir les éléments solides et les combattants d'élite de notre Parti. Le Comité central provisoire du Parti se chargea et chargea le Parti de s'armer de l'idéologie marxiste-léniniste, l'arme inappréciable de notre Parti, de l'enseignement de l'histoire du Parti bolchévik et des écrits inestimables du camarade Staline, que les membres du Parti portaient sur eux sur les champs de bataille, où ils donnaient leur vie. Le Comité central provisoire convainquit le Parti d'aimer de tout son cœur l'Union soviétique, le Parti bolchévik et le camarade Staline, sans lesquels notre peuple et notre Parti n'auraient pu vivre. Le Comité central provisoire établit des formes d'organisation justes et des liens réguliers entre la base du Parti et les échelons supérieurs.

Le Comité central provisoire déclara devant notre nouveau Parti:

« Afin d'assainir la situation dans le Parti, il est nécessaire de rendre la plus grande initiative aux cellules, et les camarades dirigeants doivent à tout prix leur faciliter l'initiative. Les camarades doivent mettre au service de l'activité quotidienne du Parti toute la volonté et tout l'enthousiasme dont ils sont capables. Ils doivent développer en eux l'amour du Parti et chérir le nom du Parti comme la prunelle de leurs yeux. »

D'autre part, on conseilla au Parti et à ses membres de ne pas mépriser ni voir d'un mauvais œil l'activité et les décisions du Parti, car un tel état d'esprit eut été l'attitude la plus préjudiciable à l'organisation. Il était indispensable de mettre un terme à cet état d'esprit, il était indispensable de faire preuve d'une discipline d'acier et de se soumettre absolument à toutes les décisions du Parti prises selon les principes du centralisme démocratique. C'est pourquoi le Parti éloigna le plus énergiquement possible de ses rangs tout élément indiscipliné, tout élément à tendances anarchistes, opportunistes, liquidatrices, tout élément poussé par l'ambition. Dans notre Parti furent établies dès les premiers jours des règles justes et saines destinées à garder les secrets du Parti dans un moment aussi critique, dans un moment où l'occupant et les quislings dirigeaient toutes leurs attaques contre le Parti. Les membres du Parti avaient pour devoir de résister héroïquement devant l'ennemi de classe, devant l'occupant et ses tortures. Et ils le firent. Les membres de notre Parti serrèrent les dents jusqu'au dernier souffle ; ils résistèrent avec un héroïsme indicible et, la corde au cou, ils crièrent leur attachement au Parti, à l'Union soviétique, au peuple albanais et au camarade Staline. Le Comité central provisoire posa clairement le problème de la jeunesse, de son organisation, de sa préparation militaire, et notre jeunesse héroïque, sous la direction du Parti et grâce à l'attention que porta à ce problème notre camarade Qemal Stafa, devint un des supports solides du Parti et put se battre avec un héroïsme indescriptible pour son peuple et pour son Parti. De même, notre Parti se chargea d'élever le rôle de la

femme, d'arracher celle-ci le plus tôt possible à l'esclavage, à ses préjugés anciens et néfastes, à son ignorance. Il voulait rendre à la femme la liberté, lui donner la possibilité d'acquiescer ses droits dans la lutte aux côtés de l'homme, en faire une combattante invincible pour la cause de notre révolution populaire. Notre jeune Parti inscrivait en tête de son programme la lutte impitoyable, sans compromis et jusqu'à la mort, contre l'occupant et les quislings, fort de l'alliance éternelle avec l'Union soviétique. Le Parti devait donc travailler de toutes ses forces, afin d'organiser sur une vaste échelle la résistance de notre peuple, la lutte armée, le soulèvement général du peuple, en passant de la phase de guérillas dans les villes et les villages à la création de l'armée populaire. Il devait créer la base morale, matérielle et politique de l'armée du peuple. Notre Parti s'assignait la tâche, dans son programme, de rassembler autour de lui et autour de son programme tous les patriotes albanais, sans distinction de région ou de religion, qu'ils soient des hommes de parti ou des sans parti, pourvu qu'ils aimassent de tout leur cœur le peuple et la patrie et fussent animés de la haine contre l'occupant ; toutes ces grandes forces antifascistes et patriotiques du peuple, il devait les rassembler et les diriger dans la lutte, sur la plate-forme du Front de libération nationale. Notre Parti inscrivait à son programme la lutte pour l'indépendance nationale, pour l'établissement du pouvoir du peuple et d'un gouvernement démocratique populaire dans une Albanie libre, sans occupants, sans quislings, sans féodaux, et sans bourgeoisie riche. Ce furent là les tâches principales dont se chargèrent le Comité central de notre Parti et notre jeune Parti lui-même. « C'est ainsi seulement que nous pourrions remplir notre rôle d'avant-garde dans la lutte pour la liberté du peuple asservi et malheureux, pour la libération nationale », disait le Comité central provisoire devant le Parti. Et c'est en faisant preuve d'un héroïsme remarquable, animé d'un esprit d'entière abnégation, en consentant des sacrifices indescriptibles au cours de combats héroïques et sanglants, que notre Parti s'acquitta de ses tâches dont l'objectif était de sauver son peuple d'un dur esclavage, et de lui rendre la lumière et le bonheur.

Une fois organisé et armé, et bien que jeune encore, le Parti communiste albanais commença son activité de parti révolutionnaire à la tête des masses laborieuses et patriotes dans la lutte pour la libération du pays. Le Parti communiste devait mobiliser les larges masses du peuple, les organiser en un Front de libération nationale, les éduquer dans la voie de la révolution populaire et les lancer dans la lutte armée contre l'occupant fasciste et les traîtres du pays. Dans le tract lancé par le Comité central du Parti communiste albanais, au lendemain de la formation du Parti en 1941, il était dit :

« Depuis plus de deux ans le fascisme italien a l'envahi notre pays et a commis, chez nous, les pires atrocités. Avec l'aide de quelques Albanais qui sont devenus ses instruments, traîtres à l'Albanie, il nous a privé de notre indépendance nationale, s'est efforcé de nous dénaturiser, de corrompre la jeunesse, d'italianiser les écoles. Depuis plus de deux ans, l'ennemi s'est servi de notre pays comme d'une base pour son expansion dans les Balkans et l'en a fait un champ de bataille contre l'indépendance nationale des peuples frères grecs et yougoslaves ; il a bombardé nos villes et nos villages, détruisant les foyers et les biens des paysans et des citadins ; il nous a envoyé faire les

gendarmes chez les peuples voisins afin d'éteindre par le sang les mouvements de libération nationale de ces peuples... Le fascisme italien s'est emparé de nos terres ... il sème la discorde sous le couvert de la religion... Il prive le peuple de pain et oblige le paysan à lui livrer bétail et grain. Devant une telle situation nous ne pouvons pas rester les bras croisés. C'est pourquoi nous nous adressons à tous les Albanais honnêtes qui aiment vraiment l'Albanie, afin de rassembler toutes nos forces et de les mettre au service de la lutte pour la libération nationale. La lutte acharnée, c'est la seule attitude que nous devons adopter à l'égard de l'ennemi. Tout citoyen albanais doit être un soldat de la lutte de libération nationale décidé à vaincre l'ennemi. Notre lutte doit être organisée et puissante. Tous les Albanais doivent prendre les armes et rejoindre nos détachements. La lutte des détachements sera l'expression la plus fidèle de la volonté du peuple albanais de se libérer de l'esclavage fasciste, et de vivre en liberté. »

Ainsi donc, dès le début, notre Parti choisit la juste voie, la voie de la lutte acharnée jusqu'au bout contre l'ennemi. La création de notre Parti ébranla l'ennemi. Après la guerre italo-grecque, le prestige militaire et politique de l'Italie fasciste fut sérieusement atteint et la résistance du peuple albanais augmenta ; mais en même temps débuta la terreur atroce, inouïe que l'occupant et le bourreau Moustafa Krouïa exercèrent sur notre peuple : les emprisonnements, les tortures, les déportations, les exécutions étaient les méthodes caractéristiques de gouvernement de Moustafa Krouïa. Ce fut précisément en ces moments critiques que notre Parti, fidèle au marxisme-léninisme et aux traditions guerrières de notre peuple, donna le signal de la lutte acharnée contre l'ennemi, de l'insurrection armée de peuple. Il prit en considération toutes les conséquences de l'insurrection armée du peuple, et fut fidèle à la théorie marxiste-léniniste sur l'insurrection armée, d'après laquelle :

« On ne doit jamais se lancer dans l'insurrection si l'on n'est pas résolu à accepter toutes les conséquences ... ; d'autre part, une fois que l'insurrection a commencé, il faut agir avec la plus grande résolution et passer à l'offensive. »

Notre Parti agit ainsi. Il se lança immédiatement dans l'offensive. Les membres de notre Parti furent toujours à la tête de tous les combats livrés à l'ennemi. Celui-ci s'efforça de briser la vague de manifestations publiques de notre peuple, par le fer et par le feu. En vain : car notre lutte, loin de s'éteindre, créa des conditions telles que des manifestations on put passer aux actions de guérillas, et commettre d'innombrables attentats contre les espions et les traîtres, couper les lignes téléphoniques, faire sauter les ponts et les routes, incendier les centrales et les dépôts, etc.... L'ennemi redoubla de terreur. Les membres du Parti, résolus comme ils l'étaient, et donnant eux-mêmes l'exemple, servirent de modèle aux masses du peuple ; ils enseignèrent au peuple comment il devait se battre pour sa liberté, comment il devait profiter de l'exemple donné par l'Union soviétique et comment il devait avoir confiance en celle-ci, dans son Parti bolchévik et dans la personne du camarade Staline. Les membres du Parti tombaient héroïquement au champ d'honneur : le 5 mai 1942, tombait à Tirana en se battant contre la milice de Moustafa Krouïa, le membre du Comité central du Parti communiste albanais, le héros national Qemal Stafa, un des organisateurs de notre Parti, de la lutte du

peuple et de notre jeunesse. Le 16 août 1942, tombait dans les rues de Tirana, en se battant contre la milice, le membre du Comité central de la Jeunesse communiste albanaise, le héros national Misto Mame. Le 22 juin, à Chkodra, après une résistance légendaire, tombaient au champ d'honneur, pour le peuple et pour le Parti, après un combat sanglant contre la milice fasciste, le héros national Perlât Redjepi et ses camarades communistes Branko Kadia et Yordan Missia. Le 10 octobre 1942, en se battant héroïquement contre une unité importante de la milice, armée de chars d'assaut et de mitrailleuses, tombait, couronné de l'auréole de la gloire, en se lançant sur le char d'assaut ennemi, le membre du comité régional et l'organisateur des unités de guérillas de Tirana, le héros national Voïo Kouchi et, avec lui les camarades communistes Djordji Martini et Sadik Stavéletsi. Dans la manifestation de Chkodra tombe héroïquement le communiste Branko Kadia, suivant l'exemple du héros national Kotsi Bako, ancien militant communiste qui tombe au champ d'honneur, atteint par les bombes des fascistes italiens. A Kortcha on pend les jeunes Midhi Kostani et Kitcho Gretcho ; à Vlora, après une lutte acharnée contre la milice, tombe le communiste Teli Ndini. Des dizaines d'autres camarades encore se battent et tombent pour la patrie et pour le peuple.

Gloire éternelle aux fils de l'Albanie qui ont donné généreusement leur vie pour la liberté du peuple et de la Patrie !

Après la formation du Parti, et même pendant toutes les conférences préliminaires à la formation du Parti, un des chefs du groupe des jeunes qui assistait à ces conférences, Anastas Loulo, défendit avec opiniâtreté des points de vue erronés et anti-marxistes, qui étaient les siens et ceux de son groupe, dans l'intention d'entraver la fusion des groupes nécessaire à la formation du Parti. Pendant la conférence on critiqua âprement ces points de vue, et Anastas Loulo fit semblant d'accepter la plate-forme de la formation du Parti ; se livrant à une fausse autocritique, il affirma qu'il se soumettrait sans réserve, aux directives de notre Parti et aux instructions du Comité central provisoire. Il fit semblant d'accepter la ligne politique et organisatrice du Parti, et se déclara complètement d'accord avec le Comité central provisoire qui fut élu. Tout cela n'était que mensonges. En réalité, Anastas Loulo et Sadik Premté étaient contre le Parti, contre sa ligne politique et organisatrice et contre le Comité central provisoire. Ces deux chefs du groupe des jeunes ordonnèrent, en apparence, la fusion de leur groupe dans le Parti et intégrèrent, soi-disant, à celui-ci toute leur activité, mais, en même temps, ils ordonnèrent aux hommes du groupe de garder leurs liaisons en dehors du Parti et même de les renforcer. C'est-à-dire qu'ils gardèrent secrètes les liaisons organiques du groupe, leur matériel de propagande, leur presse, leurs finances. Le groupe des jeunes reçut d'Anastas Loulo et de Sadik Premté des ordres d'attaquer la nouvelle organisation du Parti de l'intérieur, d'attaquer et d'entraver l'organisation de la jeunesse et de porter atteinte à la ligne politique du Parti en voie d'édification. Les différends avec le groupe des jeunes encadré par notre Parti commencèrent dès le début, dans l'organisation des cellules et des comités régionaux, où les éléments du groupe des jeunes s'efforcèrent de semer la confusion et de porter à la tête de ces organismes les hommes les plus maladifs du groupe, de manière à s'emparer de la direction, et à susciter la méfiance envers le Comité central provisoire. Ainsi, en luttant contre le Comité central provisoire, ils pensaient parvenir, au moment

opportun, à renverser celui-ci et à prendre eux-mêmes la direction ouvertement, contre l'organisation de la jeunesse, dans une organisation unique sous la direction du Parti. Ils entravaient les réunions et les conférences de la jeunesse avec des mots d'ordre défaitistes et liquidateurs et, d'autre part, ils tenaient des réunions clandestines et recevaient des directives précises de s'attaquer à l'ensemble de l'activité du Parti. Leur activité antiparti était soutenue par leur presse clandestine qui divulguait leurs théories trotskistes et leurs déviations. Le centre du groupe des jeunes avec Anastas Loulo et Sadik Premté à sa tête, commença à attaquer la plateforme politique du Parti sur la question de la lutte et du rassemblement du peuple dans le mouvement de libération nationale. Ils continuaient de se servir de leur fameuse théorie de la conservation des cadres et de la non-participation active et massive à la lutte, comme au temps des groupes, et, bien que notre Parti fût lancé dans la lutte, ils cherchèrent à enrayer ses actions. Pour masquer leur manœuvre, ils donnèrent, en dehors du Parti, des directives de telle sorte que des hommes résolus du groupe commirent quelques attentats politiques dont ils s'attribuaient le mérite, dans le dessein de dissimuler leurs points de vue erronés sur la question de la lutte. Alors que le Parti avait inscrit à son programme la popularisation des réalisations de l'Union soviétique, eux continuaient à semer la confusion dans le Parti, en se servant de slogans trotskistes, anarchistes et fascistes à l'égard de l'Union soviétique, dans l'intention d'amener les masses à sous-estimer son rôle décisif dans la guerre et dans la libération des peuples asservis. Ils combattaient le mot d'ordre de rassemblement du peuple dans la lutte de libération nationale, en prêchant secrètement auprès des éléments nationalistes le refus de l'union avec le Parti. Ils étaient les adversaires de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie pauvre et moyenne, et prêchaient la nécessité de l'abandon de la paysannerie pauvre et moyenne à son sort sous prétexte que, disaient-ils, on ne pouvait se lancer avec elles dans la lutte ! Notre Parti et le Comité central provisoire firent preuve ici de la plus grande habileté ; ils déployèrent une intense activité destinée à combattre avec acharnement les tendances antiparti, trotskistes, fractionnelles et de groupe de ces ennemis du Parti, et firent tous leurs efforts pour éclairer et ramener sur la bonne voie tous les éléments sains du groupe des jeunes. Il fallait que le Comité central provisoire isolât les hommes sains du groupe de ses chefs, qu'il portât le coup décisif aux fractionnistes Sadik Premté, Anastas Loulo et à leurs fidèles complices, et qu'il liquidât une fois pour toutes cette fraction dangereuse pour l'existence même du Parti. Tirana, Vlora, Kortcha et Elbasan étaient les centres principaux de l'activité d'Anastas Loulo et de Sadik Premté ; ils y maintenaient le contact avec leurs hommes et les préparaient à attaquer le Parti à l'insu du Comité central provisoire ; enfreignant toutes les règles du Parti, ils les tenaient au courant de l'activité du Parti, de ses circulaires et de ses directives et préparaient systématiquement la lutte contre lui. Le Comité central provisoire suivait très attentivement leur activité antiparti ; le 21 avril 1942, il convoqua la Conférence du Parti et porta un dur coup à la fraction d'Anastas Loulo et de Sadik Premté. Lors de cette conférence, à laquelle assistaient ces deux chefs trotskistes du groupe des jeunes, toute leur activité hostile et traîtresse fut démasquée, leur organisation clandestine, leurs mots d'ordres venimeux, si bien qu'à l'issue de cette conférence, les trotskistes Anastas Loulo et Sadik Premté furent exclus du Parti,

ainsi que quelques autres. Après cette mesure salubre du Parti, parut sur cette question la Résolution d'avril 1942. Le Comité central du Parti, ayant appelé le Parti en consultation, élaborait cette résolution pour démasquer toute l'activité des fractionnistes, et pour armer notre jeune Parti de l'enseignement d'une expérience, afin qu'il fût vigilant et sévère à l'égard des éléments de groupe et fractionnistes. C'était là une grande victoire que remportait notre jeune Parti, à peine né. Les hommes sains du Parti se rassemblèrent davantage autour du Comité central afin de défendre le Parti et sa juste ligne. Cependant même après le coup qui leur fut porté et la destruction de leur groupe fractionniste, Anastas Loulo et Sadik Premté ne mirent pas bas les armes ; ils continuèrent, en dehors du Parti, à organiser de nouveau l'attaque contre le Parti et sa direction en se servant, cette fois, de certains de leurs éléments qui se tenaient dissimulés dans le Parti, des éléments nationalistes hostiles à notre Parti et à notre mouvement de libération nationale, en s'appuyant sur les chefs de «Balli Kombëtar », leurs bandes armées et l'occupant. Le Parti et le Comité central provisoire étaient vigilants et n'ignoraient pas cette activité ; ils ordonnèrent l'arrestation d'Anastas Loulo et de Sadik Premté, leur assignation devant le tribunal militaire partisan et leur exécution comme traîtres au Parti et au peuple. Anastas Loulo fut capturé, jugé et fusillé. Sadik Premté échappa à l'arrestation. Il ordonna à ceux de ses hommes qui s'étaient infiltrés jusqu'au comité régional du Parti de Vlora de renverser ce comité et de s'en emparer ; et cette action fut appuyée par l'insurrection et la révolte de ceux de ses éléments qui s'étaient infiltrés dans la « Çeta plakë » de Vlora. En agissant ainsi, Sadik Premté pensait organiser la lutte contre le Parti et le Comité central et la ligne juste du Parti ; dans cette action il trouva un appui auprès des groupes nationalistes-ballistes de Vlora, présidés par Husni Lépénitsa. Mais le parti porta un rude coup à cette action traîtresse de Sadik Premté. Les principaux dirigeants du Parti dans la région de Vlora, les camarades Husni Kapo et Mehmet Chehou, exécutèrent promptement les ordres décisifs du Comité central provisoire. Les complices de Sadik Premté, les frères Tchakeurri, Umer Hodja (Vanghio) et autres, furent immédiatement arrêtés. La révolte, au sein de la « Çeta plakë » de Vlora fut réprimée. Sadik Premté échappa à l'arrestation, se lia à « Balli » et à l'occupant et devint l'agent du fascisme et, à l'heure actuelle, l'agent de l'Intelligence Service. La fraction d'Anastas Loulo et de Sadik Premté était liquidée. Tous leurs nids furent détruits, principalement à Vlora où le Parti et la population de cette région, unies, les armes à la main, sous le mot d'ordre « le Parti avant tout », poursuivirent Sadik Premté sans répit dans les montagnes, alors que celui-ci s'était terré chez les fascistes italiens afin d'échapper à la tempête. Notre Parti échappa ainsi à une menace très grave, préparée en son sein même. Après la liquidation définitive des fractionnistes Anastas Loulo et Sadik Premté, notre Parti se vit extraordinairement affermi à l'intérieur : la discipline d'acier, la vigilance, les règles de secret, la démocratie interne du Parti, l'unité du Parti et sa cohésion furent renforcées, et notre Parti, ainsi affermi, se lança dans la lutte et l'action avec des forces redoublées, avec la perspective d'appliquer sa ligne marxiste-léniniste, de sauver notre peuple de l'asservissement fasciste et des traîtres.

C'est ainsi que le mouvement de libération nationale passa de la phase des manifestations à la phase de la lutte armée des unités de guérilla partisans,

première phase de l'insurrection armée de notre peuple contre l'occupant et les traîtres. Le Parti communiste a su prévoir le développement de la lutte de libération nationale et déterminer les formes qui convenaient le mieux à l'organisation de la lutte sur le chemin de la victoire.

Dans le tract du Comité central du Parti communiste d'Albanie, lancé en avril de 1942, il est dit entre autres :

« Communistes d'Albanie ! Le Comité central du Parti communiste vous appelle à vous mobiliser et à assumer vos responsabilités envers le peuple; à travailler inlassablement et sans relâche à vous lier aux larges couches populaires afin de leur expliquer, de leur montrer la nécessité de la lutte pour la libération nationale ; il vous appelle à devenir les combattants invincibles de la conquête des droits du peuple. C'est par votre abnégation que vous allez donner l'exemple aux autres. Que le Parti bolchévique nous serve d'exemple ! Nous devons être à la tête de la lutte de libération du peuple et savoir sacrifier notre vie. C'est ainsi que vous occuperez les postes les plus importants et les plus périlleux. Camarades communistes ! Votre Parti vous appelle à convaincre et à mobiliser tous ceux qui sont honnêtes et qui veulent combattre pour la liberté. Camarades communistes ! Portez toujours haut le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Staline ; jurez de porter toujours haut et avec honneur ce drapeau dans la guerre qui fait rage pour l'anéantissement du plus grand ennemi de l'humanité : le fascisme. »

C'est de cet esprit que s'inspira, dès le début, notre Parti dans son activité ; il s'inspirait des enseignements du marxisme-léninisme et il appréciait tout sous l'angle de la juste lutte de l'Union soviétique.

Les unités de guérilla créées dans les villes et dans les villages étaient de petits corps de partisans, mobiles, armés et toujours offensifs, qui attaquaient l'ennemi à l'improviste et partout. Dans les villes, ils détruisaient les dépôts, effectuaient des actes de sabotage dans les divers bâtiments de l'ennemi, tuaient des officiers quislings, des Italiens, des espions, des traîtres. Dans les villages, ils endommageaient les lignes de communication, arrêtaient le courrier de l'ennemi ; ils parvinrent même à libérer des régions, où ils organisèrent le pouvoir populaire. L'ennemi se rendit compte que notre peuple restait fidèle à ses traditions guerrières et qu'il était résolu à jeter à la mer à tout prix les forces fascistes italiennes. Le mai de l'année 1942, nos guérillas le célébrèrent par la lutte, en incendiant les dépôts de Mavrova, près de Vlora. Le 24 juillet, le Comité central donnait les instructions suivantes à toutes les organisations du Parti :

« La nuit du 24 juillet doit être une nuit d'assaut général contre l'ennemi. Coupez les lignes, les poteaux téléphoniques et télégraphiques dans toute votre région. Attaquez l'ennemi là où vous lui causerez le maximum de dommages. »

Et le 25 juillet 1942 *aucune* ligne téléphonique et télégraphique ne fonctionnait plus dans toute l'Albanie. Nos guérillas les avaient coupées. Les forces italiennes en Grèce, alarmées par cette situation, avisaient immédiatement leur commandement :

« La situation alarmante en Albanie met en danger les forces que nous avons en Grèce, car nous ne nous sentons pas sûrs à l'arrière. »

Au cours de cette période, on effectue partout des actions : la centrale

téléphonique de Tirana est incendiée ; on fait sauter le dépôt du génie à Tirana ; sous la direction du héros national Voïo Kouchi, on attaque l'aérodrome de Tirana. A Vlora, on incendie les dépôts des munitions de Radhima et au col de Kotchi, près de Vlora, on fait sauter d'autres dépôts. A Kortcha, les bureaux du Fascio et les dépôts de la fabrique de bière sont incendiés. A Chkodra, on attaque la prison de la ville et on libère 30 détenus politiques. A Elbasan, les guérilleros font sauter un pont de 40 mètres de long. En août et en septembre de l'année 1942 les guérilleros de Skrapar livrent des combats acharnés à la milice de Djaf Bali, et le 5 septembre ces guérilleros, après quelques jours de combat, libèrent Tcherovoda. Dans la région de Ghirokastra, les guérilleros nettoient des zones entières et le grain que les fascistes avaient engrangé est distribué gratuitement à la population. A Tirana, le héros national Kaïo Karafili, combattant intrépide, donne le signal des attentats politiques ordonnés par le Parti en exécutant le dangereux mouchard Beqir Kazazi. A Kortcha, attentat contre le chef de la police municipale, l'espion Skeunder Tchami. Dans la région du Kourvelech héroïque on livre des combats, on nettoie des régions, on exécute le sous-préfet. A Martanech, à Peza, à Dibra, à Chkodra, à Louma, partout en Albanie, l'armée partisane frappe l'occupant italien.

Ainsi donc la lutte de guérillas se généralisant dans toutes les régions de l'Albanie. Nos partisans entraient en lice pour leur peuple et avec une confiance inébranlable dans le Parti bolchévique, qui avait donné le jour à notre Parti ; ils rendaient leur dernier souffle en prononçant le nom de Staline, car c'est ainsi que leur Parti les avait éduqués.

Dans un des tracts du Comité central de cette époque, il est dit :

« Nous devons intimement lier notre lutte de libération nationale à la lutte héroïque des peuples de l'Union soviétique qui se trouvent à la tête de la lutte libératrice contre le fascisme ... Communistes albanais ! L'expérience révolutionnaire que nous avons acquise jusqu'à présent nous éclaire dans la lutte actuelle. Pour que nous soyons dignes de la confiance du peuple albanais, nous devons poursuivre la tradition des bolchéviks, de Lénine et de Staline, et donner l'exemple de la résolution révolutionnaire, de l'initiative et de l'organisation ... Communistes albanais ! Soyez toujours aux premières lignes du combat, là où le danger est le plus grand...»

Les actions de nos guérilleros n'étaient pas des actions isolées, imprudentes et sans principe. Elles étaient accompagnées de la mobilisation des masses dans la lutte ouverte contre l'ennemi, de l'organisation du pouvoir de libération nationale et de la libération des régions entières. Les actions de guérilla ont été pour nos partisans les premières écoles de lutte. Elles ont donné le jour aux vrais dirigeants de notre peuple. Elles constituaient une partie intégrante et le début de l'insurrection armée.

Notre Parti, suivant les enseignements de Lénine, considérait les actions des guérillas comme préparant une forme supérieure de la lutte. Ces actions militaires et politiques étaient liées aux aspirations des masses et étaient l'expression de la résolution et de la confiance qu'avait en la victoire finale, non seulement le Parti, mais le peuple tout entier. Cette forme de lutte était nécessaire et inévitable. Les unités de guérilleros étaient les vrais pionniers du mouvement de libération nationale. Notre Parti appliquait ainsi les enseignements de Lénine d'après qui :

« Les actions partisans des unités combattantes préparent directement les dirigeants de la lutte des masses ... Elles ne sont pas du tout le résultat d'une méfiance à l'égard de l'insurrection ou bien de son impossibilité, mais au contraire, une partie intégrante et nécessaire de l'insurrection. »

Avec les guérillas dans les villes et dans les villages apparurent les premiers détachements organisés du Parti. Un de ces premiers détachements est celui du patriote Muslim Peza, qui comptait, au début, quelques combattants, dont le nombre augmenta par la suite. A ce détachement appartenaient des communistes qui, traqués par la police fasciste, vivaient dans la clandestinité ; on les y avait envoyés avec la directive de l'organiser. Le détachement était constitué de paysans ; plus tard il s'élargit avec la participation de jeunes, d'ouvriers et d'intellectuels. De même, dans la région de Bérat des détachements furent constitués, qui engagèrent des combats contre la milice et les Italiens. De même à Vlora, à Ghirokastra, à Kortcha, les unités de guérilleros se transformaient en détachements et le peuple participait de plus en plus à la lutte.

Ce fut à cette époque que le Parti élaborait ses thèses pour la convocation de la Conférence de libération nationale de Peza.

LA CONFÉRENCE DE PEZA ET L'ÉLARGISSEMENT DE LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE

Comme nous l'avons vu, après la formation du Parti, la lutte de libération nationale prit un grand essor, et au Parti, qui dirige avec résolution la lutte, s'ouvrent de larges perspectives, à savoir, de se lier plus intimement aux masses et de mobiliser tout le peuple albanais dans la lutte contre l'occupant. Le Parti se proposait d'amener au mouvement et à la lutte toutes les énergies révolutionnaires du peuple, car il s'était rendu compte, dès les premières manifestations, que la lutte de libération nationale ne pouvait rester une lutte de cadres, mais qu'elle devait être une lutte des masses, inspirées et dirigées par lui. Le Parti communiste, l'avant-garde de cette lutte et la partie la plus consciente du peuple travailleur d'Albanie, s'était également rendu compte que la tâche de rassembler les diverses couches patriotes de notre pays était délicate. Le Parti avait inscrit en tête de son programme la lutte nationale de libération et il mit en œuvre toutes ses énergies pour diriger, organiser et développer, dans la lutte, les forces antifascistes, antiitaliennes et antiallemandes de notre peuple. Afin d'élargir la lutte, le parti avait mis à son programme la mobilisation de tous les patriotes albanais qui haïssaient l'occupant, mais qui n'étaient pas communistes, qui avaient des points de vue différents de ceux des communistes, mais qui approuvaient avant tout la lutte contre l'occupant. D'autre part, le Parti devait arracher des griffes de l'occupant et neutraliser tous ceux qu'il n'aurait pu mobiliser. Le Parti devait isoler l'occupant et renforcer la haine de notre peuple à l'égard de l'occupant, dans la lutte ouverte. Par sa propre lutte et son propre programme, le Parti devait faire comprendre aux gens honnêtes qu'il fallait d'abord briser les chaînes du fascisme et que ces chaînes ne pouvaient être brisées que par la lutte de libération nationale ; ce qui constituait la plate-forme unique de l'union des forces guerrières de notre peuple. « La Révolution bolchévique—nous dit Staline — n'aurait pas triomphé si le prolétariat russe n'avait pas joui de la sympathie et de l'aide des peuples opprimés par le régime

tzariste. Mais pour jouir de leur sympathie et de leur aide, il fallait d'abord briser leurs chaînes et les libérer de l'oppression de l'impérialisme tzariste, l'ennemi commun. C'est ainsi que put s'établir le régime soviétique et se créer cette merveilleuse organisation de la coopération de tous les peuples qui se nomme l'Union soviétique. De même, si aujourd'hui, les peuples opprimés ne combattent pas l'ennemi commun, l'ennemi le plus dangereux, le fascisme, ils ne pourront jamais conquérir leur liberté et jamais le prolétariat international ne pourra faire sa révolution. »

Et le Parti s'était rendu bien compte que jamais le peuple ne pourrait conquérir sa liberté s'il n'éliminait d'abord le fascisme, l'ennemi commun qui opprimait l'ouvrier, le paysan, l'intelligentsia patriotique. Tout notre peuple devait, de même, comprendre et embrasser cette ligne de conduite juste de notre Parti. Le Parti, donc, concrétisa cette juste ligne en organisant la Conférence de Peza. Comment les forces sûres du Parti se présentaient-elles à la veille de la Conférence de Peza, parmi les diverses couches du peuple qu'il devait conduire à la victoire ? Notre classe ouvrière était petite et hétérogène, mais décidée cent pour cent à la lutte contre l'occupant et l'exploiteur. Bien que peu nombreuse, elle était le principal pilier et la base de notre Parti. Dès les premiers jours de la lutte, elle se lança avec résolution et lutte héroïquement ; elle se rassembla autour de son Parti, dès sa création, ayant compris le rôle dirigeant historique de celui-ci, ayant compris que le Parti communiste albanais était son détachement organisé d'avant-garde. Donc, le soutien de notre Parti était la classe ouvrière. En deuxième lieu venait la paysannerie pauvre et moyenne, opprimée et exploitée par tous les régimes et par l'occupant fasciste, et très attachée au sol ; elle était l'autre grand soutien de notre Parti. La paysannerie albanaise pauvre et moyenne, en alliance avec notre classe ouvrière, avait bien compris que, sous la direction de cette dernière et du Parti, elle pouvait triompher. Pourquoi notre paysannerie pauvre et moyenne se lança-t-elle totalement dans la lutte nationale de libération ? Parce que la paysannerie se souvenait bien du temps passé, de ce temps où elle avait versé son sang pour l'étranger et les féodaux du pays, où elle avait lutté pour son sol, sa liberté et son indépendance, mais où elle n'avait obtenu que son oppression et son exploitation par les féodaux. Parce qu'elle avait compris que le régime policier de la clique de Zogou, pour garder ses privilèges, de même que l'occupant fasciste, l'avaient exploitée jusqu'à la moelle ; du coup, elle était en guerre avec eux. Parce qu'elle avait compris que la bourgeoisie du pays, faible et sans tradition, ne possédait aucune perspective de victoire ; la paysannerie aspirait à la libération du pays, à la terre, à la liberté, au bien-être, et pendant la lutte et lors de notre révolution populaire l'impossibilité de placer son espoir dans la bourgeoisie lui fut clairement confirmé.

Au cours de la lutte de libération nationale contre l'occupant fasciste, la distinction se fit entre le peuple travailleur et ses ennemis ; cette différenciation était logique et naturelle puisqu'aussi bien la bourgeoisie et les féodaux s'allièrent à l'occupant. Cela prouve l'existence des contradictions de la société. Cela prouve l'existence de la lutte de classes entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui sont dépourvus de ces moyens, entre les exploitants et les exploités. La lutte de libération nationale était la lutte de la classe ouvrière en alliance avec la paysannerie, et cette lutte avait un caractère de libération et révolutionnaire. Cette

lutte n'était pas menée dans l'intérêt de la classe au pouvoir. C'est pourquoi les positions de trahison des anciennes classes dominantes, durant la lutte de libération nationale, furent déterminées par leurs conditions et leur position sociale. La bourgeoisie, par crainte des changements qu'entraînerait la révolution victorieuse, sacrifia la liberté, l'indépendance du pays et les intérêts nationaux. Cette différenciation de classes se fit également au sein de la paysannerie ; la bourgeoisie paysanne s'allia à ses organisations traîtresses de « Balli Kombëtar » et de « Légalité ». Cette lutte de classe allait s'intensifier de plus en plus durant la révolution populaire.

Notre Parti communiste raviva les espoirs et affermit la confiance de la paysannerie pauvre et moyenne, en lui faisant comprendre que c'est seulement en luttant sous la direction de la classe ouvrière qu'elle pourrait réaliser ses aspirations. Le Parti communiste, dirigé par les principes du marxisme-léninisme, ne pouvait pas négliger la question de l'alliance entre la paysannerie et la classe ouvrière s'il voulait remporter la victoire de la révolution populaire. Engels dit à ce sujet :

« La prise du pouvoir politique par le Parti socialiste est devenue un problème qui doit être résolu dans un proche avenir », or « ce Parti, avant de prendre le pouvoir politique doit se rendre de la ville au village et devenir puissant au village. »

A partir de ces principes, d'importantes tâches se posaient au Parti communiste à la veille de la Conférence de Peza. Notre Parti s'acquitta avec honneur de ces tâches, combattit héroïquement les ennemis des masses laborieuses au village, mena une âpre bataille contre les manœuvres et les intrigues des koulaks et des agas du village qui visaient à détourner la paysannerie de la voie glorieuse de la lutte, et l'éduqua dans la conscience de ses droits. Il démasqua les mots d'ordre et l'activité hostile des organisations de « Balli » et de la « Légalité » qui s'efforçaient de faire de la paysannerie leur réserve. La fondation du Parti communiste, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, de la classe la plus progressiste et la plus révolutionnaire, était un événement important tant pour la classe ouvrière que pour les masses laborieuses du village. Il fallut la guerre de la grande Union soviétique pour que notre Parti fût créé ; il fallut la guerre héroïque des peuples soviétiques pour raviver les espoirs des hommes opprimés de notre pays, pour ranimer les hommes désespérés et affamés, pour conquérir la liberté, l'indépendance, pour se libérer de l'oppression et de l'exploitation. Les victoires remportées par les armées soviétiques sur les hordes allemandes et sur les forces obscures du fascisme qui visait à réduire les peuples à l'esclavage, et à leur imposer leur oppression, enflammèrent l'ardeur de notre paysannerie pour sa libération. Nos paysans étaient fermement convaincus que pour atteindre leurs buts, il leur fallait combattre sous la direction de la classe ouvrière et de son parti, comme l'avait fait jadis la paysannerie russe. L'éblouissante lumière du Kremlin éclairait le chemin de notre peuple, de notre paysannerie à la veille de la Conférence de Peza.

Les intellectuels hésitants, et qui dans leur grande majorité penchaient vers une indifférence malsaine, restaient spectateurs devant cette grande tragédie de notre peuple. Les intellectuels de la bourgeoisie étaient devenus ouvertement les instruments de l'occupant. La partie pauvre des intellectuels patriotes s'était lancée

dans la lutte acharnée contre l'occupant, dès les premiers jours. A ce moment-là, les intellectuels ne se rendaient pas clairement compte de leurs devoirs envers le peuple et la patrie. L'intellectuel qui demandait la liberté de pensée, la liberté d'action, devait comprendre qu'il lui fallait lutter avec acharnement pour briser les chaînes du fascisme qui asservissait la patrie, qui empoisonnait les esprits et corrompait les âmes. Le Parti devait regrouper ces énergies dispersées, à l'orientation souvent indécise, des intellectuels de notre pays ; il devait les canaliser, les mettre au service de la patrie et les diriger vers un objectif déterminé : contre le fascisme, le plus grand ennemi de notre pays et du développement régulier de l'esprit et de la saine culture progressiste.

La jeunesse de notre pays était devenue le porte-drapeau de la lutte glorieuse. Pas un seul instant elle n'accepta le joug de l'occupant. Son âme ne pouvait pas supporter l'atmosphère suffocante et corruptrice dans laquelle voulait la cloîtrer le fascisme. Elle n'accepta jamais de devenir l'instrument de l'occupant, et jamais ne fut sensible à la peur ; elle se lança dans la lutte pour la libération du peuple, au plus fort de la mêlée, avec un héroïsme et une abnégation inouïs. A la veille de la Conférence de Peza elle avait déjà fait de grands sacrifices ; ses héros, par leurs exploits, étaient devenus les grandes figures des premiers épisodes glorieux de l'épopée du peuple albanais. La lutte pour la libération du peuple et de la patrie était devenue la raison d'être de notre jeunesse. C'était là la grande force de notre Parti, celle qui suivrait, plus tard, sous une auréole de gloire, la voie que lui assignerait son Parti.

La femme albanaise, durement opprimée par les vieilles traditions et les vieilles mœurs, par les lois de la bourgeoisie et du féodalisme, opprimée par le fascisme, se sentait bien près de la lutte de libération nationale et y voyait l'unique issue de sa libération. Elle était prête à consentir tous les sacrifices pour le bien de son peuple, car elle ne pouvait pas ne pas être aux côtés de son mari, de son enfant, qui se battaient. Elle lutta, elle aussi, avec héroïsme dans la voie que lui assignait le Parti.

C'est en ces circonstances donc, et afin de regrouper le peuple albanais sur une plate-forme unique d'organisation politique et militaire, sous la direction du Parti, — que notre Parti communiste albanais convoqua, le 16 septembre 1942, la Conférence de Peza, à laquelle, aux côtés des délégués du Comité central du Parti communiste albanais, de la Jeunesse communiste, des femmes albanaises, participaient aussi les représentants des diverses tendances des nationalistes albanais et de la jeunesse nationaliste. La Conférence de Peza avait mis à son programme politique la lutte organisée, la lutte acharnée, sans compromis, contre l'occupant et les traîtres. D'autre part, cette conférence décida la création de « Conseils » dans toutes les régions. C'était là le premier pas vers la création d'un Front de libération nationale organisé. Les conseils et leur rôle dans la lutte sont définis en ces termes par la résolution de la Conférence de Peza : « Dans les zones qui ne sont pas libérées, les conseils sont des organismes de guerre, qui réunissent toutes les forces populaires libératrices, font de l'agitation et de la propagande, dirigent la lutte politique contre l'occupant ennemi, mobilisent les masses pour la lutte de libération et procèdent, en même temps, à la mobilisation du matériel et des objets nécessaires à la lutte. Les conseils seront des conseils de masses, capables de rassembler de larges masses populaires. Les conseils préparent des armes pour

les partisans et les volontaires de la liberté, et les ravitaillent ; ils popularisent la lutte de libération nationale, ils surveillent les mouvements de l'ennemi, etc.... Les conseils créent et organisent la presse, la propagande, les actes de sabotage ... Ils organisent la lutte contre la banque agricole, les sociétés anonymes qui cherchent à s'emparer de la terre du paysan. Les conseils démasquent tous les exploiters et les intermédiaires de l'occupant ; ils popularisent l'insurrection générale comme la dernière étape et comme la conséquence de la lutte de libération nationale ; ils organisent et préparent l'opinion publique, des hommes et des femmes, des jeunes gens et des jeunes filles.

Dans les zones libérées, les Conseils de libération nationale accomplissent les actes d'administration : ils établissent l'ordre et le calme, mènent la lutte contre les traîtres, exercent le contrôle de la circulation personnelle, combattent la criminalité, le vol, etc. En collaboration avec les organismes militaires, les conseils mènent la lutte contre la cinquième colonne ; ils se préoccupent de l'économie et du ravitaillement du peuple ; ils organisent le commerce et les finances, et ils fournissent aux détachements de partisans et aux unités de volontaires tout le nécessaire ; ils développent l'instruction et l'éducation publique, ils multiplient et accumulent le matériel de propagande et d'agitation, comme l'imprimerie, la radio, etc.... Ils procèdent à une mobilisation politique pour la lutte de libération nationale ; ils affermissent le pouvoir des conseils et luttent contre tout ennemi et tout péril. Ces conseils se transforment parfois en tribunaux, jugent même certaines affaires et s'occupent, en premier lieu, de la conciliation des dettes de sang. L'importance des Conseils de libération nationale est très grande, car c'est d'eux que sera issu le futur gouvernement, et ce sont eux qui mobiliseront le peuple pour la lutte et pour la révolte. Voilà donc en quoi consiste leur importance. »

Le Parti, avec la plate-forme de la Conférence de Peza a ouvert de larges perspectives à notre lutte. Grâce à cette importante plateforme de notre Parti, on allait pouvoir procéder à la mobilisation des larges masses du peuple pour la lutte et, durant la lutte elle-même, on allait créer notre armée de libération nationale, son État-major, et on allait affermir le pouvoir populaire, — qui allait être défini de façon concrète au Congrès de Peurmet.

La Conférence de Peza eut des répercussions importantes dans tout notre pays. Partout les hommes du Parti organisèrent les Conseils de libération nationale, et rassemblèrent autour d'eux toutes les forces saines du peuple, tous les patriotes honnêtes qui avaient à cœur la cause de la patrie et qui étaient conscients de l'importance des moments politiques qu'ils vivaient. L'union du peuple et la lutte pour la libération de l'Albanie donnèrent le jour à une vie nouvelle. La lutte prit un grand essort, et la hardiesse des actions audacieuses donna du courage au peuple et raffermi sa confiance en lui-même. C'était là un des plus grands succès de la politique juste et clairvoyante de notre Parti communiste. Dans la résolution de la Conférence du Parti tenue à Labinot, il est dit : « Le Parti communiste a été le premier à lancer l'appel à l'union du peuple albanais, il a été le premier à proposer opiniâtrement et d'une façon concrète cette union ; il a fait continuellement, et avec toutes ses forces, appel à l'union de toutes les forces vives et de tous les courants politiques contre l'occupant. Le Parti communiste a été à la tête du mouvement de libération ; il a été aux premières lignes de la lutte, il a mobilisé et lancé dans la

lutte le peuple, non seulement par l'agitation et la propagande, mais surtout par la lutte même et les actions militaires. »

Après la Conférence de Peza qui fut un grand succès politique de notre Parti, l'occupant et les quislings furent ébranlés. Ils attaquèrent militairement Peza, mais sans aucun succès, bien que les violences et la terreur augmentassent de jour en jour ; l'occupant ne pouvait pas briser le grand élan qui entraînait le mouvement de libération nationale après la Conférence de Peza. Partout en Albanie se formèrent des Conseils de libération nationale, dans les zones libérées et occupées, et la mobilisation des masses pour la lutte fut couronnée de succès. Il fallut à la réaction organiser une contre-offensive politique pour neutraliser ce grand succès du Parti. Notre Parti avait convoqué à la Conférence de Peza un certain nombre d'hommes qui, plus tard, se révélèrent à la tête de l'organisation de « Balli ». Ceux-ci n'y participèrent pas, refusèrent l'invitation et y envoyèrent des hommes de second plan, de façon à être au courant des décisions de la conférence. « Balli Kombëtar », organisation de la réaction dirigée contre le Front de libération nationale et sa plate-forme, se présenta donc comme candidat à l'exécution du désir de la réaction de neutraliser et de combattre la lutte de libération nationale. La plate-forme de « Balli Kombëtar » était une plate-forme démagogique qui, avec des formules pseudo-démocrates, promettait soi-disant au peuple sa liberté et ses droits. La réaction pensa profiter de l'apparition de « Balli Kombëtar » sur la scène politique pour créer une organisation parallèle à celle du Front de libération nationale, au point que son nom ressemblait à celui du Front de libération nationale ! Dans le nom de l'organisation suscitée par la réaction il manquait cependant le mot « libération », et cela avait une grande signification: « Balli Kombëtar », appuyé par l'occupant et les laquais de ce dernier, n'avait en effet pas pour programme la lutte pour la libération du peuple, mais au contraire la lutte contre l'insurrection populaire, contre la lutte que menaient le peuple albanais et son guide véritable, le Parti communiste. Les contours de l'organisation de « Balli Kombëtar » n'étaient pas bien clairs au moment de sa formation, mais ce qui d'emblée fut bien clair, c'est que cette organisation avait rassemblé et allait rassembler en son sein les beys, les koulaks, les grands commerçants, les pseudo-intellectuels, les politiciens faillis de tous les régimes, les criminels, les bandits. En un mot la lie de la société albanaise, tous les éléments des classes privilégiées liés par intérêt à l'occupant. Là résidait d'ailleurs la force de « Balli Kombëtar ». Par des procédés démagogiques, « Balli Kombëtar » allait s'efforcer de duper une partie de la paysannerie moyenne et de la petite bourgeoisie, ainsi que les éléments hésitants et timorés qu'il cherchait à attirer à lui ou à neutraliser. Le but principal de « Balli Kombëtar » était d'organiser ces couches de la réaction, de les armer, d'en former des bandes, et de les mettre, avec des formules pseudonationalistes, au service direct des troupes d'occupation, ce qu'il fit d'ailleurs, pour combattre le peuple albanais et le Parti communiste ! Simultanément, sur le plan politique, « Balli Kombëtar » organisa aussi quelques groupes armés dans les montagnes, à Vlora, Mallakashtra, Kortcha et Ghirokastra. « Balli Kombëtar » entreprit sa propagande politique en prétendant que le Front de libération nationale était un masque du Parti communiste albanais, destiné à tromper le peuple albanais et à l'amener à se battre non pas pour les intérêts de l'Albanie, mais pour ceux de la Russie. « Balli Kombëtar » accusait aussi notre Parti et ses membres

de lutter pour les intérêts de l'étranger et non pas pour les intérêts nationaux. Le but de « Balli Kombëtar » était d'isoler le Parti communiste albanais des masses du peuple, parce que c'était seulement sous la direction du Parti communiste que le peuple albanais pouvait renforcer sa lutte, mettre à mort la réaction et renverser son régime à tout jamais.

« Balli Kombëtar » s'efforça de discréditer et de détruire le Front national de libération, en demandant à cet effet que le Parti communiste albanais fût encadré par « Balli Kombëtar » et acceptât la plateforme politique de ce dernier. Cela eut signifié la strangulation du mouvement de libération nationale. Cela constituait en même temps une manœuvre qui manquait de sel. Devant une pareille situation, prévue par le Parti communiste, ce dernier entreprit un travail, une lutte qui se développa graduellement, jusqu'aux rencontres armées, pour démasquer et combattre cette manœuvre tactique de la réaction et du fascisme.

Non seulement le programme de l'organisation nationaliste de « Balli Kombëtar » n'était que pure démagogie, mais la question de la lutte n'y était nullement définie.

Cela rendait évidents les buts de « Balli Kombëtar » ; c'était son point faible et c'est là que notre Parti porta ses coups, le plus violemment possible, pour le démasquer. Il fallait que « Balli Kombëtar » montrât par des actes qu'il était en lutte avec l'occupant ; s'il se révélait au contraire dans l'impossibilité de le faire, il démasquait ainsi sa plateforme démagogique. Le Parti communiste fit un double effort : il s'efforça d'entrer en contact avec la base de l'organisation de « Balli Kombëtar » d'une part, et en même temps il eut des conversations avec les chefs de « Balli Kombëtar ». A ces deux niveaux le Parti combattit et renversa toutes les thèses et les accusations de « Balli Kombëtar » quant au Front de libération nationale, et il demanda à « Balli Kombëtar » de jouer cartes sur table de façon concrète. Des pourparlers furent engagés sur la question de la lutte entre les hommes du Parti et ceux des groupes armés de « Balli Kombëtar », qui avaient soi-disant pour but de lutter contre l'occupant. Ces pourparlers n'aboutirent à aucun résultat, mais ils prouvèrent par contre que ces groupes avaient pris le maquis pour entraver la lutte du peuple albanais. Simultanément et sur cette plate-forme, on entama des pourparlers avec les chefs, qui, devant la résolution du Parti, crurent qu'en acceptant la création de commissions de coordination des actions avec le Front de libération nationale, ils pourraient freiner la lutte. L'intention de notre Parti était de faire participer à la lutte, au moyen des commissions de coordination des actions, les éléments de base de l'organisation de « Balli Kombëtar », pour démasquer du même coup cette organisation de la réaction au service de l'occupant. Mais ces commissions de coordination restèrent lettre morte. Notre Parti voulait, sur la plate-forme de la Conférence de Peza, élargir et renforcer son influence dans les masses, isoler par la lutte elle-même la réaction, et débarrasser les masses des influences héritées du passé et qu'avaient répandues soit la duperie et la démagogie, soit l'atmosphère de domination séculaire des féodaux et de la bourgeoisie sur le peuple. « Balli Kombëtar », au moyen de ces commissions se serait efforcé, au lieu de mener la lutte et d'engager des actions, de provoquer des palabres interminables jusqu'à ce que l'occupant finisse par apprendre le but et le lieu de l'action projetée. Mais le Comité central du Parti y était attentif et il n'entendait

laisser en rien décider du sort des actions au gré des discussions de ces commissions. Ces commissions ne furent même pas réunies, car « Balli Kombëtar » et ses prétendues guérillas n'acceptèrent jamais la lutte et ne pouvaient l'accepter. Notre Parti entreprit la lutte contre l'organisation de « Balli Kombëtar », lutte qui visait à la démasquer du côté politique, lutte aussi contre ses guérillas. Le 5 mars 1943, « Balli Kombëtar » signa le protocole Dalmazzo-Keultsura, par lequel « Balli Kombëtar » s'engageait à défendre les forces italiennes qui auraient opéré dans le Sud pour réprimer la lutte de libération nationale. Le plan monté par l'occupant avec le traître Moustafa Krouïa échoua. Les Italiens remplacèrent alors ce dernier par le gouvernement fantoche d'Eqrem Libohova, pensant qu'autour de ce gouvernement se rassembleraient de nouvelles forces nationalistes capables de renforcer ses positions affaiblies par notre lutte. Le gouvernement Libohova promit des concessions et des réformes à ces pseudonationalistes de « Balli Kombëtar », et leur laissa comprendre qu'on leur offrirait de solides conditions d'auto-gouvernement. Cependant aux quatre coins de l'Albanie la terreur continuait. En fait, le gouvernement quisling de Libohova n'était rien d'autre qu'un pont jeté pour porter au pouvoir un des leaders du « Balli Kombëtar », Maliq Bouchati, qui, au service du fascisme et en liaison directe avec « Balli Kombëtar », aurait exaucé les désirs des deux parties, qui étaient identiques. Le gouvernement Bouchati avait dans son programme le décologue de « Balli Kombëtar » : chauvinisme, Albanie ethnique, création d'une armée et d'une gendarmerie albanaise, et il manifestait en apparence une certaine indépendance à l'égard de l'occupant. Le gouvernement quisling de Bouchati au service de l'occupant et, sous son couvert, « Balli Kombëtar » poursuivirent la politique de Moustafa Merlika-Krouïa sur une plate-forme plus large et mieux adaptée dans le dessein de rassembler autour d'eux les nationalistes et de les mettre directement au service de l'occupant. Le gouvernement Bouchati chercha, à se doter d'une plus grande élasticité, et à créer l'illusion de l'auto-gouvernement aux yeux des nationalistes et du peuple. « Balli Kombëtar », dans des tracts qu'il fit circuler en ce temps-là, appuya ouvertement la formation de l'armée nationale albanaise comprise dans le programme de Maliq Bouchati, qui appela auprès de lui le général Pariani, un des organisateurs de l'invasion fasciste italienne. Mais notre bourgeoisie manquait de tradition et n'avait pas une grande expérience. La réaction albanaise rassemblée dans « Balli Kombëtar », ébranlée par la pression de la lutte de libération nationale, n'était pas arrivée et ne serait pas arrivée à l'organiser de façon solide. Au sein de « Balli Kombëtar » lui-même existait un chaos de pensées et de différenciations. C'est à ce moment qu'au sein de « Balli Kombëtar » apparurent divers groupements ayant une allure de parti, comme le groupe radical-nationaliste de Kortcha, le 28 novembre de Chkodra, le groupe « Zjarri » (Le feu), fraction de la fraction prétendue communiste extrémiste ; plus tard le groupe social-démocrate de Skeunder Moutcho et le « véritable Parti communiste » de Sadik Premté (Xhepi). « Balli Kombëtar » était en liaison avec les autres chefs de la réaction, et particulièrement avec les « baïraktars » du nord qui agissaient en isolés sur la même plate-forme politique, dans le dessein de s'unir directement avec l'occupant. Tels étaient Fiqri Diné, Préng Tsali, Tsen Elezi, Mouharém Baïraktari, Mourat Kalochi et autres. « Balli Kombëtar » eut beau continuer à jouer son rôle masqué, notre Parti et le Front de libération nationale, par leur lutte héroïque, lui

arrachèrent ce masque. Après Moukïa et la Conférence de Labinot, « Balli Kombëtar » et ses bandes se mettent directement au service et sous les ordres de l'occupant. Après la Conférence de Peza, la lutte armée du peuple s'étendit encore davantage et nos montagnes se remplirent de guérilleros et de bataillons partisans ; là se consolida en même temps l'organisation des Conseils de libération nationale dans les villages et les villes. Après la conférence de Peza, commencèrent les actions de grande envergure des partisans et le Comité central du Parti écrivit à ses comités régionaux :

« Seule une plus large participation de la classe ouvrière et de la paysannerie à la lutte nous assurera la victoire. Que viennent dans les rangs de nos combattants des ouvriers, des paysans, des jeunes et autres qui haïssent l'ennemi et aiment la Patrie et la liberté. »

Les guérillas partisans étaient des unités mobiles de 50 partisans environ, divisées en escouades, armées de fusils et de mitrailleuses et sous les ordres d'un commandant et d'un commissaire. Le commandant et le commissaire formaient le commandement unique ; ils étaient responsables du travail et de la conduite de la guérilla dans les combats. C'est ici que prit forme dans notre armée le rôle du commissaire politique comme éducateur des unités partisans. L'Armée nationale de libération du peuple, issue du peuple et qui luttait pour ses intérêts, devait être une armée consciente et éduquée politiquement pour s'acquitter de la tâche que lui confiait le peuple. Le Parti communiste trempa la conscience de l'Armée de libération nationale, et lui donna cette éducation politique grâce à l'action des commissaires politiques et de ses membres dans les rangs de l'armée. Le rôle du commissaire politique a été décisif dans les succès de l'Armée de libération nationale.

Nos guérillas étaient partout à l'offensive ; elles détruisaient les lignes de communication, elles s'attaquaient aux colonnes motorisées et aux divers centres de concentration des forces ennemies, libéraient des zones entières, mettaient l'ennemi dans une situation précaire l'obligeant à maintenir dans notre pays des forces importantes. Pendant ce temps-là notre peuple aidait de toutes ses forces la grande lutte antifasciste, à la tête de laquelle se trouvait le grand artisan de la victoire, la grande Union soviétique et sa glorieuse Armée rouge. Notre lutte s'amplifiait avec succès, parce que la glorieuse Armée rouge portait des coups mortels à l'armée hitlérienne et aux armées des satellites d'Hitler. Sans les victoires de la glorieuse Armée soviétique il n'y aurait pas eu de victoire de notre peuple. Les régions de Peza, Skrapar, Kourvelech, Martanech et Kortcha étaient libérées au cours de l'année 1942. Avant avril 1943, on libéra aussi la sous-préfecture de Konispol, la région de Zagoria, Messaplik, Mallakastra, Pogon, Loundjeria, etc. Au pont de Ghiorm, à Vlora, on anéantit 2.000 miliciens et bersagliers et on tua le commandant de la milice fasciste italienne, le colonel Clementis. On attaqua et on détruisit les puits de pétrole de Koutchova, on fit sauter les gisements de Selenitsa, des centaines de carabiniers furent tués ou faits prisonniers. En janvier 1943, Voskopoïa fut libérée après de durs combats ; et en mai de cette même année les guérillas de Kortcha assaillirent l'ennemi pendant trois jours de suite, libérèrent Leskovik et attaquèrent des colonnes motorisées ennemies à Barmach.

Notre lutte provoqua la démission du gouvernement de Moustafa Krouïa, qui fut

remplacé par les gouvernements fantoches d'Eqrem Libohova et Maliq Bouchati. Malgré les manœuvres de l'occupant et des quislings, l'élan de notre lutte ne se ralentit pas un seul instant. Devant le grand danger qui le menaçait, l'ennemi commença alors à employer des forces considérables pour augmenter la terreur et les représailles. Des villages, des régions entières furent incendiés au cours des opérations, mais les guérillas de partisans ne firent qu'intensifier leurs attaques. En juin 1943, les guérillas partisans de Kortcha, Ghirokastra et Bérat, au cours d'une opération combinée, attaquèrent l'armée italienne à Peurmet et Kouqar; les combats durèrent une semaine et l'ennemi subit de lourdes pertes.

Le 26 juin 1943, de grandes forces italiennes et les bandes terroristes de Issa Toska attaquèrent Mallakastra. Les guérillas partisans de Mallakastra et celles de Vlora, avec toute la population armée de cette zone libérée, passèrent de la défensive à l'offensive, mettant l'ennemi, qui disposait de 2.000 hommes, en déroute, faisant des centaines de morts et menant la bataille jusqu'aux environs de Fier et de la ville de Bérat. Le 2 juillet, tomba au champ d'honneur le héros national Assim Zéneli, alors qu'il attaquait au défilé de Keultsura une colonne motorisée ennemie qui tentait de monter, de Tepelena à Peurmet, au secours de la garnison de cette ville et de Kouqar, qui se trouvaient en mauvaise posture devant les attaques des partisans. Dans ces combats qui se livraient de Fier à Leskovik, de Kourvelech à Tepelena et jusqu'à Bérat, les fascistes italiens firent intervenir l'aviation, les tanks, les autos blindées et l'artillerie lourde. La population de Tepelena, avec la guérilla de cette région, et celle de Vlora mirent en déroute toutes les forces italiennes qui tentaient de prendre Mallakastra à revers. Pendant ce temps, à Kourvelech et Messaplik on combat avec héroïsme contre l'occupant, qui incendie complètement ces deux régions. Dans l'opération qu'il effectua contre Kourvelech et Messaplik l'ennemi jeta des divisions entières, attaquant de tous les côtés, mais les populations et les héroïques partisans de ces régions résistèrent, luttèrent avec courage et firent des ravages dans les rangs ennemis. Kourvelech, Messaplik, Mallakastra étaient devenues les centres des combats les plus acharnés entre les forces régulières massives de l'ennemi d'une part, et les guérillas partisans et la population armée d'autre part. Le 14 juillet, quatre divisions italiennes attaquèrent Mallakastra et Tepelena. Nos forces s'élevaient à environ 2.000 hommes. Les combats durèrent six jours. L'ennemi subit de lourdes pertes, mais il put pénétrer dans les régions de Mallakastra et Tepelena où il massacra des centaines d'innocents et incendia 78 villages. « Balli Kombëtar » prit part à l'opération contre Mallakastra aux côtés de l'occupant, avec une guérilla commandée par Tefik Tsfiri et Ali Zeineli.

Dans la région de Kortcha, comme d'ailleurs à Peza, se déroulèrent des combats acharnés. L'ennemi y fut défait. Les Italiens attaquèrent simultanément la région de Martanech et la guérilla partisane de Baba Faïa Martanechi ; après de violents combats ils incendièrent toute la région. Les actions militaires des Italiens, appuyées par « Balli Kombëtar », étaient censées constituer une offensive générale de l'armée italienne contre les forces du mouvement de libération nationale dans toutes les régions de l'Albanie, entreprise dans le but d'anéantir la lutte de libération nationale. Mais le résultat de cette offensive fut un échec complet et les forces partisans en sortirent plus fortes et plus nombreuses. On peut dire que dans

toute l'Albanie du sud et du centre, l'ennemi n'avait de garnisons que dans les villes, et qu'il ne contrôlait que partiellement les voies de communication, et que tout le reste de ces régions, libéré, se trouvait sous le contrôle des guérillas et des bataillons partisans, et sous l'administration des Conseils de libération nationale qui devinrent les embryons du régime populaire.

L'année 1943 a une importance spéciale pour l'histoire de notre lutte, parce que tout en continuant d'assumer la responsabilité de la lutte, et en la menant de jour en jour plus acharnée, notre Parti envoya en mars de cette année ses délégués à la première conférence du Parti communiste à Labinot, où fut déterminée la ligne que devait suivre le Parti après la conférence, où fut élu le Comité central définitif du Parti communiste albanais. Le second événement de l'année fut la formation de l'État-major général de l'Armée de libération nationale.

LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DU PARTI COMMUNISTE ALBANAIS

La première conférence du Parti communiste albanais, tenue à Labinot, est une des dates historiques les plus importantes de notre pays. Quoique convoqués en pleine illégalité et alors que des combats acharnés mettaient aux prises les forces des partisans et celles de l'occupant, les délégués à cette conférence furent élus par le Parti de la façon la plus démocratique. Notre Parti comptait alors de 600 à 700 membres et le nombre des délégués à la Conférence s'éleva à 70. La première conférence du Parti communiste albanais, après avoir examiné la situation extérieure et intérieure, après avoir mis nettement en relief le grand rôle de l'alliance antifasciste avec l'Union soviétique à sa tête, après avoir attentivement examiné les méthodes et la tactique adoptées par l'occupant et les quislings en Albanie, et après avoir approuvé la juste ligne suivie par le Comité central provisoire du Parti et la lutte acharnée et juste menée par le Comité central provisoire contre les fractionnistes Anastas Loulo, Sadik Premté et leurs camarades, détermina la voie que le Parti devait suivre dans l'avenir.

a) Le Parti devait étendre ses rapports avec les larges masses de la ville et du village et devait faire appel à une lutte encore plus acharnée contre l'occupant. Il devait rassembler le peuple tout entier dans le Front de libération nationale et élever davantage la prise de conscience de la nécessité de la lutte contre l'occupant.

b) Il devait organiser et multiplier le plus possible les Conseils de libération nationale afin d'en faire de véritables organes du pouvoir démocratique populaire et de la lutte de libération nationale, et il devait détruire complètement l'ancien pouvoir.

c) Il devait populariser le rôle de l'Union soviétique, patrie des ouvriers et des paysans, guide de la puissante lutte pour la libération des peuples réduits à l'esclavage par le fascisme ; populariser la grande œuvre de Lénine et Staline.

d) Populariser et éveiller dans notre peuple un profond sentiment d'amour à l'égard de l'Armée rouge, toute chargée de gloire, qui sauvait l'humanité du fauve fasciste et qui, avec un héroïsme sans précédent, apportait la liberté aux peuples réduits à l'esclavage.

e) Populariser la puissante coalition des Alliés soviéto-anglo-américaine, et la lutte héroïque menée par les autres peuples asservis de l'Europe.

La première conférence du P. C. albanais accueillit avec reconnaissance une

série de directives et de conseils que l'Internationale communiste avait alors envoyés à notre Parti, qui ouvraient de larges perspectives à la lutte de libération nationale et qui permirent à la conférence d'élire le Comité central définitif.

La conférence, approuvant la ligne politique et d'organisation du Comité central provisoire du Parti, constata que le Comité central provisoire avait su sauvegarder le Parti des coups de ses ennemis jurés, trotskistes, et archéomarxistes, des ennemis intérieurs et des éléments antiparti en général, et qu'il avait su former l'unité du Parti. Critiquant d'autre part les erreurs et les lacunes (monopolisation du travail, manque d'initiative et quelquefois abandon des règles de la clandestinité, négligence et manque de fermeté à l'égard des éléments de groupe) mettant en relief les tendances au provincialisme et le manque de fermeté envers l'ennemi, manifestées à Kortcha, les tendances au provincialisme et à la mollesse des organisations de Chkodra, ainsi que les médiocres réalisations de celles de Ghirokastra, la conférence, relevant ainsi les erreurs et les négligences du travail, confia aux membres du Parti les tâches suivantes:

a) Renforcer notre puissance parmi les ouvriers, surtout dans les centres industriels importants du pays et se lier sur le plan de l'organisation avec eux, intensifier le travail dans les chantiers et parmi les artisans. Grossir les rangs du Parti et de l'Armée de libération nationale avec les ouvriers.

b) Donner une grande importance au travail du Parti au village, où se trouvaient les foyers principaux de la lutte, et mener une propagande dans toutes les directions au village pour la lutte contre l'analphabétisme et contre tous les vices hérités du passé.

c) Une des tâches les plus importantes était la consolidation et l'élargissement de l'Armée de libération nationale, avec l'objectif d'en faire une force qui sèmerait la terreur dans les rangs de l'occupant et qui constituerait la garantie certaine et puissante de la libération du peuple.

d) Le travail parmi la jeunesse était l'un des secteurs les plus importants du travail de notre Parti ; et cela se comprend facilement si l'on pense que la jeunesse constituait la source intarissable des forces nouvelles et saines du Parti, de la lutte nationale de libération. La conférence recommandait spécialement au Parti de donner en exemple à notre jeunesse la jeunesse héroïque de l'Union soviétique, les Komsomols, dont la lutte héroïque devait apprendre à notre propre jeunesse comment elle devait lutter, pour servir son propre peuple et en même temps pour se créer un avenir meilleur et heureux pour elle-même.

e) La conférence recommandait spécialement au Parti d'intensifier et d'élargir le travail parmi l'élément féminin, de rendre la femme consciente de ses devoirs, et de l'amener à participer à la lutte pour la liberté de son peuple et en même temps pour la conquête de ses propres droits.

La conférence fixait au Parti les tâches d'organisation suivantes : renforcer le travail dans les cellules, créer des organisations du Parti au village, faire disparaître le sectarisme, former les cadres, combattre l'ignorance, éduquer les cadres dans l'esprit marxiste-léniniste, leur mettre en même temps entre les mains le livre et le fusil, mettre à la portée des membres du Parti l'histoire du Parti bolchévique, créer la possibilité pour les camarades d'étudier au « kroujok » ou de façon individuelle — et ce qui était le plus important, recommander aux membres

du Parti d'entretenir des rapports fraternels entre eux et de combattre toute velléité de capitalisme dans les rangs du Parti. La conférence demandait au Parti d'éliminer le sectarisme, de donner aux camarades la possibilité de révéler leurs capacités, de faire disparaître la peur dans le Parti, de placer les jeunes camarades à des postes responsables, d'encourager l'initiative, de développer chez les membres et les dirigeants le sens de la responsabilité. En ce qui concerne la vigilance révolutionnaire, la conférence rappelait textuellement au Parti :

« Il faut affiner l'intelligence de nos camarades pour qu'ils ne se laissent pas duper par les provocations de l'ennemi qui, par tous les moyens, tâche d'introduire dans nos rangs des ennemis non déclarés ; combattre l'importation de toute idée étrangère que l'ennemi s'efforce d'introduire dans nos rangs ; combattre impitoyablement les diverses déviations... trotskistes et entreprendre de façon sérieuse le nettoyage des rangs du Parti des éléments indécis, inactifs et sans résolution, et surtout des éléments de groupe. L'organisation et ses membres doivent impitoyablement poursuivre leur lutte contre les ennemis de l'Internationale communiste et de notre Parti, Zai Foundo, Dhimitri Fallo, Aristidh Qendro, Niko Dzodzi, Niko Kondi, Andréa Zissi et autres, ainsi que contre tous les autres provocateurs. »

Ainsi fut établie la ligne que devait suivre le Parti. Cette conférence donna au Parti son Comité central définitif avec, à sa tête, comme secrétaire général du Parti, le camarade Enver Hodja. La résolution de la première conférence du Parti résumait ses travaux en ces termes :

« Quoiqu'à notre jeune Parti se présentent des tâches excessivement ardues, il marchera avec fierté, sous le drapeau de l'Internationale communiste, sous le drapeau de Lénine et de Staline, vers la victoire définitive, et il s'acquittera de ses tâches envers les masses laborieuses de notre peuple. Nous devons être, sans pitié, en première ligne de la lutte contre l'ennemi juré de l'humanité et de notre peuple, contre le fascisme. Nous devons créer et épurer notre Parti, comme nous l'enseignent le grand Lénine et le grand Staline, édifier un Parti révolutionnaire et occuper une place méritée dans les rangs glorieux de l'Internationale communiste. »

Cette première conférence donna un grand élan au développement et au renforcement de notre Parti, * elle donna aussi une impulsion extraordinaire à la lutte de libération nationale. Les hommes de notre Parti s'y armèrent pour remporter de nouveaux et brillants succès. Le Comité central définitif dirigea avec clairvoyance et héroïsme la lutte de notre Parti ; il s'acquitta avec fidélité des tâches importantes que lui avait confiées la conférence ; il appliqua, il lutta pour appliquer la juste ligne du Parti, et cette juste ligne, il la défendit jusqu'au bout. En appliquant avec résolution la ligne politique de la conférence, en prenant toujours en considération et en défendant jusqu'à la mort les idées glorieuses de Marx, Engels, Lénine, Staline, en nourrissant un amour infini pour le peuple albanais, du sein duquel il était sorti, pour l'Union soviétique, pour le glorieux Parti bolchévique et pour le grand camarade Staline, notre Parti et son Comité central menèrent le peuple albanais à la plus grande victoire de son histoire.

LA FORMATION DE L'ARMÉE DE LIBÉRATION NATIONALE ET LA LUTTE CONTRE L'OCCUPANT ALLEMAND

Devant le grand élan de la lutte de libération nationale et le fait que la plus grande partie de l'Albanie avait été libérée par les guérillas et les bataillons partisans, prenant d'autre part en considération le renforcement et l'élargissement de ces formations partisans, et en prévision des coups aussi acharnés que nécessaires qu'on devait porter aux forces considérables de l'occupant, notre Parti et son Comité central décidèrent de parfaire l'organisation des formes partisans et de transformer rapidement ses unités en une grande armée organisée, dirigée par un État-major général. Celui-ci fut formé le 10 juillet 1943. Sa formation marque une date d'importance historique pour le développement ultérieur de la lutte armée du peuple contre les occupants, et pour la formation de notre Armée de libération nationale. Après la formation de l'État-major général, on organisa les états-majors des circonscriptions et des zones. On passa de la phase des guérillas et des bataillons à celle des brigades partisans. C'est ainsi que le 15 août 1943, on forme à Vithkouq (Kortcha) la première brigade partisane d'assaut. C'est alors que survient la capitulation de l'Italie fasciste. C'est alors que commence la politique hostile des Anglais à l'égard de la lutte de libération nationale du peuple albanais et que survient « Moukïa », œuvre de l'opportuniste Umer Dichnitsa.

Après la formation de l'État-major général, dirigé et formé par notre Parti, celui-ci pensa lancer une fois encore un appel à l'organisation de « Balli Kombëtar » pour l'inviter à quitter le chemin de la trahison, à se dissoudre en tant qu'organisation et à participer à la lutte dans le Front de libération nationale, c'est-à-dire à la lutte ininterrompue contre l'occupant fasciste italien et allemand, à la lutte des grands alliés anglo-soviéto-américains et des autres peuples asservis, et plus particulièrement des mouvements de libération nationale des peuples voisins, de la Yougoslavie et de la Grèce, et enfin à reconnaître les Conseils de libération nationale comme le seul pouvoir démocratique populaire. Parallèlement, « Balli Kombëtar » devait nettoyer de ses rangs les éléments liés au fascisme, les espions, les criminels, les spéculateurs et autres, devait immédiatement cesser sa lutte et sa propagande anticomuniste, inconciliables avec l'instauration d'une démocratie en Albanie. Telle était la plate-forme que devaient défendre dans ses pourparlers avec les leaders de « Balli Kombëtar », l'ex-membre du Comité central, Umer Dichnitsa et les autres membres de la délégation du Front de libération nationale, délégation dans laquelle on notait, entre autres, le communiste Moustafa Ghinichi, et Bazi Tsani-Koupi en tant que membre du Front de libération nationale.

La délégation du Front de libération nationale et celle de « Balli Kombëtar » se réunirent à Moukïa. Là Umer Dichnitsa, ne défendant pas le point de vue du Parti, se place carrément sur les positions nationalistes, sur les positions réactionnaires et chauvines de « Balli Kombëtar », Umer Dichnitsa foule aux pieds la ligne du Parti, passe outre les ordres et les directives du Comité central, il renie la lutte de libération nationale et agit en opposition aux directives du Comité central. Par son compromis de Moukïa, Umer Dichnitsa mit « Balli Kombëtar », qui n'avait jamais tiré un seul coup de fusil contre l'occupant, sur un pied d'égalité avec le mouvement de libération nationale. D'autre part il voulut ignorer, il nia le rôle dirigeant de

notre Parti et se mit d'accord avec « Balli Kombëtar » sur la création du « Comité du salut national albanais » auquel auraient pris part les ballistes et qui aurait dirigé la lutte. Umer Dichnitsa se plaça sur les positions de la réaction et en arriva à accepter la définition de l'Albanie ethnique, mot d'ordre, point de vue chauvin, utilisé par l'ennemi comme une arme pour semer la discorde avec les peuples voisins et attaquer le Parti communiste albanais. Umer Dichnitsa, sans en référer au Comité central, accepta que toutes ces décisions fussent communiquées au peuple par voie de tracts. Et cela fut fait. Tout le travail d'Umer Dichnitsa et de Moustafa Ghinichi à Moukïa, constituait une trahison du Parti et du peuple. Dès qu'il fut mis au courant des manigances d'Umer Dichnitsa et de Moustafa Ghinichi, le Comité central du Parti les condamna comme trahison, rejeta toutes les décisions prises à Moukïa, désavoua la façon d'agir d'Umer Dichnitsa, lui retira son mandat, et mit au courant le Parti et le peuple. A Moukïa, Umer Dichnitsa, au lieu de démasquer « Balli Kombëtar » et de rendre évident qu'il ne s'agissait que d'une organisation réactionnaire et traître, dont le programme cherchait à semer la discorde dans notre Parti et à annihiler tous ses efforts en vue de l'union solide de notre peuple, il lui fournit, par un sabotage systématique, l'occasion de multiplier ses intrigues auprès du peuple. Profitant de l'erreur capitale d'Umer Dichnitsa, qui n'était que le fruit de l'opportunisme et des points de vue opportuniste de celui-ci, et non le fruit du Comité central de notre Parti, les trotskistes yougoslaves, dans le but de discréditer la direction de notre Parti, s'efforcèrent d'une part de nous accuser de nous être placés sur des positions opportunistes devant « Balli Kombëtar », d'autre part de nous conseiller de poursuivre les pourparlers et de mener la lutte contre « Balli Kombëtar » sur la plate-forme de Moukïa. Notre Comité central rejeta ces deux points de vue des trotskistes yougoslaves et la conférence du Conseil de libération nationale, qui fut tenue à Labinot sous la direction de notre Parti communiste, mit fin à « Moukïa », se débarrassant de Bazi Tsani-Koupi et renforça davantage encore la lutte contre l'occupant, contre « Balli Kombëtar », contre les quislings et tous les traîtres.

Alors que la résistance de notre peuple avait déjà pris corps et qu'éclataient les manifestations, Abaz Koupi (Bazi Tsani), agent de Zogou et des Anglais, revint et, se maintenant soi-disant dans une semi-illégalité, attendit le moment opportun d'entrer en scène pour jouer la carte de l'Intelligence Service. Abaz Koupi, adhéra au Front de libération nationale en tant que représentant zoguiste; il accepta pour la forme les décisions de la Conférence de Peza et il prétendit accepter de combattre contre l'occupant et les quislings. En fait, non seulement il ne se battit pas et n'accepta pas réellement les décisions de Peza, mais il le déclara même ouvertement contre le mouvement de libération nationale et combattit ces décisions et la lutte que le Front de libération nationale menait contre l'occupant. La tactique d'Abaz Koupi était celle des Anglais, qui sous le couvert de l'alliance antifasciste, préparaient le retour de la réaction et faisaient tout pour consolider ses positions ébranlées par la grande lutte des peuples. À cette préparation du retour de la réaction, les Anglais travaillaient avec l'aide du fascisme. Abaz Koupi donc, conseillé par les Anglais, devait, pour ne pas être démasqué, rester dans le Front de libération nationale, et sous le couvert de la lutte de libération nationale, il devait, indirectement aidé par le fascisme, regrouper sous sa direction et sous régime de

Zogou toute la réaction albanaise.

Au cours de l'occupation italienne et pendant que le peuple luttait contre le fascisme et les traîtres, Abaz Koupi poursuivait son travail réactionnaire en faveur de Zogou ; il tenait des réunions et entretenait des relations avec les chefs de la réaction et avec les « bairaktars » pour s'opposer à la lutte du peuple albanaise. Simultanément, l'Intelligence Service et ses agents albains faisaient tout pour qu'en Albanie on portât au premier plan de la scène politique des hommes comme Mehdi Fracheuri, et qu'on formât à Londres un gouvernement fantoche qui, plus tard, serait devenu l'arme des Anglais. Abaz Koupi et la réaction, sous la direction des missions anglaises, entendaient toujours créer et forcer jusqu'à un certain point la sympathie de l'opinion en faveur de Zogou, et arriver à faire accepter à la partie de la réaction qui s'était mise au service des Italiens et plus tard des Allemands la plate-forme des Anglais, c'est-à-dire son rassemblement autour de Zogou. Pendant les pourparlers de Moukia, Abaz Koupi jeta le masque ; il commença à travailler isolément ; puis, sur les instructions des Anglais, il organisa une réunion à Zalli i Herri, à laquelle prirent part tous les chefs de la réaction et un représentant des missions militaires anglaises ; là, il créa « Légalité ». Abaz Koupi, agent des Anglais, pensait jouer le rôle d'arbitre entre le mouvement de libération nationale et « Balli Kombëtar », jusqu'au moment opportun où il aurait pu imposer sa volonté. Dans le tract qu'il fit circuler le 19 septembre 1943, Abaz Koupi, ce bairaktar criminel, disait : « On entend ici et là des voix s'élever qui s'indignent de la guerre que se font mutuellement les partis. Cela est et a été malgré nous ». Abaz Koupi commença alors les pourparlers avec les chefs de la trahison, comme Loumo Skeundo, Ali Keultsura, Hasan Dosti et autres ; il se lia intimement avec le futur régent Mehdi Fracheuri, qui avait assuré la liaison entre les Allemands, les Anglais et Abaz Koupi ; il se jeta du côté des bairaktars du Nord, éternels agents des ennemis du peuple, Fiqri Diné, Ali Maliqi, Huké Cami, Bilal Kolé, Husni Déma, et autres ; et avec ces derniers et « Balli Kombëtar », il organisa une réunion. En septembre 1943, il fit circuler un tract où l'on parlait du « salut de l'Albanie devant le danger » ; le danger, c'était le mouvement de libération nationale ! Le rassemblement de la réaction s'était ainsi fait dans une nouvelle barque, la barque allemande, la barque italienne ayant coulé. Les Anglais et Abaz Koupi formèrent donc « Légalité ». Cette manœuvre coïncidait et était coordonnée avec les préparatifs, du côté allemand, de l'opération d'hiver contre l'Armée de libération nationale. Les Allemands et les quislings, Mehdi Fracheuri, Mitrovitsa et autres, parlaient ouvertement des bienfaits du régime de Zogou, de la fermeté avec laquelle il avait su organiser la gendarmerie, l'armée, etc. Les Anglais et les Allemands comptaient donc frapper à mort notre Parti et notre lutte, et les Anglais pensaient à la capitulation de l'Allemagne, instaurer de nouveau en Albanie le régime du capital et de Zogou. Les Allemands laissaient Abaz Koupi faire librement sa politique. Les Anglais voulaient donner à la réunion des zogouistes à Zalli i Herri l'aspect, non seulement d'une réunion de parti politique, mais encore d'un large mouvement légitimiste zogouiste, c'est-à-dire reconnaître *de jure* l'instauration du régime de Zogou, et ils prétendaient se justifier en affirmant que ce régime continuait d'exister, qu'il était le régime de la légalité, établi dès 1924, par la volonté du peuple, et qu'il avait seulement cessé d'exister le 7 avril 1939 sous la pression des baïonnettes italiennes. Donc, suivant

Abaz Koupi et les Anglais, le régime « légal » poursuivait son existence et il fallait qu'il fût reconnu comme légitime par le peuple et surtout par notre Parti. A cette époque-là Abaz Koupi lança un appel au peuple l'invitant à s'unir sous le drapeau de «Légalité», et non pas dans la lutte contre l'occupant allemand et les quislings. Notre Comité central décida de démasquer et de contrecarrer cette manœuvre des Anglais et des Allemands. Nos délégués se rencontrèrent avec Abaz Koupi pour la dernière fois à Cheun Ghierg (Tirana), Abaz Koupi défendit sa thèse selon laquelle le régime de Zogou n'avait pas cessé d'exister, et qu'il serait réinstauré *de jure et de facto* après la libération de l'Albanie; donc le Front de libération nationale n'avait pas de raison d'exister puisqu'il n'avait été et n'était que le masque du Parti communiste, et que ce dernier aurait pu exister en tant que parti sous le régime de la légalité, c'est-à-dire sous le régime de Zogou. Abaz Koupi récitait les leçons apprises des Anglais. Nous avons balayé toutes ces prétentions d'Abaz Koupi. Le mouvement de libération nationale ne pouvait pas ne pas lutter contre Zogou et son régime, malgré cette ultime manœuvre d'Abaz Koupi et des Anglais. Le peuple albanais et notre Parti déclarèrent à Abaz Koupi qu'ils avaient été et seraient contre la monarchie et contre Zogou, et lui conseillèrent d'abandonner la voie de la trahison, lui rappelant que notre Parti et le peuple albanais le frapperaient impitoyablement et l'anéantiraient comme ils avaient anéanti tous les ennemis du peuple. Le jeu d'Abaz Koupi et la manœuvre des Anglais furent démasqués devant le peuple par la déclaration du Front de libération nationale, diffusée à ce moment-là. Abaz Koupi apparut sous son vrai visage de quisling, c'est-à-dire comme un agent de Zogou et en même temps un agent des Anglais, un agent des Allemands et des autres quislings. De telles manœuvres n'empêchaient pas notre Parti de poursuivre la lutte avec héroïsme. Dès qu'elle fut formée, la première brigade recevait le baptême du feu contre les Italiens à Vithkouq et les Allemands à Barmach. C'était au moment de la capitulation de l'Italie. Après trois jours de combats acharnés contre les Italiens, ceux-ci purent entrer à Vithkouq qu'ils réduisirent en cendres. Avec la formation de l'État-major général commence une nouvelle étape de la lutte pour la libération du pays et l'insurrection générale du peuple contre l'occupant. L'État-major général accrut avec succès l'esprit offensif de l'Armée de libération nationale, inspirée des leçons de Lénine suivant lesquelles :

« Dès que commence l'insurrection, il faut agir avec la plus grande résolution et passer sans attendre, à tout prix à l'offensive. La défensive est la mort pour l'insurrection armée. »

Notre Parti avait adopté, comme il le devait, ce principe fondamental du marxisme-léninisme sur l'insurrection armée. Voici ce qu'en septembre 1943, l'État-major général écrivait à un bataillon qui était tombé dans la nonchalance et avait perdu l'esprit combattif :

« Cet État-major n'a pas encore bien compris la tactique de la lutte partisane. Les partisans ne doivent jamais se tenir sur la défensive. Le maintien de ses positions est une lutte défensive, qui peut faire se trouver notre armée face à des forces ennemies importantes et capables de l'anéantir. Il faut sans attendre changer de tactique. Notre tactique doit être l'offensive, qui nous permettra par des mouvements rapides et des attaques nombreuses en plusieurs directions de désorienter et d'affaiblir l'ennemi, en faisant sauter des ponts, en attaquant sans

discontinuer les colonnes allemandes ; il faut que nous attaquions les dépôts italiens et allemands pour nous emparer du matériel, avec lequel nous armerons ceux qui sont mobilisés dans les rangs des partisans ».

L'orientation que l'État-major général donna à notre lutte fut très juste. Notre armée manquait de cadres ; il fallait les former dans la lutte elle-même. Le mot d'ordre du Parti était que les cadres devaient sortir de la lutte ; et si le Parti résolut le problème des cadres dans la lutte de libération nationale, ce fut justement en éduquant et appelant dans les rangs des dirigeants les éléments les plus décidés à la lutte. De cette façon, à la tête de nos unités vinrent prendre place des ouvriers, des paysans, des intellectuels patriotes qui gagnèrent leurs galons dans des combats acharnés. On veilla également à ce que la composition sociale de nos cadres dans l'armée eût une base solide.

Notre armée manquait d'habillement et d'approvisionnement, elle n'avait pas d'armes. Tout cela, on se le procura en combattant. Le Parti et l'État-major avaient justement orienté l'Armée de libération nationale en indiquant que celle-ci devait s'équiper avec les armes arrachées à l'ennemi pendant les combats. Voici ce que l'État-major général écrivait aux états-majors des circonscriptions et des groupes de partisans en novembre 1943 :

« Les états-majors ne doivent pas perdre de vue que notre habillement et notre armement, nous devons les prendre à l'ennemi. Notre unique source d'approvisionnement est l'attaque. Nous devons combattre pour prendre des armes à l'ennemi ».

L'aide accordée par les Alliés à notre armée fut essentiellement symbolique. Au moyen des quelques vêtements et fusils par eux distribués, les Anglais escomptaient dissocier notre lutte de libération nationale et non pas l'aider effectivement. Cherchant à imposer leurs points de vue à notre mouvement, les Anglais se servirent en effet de leurs fournitures de matériel pour exercer pressions et chantages aussi bien, leurs menaces n'ayant obtenu aucun succès, ne nous accordèrent-ils qu'une aide ridicule.

L'État-major général enseigna aux unités de l'Armée de libération nationale à frapper l'ennemi à l'improviste et à improviser des attaques, faisant ainsi de l'esprit offensif une arme décisive dans la lutte contre l'ennemi. En novembre 1943, l'État-major général écrivait à l'État-major de la première brigade :

« La tactique adoptée par l'ennemi consiste à nous attaquer, à nous attaquer le plus possible, pour nous empêcher de reprendre haleine. Mais cette tactique est la nôtre et il ne faut qu'en aucune façon l'initiative reste à l'ennemi. Il n'est pas admissible que l'ennemi nous surprenne à l'improviste ».

A la même époque, l'État-major général écrivait aux commandants des circonscriptions et des zones d'opération :

« La lutte qu'il faut mener contre l'ennemi doit conserver le caractère d'une véritable offensive ininterrompue, caractérisée par de violents coups de boutoir au moment et à l'endroit où l'ennemi ne s'y attend pas, lui faisant ainsi subir de lourdes pertes tout en conservant nous-mêmes nos effectifs. Éviter les batailles rangées et sur les lieux choisis par l'ennemi ; ne jamais attendre l'offensive ennemie, mais anéantir celle-ci avant que l'ennemi ne puisse la commencer ; attaquer les premiers. »

De cette façon, en se fondant sur l'art marxiste-léniniste de l'insurrection armée du peuple et sur notre propre expérience quotidienne, le Parti et l'État-major général orientèrent notre armée de juste façon tant au point de vue politique que militaire.

Avec la venue des Allemands en Albanie s'ouvre une nouvelle, une dure étape de notre lutte de libération nationale. Dès le début, les forces partisans se mesurèrent aux troupes allemandes qui venaient de Grèce et se rendaient dans la région de Kortcha. Dès lors commença une terreur indescriptible : le village de Borova fut réduit en cendres et ses habitants massacrés. Les Allemands remplacèrent partout les Italiens, s'emparèrent de toutes les positions clefs, créèrent la Régence, formèrent un gouvernement-marionnette et rassemblèrent la réaction pour la jeter contre le mouvement de libération nationale. Cette fois les masques tombèrent: « Balli Kombëtar » se mit ouvertement au service des Allemands et se jeta carrément dans la guerre contre le mouvement de libération nationale. « Légalité » fit de même, comme tous les autres traîtres. Pour la réaction qui, sous la protection des marionnettes allemandes, cherchait à s'organiser pour combattre avec le plus grand acharnement le Parti communiste et le mouvement de libération nationale et s'emparer du pouvoir après la capitulation de l'Allemagne, cela représentait le dernier assaut, une question de vie ou de mort. Mais notre Parti, qui conduisait notre peuple avec gloire aux combats les plus acharnés, déjoua tous ces plans. A la venue du nouvel occupant, la lutte de libération nationale prit une ampleur encore plus grande; l'héroïque Armée de libération nationale élargit ses rangs et se consolida. Après la formation de la première brigade, naquirent la troisième brigade à Peza, la deuxième à Elbasan. Les Allemands entreprirent alors leur offensive d'hiver qui avait pour but d'anéantir les forces partisans et les Conseils de libération nationale, et d'instaurer un régime de réaction à leur service. Après des opérations préliminaires dans l'Albanie centrale, à Peza et Elbasan, les Allemands déclenchèrent leur offensive générale d'hiver sur l'Albanie du sud. Dans cette offensive, les Allemands lancèrent quatre divisions de leur armée, sans compter les bandes ballistes, zoguistes et les gendarmes de la Régence. L'offensive d'hiver de l'ennemi fut une grande épreuve pour notre armée. Nos forces luttèrent avec héroïsme dans des conditions excessivement difficiles, sur des montagnes couvertes de neige, sans nourriture et avec un armement réduit. Employant, au cours de cette offensive, la tactique des attaques concentriques, l'ennemi attaqua de plusieurs directions nos centres les plus vitaux. Les forces partisans luttèrent avec un héroïsme inégalé. Des mouvements attentivement étudiés, ordonnés par l'État-major général, permirent aux forces partisans, dans ces conditions militaires et climatiques excessivement difficiles, d'affronter avec succès les forces ennemies et d'échapper au danger d'anéantissement devant un ennemi très supérieur en nombre et en armement. Toutes les forces partisans furent engagées dans ces combats. La première brigade manœuvrait avec rapidité et combattait de Messaplik jusqu'à Skrapar. C'est alors qu'on forma la sixième brigade. La quatrième brigade attaque à Gora et Opar. Plus tard, la cinquième brigade supporte le poids le plus lourd de l'opération en manœuvrant et en combattant sur les montagnes de Kourvelech et de Keundrévitsa. La quatrième brigade arrive à prendre l'ennemi à revers et, grâce à un mouvement rapide, elle libère des zones occupées, facilitant ainsi la résistance

de la cinquième brigade et les mouvements des autres. Simultanément la première brigade, repoussant les forces allemandes à Skrapar, libère cette zone ainsi que Tomoritsa et Mokra et, effectuant un mouvement rapide, elle passe avec une partie de ses effectifs le Chkumbin et pénètre dans les zones ennemies de Tchermenika et Elbasan où se trouvait l'État-major général de l'Armée, qui venait à peine de sortir de l'encerclement menaçant de l'ennemi. Les deuxième et troisième brigades sont attaquées par de puissantes forces ennemies dans les environs d'Elbasan. Ces forces, qui attaquèrent la zone de Tchermenika de quatre directions différentes, cherchaient à anéantir nos forces et l'État-major général. La profonde incursion dans les zones réactionnaires, effectuée grâce à une marche forcée pleine de dangers par une brigade qui, encerclée six fois de toutes parts, passe en trombe à travers Skrapar, Mokra, Tchermenika, Gollobourda, Martanech, Cheun Ghierg, Peza, Doumré, Soulova pour secourir l'État-major général, constituait l'expression de la foi et de la fidélité de notre armée envers le Comité central du Parti et son secrétaire général, en même temps qu'une diversion de grande envergure qui déconcerta l'ennemi et l'empêcha d'entreprendre rapidement une seconde opération avec les forces réactionnaires dans l'Albanie centrale. Cette manœuvre renforça la confiance du peuple en infligeant une cuisante réponse à la démagogie de l'ennemi qui claironnait l'anéantissement de l'Armée de libération nationale. Notre armée, non seulement ne fut pas anéantie au cours de l'offensive d'hiver, mais encore elle en sortit plus forte : tandis qu'au début de l'offensive d'hiver, en dehors des petites unités partisans, elle comptait comme grandes unités, les première, deuxième et troisième brigades, après trois mois de combats viennent s'ajouter les quatrième, cinquième, sixième et septième brigades, sans compter les nombreux bataillons et les groupes qui furent formés pendant ce temps-là dans toute l'Albanie.

Après l'offensive d'hiver, l'Armée de libération nationale, passa partout à l'offensive contre l'occupant et les traîtres. Elle libéra toutes les zones occupées par l'ennemi et bien d'autres encore. L'ennemi fut contraint de se cantonner dans les principales villes, qu'il fortifia, et de ne conserver que les principales voies de communication : encore celles-ci étaient-elles sous le feu continu des forces partisans qui assaillaient les colonnes, faisaient sauter les ponts, attaquaient les tanks et les autos blindées ainsi que les concentrations de forces ennemies. Cette situation devenait menaçante pour l'ennemi. Inquiété par un pareil état de choses, l'ennemi rassembla de nouvelles forces pour entreprendre une nouvelle offensive contre notre armée. Pendant deux mois de suite, avril et mai 1944, l'ennemi prépara son offensive d'été ; et vers la fin mai commença la seconde offensive générale des Allemands contre l'Armée de libération nationale. Quatre divisions et demie de l'armée allemande et toutes les forces armées de "Balli Kombëtar" et de « Légalité » participèrent à cette offensive. Le but de l'ennemi était de frapper mortellement notre armée, force glorieuse de notre peuple, formée dans de sanglants combats, de frapper notre Parti héroïque, guide glorieux de notre peuple et du Front de libération nationale, et d'empêcher la réunion historique du Congrès de Peurmet. Nos forces de libération nationale défendirent les zones libérées avec héroïsme, elles permirent au Congrès de Peurmet d'achever tranquillement ses travaux et de former les grandes unités de l'armée, les divisions, qui donnèrent la possibilité à l'Armée de libération nationale de passer à la contre-offensive finale et décisive.

LE CONGRÈS DE PEURMET

Le 24 mai 1944, dans la ville de Peurmet, libérée par les formes partisanses, 2 ou 3 fois incendiée par l'occupant, se tint un Congrès historique. À ce Congrès étaient venus des délégués élus de la façon la plus démocratique aux quatre coins de l'Albanie, dans les zones libérées et dans celles qui étaient encore occupées par l'envahisseur. Pour la première fois dans son histoire, après une lutte aussi acharnée, le peuple envoya à ce Congrès un grand nombre de délégués avec la perspective de consacrer par la loi son œuvre immortelle, d'instaurer légalement le régime démocratique populaire, de prendre des décisions importantes quant au renforcement de l'Armée de libération nationale et d'établir la ligne à suivre en matière de politique étrangère. Le Congrès de Peurmet donna à l'Albanie le Conseil antifasciste de libération nationale, organe suprême, législatif et exécutif tout à la fois, forme absolument nouvelle de notre démocratie populaire dans laquelle les deux pouvoirs, législatif et exécutif, sont unis, émanent du peuple et appartiennent au peuple. Ces bases d'une forme nouvelle de gouvernement, très évoluée, étaient celles sur lesquelles allait s'appuyer le nouveau régime du peuple, le régime de notre démocratie populaire qui devait être plus tard consacré par la Constitution de la République populaire d'Albanie. Au Congrès de Peurmet, le Conseil antifasciste de libération nationale procéda à l'élection du Comité antifasciste de libération nationale, son principal organe exécutif doté des attributions d'un gouvernement provisoire. Le Congrès de Peurmet établit la ligne politique et l'orientation de la lutte dans les nouvelles circonstances historiques, afin d'intensifier davantage encore le combat et d'accroître les succès du mouvement national de libération. Le Congrès de Peurmet, qui représentait la volonté souveraine de notre peuple, créa ainsi les organes législatifs et exécutifs de notre nouvel État qui s'érigeait, dans la lutte et avec notre sang, sur les ruines du vieil État féodal et bourgeois. C'est par sa lutte que notre peuple démolit le vieil État, et c'est dans la lutte qu'il instaura le nouveau régime du peuple. Les Conseils de libération nationale devinrent les formes de gouvernement instituées dans tout le pays. La Résolution du Congrès de Peurmet dit dans ses décisions historiques :

« Il faut édifier l'Albanie nouvelle, démocratique, populaire, suivant la volonté du peuple, solennellement exprimée aujourd'hui par la création du Conseil antifasciste de libération nationale, qui représente vraiment un pouvoir issu de la lutte nationale de libération que mène le peuple albanais ».

Le Congrès de Peurmet porta un coup mortel aux gouvernements quislings à l'intérieur du pays, et aux tentatives des Anglo-Américains qui cherchaient à former des gouvernements réactionnaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays, pour frustrer le peuple de ses victoires. Le Congrès de Peurmet mit un terme à toutes ces menées. Le Congrès interdit l'entrée de Zogou en Albanie. Dans les second et troisième points de la déclaration du Congrès de Peurmet on lit: « Il est interdit à Zogou de pénétrer en Albanie, étant donné que la question du régime sera réglée par le peuple, par sa libre volonté que représente seul le Conseil antifasciste de libération nationale... » « Ne reconnaître aucun autre gouvernement qui pourrait être formé, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Albanie, contre la libre volonté du peuple que représente seul le Conseil antifasciste de libération nationale. »

Le Congrès de Peurmet, approuvant la juste ligne politique suivie par le Conseil général de libération nationale dans la lutte acharnée contre les occupants et les traîtres, décida d'intensifier chaque jour davantage cette lutte contre les occupants, les quislings, « Balli Kombëtar », « Légalité », etc. et de renforcer l'alliance de notre peuple avec l'Union soviétique et les autres alliés. Il approuva également la juste direction donnée par l'État-major général à la lutte de libération nationale et ses instructions quant à la formation des grandes unités de l'armée et à la répartition des grades dans l'armée.

Au Congrès de Peurmet, le Conseil général de libération nationale, entre autres importantes décisions qu'il adopta, décida aussi l'annulation des concessions accordées aux étrangers ainsi que les accords économiques et politiques conclus par les gouvernements de Zogou. Il décida également de ne reconnaître aucune des ententes et aucun des accords internationaux que pouvaient conclure, à l'extérieur ou à l'intérieur de l'Albanie, les cliques réactionnaires, soit comme groupe politique, soit comme gouvernement. Au Congrès de Peurmet, le camarade Enver Hodja fut chargé de former le Comité antifasciste de libération nationale et il fut en même temps nommé commandant en chef de l'Armée partisane, volontaire, de libération nationale. En ces jours, historiques pour notre peuple, le cœur de tous les délégués débordait de reconnaissance envers la glorieuse Union soviétique et le dirigeant génial de l'héroïque Armée rouge, le généralissime Staline. Dans le télégramme que le Congrès adressait au généralissime Staline, on lisait entre autres :

« Pour le peuple albanais, l'Union soviétique, forteresse inébranlable du socialisme, grande patrie de peuples fraternels, est aujourd'hui à l'avant-garde de la grande lutte antifasciste, elle donne l'exemple le plus élevé du sacrifice et de l'héroïsme, elle est l'appui le plus solide, matériel et moral, de tous les peuples asservis ... C'est elle qui supporte le poids le plus lourd de la guerre et elle est la plus sûre garante de l'anéantissement complet du fascisme. L'avance de l'Armée rouge a renforcé notre lutte, et notre peuple exprime sa reconnaissance à l'Union soviétique et à son Armée rouge qui, sous votre conduite, a anéanti les bandes criminelles de Hitler et a ainsi accéléré la libération des peuples asservis ».

Et le Congrès de Peurmet, debout, exprimant sa volonté et son affection infinie pour l'Union soviétique et le camarade Staline, poussa des vivats en leur honneur, conscient de ce que, grâce à eux, le peuple albanais et son armée allaient de victoire en victoire vers la libération définitive de leur pays.

Les échos du Congrès de Peurmet et de ses décisions historiques eurent des répercussions extraordinaires à l'intérieur et à l'extérieur de notre pays. L'enthousiasme de notre peuple fut indescriptible ; celui-ci avait à présent ses organes législatifs et exécutifs, son gouvernement démocratique populaire provisoire, son inébranlable Armée de libération nationale, formée en divisions régulières pendant et après le Congrès de Peurmet. Des dizaines de brigades d'assaut, qui se trempèrent dans les combats, vinrent augmenter les rangs de notre armée. Immédiatement après le Congrès de Peurmet, nos forces, constamment en lutte contre l'ennemi, affrontèrent la seconde offensive des Allemands, au mois de juin. Tandis que l'ennemi cherche à enfermer nos forces en Albanie méridionale, à les encercler pour les anéantir, le Commandement général de l'Armée donne l'ordre

à la première division de briser l'encerclement des forces ennemies et de passer à l'offensive pour libérer l'Albanie centrale et septentrionale. Cette décision du Commandement général, qui amenait la première division à opérer un large mouvement pour pénétrer profondément dans le dispositif ennemi et frapper ses bases les plus solides et ses principales réserves, eut une grande importance historique. La première division s'acquitta avec succès de la tâche que lui avaient confiée le Comité central et le Parti. De violents et sanglants combats opposèrent les forces de la libération à des forces allemandes considérables, à celle de «Balli Kombëtar», d'Abaz Koupi, Mouharrem Baïraktari et des autres quislings. Quoiqu'encerclée trois fois par les forces ennemies dans la région de Dibra, la première division brisa l'encerclement, mit complètement en déroute les forces de l'ennemi et partit libérer par la suite toute l'Albanie centrale et une partie de l'Albanie septentrionale. Notre armée sortit encore plus forte de l'offensive d'été: dans le feu de la lutte avaient été formées les I^{ère}, II^e, VIII^e, XII^e, XI^e, XVIII^e, XVII^e brigades, et d'autres encore. Au cours de cette offensive, les missions militaires anglaises envoyées par le gouvernement anglais en Albanie soi-disant pour aider la lutte nationale de libération, quand elles se trouvèrent en présence de l'attaque victorieuse de l'Armée de libération nationale et des décisions historiques du Congrès de Peurmet, mirent tout en œuvre pour entraver et annihiler notre lutte. Les missions anglaises en Albanie (il y en avait d'identiques chez les quislings et au centre d'Abaz Koupi) avaient attendu beaucoup de l'offensive allemande de juin; elles espéraient que nos forces, prises en tenaille dans l'Albanie du Sud, y seraient anéanties; aussi avaient-ils organisé et armé Abaz Koupi et toute la réaction, avec l'intention de les porter au pouvoir après la défaite de l'Allemagne. Mais l'attaque de notre première division dans le Nord renversa leurs plans. Les forces d'Abaz Koupi furent mises en déroute après deux heures de combat; Mouharrem Baïraktari et d'autres bandits comme Fiqri Diné et consorts ne trouvaient plus de trou pour se cacher. Les documents saisis sur les Allemands au cours de la lutte témoignent de leur peur de se voir couper toute voie de retraite, et reflètent leur mécontentement envers les quislings terrorisés par la lutte de notre armée. Devant cette situation qui compromettait le plan des Anglais, l'État-major de la Méditerranée envoya à plusieurs reprises des ultimatums à notre État-major général dans lesquels, en vue d'empêcher la lutte dans l'Albanie du Nord et contre Abaz Koupi, il menaçait de ne plus fournir d'armes. Notre État-major général repoussa tous les ultimatums de l'État-major allié de la Méditerranée et l'Armée de libération nationale n'interrompit pas un seul instant sa violente offensive. Les Anglais, voyant échouer leurs manœuvres, s'efforcèrent alors d'introduire en Albanie des forces de parachutistes, pour combattre, disaient-ils, les Allemands, aux côtés de l'Armée de libération nationale; notre État-major général refusa catégoriquement; une telle tentative ne représentait en effet rien d'autre que la première forme de l'invasion anglaise. Mais les missions anglaises ne désarmèrent pas encore. Elles demandèrent à notre État-major que des forces anglaises débarquassent, en tant qu'alliées, sur la côte de Himara pour libérer avec nos propres forces la ville de Saranda. Notre État-major général accepta à la condition formelle que les troupes anglaises se retireraient immédiatement après l'exécution de cette action, à défaut de quoi surgiraient des conflits. Les Anglais, en vérité, ne

cherchaient nullement à combattre contre les Allemands, et l'anéantissement des forces anglaises débarquées sur notre côte eût été complet sans l'intervention de nos partisans qui attaquèrent les Allemands. Saranda fut libérée par nos forces. Le but du commandement anglais fut alors, dans l'impossibilité de maintenir ses troupes dans le port de Saranda, de les faire avancer à l'intérieur du territoire albanais : ce fut ce que demanda l'État-major de la Méditerranée à notre État-major, qui refusa catégoriquement et demanda le retrait immédiat des troupes anglaises de Saranda. Le commandement anglais retira donc ses troupes à Corfou.

Ces grands succès, nous les devons, en premier lieu, à l'héroïsme de la glorieuse Armée soviétique qui portait le coup de grâce à l'armée hitlérienne, et aussi à la juste direction de notre Parti, à l'héroïsme et au patriotisme exemplaires de notre peuple et de nos partisans, ainsi qu'à la lutte des autres peuples asservis.

LES DÉCISIONS DE BÉRAT ET LA LUTTE POUR LA LIBÉRATION COMPLÈTE DE L'ALBANIE

Une autre date historique, pour notre peuple, est celle de la seconde réunion du Conseil antifasciste d'Albanie, tenue à Bérat, le 20 octobre 1944. À cette réunion on adopta en effet d'importantes décisions, qui préparèrent la libération complète de l'Albanie, et l'instauration du pouvoir populaire dans une Albanie absolument libre et indépendante. Du Congrès de Peurmet à la réunion de Bérat, la lutte avait revêtu une nouvelle ampleur. Le pouvoir des Conseils de libération nationale s'était élargi et renforcé, et le peuple y manifestait sa souveraineté, car il voyait en eux l'expression de sa volonté d'auto-gouvernement. Tout au long de la lutte, les Conseils de libération nationale avaient remporté de grands succès ; ils étaient devenus le bras droit de l'armée, ils avaient étendu et consolidé l'instruction publique, ouvrant des centaines d'écoles que fréquentaient les milliers d'enfants dont les parents luttèrent contre l'occupant. Dans toute l'Albanie, dans les montagnes et les plaines, en même temps qu'on luttait contre l'occupant pour libérer la Patrie, on combattait l'obscurantisme moyenâgeux, l'ignorance, l'analphabétisme.

Le peuple se privait de pain pour le donner à l'armée. C'est que l'armée et le peuple luttèrent côte à côte contre l'ennemi pour se créer une vie meilleure : aussi le peuple veillait-il sur l'armée et sur le Pouvoir comme sur la prunelle de ses yeux. Jusqu'à la réunion de Bérat, les Conseils de libération nationale avaient assumé en même temps un rôle gouvernemental et un rôle politique ; l'une des principales décisions de Bérat fut la séparation de ces deux fonctions : les Conseils de libération nationale ne furent désormais plus que des organismes du pouvoir, forme du gouvernement dans notre pays, et leur rôle politique auprès des larges masses du peuple devait être assumé par la grande organisation politique du Front de libération nationale. La seconde réunion du Conseil antifasciste de libération nationale d'Albanie, prenant en considération les nouvelles conditions créées après le Congrès de Peurmet, tant au point de vue intérieur qu'international, décida la transformation du Comité antifasciste en gouvernement démocratique provisoire. Une décision de cette importance, prise alors que les trois quarts de l'Albanie étaient libérés par l'Armée de libération nationale, que l'Allemagne hitlérienne rendait l'âme et que les traîtres au pays, mis en déroute, ne savaient plus où se

caché, correspondait entièrement à la volonté du peuple et aux nécessités politiques. Cette importante décision fut prise à la réunion de Bérat où le premier gouvernement démocratique d'Albanie fit devant les représentants du peuple le serment de rester fidèle jusqu'au bout à la plate-forme politique et militaire du mouvement national de libération, et de défendre avec résolution les décisions du Congrès de Peurmet.

Et de la seconde réunion du Conseil antifasciste de libération nationale de Bérat, les représentants du peuple écrivaient au camarade Staline :

« Le Conseil antifasciste de libération nationale d'Albanie, réuni en ces moments décisifs pour la victoire des peuples sur le fascisme et pour la complète libération de notre pays, saluent en vous le dirigeant exemplaire des peuples soviétiques, le stratège génial de l'héroïque Armée rouge, l'ami et le grand défenseur des peuples opprimés, il salue en vous la lutte héroïque des peuples soviétiques qui, avec une abnégation sans égale, dans de légendaires batailles, ont porté des coups mortels aux hordes hitlériennes et à leurs satellites, sauvant ainsi le monde du plus grand danger qui le menaçait.

Les combattants de votre formidable armée, les combattants des batailles victorieuses de Stalingrad, Moscou et Leningrad, où commença la déroute de L'ennemi, ont renforcé la foi des peuples opprimés dans la victoire et ont donné un immense élan à tous les soldats de la liberté.

Sous votre direction géniale, l'Armée rouge est allée de victoire en victoire et, après avoir libéré le sol de sa Patrie, elle marche victorieuse vers le repaire de l'ennemi abhorré qui, blessé à mort, est déjà en train d'expirer.

Dans l'Armée rouge, nous voyons la force principale qui a anéanti l'ennemi juré de l'humanité et c'est la raison pour laquelle elle est pour nous le grand symbole de la lutte pour la liberté, de la lutte antifasciste, et la très sûre garante de nos droits. De tout cela nous sommes reconnaissants à l'Union soviétique. Notre peuple n'oubliera jamais la grande aide que l'Union soviétique lui a apporté, comme il n'oubliera pas non plus que l'Armée rouge nous a sauvés de la catastrophe ».

Par leur lutte incessante, notre peuple et son Armée de libération nationale avaient déjà causé à l'ennemi de grandes pertes et obligé les Allemands à maintenir des divisions entières dans notre pays. Notre armée allait poursuivre cette lutte libératrice avec le plus grand acharnement, se liant ainsi étroitement avec les grands alliés et avec l'ensemble du bloc antifasciste.

Tandis qu'à Bérat la conférence poursuivait ses travaux, nos forces étaient lancées dans une offensive décisive pour la complète libération de l'Albanie. Notre armée comptait à présent des divisions et des corps d'armée, et elle était forte de 70.000 hommes. Jamais notre pays n'avait possédé une armée aussi puissante. Tandis que les I^{ère}, II^e, XXIII^e, XVI^e, VI^e et XXI^e brigades entreprenaient l'assaut décisif de Tirana, toutes nos autres forces étaient passées à l'offensive continue avec l'objectif de libérer les autres villes de l'Albanie. La seconde division combattait pour la libération de l'Albanie septentrionale. La bataille pour la libération de Tirana a été le couronnement des opérations militaires de notre armée, en ce sens que, dans cette opération, les combats furent d'un caractère plus acharné que jamais, et qu'ils se terminèrent par l'encerclement et l'anéantissement des forces

ennemies, pourtant bien supérieures aux nôtres en nombre et en armement. Tirana, capitale de l'Albanie nouvelle, fut libérée le 17 novembre, et Chkodra le 29 du même mois.

Le haut commandement de notre armée ordonna alors aux V^e et VI^e divisions de poursuivre l'ennemi hors de notre pays, en territoire yougoslave. Nos divisions s'acquittèrent de leur tâche avec honneur et gloire. Quoique leur travail fut entravé par le haut-commandement yougoslave, nos divisions ne cessèrent pas un seul instant de harceler l'ennemi, libérèrent Kossovo, aidèrent puissamment à la libération du Monténégro, de la Bosnie et pourchassèrent l'ennemi jusqu'à Vichegrad. Lors de ces combats, des centaines et des centaines de partisans albanais tombèrent en terre yougoslave pour la libération des peuples de Yougoslavie. Le sang de ceux des nôtres qui tombèrent en territoire yougoslave cimentait l'étroite amitié et la fraternité de nos deux peuples. Les trotskistes et les traîtres de Belgrade peuvent bien passer sous silence la lutte de nos divisions sur leur territoire, ni le trotskisme, ni le fascisme ne sauraient effacer le sacrifice de nos partisans. Les peuples frères de Yougoslavie n'oublieront jamais les fils du petit peuple albanais, qui luttèrent avec abnégation pour la libération des peuples de Yougoslavie.

Gloire à notre peuple héroïque, indomptable et victorieux !

Gloire aux fils héroïques de notre pays qui ont versé leur sang sans compter, pour notre peuple, pour la démocratie populaire, pour l'édification du socialisme dans notre pays !

Gloire aux peuples de l'Union soviétique, à la glorieuse Armée soviétique et à l'ami cher au cœur de notre peuple, Joseph Vissarionovitch Staline, grâce auxquels nous avons tout gagné, liberté, indépendance, démocratie populaire !

Gloire à notre héroïque Parti, qui conduisit d'une main sûre notre peuple à la victoire la plus complète et la plus brillante qui soit sur les occupants et les traîtres, qui ne fléchit jamais et jamais ne fléchira, et qui, avec la plus grande résolution et la plus grande sûreté, guidera notre pays sur la voie de l'édification du socialisme et assurera à notre peuple une vie heureuse !

Gloire à notre héroïque Armée, armée populaire, issue de notre peuple martyr et qui sortit victorieuse de sanglants combats, assurant au peuple, pour la vie, liberté, indépendance et bien-être !

II. LA CONSTRUCTION DE L'ALBANIE NOUVELLE

La libération complète de l'Albanie fut le résultat de la lutte héroïque du peuple albanais qui ne s'épargna rien pour conquérir la liberté et l'indépendance, et qui, au contraire, jeta toutes ses forces dans la lutte libératrice. La libération de l'Albanie fut en même temps le résultat de l'héroïsme sans égal, de la politique juste et clairvoyante de notre Parti communiste, qui se plaça à la tête du peuple pour le guider et pour jouer le rôle historique dirigeant dont dépendait le sort de notre peuple. Si notre Parti n'avait pas dirigé sa lutte, le peuple n'aurait pu remporter les grandes victoires qui lui donnèrent la liberté et instaurèrent une démocratie véritable dans notre pays.

La libération de l'Albanie et de notre peuple fut rendue possible, en premier lieu grâce à la lutte héroïque des peuples de l'Union soviétique, de la glorieuse Armée soviétique, guidée par le Parti bolchévick auréolé de gloire, le Parti de Lénine et Staline et par le grand génie de notre temps, Joseph Vissarionovitch Staline. La confiance inébranlable que nous avions en eux nous a conduits sur la juste voie et nous a permis de ne jamais nous tromper. Et personne ne saurait penser que nous, et beaucoup d'autres peuples de l'Europe, bien plus grands et plus puissants, nous eussions gagné notre liberté, sans la lutte héroïque de l'Union soviétique qui fut le facteur principal de la victoire.

Toutes nos victoires, dans le domaine militaire et politique, furent étroitement liées aux victoires militaires et politiques de l'Union soviétique, et conditionnées par celles-ci. Si notre Parti remporta toutes ces victoires pour le bien du peuple, ce fut en observant toujours toute chose sous le prisme de la juste politique de l'Union soviétique, en liant étroitement sa lutte à la lutte héroïque de l'Union soviétique, en sauvegardant et en combattant pour la juste ligne que lui inspirait le marxisme-léninisme. Notre peuple lia également sa lutte à celle de tous les peuples asservis qui combattaient le fascisme, et en premier lieu à la lutte héroïque des peuples voisins, yougoslave et grec.

Le gouvernement démocratique provisoire d'Albanie se trouva, à la libération du pays, devant des tâches ardues qu'il devait accomplir en mobilisant totalement le peuple, en organisant le pouvoir populaire et les appareils centraux et locaux et en procédant à la liquidation radicale des survivances du fascisme et de la réaction dans le pays, qui aurait sans aucun doute tenté de relever la tête et de saboter la grande œuvre de reconstruction du pays, dévasté par la guerre.

Il fallait en premier lieu faire disparaître les survivances du fascisme et désarmer complètement les beys et la bourgeoisie du pays, engraisés par le fascisme et abreuvés du sang du peuple, sur la vie duquel ils avaient spéculé en le vendant systématiquement à l'étranger. La lutte de libération nationale vainquit la classe privilégiée de notre pays en anéantissant son appui armé, en l'occurrence le fascisme italien et allemand. La réaction de notre pays était, militairement parlant, anéantie ; elle avait perdu tout espoir de pouvoir frapper le peuple de l'intérieur, si ce n'était avec l'aide et l'appui de la réaction anglo-américaine. Dès les premiers jours de la libération, on installa donc des tribunaux populaires qui jugèrent les criminels de guerre, dans le plus complet esprit de justice, mais aussi avec la plus

grande fermeté.

D'autre part, il fallait désarmer la réaction et la bourgeoisie sur le plan économique, et dans ce domaine notre pouvoir fut impitoyable. On confisqua et on nationalisa immédiatement tous les biens des traîtres et des quislings, on confisqua les biens innombrables des commerçants spéculateurs et on les obligea à payer un impôt sur les bénéfices réalisés en temps de guerre, on nationalisa toutes les entreprises et fabriques des commerçants spéculateurs, qui étaient arrivés à entasser leurs biens en exploitant le sang et la sueur du peuple. On expropria les terres des beys et des agas qui pendant des siècles avaient vécu aux dépens du paysans, et on prépara aussi la redistribution de la terre aux paysans, c'est-à-dire la véritable application de la réforme agraire. De plus, le Parti et le régime populaire procédèrent à la nationalisation des mines et des entreprises qui constituaient des concessions étrangères, ou qui se trouvaient entre les mains d'étrangers. De cette façon, on constitua un secteur économique d'État sur lequel allait s'appuyer notre État pour reconstruire le pays grandement dévasté. Le pouvoir populaire trouva le pays dans une situation lamentable. Des régions entières réduites en cendres, la population sans habitations, une grave pénurie de denrées alimentaires, les ponts et les routes détruits, les moyens de communication pour ainsi dire inexistantes et, de ce fait, l'impossibilité où l'on était de transporter l'approvisionnement. Le pouvoir entreprit aussitôt la reconstruction des ponts et, dans un temps record, il arriva à construire 2.031 mètres de ponts, rétablissant ainsi la circulation à travers le pays. La reconstruction des ponts se poursuivit en 1946, 1947 et 1948, années au cours desquelles on en construisit 1094 mètres. D'autre part, on procéda à la restauration et à la remise en activité des centrales électriques endommagées ou détruites pendant la guerre, on entreprit la reconstruction des maisons incendiées, et l'on procéda à la réfection de toutes les vieilles fabriques et ateliers qui existaient déjà et qui avaient été gravement endommagés pendant la guerre. En 4 années, le Parti et le Pouvoir entreprirent de grands et importants travaux dont l'objectif était la reconstruction des ports, l'ouverture de canaux d'irrigation, la bonification du sol, la construction d'édifices industriels, des constructions de caractère général, la construction de la voie ferrée Dourreuss-Peqin et Dourreuss—Tirana.

Le bilan des constructions réalisées pendant la période qui s'étend de la libération à la fin de septembre 1948, se trouve dressé dans le tableau ci-dessous, et chiffré en leks :

Constructions	1945	1946	1947	1948
Ponts	85.124.000	13.734.000	29.232.000	7.182.000
Routes	8.000.000	74.400.000	8.000.000	32.800.000
Ports.....	15.000.000	5.000.000	5.000.000	16.200.000
Canaux d'irrigation.....	—	31.080.000	39.540.000	28.980.000
Bonification du sol.....	—	93.740.000	63.898.000	82.775.000
Édifices industriels	—	20.326.500	48.033.000	174.375.000

Construction de caractère général.....	—	112.954.070	180.180.130	153.817.000
Construction de voies ferrées	—	—	367.220.000	239.120.000
Construction de caractère général.....	50.960.000	58.182.400	178.440.000	83.127.000
Hydrocentrale de Selita	—	—	27.414.780	39.900.000

Comme on le voit, un effort extraordinaire a été fourni par notre peuple qui se mobilisa tout entier dans la reconstruction du pays, et travailla avec un héroïsme sans précédent dans l'histoire du pays pour se créer une vie meilleure, pour édifier le socialisme sur son sol. Notre classe ouvrière, en premier lieu, consentit des sacrifices innombrables et fit montre d'un héroïsme indescriptible pour appliquer avec succès les directives du Parti et de l'État. Le moral de nos ouvriers, de notre jeunesse héroïque, des paysans, dont la plus grande partie venait travailler dans les diverses entreprises, à la reconstruction, à la bonification du sol, des femmes albanaises qui s'étaient mobilisées sur une grande échelle, était des plus élevés et toutes les masses de notre peuple sous la conduite de la classe ouvrière, du Parti et de leur gouvernement populaire, au prix de beaucoup de peine et de sueur, mais sans jamais se lasser, transformèrent l'aspect de l'Albanie dévastée dans un laps de temps excessivement court. Le travail bénévole accompli par les larges masses de notre peuple, avec les ouvriers à leur tête, allégea considérablement la tâche du pouvoir, en permettant la réalisation de toutes ces constructions au sortir d'une guerre pourtant terrible, et qui nous avait coûté tant de victimes et tant de destructions économiques. C'est que notre peuple, qui avait lutté avec héroïsme pour la libération du pays et pour l'instauration de son pouvoir démocratique populaire, avait compris, on ne peut mieux, que tous ses espoirs d'aller de l'avant reposaient avant tout sur ses forces inépuisables, et que, cette fois-ci, s'il devait vraiment consentir de grands sacrifices, c'est qu'il travaillait pour lui-même et non pas pour les autres, c'est qu'il travaillait pour soutenir son Parti et son régime, qui le mèneraient avec certitude sur la voie du bien-être, sur la voie du socialisme. L'orientation donnée par le Parti et le Pouvoir à la reconstruction entreprise dans notre pays était des plus justes, et elle répondait en premier lieu aux besoins urgents du moment et aux sûres perspectives qui s'ouvraient devant notre peuple sur la voie du socialisme, vers quoi le conduit notre Parti communiste. Cette juste orientation permit, dès les premières années qui suivirent la libération, d'améliorer les conditions de vie du peuple d'une façon remarquablement satisfaisante, de résoudre la question de l'approvisionnement en denrées alimentaires dès la cessation des hostilités, d'éviter la famine, de prendre immédiatement des mesures pour réorganiser complètement les moyens de transport absolument détruits, ce qui constituait un des problèmes les plus importants et les plus complexes du pays.

Pour l'avenir, notre orientation dans le domaine de la construction aura pour objectif la construction de nouvelles fabriques, d'habitations pour la classe ouvrière et d'édifices répondant aux besoins de l'État et de la population. On élargira le réseau ferroviaire et routier, et on améliorera leur état. De nouveaux

investissements seront effectués dans l'industrie et dans l'agriculture, en vue d'augmenter le rendement de nos mines et de notre sol.

NOTRE INDUSTRIE ET NOS MINES

Notre pays présente des conditions naturelles favorables au développement de l'industrie légère puisqu'aussi bien il a ses oliviers et qu'on y trouve toutes possibilités pour la culture du tabac, du coton, de la betterave à sucre, etc. Après la nationalisation des petites fabriques et des ateliers, le régime populaire put procéder à leur restauration : il les fit installer dans des lieux adéquats, les aménagea selon des principes techniques solides adaptés aux conditions locales, en organisa de façon sérieuse les services techniques et comptables, et utilisa rationnellement les quelques techniciens qui existaient déjà.

Le capital étranger, italien, avait empêché le développement de notre petite industrie, et les quelques fabriques dont il avait autorisé l'ouverture, comme la manufacture des tabacs qui possédait un grand rendement, étaient celles qui répondaient à ses besoins. Comme on le sait, le développement industriel a pour condition l'existence de centrales électriques ; or, dans notre pays où Ton compte de très nombreuses sources de houille blanche, celles-ci étaient complètement négligées. Sous le régime de Zogou et du fascisme on procéda bien à la construction de quelques centrales thermiques ; mais, on le comprend facilement, l'énergie fournie à l'industrie était infime et chère. Nous avons mis en œuvre ce maigre héritage et, aujourd'hui, la plupart de nos fabriques sont dotées de moteurs indépendants. En 1938, on comptait 13 centrales électriques d'une capacité de 3.200 kw avec une production annuelle d'environ 3.000.000 de kilowatts-heure. De 1938 à 1944, cette capacité s'éleva à 4700 kw avec une production annuelle d'environ 6.500.000 kilowatts-heure, et aujourd'hui elle s'élève à 7400 kw. avec une production annuelle de 9.200.000 kilowatts-heure. Le total de la production de 1945 fut certes bien inférieur à celui de 1939, mais les sérieux efforts fournis en vue de remettre l'industrie en marche firent augmenter le total de la production d'énergie au cours de l'année 1946—1947, soit au moment où toute l'industrie passa aux mains de l'État. En 1947, notre industrie passa de la première phase d'organisation provisoire à la phase de l'organisation en entreprises industrielles sur la base du « Hozrastchot », et l'on créa 45 entreprises d'État sur le plan national et 13 entreprises locales. On procéda à la rationalisation de l'industrie sur une vaste échelle ; on opéra la fusion des petites unités en grandes unités, notamment en ce qui concerne les huileries, les fabriques de tissage, de confection, les ateliers de réparations, etc. En 1947 les investissements s'élevèrent à 45 millions de leks, et pour 1948 on prévoit qu'ils seront supérieurs à 300 millions. Parallèlement à l'organisation et à l'amélioration de notre industrie légère, on améliora et on augmenta, bien que dans une mesure encore insuffisante par rapport aux besoins de la population, la production de l'huile, des pâtes alimentaires, du savon, des peaux, des chaussures, etc. Le nombre d'ouvriers, qui en 1938 ne dépassait pas 3000, a également augmenté.

Mais notre industrie doit s'orienter vers l'accroissement quantitatif, et cela sur la base de l'appui précieux de notre fidèle alliée, la grande Union soviétique, sans l'aide de laquelle on ne peut en aucune façon édifier le socialisme dans notre pays.

Aux termes de l'accord du 25 juillet 1947, nous recevrons de la part de l'Union soviétique au cours des deux années à venir, un grand combinat textile de 21.000 « vrétens », d'une capacité annuelle supérieure à 20.000.000 de mètres de toile, une sucrerie d'une capacité annuelle de 10.000 tonnes et une tannerie d'une capacité annuelle de 500 tonnes de cuir travaillé. La mise en marche de ces fabriques permettra de satisfaire pleinement les besoins de la population dans les années à venir. L'édification du combinat textile et de sa ville ouvrière de 4600 habitants, ainsi que celle de la sucrerie, seront entreprises dès mars 1948, et à la fin de 1951 elles commenceront à produire. Plus de 2500 ouvriers seront employés dans ce combinat des textiles et des cuirs. En dehors de ces deux fabriques, au cours de deux années 1949 à 1950, le Parti et l'État se proposent la construction d'une fabrique d'huiles végétales, d'une installation pour l'imprégnation du bois, d'une fabrique de ciment, d'une fabrique de chaussures, l'achèvement de la construction de la centrale hydroélectrique de Selita ainsi que l'étude des possibilités d'exploitation d'autres nappes d'eau. D'autre part, on augmentera la capacité des briqueteries et on achèvera la construction de la fabrique « Textil-Indus », de l'usine de pièces de rechange, ainsi que l'équipement et la rationalisation de certaines industries existantes.

En ce qui concerne les mines, notre pays est riche en minerais. On compte que chez nous se trouvent 25 à 26 catégories de minerais. Au cours de l'occupation, toutes nos mines ont été détruites par l'Armée de libération nationale et, ce qui en fut épargné, les Allemands le firent sauter en s'enfuyant. Aujourd'hui toutes ces mines ont été restaurées grâce à notre classe ouvrière et aux grands sacrifices de notre peuple ; toutes ces mines sont dirigées par des ouvriers éduqués par notre Parti communiste. Plus de 4.000 ouvriers travaillent dans nos mines.

Le tableau ci-dessous indique le développement de notre industrie de 1938 à 1948:

	1938	1945	1946	1947	1948
Production industrielle générale.....	100 %	68,93 %	111,05 %	152,04 %	290,73 %
<i>Détail:</i>					
Industrie	100 %	78,03 %	105,40 %	167,69 %	322,60 %
Mines.....	100 %	52,86 %	121,04 %	125,19 %	234,39 %
Production industrielle sec. d'État		100 %	374,94 %	618,67 %	1180,73 %
<i>Détail:</i>					
Industrie		100 %	723,48 %	1594,67 %	3067,85 %
Mines.....		100 %	244,21 %	252,60 %	472,92 %
Production industrielle sec. privé.....	100 %	44,31 %	18,72 %	—	—
<i>Détail:</i>					
Industrie	100 %	67,51 %	29,32 %	—	—
Mines.....	100 %	3,30 %	—	—	—

Les perspectives de développement de nos mines sont grandes. En premier lieu viennent le naphte, le bitume, le chrome, la houille, le cuivre, etc. Au cours de l'année 1949 à 1950, on prévoit l'installation d'une nouvelle raffinerie, d'une capacité d'environ 500 tonnes de matière brute traitées par jour et qui, de cette façon, répondra à tous nos besoins en carburant et lubrifiants. On prévoit l'accroissement sur une vaste échelle de la production du naphte, du bitume, du chrome, de la houille, du cuivre, etc. Cette juste orientation donnée par notre Parti au développement de notre industrie sur une large échelle constitue une base solide pour notre marche vers le socialisme. Cette orientation renforcera la puissance de notre classe ouvrière qui dirige les larges masses du peuple vers l'édification d'une vie meilleure. L'élargissement et le renforcement de nos industries légère et lourde, nous les devons à l'aide généreuse du Parti bolchévik, du camarade Staline et de l'État soviétique, qui nous aident sans compter dans ce domaine et dans tous les autres, pour que notre peuple renforce et modernise son économie et connaisse des jours heureux. Toutes les masses laborieuses de notre pays, avec la classe ouvrière et son héroïque avant-garde, le Parti communiste albanais, à leur tête, seront éternellement reconnaissants au Parti bolchévik et au camarade Staline, de leur aide généreuse et sincère qui consolide tout à la fois nos positions économiques et politiques, et ils mobiliseront toutes leurs forces pour que les réalisations de l'industrie, de l'agriculture et de toutes nos activités soient de jour en jour plus concrètes et contribuent davantage encore au progrès de notre pays.

L'AGRICULTURE

CE QUE LA RÉVOLUTION POPULAIRE A APPORTÉ AUX OUVRIERS AGRICOLES

La révolution populaire a mis un point final à la misère et à la déchéance de la paysannerie : les victoires remportées au cours de notre lutte donnèrent un nouvel esprit aux paysans, qui constatèrent de leurs propres yeux que le naufrage de la classe féodale était le résultat de la lutte menée par tout le peuple travailleur sous la conduite du Parti. Les paysans entendirent la voix puissante du Parti qui leur disait de ne plus accepter les beys et les agas pour maîtres de la terre, et de ne plus reconnaître ni les dettes ni les intérêts.

Les changements politiques, la transformation du régime, résultats de notre révolution populaire, effets de la direction éclairée de notre Parti communiste, fidèle aux leçons du marxisme-léninisme, permirent aux paysans de respirer librement et de comprendre que leur heure était venue, qu'ils étaient ressuscités non pas pour endurer de nouvelles misères et de nouvelles souffrances, mais pour mener une existence qui, par leur travail et sous la conduite du Parti, s'améliorerait de jour en jour.

Lors de la révolution bourgeoise, ce sont les changements économiques qui entraînent des changements dans la nature du pouvoir ; lors de la révolution populaire au contraire, les changements portant immédiatement sur la nature du pouvoir, c'est à ce dernier, au pouvoir populaire, qu'il incombe d'opérer les changements nécessaires dans l'économie, d'établir le système économique qui satisfait aux intérêts des vainqueurs de la révolution, aux intérêts du peuple travailleur.

Il est vrai, comme nous l'avons dit, que ce travail commença pendant la lutte, puisqu'aussi bien au cours de la lutte on frappa l'occupant et, avec lui, les traîtres, et qu'au cours de la lutte s'opéra la différenciation des classes ; mais le plus gros du travail effectif dans ce sens fut entrepris après la libération.

Pour édifier la nouvelle économie populaire, il fallait adopter des mesures économiques radicales : c'était le devoir du Parti envers les masses laborieuses de créer de meilleures conditions économiques.

Parmi ces mesures, la plus importante et la plus urgente était la réforme agraire. La réforme agraire brisa une fois pour toutes les anciens rapports du régime de propriété terrienne, elle libéra la paysannerie de injustice et de l'oppression séculaires, elle fit du paysan pauvre le maître du produit de la terre qu'il avait jusque là travaillée pour le compte du bey et de Taga, elle réduisit dans une mesure remarquable l'exploitation de l'homme par l'homme, elle détruisit et liquida pour toujours l'économie des féodaux qui avaient dupé et pillé pendant des siècles les couches pauvres de la paysannerie.

La politique suivie par notre Parti au village et l'application de la réforme agraire ont comporté des lacunes. C'est ainsi que, malgré le mot d'ordre lancé aux paysans de ne plus reconnaître le droit de propriétaire, on promulgua une loi sur le loyer agricole qui obligeait le paysan-agriculteur à donner aux propriétaires, tant que la réforme agraire ne serait pas complètement réalisée, jusqu'à 30 % du produit de la terre ; la loi fut mal accueillie et suscita le mécontentement des paysans. De plus, au début, la loi de réforme agraire elle-même empêcha de prendre des mesures radicales d'expropriation.

Mais ces erreurs ont été rapidement corrigées et elles sont d'importance secondaire en regard du travail que nous avons accompli en faveur de la paysannerie.

En voici les résultats :

— avant l'application de la réforme agraire, la terre était répartie de la façon suivante :

Catégorie de propriétaires	Nombre de familles	Superficie des terres		Moyenne par famille	
		%	Ha		%
1) Grands propriétaires fonciers	7	0,006 %	14.554	3,70 %	2.079
2) Riches propriétaires	4 713	3,034 %	91.133	23,16 %	19
3) Domaines de l'État	—	—	50.000	12,71 %	—
4) Moyens et petits propriétaires.....	128.961	83,080 %	237.668	60,43 %	1,8
5) Paysans sans terre	21.544	13,880 %	—	0,00 %	0,0
	155.225	100 %	393.355	100 %	—

— l'application de la réforme agraire eut les effets suivants :

Catégorie de propriétaires	Nr. des propri-étaires	Expropriations ⁵		
		Terres expropriées Ha.	Oliviers	Bêtes de somme
Propriétaires (1) complètement expropriés	8.714	54.499	287.944	5.923
Propriétaires (1) partiellement expropriés	10.641	64.997	125.259	
Domaines de l'État ⁽¹⁾	—	50.000	—	—
Communautés religieuses	—	3.163	61.024	—
	19.355	172.659	474.227	5.923

L'application de la réforme agraire répartit toute la terre entre les paysans appelés à en profiter. Ont profité des terres expropriées :

Catégorie	Nombre de familles	Superficie de terres Ha.	Oliviers	Bêtes de somme
1) Familles pauvres	48.667			
2) Familles ne possédant pas de terre	21.544	155.159	238.727	5.923
3) Secteur d'État	—	17.500	235.500	—
	70.211	172.659	474.227	5.923

En dehors de 172.659 hectares de terre expropriés et répartis entre les paysans pauvres et ceux que ne possédaient aucune terre, la réforme agraire fit arpenter et répartit également 147.341 ha qui, aux termes de la loi, revenaient aux agriculteurs propriétaires, qui les possédaient et les travaillaient eux-mêmes. De cette façon la réforme agraire arpenta et répartit, dans le cadre de la loi, 320.000 hectares de terre.

Depuis la libération, depuis la réforme agraire, la répartition de la propriété terrienne se présente aujourd'hui ainsi :

(1) Par « *propriétaires expropriés* » on entend les grands propriétaires fonciers, les commerçants, les artisans, les employés, les communautés religieuses et tout paysan qui ne cultivait pas la terre ; tandis que dans la rubrique « *propriétaires partiellement expropriés* », on trouve tous les paysans qui cultivaient la terre, mais qui possédaient une superficie de terre plus grande que celle qu'avait déterminée la loi de réforme agraire.

Les domaines de l'État étaient de vastes propriétés travaillées, elles aussi, par les paysans en fermage au tiers, selon les règles traditionnelles du système féodal.

Type de l'exploitation	Nombre de families	Terre possédée		Oliviers	
		Ha.	Moyenn e par famille	Pieds	Moyenne par famille
1) Exploitation individuelle.....	139.994	369.068	2,6	1.480.314	10,2
2) Coopératives agricoles (nombre 56)	2.428	10.870	4,5	6.100	2,5
3) Secteur de l'État.....	—	17.500	—	235.500	—
4) Communautés religieuses	—	1.062	—	8.086	—
	142.422	398.500	—	1.730.000	

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Dans le passé, c'était non seulement la meilleure terre, c'est-à-dire la plus fertile, qui se trouvait entre les mains des féodaux, mais encore les forêts, les pâturages, les eaux d'irrigation qui étaient en leur complète possession et qui étaient exploités à leur profit.

La répartition de la terre, aux termes de la loi de réforme agraire, prit fin, à l'étonnement et au désarroi des ennemis, le 17 novembre 1946. Mais même après cette date, le procès de réglementation des rapports de propriété terrienne se poursuivit ; la chose était en effet rendue nécessaire par les nombreuses erreurs qui avaient été commises au début. Aujourd'hui encore il subsiste des lacunes ; il faut donc s'efforcer continuellement de les corriger.

L'application de la réforme agraire :

- a) liquida de féodalisme ;
- b) créa les conditions qui permettent le passage de la petite exploitation individuelle, génératrice du capitalisme au village, à une exploitation collective, coopérative, socialiste.
- c) elle créa enfin les conditions d'amélioration et de modernisation de l'agriculture, indispensables au développement de l'ensemble de notre économie populaire.

La réforme agraire ne fut pas un simple travail technico-administratif des organes de notre régime ; non, ce ne fut pas un travail facile. Il s'agissait en effet d'abattre une classe qui avait dominé pendant des siècles, une classe qui possédait ses traditions politiques et économiques.

La répartition de la terre présentait ses difficultés particulières ; elle constituait une bataille en elle-même. Le Parti se mobilisa tout entier et, avec lui, tous les paysans travailleurs. Les koulaks, eux, commencèrent à semer la défiance en affirmant que l'application de la réforme agraire demanderait des années, et qu'il y fallait des techniciens, ils propagèrent le mot d'ordre du clergé : « la terre est à Dieu », etc. Lorsqu'ils se rendirent compte que cela ne suffisait pas pour résister à l'élan des masses laborieuses guidées par le Parti, ils s'infiltrèrent dans les comités de paysans pauvres pour y commettre des sabotages, pour soutenir leurs intérêts et ceux des leurs.

Confirmant le principe marxiste-léniniste selon quoi, plus la lutte de classe est

acharnée, plus l'ennemi devient furieux et résolu à la lutte, les koulaks en arrivèrent à jeter des grenades sur les paysans qui prenaient leur terre. Les procès qui se sont déroulés devant les tribunaux populaires ont montré que la répartition de la terre entre les paysans était ce qui avait le plus mortifié la bourgeoisie du village.

Il reste que, malgré les lacunes de la loi elle-même au début de son application, lacunes imputables également à l'influence de la politique agraire suivie par la direction trotskiste du Parti communiste yougoslave, malgré le sabotage délibéré de certains techniciens, malgré la résistance des adversaires, malgré le manque des données et des cadres nécessaires à une pareille entreprise, grâce au travail du Parti et à l'appui total des masses paysannes pauvres et moyennes, on réalisa la réforme agraire ; un an après, on distribua les actes de propriétés ; et d'une façon générale le travail fut bien fait.

Les paysans constatèrent ainsi qu'ils étaient effectivement au pouvoir et que le Parti et le Pouvoir pensaient à eux avec une grande sollicitude. C'est ce qui donna au paysan un courage qu'il n'avait encore jamais eu ; il comprit que, tout comme il avait gagné la lutte sous la conduite du Parti, c'est avec le Parti qu'il pouvait remporter d'autres succès.

La paysannerie se convainquit que seul notre Parti, inspiré des principes marxistes-léninistes et appuyé sur les grandes victoires et la précieuse expérience de la patrie socialiste, la grande Union soviétique, était capable de réaliser une pareille réforme dans l'intérêt des masses laborieuses.

La victoire de la révolution populaire ouvrit le chapitre d'une brillante histoire, aussi bien pour la paysannerie que pour tout le peuple travailleur. La répartition de la terre était sans doute la première des tâches, mais le Parti et le régime ne s'en tinrent pas là en ce qui concerne la paysannerie. Celle-ci était sortie gravement affaiblie de la guerre et du double joug des beys et de l'occupant. Malgré toute leur bonne volonté, les paysans pauvres n'étaient pas en mesure de se ressaisir sans aide. Le Parti et l'État ne manquèrent pas à ce devoir. Cette aide a revêtu des formes multiples et, avec la consolidation du régime, elle est allée en augmentant. En voici un exemple :

Unité	1938	1944	1945	1946	1947	1948	%
1) Semence							
Quintaux ..	13.050	—	30.000	30.016	99.645	69.883	535
2) Engrais							
Chimiques							
Quintaux ..	—	—	—	5.110	35.957	41.918	—
3) Plants							
d'arbres							
fruitiers							
Pieds	98.000	—	—	24.000	125.800	209.500	213
4) Plantes							
d'essences							
forestières					1.200.00	5.335.95	
Pieds	20.000	—	—	60.000	0	0	26679

5) Insecticides				18.000.00	39.546.6	60.687.5	
leks.....	—	—	—	0	73	88	—
6) Crédit							
agraire, leks					12.434.7	13.017.2	
.....	—	—	—	4.118.677	33	93	—
7) Cadres							
agricoles....	243	—	—	—	—	1.124	462
dont :							
Supérieurs	86					155	
Moyens.....	127					438	
Inférieurs..	30					531	

Notre politique dans ce secteur a été et sera de faire profiter de cette aide les coopératives et les paysans pauvres en premier lieu.

Les changements survenus dans les rapports de propriété terrienne, l'introduction d'un outillage moderne dans l'agriculture, l'aide matérielle et morale solide accordée par l'État ainsi que les conditions politiques et sociales de notre pays, placèrent nos paysans devant une nouvelle situation. La sueur et la peine des paysans pauvres ne profitent plus à ceux qui, hier encore, possédaient la terre; les paysans pauvres sont maîtres du fruit de leur travail. Tandis qu'avant la libération les paysans travailleurs n'étaient que des esclaves déguenillés, affamés et méprisés, avec la victoire de la lutte de libération nationale et par la suite, ils ont commencé à relever de façon remarquable leur économie, sûrs que, sous la direction du Parti et par un travail ininterrompu, ils connaîtraient des jours meilleurs. Nous pouvons reprendre à notre compte les paroles du camarade Staline : « *A présent on ne peut plus dire que le village est une marâtre pour le paysan.* »

On sait que jusqu'en 1944, jusqu'à la libération de l'Albanie, la terre était essentiellement entre les mains des féodaux, des koulaks et partiellement aux mains des paysans pauvres. La venue du peuple au pouvoir, les changements intervenus dans les rapports économiques, politiques et sociaux créèrent, en dehors du secteur agricole privé, les conditions qui permirent la formation de deux nouveaux secteurs: un secteur essentiellement socialiste, d'État, et un secteur coopératif comprenant des entreprises de type socialiste.

LES COOPÉRATIVES AGRICOLES

Dans notre pays il n'y avait pas de coopératives. Les coopératives sont un nouveau secteur de l'économie agricole à base socialiste, et que le Parti et l'État feront tout leur possible pour élargir. L'appui qui sera accordé sera multiforme : matériel, d'organisation, éducatif et politico-culturel.

Nous devons ici nous souvenir de ce qu'écrivit Lénine : « *Tout régime social est seulement créé avec l'aide financière d'une classe déterminée... Nous autres, ajoute-t-il, nous devons admettre le fait que ce régime est aujourd'hui le régime coopératif.* »

Le secteur des coopératives dans le domaine agricole est quelque chose de nouveau dans notre pays ; cependant les membres du Parti et tous les paysans doivent bien comprendre que ce sont des organisations solides que rien n'empêchera d'aller de l'avant et qu'elles doivent devenir, comme l'a dit le camarade Staline : «

...les leviers du développement économique, les leviers du développement socialiste en agriculture ». Les coopératives agricoles constituent les organisations les plus perfectionnées susceptibles de juxtaposer les intérêts individuels et les intérêts généraux de l'État ; nous devons toujours avoir présent à l'esprit les paroles de Lénine, selon qui « avec l'économie individuelle on n'arrive pas à se libérer de la misère dans le cadre de la petite exploitation ».

L'agriculture doit assurer, en partie, le pain du peuple, les matières premières pour l'industrie, le revenu national. Or une économie planifiée ne peut être réalisée que dans le secteur étatisé et dans celui des coopératives, tandis que la petite propriété isolée et privée ne peut supporter une telle planification, et qu'elle est souvent une source d'anarchie dans la production. Dans les petites exploitations, l'agriculteur est obligé de semer tout ce dont il a besoin sans étudier les conditions de production. Pareille chose peut parfaitement être évitée dans les grandes exploitations collectives, où l'on peut attribuer à chaque plante le sol qui lui convient le mieux.

D'autre part, les petits agriculteurs n'exploitent pas leur propriété de façon rationnelle ; ils admettent difficilement le besoin d'une technique agricole avancée et sont dans l'impossibilité d'acquérir et d'employer l'outillage nécessaire à la motoculture, ce qui influe grandement sur l'accroissement et l'amélioration de la production. Pour remédier à ces défauts et à d'autres encore qui sont nombreux et importants, et parce que le système coopératif, dit Lénine, « est un maillon fondamental et essentiel de l'édification du socialisme au village, parce que le système coopératif a les moyens d'embrasser tous les principaux domaines de la vie politique, économique et culturelle de la population paysanne » notre Parti et notre État soutiendront sans réserve cette voie coopérative.

Le Parti a-t-il obtenu des succès dans ce secteur de travail de l'activité économique ?

Partis de zéro, nous avons aujourd'hui :

Année	Nombre de Coopératives	Nombre de familles membres des coopératives	Superficie de terre en Ha.	Nombre de personnes travaillant	Nombre de bêtes de somme	Observations
1946	7	217	942,80	570	260	
1947	21	1.825	3.671,80	1.988	1.137	
1948	56	2.428	10.870	6.481	2.882	6.100 oliviers

Ce fait prouve que, dans ce travail, nous avons remporté un premier succès.

Mais ce qui constitue encore un plus grand succès, ce sont les résultats enregistrés par les coopératives elles-mêmes. C'est ainsi que, grâce au travail organisé et à la mobilisation totale de la plus grande partie des coopératives, le plan des semailles pour 1947 a été réalisé à 101 %. Les chiffres de production ont été de 25 à 30 % plus élevés que ceux qui ont été atteints par les paysans travaillant hors des coopératives. La conscience du travail s'est accrue chez les coopérateurs et, cette année, ils ont travaillé de façon organisée et avec le plus grand enthousiasme. Le plan des semailles du printemps passé a été réalisé à 108,50 %, et il a été dépassé

davantage encore en ce qui concerne les plantes industrielles, les légumes et les pommes de terre. Dans les coopératives agricoles, on s'est familiarisé avec la motoculture et on l'a bien utilisée. En 1948, les coopératives ont travaillé au tracteur une surface de trois à sept fois supérieure à celle de 1947. Elles ont acheté ou loué à la Section des machines et tracteurs, des semoirs, des moissonneuses, des moissonneuses-lieuses, des batteuses, etc. De cette façon le travail a été effectué à temps et on a épargné une quantité considérable de main-d'œuvre. Aussi bien, dans les coopératives a-t-on aboli l'usage des charrues primitives en bois.

Les coopératives occupent la première place en ce qui concerne l'emploi des engrais chimiques, la lutte contre les maladies des arbres et des animaux, le bon entretien du bétail (dans quelques-unes d'entre elles, on a construit et on est en train de construire des étables modernes), la bonne répartition des cultures, l'amélioration des terres, etc.

Les coopératives agricoles donnent l'exemple de l'exécution et du dépassement des obligations prises pour le stockage des céréales. Enfin, elles ont vendu toute leur production aux coopératives de vente-achat et de consommation.

La participation de la femme à l'effort de production s'y est considérablement accrue. On y mène une lutte impitoyable contre l'analphabétisme. Une grande importance a été également donnée à la formation des cadres nécessaires : de fait, les simples paysans qui, hier encore, pensaient qu'ils n'étaient bons à rien, s'acquittent très bien aujourd'hui de leur travail de comptables, brigadiers, techniciens agricoles, secrétaires, présidents de coopératives, et ils se révèlent de bons organisateurs.

Dans les « actions » locales ou nationales, les premiers volontaires sont les membres des coopératives. Mieux : ils deviennent des exemples de volonté, de discipline et de rendement au travail. Sur les 14 femmes de la coopérative de Dobratch qui allèrent travailler avec le premier contingent à la voie ferrée Dourreuss-Tirana, treize ont été proclamées travailleuses de choc.

Cependant, parallèlement à ces succès dans le travail des coopératives agricoles, on y a relevé un certain nombre d'erreurs, voire des déviations de principe.

Avant tout, les coopératives agricoles ont été érigées sur des bases capitalistes ; leur statut et toutes leurs formes d'organisation ont imité ou copié point par point ceux de la Yougoslavie, fruit du travail de la direction antimarxiste du Parti communiste yougoslave.

Nous sommes reconnaissants au Parti communiste bolchévik et au grand Staline de nous avoir appris à corriger ces erreurs et à suivre avec fidélité la voie marxiste-léniniste dans la politique économique au village.

Dans l'ancien statut des coopératives agricoles s'étaient manifestées les déviations suivantes :

— la répartition des produits se faisait pour 40 % sur la base de la superficie du sol et pour 60 % sur la base du travail fourni ; cette répartition, qui faisait l'affaire des koulaks bien mieux que dans le passé, qui permettait l'exploitation et introduisait le capitalisme dans les coopératives, a suscité des mécontentements et notablement entravé la consolidation des coopératives et la participation régulière au travail de tous leurs membres.

— le nombre de têtes de bétail et la superficie de terre dont chaque famille-

membre pouvait disposer n'avaient pas été fixés ; aussi, ou bien les membres de la coopérative passaient le plus clair de la journée de travail à s'occuper du jardin qui se trouvait autour de leur maison, ou bien ils gardaient le bétail qu'ils faisaient paître hors de la propriété de la coopérative et ne servaient donc en rien la collectivité.

Ces erreurs et d'autres, comme celles qui ont consisté à ne pas fixer un nombre minimum de journées de travail, que chaque membre devait effectuer dans la coopérative au cours de l'année, ou à décider que pour créer une coopérative il fallait une moyenne de 25 à 30 familles d'agriculteurs et plus de 200 hectares, etc., ont fait que dans les coopératives le travail n'a pas été tellement satisfaisant, et ont empêché la création des conditions qui auraient permis de former un plus grand nombre de coopératives.

Mais en dehors de ces erreurs concernant le statut des coopératives, il y en a eu d'autres ; ce sont en premier lieu :

1° l'absence d'une organisation solide, conséquence aussi bien d'une incapacité à diriger que du manque d'expérience dans le travail.

2° l'absence d'un plan détaillé et complet, et manque d'une bonne répartition du travail.

3° une erreur importante et un manque de vigilance particuliers sont imputables à certaines organisations du Parti : en général lorsqu'on a créé les coopératives agricoles, on n'a pas étudié avec assez d'attention leur composition. On n'a pas compris que seuls les paysans pauvres et moyens pouvaient devenir membres des coopératives. Dans certaines coopératives et surtout à Chkodra on toléra les koulaks, éléments conscients de destruction des coopératives, éléments ennemis qui y entrèrent en contrebande afin de sauvegarder leurs privilèges terriens, éléments qui, à présent, sont chassés des coopératives.

Il y a des cas aussi où le travail du Parti s'est limité à la création des coopératives. Cette façon d'agir est absolument erronée. Une coopérative fraîchement créée, qui manque d'expérience du travail et d'organisation, a fortement besoin de l'aide du Pouvoir et du Parti. S'il n'y a qu'une chose positive : le désir de travailler en collectivité, ce désir doit être orienté.

« Ce serait une grande erreur de croire que les membres nouvellement entrés au kolkhoze sont devenus du coup socialistes. Non, il faut travailler encore beaucoup pour rééduquer le paysan kolkhozien, pour transformer sa mentalité individualiste et en faire un véritable travailleur de la société socialiste », dit le camarade Staline.

En outre, toujours à propos du fait que les koulaks pénètrent dans les coopératives, nous ne pouvons pas admettre que les coopératives soient abandonnées à leur propre sort. Sur cette question le camarade Staline a dit :

« Il est impossible qu'il n'y ait pas d'éléments de lutte de classe dans les kolkhozes, où domine encore la mentalité individuelle, voire la mentalité du koulak, tant qu'il existe entre eux une espèce d'inégalité. »

Jusqu'à ces temps derniers, les coopératives agricoles étaient en relation avec le Comité général des coopératives qui leur accordait une aide insuffisante. On y avait mal compris la question de la centralisation des coopératives et, dans la mesure où elles étaient des organisations privées, on pensait que l'État ne devait pas se mêler de leurs affaires. Les coopératives étaient livrées à elles-mêmes.

Pour les aider, le Parti et le régime populaire devaient les guider et les intégrer dans le plan d'État, en faire une partie indivisible du système économique de démocratie populaire en marche vers le socialisme.

Pour remédier à ces erreurs, une commission d'initiative élaborera les 11 et 13 septembre, en s'appuyant sur les principes et le statut des économies avancées kolkhoziens de la grande Union soviétique un nouveau projet de statut qui, présenté aux paysans membres des coopératives, fut approuvé avec enthousiasme.

Ce projet de statut a été élaboré à partir des justes principes marxistes-léninistes et, comme tel, il rendit naturellement plus acharnée encore la lutte des koulaks et eut pour conséquence de les mobiliser dans une action de contestation.

Le nouveau projet de statut des coopératives agricoles est un succès pour notre Parti, parce qu'il place les coopératives sur de justes fondations marxistes-léninistes, il est un succès pour les coopératives agricoles déjà créées, qui depuis longtemps désiraient ce statut. Ce statut nous assure le bon fonctionnement des coopératives existantes et il garantit l'accroissement du nombre des coopératives ; en fait, il y a de nombreux paysans qui demandent au régime de les aider à s'organiser en collectivités. Il est du devoir des organisations du Parti d'étudier avec soin le projet de statut des coopératives.

Mais cela ne veut pas dire que nous ayons résolu la question et que le nouveau projet de statut ait mis fin à notre travail.

On ne peut s'attendre à voir le paysan pauvre et moyen se convaincre des avantages et de l'utilité de passer de la petite exploitation isolée au stade des grandes exploitations unifiées, coopératives, socialistes, sinon par un large travail politique et d'organisation des organismes de notre Parti.

Sans ce travail, même si on crée des coopératives, elles se dissoudront de nouveau ou bien elles seront toujours faibles. Le camarade Staline a dit : « *Les succès économiques, leur stabilité et leur continuité dépendent entièrement des succès du travail de l'organisation et politique du Parti, et si ces conditions ne sont pas remplies, les succès économiques sont édifiés sur du sable.* »

La création des coopératives agricoles, le développement de l'économie collective paysanne, socialiste du village, consolident les positions du Parti et renforcent ses rapports avec les masses paysannes. A ce sujet. Lénine écrit :

« C'est seulement dans le cas où nous pourrions montrer aux paysans la supériorité du travail collectif du sol dans des associations collectives, c'est seulement dans le cas où nous aiderons les paysans, qui peuvent organiser des associations collectives et des artels, c'est seulement alors que la classe ouvrière, qui a en main le pouvoir de l'État, prouvera réellement aux paysans qu'elle a vraiment le droit d'avoir avec elle, de façon stable et effective, les millions des masses paysannes. »

Le coopérativisme est notre avenir. Que les coopérateurs se montrent donc dignes du travail socialiste qu'ils ont commencé, qu'ils n'épargnent rien pour faire bien marcher leur travail, qu'ils emploient avec soin les moyens de travail et de production, qu'ils deviennent un vivant exemple pour les autres paysans qui les entourent, qu'ils étendent de jour en jour la superficie ensemencée et qu'ils fassent en sorte que leur nombre s'accroisse de jour en jour, n'oubliant à aucun moment qu'eux aussi, quelque temps auparavant, avaient des exploitations isolées.

LE SECTEUR D'ÉTAT DE L'AGRICULTURE

C'est un nouveau secteur complètement socialiste qui, comme nous l'avons dit, naquit après la libération et qui embrasse les fermes, les pépinières et les olivettes organisées en entreprises agricoles d'État.

Si quelqu'un disait que l'État possédait auparavant aussi de la terre, celui-là oublierait que l'État d'alors était complètement différent de celui d'aujourd'hui : il oublierait que notre secteur d'État diffère du secteur capitaliste féodal qui représente toujours les intérêts de quelques individus et qui, non seulement n'est pas en lutte avec le secteur privé, mais au contraire le soutient, comme un de ses rouages.

Notre État n'est pas dirigé par l'économie, il dirige l'économie.

Le rôle du secteur d'État de l'agriculture est grand ; c'est en lui que croîtra et se développera le mouvement révolutionnaire de la production et de la science dans ce domaine. C'est le secteur dans lequel nous trouverons une application totale de la motoculture et des méthodes agro-techniques avancées, c'est le secteur qui servira d'exemple, qui fournira des semences, des plantes, des étalons et des cadres spécialisés aux coopératives agricoles et aux autres agriculteurs. Il contribuera à la solution du problème de l'approvisionnement des villes et des centres industriels en légumes, fruits, lait et divers autres produits.

Attentifs au rôle important qu'elles devront jouer, mais qui, aujourd'hui, est encore restreint, le Parti et l'État veilleront de façon spéciale à ce que nos entreprises agricoles s'élargissent et se renforcent.

De fait, quant à la superficie, le secteur d'État est allé augmentant d'année en année.

Année	Oliviers (pieds)	Superficie générale (ha.)	Terre cultivée (en ha.)	Prairies (ha.)	Pâturages (ha.)	Forêts (ha)	Superficie improductive (ha.)
1938...	—	316	106	26	114	50	20
1945...	—	8.379	3.294	348	1.554	2.187	1.047
1946...	—	9.091	3.659	449	1.649	2.287	1.047
1947...	230.000	13.491	6.963	558	1.400	3.516	1.054
1948...	230.000	16.390	9.168	557	2.167	3.510	987
	5.500	1.110	égal à stations de recherches agricoles et pépinières locales.				
Total	235.500	17.500					

Une augmentation aussi caractérisée que celle des superficies a été également enregistrée, en ce qui concerne les animaux de reproduction et de travail et les moyens mécanisés.

L'accroissement de la superficie ensemencée, ainsi que l'augmentation des moyens de travail et de production ont donné les résultats suivants pour les différents produits :

Année	Légumes,					
	Céréales	Plantes industrielles	plantes en terre	Pl. fourragères	Olives et fruits	Lait
	q.	q-	q.	q.	q*	hl.
1945	18.700	30	8.550	4.780	1.960	1.600
1946	31.100	105	10.760	5.000	34.570	3.050
1947	13.800	8.230	16.100	25.260	25.930	5.000
1948	24.640	5.980	74.240	95.500	36.730	13.800

Les chiffres de production montrent ainsi que ces superficies ont des destinations correspondant à celles des entreprises. La seule superficie dont l'ensemencement ait diminué en 1948 est celle des plantes industrielles ; c'est qu'à la suite d'une orientation erronée et de l'absence d'organisation dans le travail, elle avait pris une extension disproportionnée en 1947.

Au cours de cette période on a constaté dans les entreprises agricoles d'État une série d'erreurs qui ont empêché le bon fonctionnement de ce secteur, et il a fallu fournir un grand effort pour les éliminer le plus vite possible.

Ces erreurs peuvent se résumer ainsi :

1) Par suite du manque d'expérience et de capacité dirigeante, on peut dire que dans toutes ces entreprises l'organisation interne a péché sur plus d'un point.

2) L'initiative a fait défaut et, au début, on n'a pas saisi ce que représentait l'autonomie de l'entreprise, on n'a pas compris ce que signifiait leur édification sur les bases du « Hozrastchot ».

3) Dans le cadre technique surtout, la conscience a pleinement fait défaut. Le travail comptable n'est en rien à jour.

4) On n'a pas satisfait les besoins en main-d'œuvre, on n'a pas travaillé autant qu'il le fallait pour élever le niveau professionnel, politique et culturel ; et surtout, dans les années passées, les conditions de travail et de rétribution ont été médiocres.

Quoi qu'il en soit, c'est là où les efforts ont été les plus grands que les résultats enregistrés ont été les meilleurs. Ainsi par exemple si l'on compare le travail de l'entreprise « Maliq Moutcho » à celui de l'entreprise « Libération », on relève les différences suivantes : dans la première, il y a eu progression de la production et de la formation des cadres ; cette entreprise a exploité et entretenu son outillage comme il le faut ; elle a effectué les travaux en temps voulu ; elle a réalisé le plan financier et le plan d'investissements et elle a maintenu de bonnes relations avec les paysans des alentours. Dans la seconde au contraire, (entreprise « Libération »-Fier), compte tenu aussi des raisons objectives, il résulte de la comparaison avec la première qu'elle a présenté les lacunes suivantes : elle n'a pas réalisé le plan de production, ni le plan financier, ni celui des investissements, elle n'a pas perfectionné ses cadres autant qu'il l'aurait fallu, elle n'a pas pris suffisamment soin de ses bêtes de somme, etc....

Il incombe aux membres du Parti et à tous les travailleurs de ces entreprises de faire en sorte que cet important secteur de l'agriculture, entièrement socialiste, joue le rôle qui lui revient : être à l'avant-garde du redressement et de la modernisation de l'agriculture : suivre l'exemple des kolkhoz soviétiques.

Il faut consolider et moderniser l'organisation intérieure sur les bases du « Hozrastchot ». Nos fermes, nos pépinières, nos olivettes doivent devenir les foyers de diffusion d'un travail scientifique. Il faut y appliquer les systèmes modernes d'assolement, faire des expériences dans toutes les directions, sélectionner et améliorer toutes les plantes et tous les animaux.

Nos entreprises agricoles doivent employer toutes les méthodes agro-techniques les plus récentes et les plus productives, elles devront exploiter les principes de la science révolutionnaire soviétique, fondée sur le marxisme-léninisme. La motoculture, l'assolement, l'emploi des engrais chimiques et des méthodes de culture scientifiquement appliquées ne doivent pas seulement permettre une production record, mais encore celle-ci doit revenir moins chère que celle des coopératives agricoles et des producteurs privés.

Nos entreprises doivent renforcer chaque jour davantage leur activité de formation culturelle et professionnelle de leur personnel ouvrier, et devenir des centres qui propageront, par l'exemple, leur expérience, non seulement aux coopératives agricoles et paysannes, mais encore dans leur propre centre. Nous devons chaque jour accroître la superficie ensemencée en défrichant la terre. Le Parti et l'État feront en sorte que le rôle de ce secteur devienne de jour en jour plus considérable, parce qu'il est la base d'un progrès rapide en agriculture, il est l'école où tous les agriculteurs et les coopératives agricoles peuvent apprendre pratiquement la technique de l'agriculture moderne.

LES STATIONS DE MACHINES ET DE TRACTEURS

Si l'agriculture de la grande Union soviétique est aujourd'hui la plus productive et la plus moderne du monde entier, c'est notamment qu'elle est la plus mécanisée. C'est en prenant ce fait en considération que notre Parti a souligné toute l'importance de la mécanique agricole, et l'aide considérable qu'elle apporte à la paysannerie dans ce secteur complètement socialiste.

Le Parti et le gouvernement, fidèles à leur ligne, créèrent, pour venir en aide à la paysannerie, des stations de machines et de tracteurs qui sont des entreprises de forme socialiste, et qui ont pour tâche d'aider, en premier lieu, les paysans pauvres et les coopératives dans le travail du sol.

Les stations de machines et de tracteurs, en aidant le paysan pauvre et moyen, créent les bases techniques du passage à des formes socialistes plus élevées du travail du sol. Les stations de machines et de tracteurs, ayant pour objectif l'accroissement le plus rapide possible de la production agricole, facilitent sur une vaste échelle l'introduction et la diffusion des méthodes agro-techniques avancées dans les travaux agricoles.

Les stations de machines et de tracteurs jouent un rôle important dans le développement et la consolidation des coopératives agricoles. Un facteur important pour le progrès des coopératives et de l'agriculture en général est, sans doute, l'emploi sur une vaste échelle de la motoculture, du seul fait que le remplacement des moyens primitifs de travail par des moyens modernes permet d'augmenter et d'améliorer la production et, en conséquence, de renforcer le standard de vie des masses laborieuses au village.

Prenant en considération, comme on l'a déjà dit, la grande importance de la

motoculture en agriculture, le Parti et le gouvernement manifestent une sollicitude particulière à l'égard de son développement ultérieur ; aussi ne manquera-t-il pas de faire des investissements en ce sens.

Dès 1947, le Parti et le gouvernement commencèrent à monter des stations de machines et de tracteurs.

A l'heure actuelle, les stations de machines et de tracteurs possèdent l'équipement suivant :

Trac- teurs	Moteurs	Charrues	Meules	Moisson- neuses	Mois- sonneu ses	Machines Batteuses	Herses
167	163	128	120	83	32	140-300	15

Quant aux tracteurs et à l'équipement de nouvelles stations, on a commencé à importer des tracteurs et des machines agricoles d'Union soviétique ; cela, nous le devons à l'aide fraternelle du grand peuple soviétique, aide qui exprime l'affection qu'il nourrit à l'égard de notre peuple et qui constitue la garantie du développement ultérieur de notre agriculture.

Par rapport à la superficie générale de terre cultivée, les stations des machines et des tracteurs en ont travaillé : en 1946, 1 %, en 1947 6 %, et jusqu'au 15 octobre 1948, 14 %. Le travail effectué par un tracteur de 15 C. V. en 1946 a porté seulement sur 29 hectares, en 1947 sur 89,8 hectares et jusqu'au 15 octobre 1948, sur 118,3 ha.

Dans le secteur coopératif divers travaux ont été effectués avec l'outillage des stations et des tracteurs. 20 % en 1946—1947 et 40 % en 1947—1948.

Comme on peut le constater en consultant ces données, les stations de machines et de tracteurs deviennent d'année en année plus actives et jouent un rôle qui va grandissant.

Cette année, en dehors des travaux dont nous avons déjà parlé, on a défriché et mis en culture 3.235 ha. de terre.

Au cours de ces quelques années d'existence et d'activité des stations de machines et de tracteurs, on a noté des progrès constants dans l'exploitation rationnelle de l'outillage. Chaque année, la quantité de travail marque une hausse progressive dont le mérite revient à l'organisation et à l'effort des travailleurs de ce secteur. Cependant nous devons souligner que certaines stations de machines et de tracteurs ont encore un rendement médiocre ; c'est ainsi par exemple que la station de machines et de tracteurs de Kortcha a travaillé 76 hectares par unité-tracteur de 15 C. V., tandis que celle de Chkodra pour une unité-tracteur identique est arrivée à travailler 115 hectares. Le résultat enregistré par Chkodra atteste les grands efforts fournis dans la bonne direction, quoique nous soyons encore très loin des possibilités que possèdent les stations de machines et de tracteurs.

Au travers du travail et des efforts dans les S.M.T. l'expérience nous a montré que les lacunes principales dans l'organisation du travail des S.M.T. sont :

1) Dans certains cas les machines et les tracteurs n'ont pas travaillé la terre des paysans autant qu'il le fallait, et l'on n'a pas fourni d'efforts pour bien travailler la terre et contribuer ainsi à l'augmentation de la production.

2) La qualification des cadres n'a pas été réalisée dans la mesure voulue et

aujourd'hui, au point de vue technique, ces cadres sont médiocres. De la même façon, on n'a pas accordé l'importance voulue à l'éducation politique des cadres.

3) Jusqu'à présent dans les S.M.T. l'organisation du travail n'a pas été à la hauteur, jusqu'à présent également, chez certains travailleurs des S.M.T., la discipline laisse à désirer.

4) La façon de payer les tractoristes et les brigadiers au temps, et non pas au rendement et selon la qualité du travail, n'est pas juste.

5) L'utilisation inappropriée et incomplète du rendement de l'outillage dans les divers travaux, les dépenses inconsidérées de matériel et le gaspillage des carburants ont fait monter le coût de l'exploitation du sol.

6) La réparation des machines n'a pas été faite en temps voulu, et elle n'a pas été bien effectuée, ce qui abrège l'existence des machines et les met prématurément hors d'usage.

Malgré toutes ces lacunes, les S.M.T., au cours de leur période d'organisation et dans la plupart des cas, ont accompli les tâches qui leur avaient été assignées, et ont ainsi contribué au relèvement de la production du secteur coopératif.

Dans la situation actuelle, l'élargissement et le renforcement de la mécanisation de l'agriculture, et en premier lieu la mécanisation sur une vaste échelle du secteur coopératif se présentent comme une tâche très importante.

Les stations de machines et de tracteurs doivent devenir le facteur principal du passage à des méthodes socialistes dans les travaux agricoles, comme à une des nouvelles formes les plus avancées du développement de l'agriculture sur des bases socialistes.

LE SECTEUR PRIVÉ EN AGRICULTURE

L'application de la réforme agraire, résultat de l'instauration de notre régime populaire, blessa à mort le capitalisme et le féodalisme en agriculture, mais cela ne signifie pas qu'au village ait été créée une classe bourgeoise. Aujourd'hui au village, nous avons : des paysans pauvres et moyens, et des koulaks qui, quoiqu'ayant perdu une partie de leur terre et dans l'impossibilité de faire travailler les autres pour leur compte, n'en font pas moins l'impossible pour regagner les positions perdues.

Il est vrai que les koulaks ont été totalement expropriés ou qu'ils ont partiellement perdu leurs privilèges, mais ils existeront encore de nombreuses années comme individus et comme mentalité.

La politique du Parti consiste à faire une juste différenciation : à soutenir au maximum les paysans pauvres, à soutenir et éduquer les paysans moyens et, en les unissant aux premiers, à les aider à adhérer aux coopératives agricoles, à mener enfin une lutte incessante contre les koulaks et leur mentalité. Notre principal mot d'ordre sera ; limiter les koulaks au village.

Dans les conditions actuelles le rôle du secteur privé est extraordinairement grand. Nous ne devons pas perdre de vue que sur 317.000 hectares de terre cultivable, 288.630, soit 91,05%, sont entre les mains des producteurs privés. C'est justement pourquoi, pour le moment, le point d'appui de l'économie agricole est constitué par ce secteur, et c'est justement pourquoi le Parti et l'État le soutiennent autant qu'ils peuvent.

La révolution populaire créa pour nos paysans et pour le développement de

l'agriculture des conditions nouvelles. Si l'on n'avait pas arraché de force aux beys les grandes superficies de terre susceptibles d'être emblavées et qui servaient de pâturage, on n'aurait jamais pu envisager l'amélioration de notre agriculture.

Les paysans ont soutenu la lutte et y ont participé, non seulement parce que le Parti leur montra que c'était de cette façon qu'on pouvait se défaire de l'occupant et de l'oppresseur intérieur, mais parce qu'il les a assurés qu'en agissant ainsi ils bouleverseraient de fond en comble les rapports existants, qu'ils créeraient pour eux-mêmes les conditions d'une existence meilleure, d'une existence qui permettrait aux paysans travailleurs d'améliorer leur situation économique et culturelle et qui deviendrait de jour en jour, d'année en année, plus heureuse.

Aux paysans qui reçurent la terre en application de la réforme agraire et qui furent aidés dès les premiers jours par le régime populaire, fut assignée la tâche d'augmenter la production pour assurer son pain au peuple, et cette tâche ne pouvait être remplie que par un accroissement de surface cultivable et l'introduction de méthodes agro-techniques nouvelles. Dans le but d'assurer le bien-être de la paysannerie et du peuple tout entier, le Parti confia aux paysans la tâche de se mobiliser pour travailler leurs terres le plus et le mieux possible.

Les paysans pauvres, ceux qui avaient profité de la réforme agraire furent les premiers à s'acquitter de cette tâche et les résultats enregistrés dans ce sens sont excellents.

Malgré le manque de bêtes de somme et malgré d'autres insuffisances constatées après la guerre, grâce à des efforts considérables, à un travail enthousiaste, courageux et consciencieux, nos paysans, travaillant pour eux-mêmes, ont enregistré les résultats suivants :

	1938 en ha.	1944	1945	1946	1947	1948	Pourcentage 1948 en 1948 par rapport à 1938
Superficie travaillée	221.030	247.645	223.110	263.630	305.000	317.000	143%
se décomposant en:							
secteur d'État	316	316	8.379	9.091	13.491	17.500	51,86%
secteur coopératif	—	—	—	943	3.672	10.870	—
secteur privé	220.714	247.329	214.731	253.596	287.837	288.630	130%

Malgré l'agrandissement remarquable de la surface cultivable, il existe encore chez nous une grande étendue de terre inculte. Les efforts que doivent fournir les organisations du Parti pour défricher de nouvelles terres et pour faire emblaver toute superficie de terre cultivable devront être aussi grands que constants.

Un gros travail a également été effectué pour augmenter le rendement de la

production à l'hectare.

Une série de mesures ont été adoptées qui visent à l'amélioration de la technique agricole :

Par comparaison avec l'année qui précéda la libération, le travail d'instruction des agriculteurs a été considérablement élargi ; on a distribué des quantités, chaque année de plus en plus importantes, de semences, engrais chimiques, outils divers ; on a monté les S.M.T., etc. Un gros travail, et qui a porté ses fruits, a été effectué pour aménager et bonifier les terres, travail dont le mérite revient non seulement aux investissements et à la direction technique, mais en premier lieu au travail bénévole des paysans eux-mêmes.

Nomenclature	Unité de mesure	1938	1944	1945	1946	1947	1948	Pourcentage en 1948 par rapport à 1938
1) Irrigation	ha	18.500	20.000	20.000	22.700	25.000	31.000	167,5
2) Drainage avec système	ha	1.500	2.600	2.600	4.300	7.300	18.423	1228,2
3) Terres défrichées	ha		—	—	—	—	780	—

Remarque : Au cours de l'année 1945 on n'a pas exécuté de travaux.

Malgré tout, nous devons avouer que les résultats quant à l'augmentation du rendement à l'hectare ne sont pas très brillants. D'une façon générale, l'agriculture n'est pas encore arrivée à se défaire résolument des instruments et des méthodes de travail utilisés jusqu'à présent. On n'applique pas les techniques agronomiques avancées ; on ne veille pas à ce que les produits restent intacts depuis le moment où ils sont mûrs jusqu'à l'instant de la consommation, etc.

Le ministère de l'agriculture lui-même, par suite de l'insuffisance numérique de cadres de qualité et, également, du manque de conscience de certains d'entre eux, n'a pas fait tout ce qu'il fallait pour populariser la technique agricole parmi les paysans.

Toutes ces lacunes font baisser la production, elles portent atteinte à l'économie de chaque agriculteur, elles empêchent notre économie générale de se relever à un rythme rapide. Le travail des organisations du Parti doit consister à éliminer ces lacunes.

Quoiqu'il en soit, de grands changements sont intervenus dans la vie économique de nos paysans par rapport à l'avant-guerre. Ils travaillent pour eux-mêmes et sont maîtres du fruit de leur production ; personne ne s'engraisse plus de leur travail ; il n'y a plus de spéculateurs pour acheter leurs produits à bon marché et leur vendre les articles dont ils ont besoin à des prix élevés ; il n'y a plus d'intermédiaires.

Aujourd'hui, l'agriculteur se rend aux champs plein d'ardeur, confiant en ses forces, sûr de son avenir et de celui de ses enfants.

Les paysans commencent à vivre d'une façon différente et à bien manger ; cela explique d'ailleurs que sur le marché on ne trouve pas les produits agricoles en abondance.

Dans ces changements ils voient la concrétisation de la grande œuvre réalisée

par le Parti, la vie sous le régime populaire, et ils se serrent étroitement autour de celui-ci. Le fait qu'ils ont répondu « présent » à tous les mots d'ordre du Parti, qu'ils accueillent avec enthousiasme les plans et l'orientation de l'agriculture, ainsi que tous nos appels (68 % des jeunes qui ont participé à la construction de la voie ferrée Doureuss-Tirana, proviennent de nos villages), prouvent que nos paysans ont très bien compris la situation qui leur a été créée et les tâches qui leur incombent dans notre République populaire.

Les lacunes relevées dans l'exécution des semailles pour ce qui est de certaines cultures, les difficultés rencontrées dans le stockage des céréales et autres produits, la fraude fiscale en certains cas pour échapper à la taxe sur les exploitations agricoles, etc., ne peuvent pas être considérées comme des défauts généralisés. La source de ces erreurs se trouvait dans le système de stockage lui-même, dans le médiocre doigté manifesté par certaines de nos organisations dans leur travail, dans la politique des prix et principalement dans la lutte que mènent contre nous les éléments koulaks, qui continuellement suscitent des difficultés.

L'orientation que le Parti a donnée, dès le début, à l'agriculture était bonne. Nous avons tenu compte de ce qu'avait dit Lénine :

« La bataille pour le pain est la bataille pour le socialisme ».

Cependant, après la conclusion des accords avec la Yougoslavie et surtout après le VIIIème Plénum du C. C., cette orientation fut jusqu'à un certain point faussée.

Le plan de l'année 1948 a comblé le vide qui avait commencé à se creuser dans notre agriculture.

Les cultures se sont développées dans les proportions suivantes :

	1938	1944	1945	1946	1947	1948	Pourcentage en 1948 par rapport à 1938
	en hectares						
1) Surface cultivée	221.030	247.645	223.110	263.630	305.000	317.000	143
2) Céréales	211.800	233.885	211.850	250.300	275.185	269.200	127
3) Plantes	2.930	4.300	3.120	4.100	13.565	25.120	857
4) Légumes							
pommes de terre	3.800	3.700	5.040	5.930	8.003	11.350	299
5) Cultures pour la nourriture des animaux	2.500	3.700	3.100	3.300	8.247	11.330	453

Ce tableau montre qu'il y a eu élargissement non seulement de la surface cultivée, mais aussi et surtout de la culture des plantes industrielles, des légumes et des plantes destinées à l'alimentation des animaux. Cela veut dire que notre agriculture est entrée dans la voie de l'amélioration, qu'elle devient plus productive et que sont créées les conditions d'un meilleur assolement pour l'exploitation rationnelle de la terre, conditions indispensables à l'établissement d'une fertilité constante de toutes les cultures agricoles, au relèvement des forces productives et à l'accroissement de notre cheptel. Et par agriculture, on ne doit pas seulement comprendre les cultures des champs. Notre pays, par sa position géographique, son

climat et son sol, est propice non seulement au bon développement de toutes les légumineuses, mais encore, et de façon excessivement fructueuse, à la culture des divers arbres fruitiers. Nous avons des régions où poussent bien les orangers, l'olivier, et divers autres arbres, jusqu'aux châtaigniers qui préfèrent le climat de nos montagnes.

Nous pouvons affirmer avec certitude que nous sommes un pays privilégié de la nature. Nos efforts pour élargir l'arboriculture fruitière ont pris la forme concrète suivante :

Cultures	Unité de mesure	1938	1944	1945	
Arbres fruitiers .	pieds	1.200.000	2.000.000	2.100.000	
Oliviers	”	1.600.000	1.616.000	1.616.000	
Agrumes	”	100.000	102.000	107.000	
Treilles	”	41.599.537	41.020.000	37.025 000	
Vignes	”	41.599.537	41.020.000	37.025.000	
					pourcentage
					en 1948 par
					rapport à
					1938
Arbres fruitiers	pieds	2.500.000	3.078.000	3.280.000	273,3
Oliviers	”	1.616.000	1.646.000	1.730.000	108,1
Agrumes	”	108.000	109.000	110.000	110
Vignes	”	25.240.000	23.800.000	20.920.000	50,4
Treilles	”	25.240.000	23.800.000	20.920.000	50,4

Dans ce tableau, ce qui saute aux yeux, c'est la diminution du nombre des pieds de vigne. Cela ne provient pas d'une plantation insuffisante, mais des ravages effectués dans les vignobles de Pogradets-Kortcha par le phylloxéra. Pour circonscrire les dégâts considérables que provoque l'ennemi de cette culture, on a monté et on est en train d'organiser des pépinières antiphylloxériques qui s'étendent sur une superficie de 114 hectares, dont la production doit arriver en 1952 à s'établir à 3 millions de pieds greffés.

Les autres plantes et arbres fruitiers sont, eux aussi, attaqués par de nombreux insectes et maladies, et le gouvernement a accordé une attention spéciale aux moyens propres à les combattre. Mais ce travail ne peut donner de bons résultats que par la mobilisation et l'organisation bénévole de tout le peuple en temps voulu par l'entremise des organisations du Parti. Il y a un grand travail à faire dans ce secteur de l'agriculture. Des dizaines de milliers d'oliviers et d'arbres sauvages peuvent être greffés. Sur les flancs des collines ou dans la plaine, on trouvera le terrain favorable à telle ou telle espèce d'arbres fruitiers. Notre pays, non seulement peut arriver à satisfaire les besoins de la consommation intérieure, qui iront croissant, mais il peut et il doit exporter en gros des agrumes, des olives — ou leur huile — ainsi que les produits des arbres fruitiers de tout genre.

QUELLE EST L'ORIENTATION DE NOTRE AGRICULTURE DANS CES CONDITIONS ?

Étant donné la nature de notre climat, et de notre sol, le niveau de notre technique agricole, ainsi que les besoins de la population, l'agriculture doit être orientée vers la production de céréales, qui assureront le pain du peuple, de l'ouvrier et l'alimentation des animaux. Nous ne devons pas avoir à importer de céréales.

Pour mettre à profit les conditions climatiques favorables de certaines régions, pour faire face aux demandes de notre industrie naissante en matières premières et réaliser une exportation avantageuse, nous sèmerons des plantes industrielles qui poussent bien sur notre sol.

Nous devons planter le plus possible de légumes et de pommes de terre, car leur pénurie se fait grandement sentir.

L'excellent climat de notre littoral, particulièrement favorable à la culture des oliviers et des agrumes, doit nous pousser à augmenter ces cultures au maximum. Et nous devons faire de même avec la vigne et les diverses variétés d'arbres fruitiers dont l'aire de culture s'étend de notre littoral à nos régions montagneuses.

Pour satisfaire à nos grands besoins en ce qui concerne l'alimentation des animaux, une place importante sera réservée dans les plans de nos semailles aux plantes fourragères et en premier lieu à la luzerne.

Quant au secteur privé de l'agriculture, il faut savoir que le morcellement de la terre n'y permet pas l'emploi des moyens et de la technique modernes ; aussi, son progrès et celui de l'ensemble de l'agriculture est-il lent et difficile.

« Pour que le développement de l'économie paysanne puisse se poursuivre, dit Lénine, il est indispensable de bien assurer le passage à l'avenir, c'est-à-dire que les petites économies paysannes individuelles, économies qui sont les plus arriérées et les moins fructueuses, s'unissent et s'organisent en de grandes économies agricoles communes. »

Notre agriculture, pour les besoins de la structure avancée de l'économie, se développe aujourd'hui selon un plan déterminé, mais quoique l'État ait la possibilité de contrôler le secteur privé, l'appui que le plan peut trouver dans ce secteur n'est pas certain dans tous les cas.

Aussi bien devons-nous faire en sorte que chaque paysan comprenne individuellement que son avenir est la vie en coopérative.

L'ÉLEVAGE

Depuis des siècles une grande partie de la population de notre pays s'occupe d'élevage ; l'élevage est une tradition profonde de notre peuple.

L'importance de cet élevage est considérable, étant donné qu'une bonne partie des recettes de l'économie du pays provient du bétail. Ce secteur a assuré continuellement au peuple son alimentation et son habillement.

Dans le passé, les conditions sociales, économiques et agricoles des masses paysannes et des éleveurs ne permettaient qu'une faible augmentation en quantité du cheptel, et en tout cas aucune amélioration de sa qualité.

Les zones agricoles de plaine, où aurait dû se développer un élevage solide combiné à une agriculture rationnelle, étaient la propriété des féodaux-bourgeois, et

les conditions d'exploitation ainsi créées dans les villages rendaient impossibles un développement rationnel de l'élevage. Les agriculteurs et les éleveurs pauvres et moyens étaient tellement opprimés économiquement qu'ils étaient eux-mêmes dans l'impossibilité de faire quoique ce soit pour l'élevage, puisqu'aussi bien ils n'arrivaient même pas à s'assurer leur propre pain : les fermages, les impôts sur le nombre de têtes de bétail et les prix injustes imposés par les commerçants, complices des grands propriétaires fonciers, absorbaient les revenus que leur fournissaient l'agriculture et l'élevage, et ils vivaient constamment sous la menace de mourir de faim. Dans ces conditions, on ne pouvait en aucune façon s'attendre à une évolution positive de notre élevage.

Ce sont les masses populaires et les éleveurs qui ont fait face eux-mêmes aux difficultés qui entravaient le développement qualitatif de l'élevage, et qui ont maintenu le nombre de leurs têtes de bétail en consentant de grands sacrifices.

La richesse de notre élevage est heureusement soulignée par la comparaison avec les pays voisins, dans les tableaux ci-dessous :

Par km ²		(Statistiques 1938)			
Nomenclature	Albanie	Yougoslavie	Grèce	Bulgarie	Italie
Bovins	14	15	7,3	18	23
Buffles	0,8	0,14	0,45	4,34	0,04
Brebis	57	34	62	85	23
Chèvres	33	7	40	12	5
Porcs	4,7	10	10	11	4
Chevaux	1,9	5	2,7	5	3
Mulets	0,4	0,74	136	0,8	1,33
Ânes	1,61	0,48	2,13	6,6	2,53
Volailles	37	83	86	98	194

Pour 1000 habitants		(Statistiques 1938)			
Nomenclature	Albanie	Yougoslavie	Grèce	Bulgarie	Italie
Bovins	389	267	139	306	169
Buffles	21	2,4	8,6	72	0,27
Brebis	1.567	595	1.197	1.467	245
Chèvres	928	126	773	204	41
Porcs	15	200	91	168	79
Chevaux	54	81	53	81	22
Mulets	10	12	26	3	9
Ânes	44	8	55	20	18
Volailles	1.037	1.390	1.649	1.640	1.402

De l'analyse de ces tableaux il ressort en premier lieu que notre pays est très riche en gros bétail, avec 2,5 têtes pour chaque habitant. Le nombre de bovins par habitant est également élevé en comparaison de celui des pays voisins. Mais la supériorité de notre pays se limite à ces deux catégories ; le nombre de nos solipèdes et de nos volailles par habitant est relativement bas, et celui des porcs excessivement petit (Albanie 15/1000, Yougoslavie 200/1000).

L'élevage du porc, d'un gros rendement en viande, mais entravé par les préjugés surannés des bigots ignorants, doit, dans la nouvelle orientation donnée à notre élevage, être entouré de tous les soins et il doit augmenter de telle sorte que cet animal fournisse la moitié de la quantité totale de viande produite par notre pays.

Au cours de la décade 1938-1948 de grands changements ont affecté notre élevage. Les destructions de la guerre ont été prolongées durant l'occupation du pays par les fascistes, les nazis et les traîtres mercenaires.

Nous avons d'abord enregistré une diminution sensible du nombre de têtes de menu et gros bétail. Après quoi, dans la période qui suit la libération, on note un relèvement constant qui nous fait nous retrouver au niveau antérieur. Voici les données que nous fournit la statistique de ce secteur :

	1938	1945	1946	1947	1948
Bovins	418.000	393.000	397.000	405.000	408.000
Buffles	21.500	15.000	16.500	19.000	20.800
Brebis	1.850.000	1.650.000	1.720.000	1.835.000	1.860.000
Chèvres	1.000.000	900.000	980.000	1.065.000	985.000
Porcs	25.000	20.000	23.000	26.000	25.000
Solipèdes	123.000	113.000	116.200	120.600	126.000
Volailles	1.550.000	1.150.000	1.300.000	1.350.000	1.600.000
Abeilles.....	62.500	50.500	51.000	52.000	60.000

Les dommages provoqués à l'élevage par l'occupant et les traîtres représentent 15 à 20 % du capital — élevage de l'Albanie ; ils comprennent des vols, l'abattage d'un nombre considérable de têtes de bétail pour les besoins de l'occupant, ainsi que les pertes en bétail tué au cours des opérations.

Quoique notre pays possède en général un élevage quantitativement imposant, le bétail n'a pas produit et ne produit pas suffisamment pour satisfaire aux besoins du peuple.

Le tableau ci-dessous indique la quantité des principaux produits de l'élevage qui revient à chaque habitant pour l'année 1948 :

	Unité de mesure	Production en 1948	Unité de mesure	Consommation par habitant en 1948
Viande	quintal	155.000	kg.	14,2
Lait et ses dérivés.....	quintal	1.227.000	kg.	122
Œufs	pièce	33.000	pièce	60

Dans le passé, notre pays était considéré comme exportateur de ces produits et, de fait, une certaine quantité de fromage, de viande et d'œufs était envoyée sur les marchés étrangers. Mais il faut noter que cette exportation ne portait pas sur un excédent réel, prélevé après pleine satisfaction de la consommation du pays ; cette exportation portait en réalité sur la portion de produits que les masses laborieuses ne pouvaient consommer, dans les conditions économiques excessivement difficiles où elles se trouvaient. Ces conditions expliquent aussi le fait qu'en ce temps-là notre

marché semblait abonder en produits d'élevage.

En réalité, notre pays a toujours manqué de ces produits. En premier lieu, le menu et le gros bétail, malgré une densité élevée, ont un rendement très faible. Le rendement moyen de nos vaches s'élève à 300 litres Tan, celui des brebis à 38—40 litres, tandis que dans les pays où l'élevage est plus ou moins développé, la production est cinq fois plus élevée en ce qui concerne les vaches et deux fois plus élevée pour les brebis. Le poids moyen en viande de nos bovins est de 70 kg. et celui des brebis de 10 à 12 kg., tandis que dans les pays qui ont un élevage développé, ces poids s'élèvent respectivement à 200 kg. et de 25 à 30 kg.

Le manque d'étables, de nourriture, tant quantitativement que qualitativement, et surtout le manque de réserves nutritives pour l'hiver, la négligence dans l'entretien des animaux, etc.... ont pour conséquence l'abaissement de la production en lait, en viande, en laine, et | l'abaissement aussi de leur qualité. Dans ces conditions particulièrement difficiles, notre bétail est condamné à diminuer en nombre, à voir baisser sa productivité et sa résistance aux maladies. Un symptôme important en ce sens est la stérilité qui, quoique ne portant pas de signes héréditaires, provient des mauvaises conditions dans lesquelles vivent les animaux et diminue la reproduction chez les juments de 30 à 45 %, chez les vaches de 20 à 30 % et chez les brebis et les chèvres de 10 à 15 %.

Dans plusieurs cas, les conditions d'exploitation ne favorisent pas un rendement maximum, telle la pratique qui consiste à abattre les agneaux dont le rendement en viande est inférieur à 6 kg. par tête.

À observer de façon superficielle les produits de notre élevage et à les comparer avec les races les plus sélectionnées, il arrive qu'on les sous-estime indûment.

Le menu et gros bétail de chez nous est primitif. La façon dont il a été élevé lui a donné une résistance particulière dans tous les sens. Il a résisté à diverses maladies infectieuses, il a fourni à l'agriculture la force de traction nécessaire pour l'exécution des travaux agricoles, il lui a assuré ses moyens de transport, ses vêtements et sa nourriture. Notre bétail vit et produit dans des conditions auxquelles les animaux de races étrangères ne sauraient résister.

Malgré tous les défauts qu'on attribue au bétail d'Albanie au point de vue qualitatif, il faut cependant relever des symptômes qui montrent que ce bétail, soumis à de meilleures conditions d'existence, fait des progrès et peut arriver à soutenir très honorablement la comparaison avec les races étrangères sélectionnées.

Trouvant une meilleure nourriture dans des prairies riches, la vache de Chkodra s'est très bien développée par comparaison avec celles des autres régions, bien que son ascendance soit identique. Cette vache a amélioré sa production laitière et a donné le jour à des sujets remarquables (comme par exemple celui qui se trouve au Centre d'études zootechniques de Chkodra) qui ont produit dans l'année plus de 2500 à 3000 litres de lait, soit 8 fois plus que la moyenne des vaches des autres régions. C'est une bonne production non seulement pour l'Albanie, mais encore pour tout autre pays, si on tient compte de la taille de cette variété.

Un autre exemple concret des hautes qualités du bétail d'Albanie est celui de la brebis « Rudë » qui, bien soignée et bien nourrie, s'est beaucoup mieux développée que les autres brebis du pays quant au poids et quant à la qualité de la laine.

Au cours de l'occupation, le cheval de notre pays a affirmé sa supériorité sur les

chevaux des races sélectionnées des armées étrangères. Notre cheval, quoique léger et de taille réduite, est solide, fort sur ses aplombs et il a des exigences minimales pour le travail qu'il effectue ; tandis que les chevaux étrangers ne résistent pas du tout aux difficiles conditions des régions montagneuses, les chevaux du pays y manifestent une grande stabilité. Mais comme on peut le constater dans le tableau de densité des solipèdes, le nombre de chevaux est bien petit. Notre pays a grandement besoin de chevaux, tant pour les travaux agricoles que pour les transports et les besoins de notre Armée nationale. Non seulement le nombre de chevaux de notre pays est petit, mais encore le manque de harnais a été une entrave à leur bonne utilisation.

Il faut aussi souligner à cette occasion que le bœuf de Mourssia doit sa taille et sa vigueur au fait qu'à Mourssia il a trouvé un climat et une nourriture convenables.

Notre Parti et notre régime populaire, voulant assurer aux masses travailleuses de meilleures conditions de vie, et prenant d'autre part en considération les grandes possibilités d'amélioration que recèle notre élevage, ont accordé une attention spéciale à cet important secteur et ils ont adopté une série de mesures pour améliorer et relever la qualité de notre élevage.

Une des premières mesures prises dans ce sens est la limitation et la réglementation du nombre de bovins destinés à la boucherie. Cette juste mesure a contribué au rapide accroissement du nombre des bovins, diminué pendant la guerre, et elle a permis de répondre aux besoins de l'agriculture en bêtes de trait. Grâce à cette limitation, seuls les bovins sans valeur dans la production et au point de vue de la reproduction sont destinés à la boucherie ; et il en résulte un système de sélection positive.

La réforme agraire a été une des œuvres du Parti et de l'État qui a le plus favorisé l'élevage, quoique les murmures et les mots d'ordre de ceux qui étaient atteints par cette réforme aient prédit qu'elle causerait à l'élevage un grand préjudice. La plupart des agriculteurs, installés sur la terre que leur a donnée la réforme agraire, sont devenus propriétaires d'un bétail qu'ils n'avaient jamais possédé. Nous enregistrons aujourd'hui une répartition plus équitable de bétail et des symptômes de son accroissement en nombre.

La bonne organisation du service vétérinaire pour le dépistage et la lutte contre les maladies, a contribué de la façon la plus décisive à l'amélioration de l'état sanitaire du bétail. Tandis qu'en 1938 on a vacciné en gros 400.000 têtes de bétail, en 1948 ce chiffre s'est élevé à 850.000, soit de 212,5 %. Le service du laboratoire bactériologique vétérinaire a élargi son activité en ce qui concerne les produits biologiques, de façon à répondre à la plus grande partie des besoins du pays en ce domaine. Au cours des quatre dernières années on est arrivé à doubler le nombre des centres dotés de techniciens qui veillent sur la santé du bétail, et qui guident les masses paysannes dans l'application de meilleures méthodes d'hygiène ; on a triplé le nombre de cliniques vétérinaires et on a construit ou modifié 6 abattoirs suivant les principes de l'hygiène.

Le Parti et le régime ont attaché une grande importance à l'investissement de fonds en faveur de l'élevage. Dès l'année 1946, on a entrepris la construction de centres laitiers conformes aux règles d'hygiène et destinés à l'industrialisation des

produits dérivés du lait ; on a étudié la question de l'eau potable pour les animaux durant l'été et on a construit des citernes pour y emmagasiner l'eau.

Le Parti et le régime, accordant toute l'attention qu'il mérite au problème de la connaissance des aptitudes du bétail d'Albanie, et dans le but aussi de veiller particulièrement à l'amélioration méthodique de l'élevage, ont créé le Centre d'études zootechniques à Chkodra. En donnant à ce centre tous les moyens, toute l'aide nécessaire, on a voulu qu'il arrive au plus vite à obtenir des étalons de choix et des races de valeur au moyen de croisements.

Le contrôle des montes, en vue d'une sélection systématique, est effectué également dans le secteur privé. Les vaches remarquables de la région de Chkodra et les chèvres «sasna» à Tirana sont régulièrement contrôlées une fois par mois,

Au cours de ces deux dernières années, dans les fermes de l'État, on a sélectionné, élevé et envoyé dans la région de Kortcha des centaines de béliers « Rudë » pour les croiser avec les brebis communes de cette région.

L'attention accordée à la modernisation de l'apiculture pendant ces trois dernières années est digne de remarque. La nouvelle industrie des ruches pour abeilles a produit des quantités considérables de ruches modernes. Cela a permis d'exploiter de façon rationnelle 20 % environ de nos abeilles. Tandis que pendant tout le régime antipopulaire de Zogou on a mis en exploitation environ 300 ruches semirationnelles, au cours des trois années qui ont suivi la libération leur nombre s'est élevé à 7.000, pour dépasser les 10.000 à la fin de cette année. Cette extension a eu pour effet une augmentation de la production du miel, la production d'une ruche rationnelle étant de 250 % plus élevée que celle d'une ruche primitive.

L'élevage du ver à soie, qui, depuis les temps les plus reculés, est une industrie domestique très répandue dans notre pays, fut ruiné au cours du régime de Zogou et sous l'occupation, concurrencé qu'il était de façon acharnée par l'importation d'articles de soie artificielle. Aujourd'hui le Parti et le régime soutiennent la sériciculture. On a importé une variété de ver à soie ordinaire qui se nourrit de feuilles de mûrier et, de l'Union soviétique, une variété qui se nourrit de feuilles de chêne. Quoique nous ne soyons encore qu'au début de ce travail de propagation de l'élevage du ver à soie, dans les quelques centres où on s'est occupé de sériciculture, on a produit cette année environ 130 quintaux de cocons.

Parallèlement à cette large activité dans le secteur de l'élevage, on s'est efforcé d'en vulgariser la science. Des brochures, des pancartes et des feuilles volantes traitant de nombreux problèmes simples de l'élevage ont été distribués et expliqués aux cadres inférieurs et aux larges masses paysannes. Ce travail, quoiqu'encore réduit par rapport aux besoins du pays, est un des facteurs essentiels qui permettront la transformation positive de notre élevage.

Mais la mesure la plus importante, celle qui ouvre de larges perspectives au développement de l'élevage, fut celle qui renversa, dans ce domaine, le système féodalo-bourgeois. Notre régime populaire, constatant qu'une bonne partie du bétail de notre pays était concentré dans les mains de quelques capitalistes et de quelques koulaks qui, au moyen de louches combinaisons et de vols étaient arrivés à se constituer de vastes troupeaux, exploitaient les bergers jusqu'à la moelle des os, et spéculaient au détriment du peuple en vendant leurs produits à des prix exagérés, promulga, après avoir étudié la question, la loi sur la nationalisation des grands

troupeaux.

Cette loi, aussi juste que celle de la réforme agraire, non seulement libéra les bergers qui constituaient la classe la plus opprimée et la plus exploitée de notre pays, et limita la spéculation à laquelle se livraient les propriétaires sur le marché noir, mais encore elle créa du même coup, un nouveau secteur d'État de l'économie, consolidant ainsi davantage l'économie socialiste du secteur d'État dans son ensemble.

Les ennemis du peuple et ceux qui étaient atteints par cette loi, s'efforcèrent d'en neutraliser les buts véritables ; sous le couvert de divers mots d'ordre, ils tâchèrent de semer le désarroi parmi les petits et moyens propriétaires en leur faisant croire que cette loi les atteindrait, eux aussi. Ils espéraient ainsi voir les petits et moyens propriétaires s'alarmer et saboter eux-mêmes l'élevage, en vendant ou en abattant le bétail. Comme toujours, les faits prouvèrent que pas un seul de leurs mots d'ordre ne trouvait de crédit parmi les larges masses du peuple, qui ont une confiance absolue dans les mesures et les réformes du Parti et de l'État.

La nationalisation des grands troupeaux rendit possible la création d'entreprises nationales d'élevage qui, pour le moment, disposent de 100.000 têtes de bétail. Ces entreprises élèvent le bétail avec le concours de brigades-types. Dans ces brigades, on est en train de rationaliser le travail de façon à ce qu'il soit le plus profitable aux bergers et le plus convenable pour le bétail. Au cours de cette année, et surtout au cours des premiers mois qui ont suivi la nationalisation, ces entreprises ont subi des pertes sensibles, dues aux maladies que le bétail, provenant de diverses sources, avait amenées.

Parmi les défauts qui sont en train de disparaître dans ces entreprises, il faut citer la médiocre organisation des services chargés du bétail dans les brigades, la tenue irrégulière du tableau des tâches urgentes et l'absence d'un travail organisé se proposant de relever le niveau politique et professionnel des bergers. Au fur et à mesure qu'elles surmontent ces difficultés, ces entreprises deviennent de solides piliers pour l'amélioration de l'élevage.

Le secteur coopératif dans l'élevage fait ses premiers pas ; cependant, il ne faut pas oublier que le développement des coopératives agricoles a créé les conditions d'une collectivisation des troupeaux de moutons, et que l'assurance d'une meilleure organisation permet d'améliorer leur valeur.

Par suite de la nationalisation des grands troupeaux, le secteur privé de l'élevage se trouve entre les mains des masses laborieuses qui bénéficient de toute l'aide du régime pour accroître et améliorer le bétail, et peuvent ainsi utiliser les diverses stations de recherches et des étalons des diverses races.

Le manque de nourriture est devenu une entrave au développement de relevage. Sans une solide base nutritive, toute amélioration de relevage sera superficielle. Il faut donc résoudre ce problème, et augmenter la production d'une telle nourriture pour permettre à la capacité productive de notre bétail de se réaliser pleinement.

Dans le passé, le bétail trouvait sa nourriture sous une forme extensive. Aujourd'hui une bonne partie des pâturages a été mise en culture, mais on n'y a pas renforcé comme il le faudrait la culture des plantes fourragères et surtout celle de la luzerne.

Pour le moment l'agriculture fournit au cheptel une nourriture insuffisante.

C'est par l'accroissement de celle-ci qu'on améliorera les possibilités de développement quantitatif et qualitatif du bétail. D'autre part beaucoup d'éléments nutritifs sont négligés. Une exploitation systématique sur place des glands de chêne et de hêtre, ainsi que des marrons sauvages serait très utile à l'élevage. Avec cette seule nourriture on pourrait, dans les diverses régions montagneuses du pays, élever et engraisser des milliers de porcs.

L'industrie laitière, branche productrice principale de l'élevage, n'est pas encore arrivée à une production standard de haute qualité. Le travail rationalisé que l'État est en train d'organiser doit donner dans ce domaine les résultats qu'on en attend.

La production de l'élevage est inférieure aux besoins. Pour combler ce déficit, on a accordé une attention toute spéciale à l'exploitation de la pêche.

La pêche primitive, pratiquée dans le passé par les régimes antipopulaires sur la base de méthodes spéculatives, reçoit aujourd'hui l'appui du Parti et du régime. Des fonds ont été consacrés à l'équipement et des cadres ont été formés pour assurer une meilleure exploitation de nos eaux. Des coopératives de pêcheurs ont été créées et le secteur d'État atteint pour la première fois le domaine de la grande pêche en mer. L'élan donné par le développement de ce secteur d'État a créé les conditions nécessaires d'une production annuelle satisfaisante.

LES FORÊTS

Valeur de la richesse forestière : dans un pays montagneux comme l'Albanie, dont la superficie compte 34 % de régions situées à plus de 900 m. au-dessus du niveau de la mer, les forêts ont une grande importance, non seulement à cause des nombreux produits qu'elles fournissent au pays, mais encore parce qu'elles influent en général sur le climat et constituent un des facteurs les plus importants du développement d'une agriculture avancée.

Quoique nous manquions de statistique exacte et complète concernant nos forêts, nous pouvons donner certains chiffres :

Catégorie de forêts	Superficie en ha.	% de la surface totale du pays		
		Matériel sur pied m ²	Accroissement annuel en m ²	
1) Forêts productives	529.450	—	84.690.000	982.900
2) Forêts dégradées.	350.000	—	7.875.000	525.000
Forêts	879.450	32 %	92.565.000	1.507.900
Maquis	250.000	9%	750.000	62.500
Forêts et maquis	1.129.450	41 %	93.315.000	1.570.400

Ces forêts se divisent ainsi

Forêts de haute futaie	379.450	ha.,	c'est-à-dire	43%	des forêts
Forêts de petite futaie	500.000		”	57%	”
Total	879.450		”		”
	641.999	ha.,	c'est-à-dire	73%	des forêts
Forêts feuillues			”	18%	”
Forêts de conifères ...	158.301		”	9%	”
Forêts mixtes	79.150		”		”

Les principales variétés de bois qu'on trouve dans les forêts d'Albanie sont les suivants : chênes (diverses variétés) 38 %, hêtres 26 %, pins et sapins 18%, frênes et charmes 10 %, divers 8 %.

Les chiffres ci-dessus font ressortir la grande importance économique de cette richesse pour notre pays. Dans la situation actuelle, nos forêts assurent une production annuelle de 1.500.000 m² de bois, mais, traitées scientifiquement et exploitées de façon rationnelle, elles pourraient, dans un proche avenir, en produire 3.500.000 m² ce qui permettrait de faire face à tous les besoins du pays, qui vont grandissant et de satisfaire aux demandes de l'exportation sur les marchés étrangers.

Outre leurs produits principaux nos forêts fournissent également les produits secondaires suivants :

Vallonnée	production annuelle	-300	250 tonnes'	Essences produisent du tanin pour le traitement des cuirs
Rhus continus	”	”	400-500	
Pistacia	”	”	”	
Terebinthus			300	
Pistacia Lentiscus	”	”	”	
.....			400	
Quercus coccifera	”	”	50	
Résina.....	”	”	150	
Salix Alba.....	”	”	200	
Almus Glutinosa.	”	”	100	
Gomme	”	”	100	
Bruyère	”	”	600	
Jonc	”	”	500	

Et il ne faut pas perdre de vue qu'on peut mettre en valeur intégralement nos produits forestiers en obtenant chimiquement à partir de ceux-ci de l'acétone, de l'acide acétique, de l'alcool méthylique, du goudron désinfectant, etc. ...

Signalons que d'un mètre cube de bois, tronc et branches compris, qui ne peut être travaillé, on peut extraire en moyenne par distillation 110 kg. de charbon, 5 l. d'alcool à 35°, 20 kg. de goudron, sans compter l'asphalte, diverses graines et la créosote.

Ce que nous venons d'exposer fait apparaître que trop peu d'importance a été accordée à l'exploitation dans toutes les directions et à l'industrialisation de cette richesse extrêmement précieuse.

2) *La situation dans le passé*, — En ce qui concerne le droit de propriété sur les forêts dans le passé, la loi du 27 mai 1925 sur les forêts et les pâturages avec son article spécial, avait fourni aux cliques dominantes un prétexte pour se déclarer propriétaires de toute forêt importante.

En vertu de quoi, jusqu'à la libération du pays, on comptait :

1) Forêts privées	63.000 ha.,	c'est-à-dire	5 %	de la superficie totale des forêts
2) Forêts communales	16.000 ha.,	c'est-à-dire	1 %	de la superficie totale des forêts
3) Forêts d'État	1.050.450 ha.,	c'est-à-dire	94 %	de la superficie totale des forêts
a) Forêts	800.450 ha.			
b) Maquis	250.000 ha.			

La superficie des forêts privées s'élargissait constamment, et ceci malgré le pourcentage élevé de celles des forêts qui, en tant que « terre morte n'appartenant à personne », étaient considérées comme bien de l'État; car celles-ci étaient en fait, continuellement à la merci des cliques dominantes qui, chaque fois qu'elles entrevoyaient la possibilité d'en tirer profit, s'empressaient de se déclarer propriétaires de ces forêts et de se mettre d'accord avec les entrepreneurs pour les exploiter. On ne laissait à l'État que les forêts les plus reculées, dégradées, et tout ce qui n'offrait pas de possibilité d'exploitation immédiate. Sur les 63.000 ha. de forêts reconnues privées et qui englobaient les meilleures forêts, facilement exploitables, 99 % étaient la propriété de féodaux comme Zogou, Veurlatsi, Vrioni, Youka, et autres ; 1 % seulement de ces forêts revenaient aux koulaks et aux commerçants.

Ainsi, à Chkodra, sur les 1.969 ha. de forêts reconnues privées, 1.887 étaient en possession de Youka; à Elbasan sur les 6.700 ha. de forêts privées, 548 ha. étaient la propriété de Veurlatsi, et dans la région de Dibra les 3.450 ha. de forêts privées appartenaient à Zogou. Les régimes antipopulaires du passé, se refusant à reconnaître la grande importance de la richesse forestière du pays, ne lui accordaient même pas la plus petite attention. Au contraire, depuis les temps les plus reculés de la domination ottomane et avant, ils ont causé de graves préjudices aux forêts.

Les 350.000 ha. de forêts dégradées, et les vastes étendues déboisées qu'on trouve dans notre pays, sont les conséquences de tailles opérées sans aucun discernement, du déboisement, des transformations en pâtures et des incendies auxquels nos forêts ont été systématiquement et continuellement soumises. Il n'y a pas de doute qu'une bonne partie des 250.000 ha. du maquis actuel a été, dans le temps, recouverte de forêts productives. Nos vieillards se souviennent encore du temps où sur ces étendues dénudées se dressaient de vastes forêts ; mais elles ont été détruites par les incendies allumés par les armées étrangères et les mercenaires du pays, qui les ont réduites en cet état où nous les voyons aujourd'hui.

Les occupants nazis-fascistes, d'une part par l'exploitation intense à laquelle ils soumièrent nos forêts pour procurer à leur armée du bois de menuiserie et de chauffage, et en assurer l'exportation vers leurs pays, et d'autre part par les grands incendies qu'ils déclenchèrent dans nos forêts et le déboisement qu'ils entreprirent pour assurer le passage de leurs colonnes motorisées, les mouvements de leurs

troupes et pour mettre leur armée à l'abri des attaques des partisans, ont fait subir des dommages considérables à notre richesse forestière.

Ces dommages s'étendent sur 15.687 ha. environ et représentent une valeur de 87.237.730 francs-or.

Pas un instant l'exploitation des forêts ne s'est effectuée selon un plan qui aurait pris en considération le développement économique du pays, l'édification de l'industrie, la construction de voies ferrées, les constructions navales, etc. ... Cette exploitation avait pour but unique d'obtenir du bois de chauffage et du charbon de bois ; aussi n'arrivait-on à parer aux besoins du peuple qu'en important du matériel de l'étranger. Ainsi cette richesse, pourtant si grande, n'était pas mise en valeur ni employée pour le bien du pays. De ci, de là, nous avons bien eu quelques scieries primitives et de petite production. Mais lorsqu'on se livrait à l'exploitation, celle-ci n'avait qu'un but : assurer aux exploitants capitalistes du pays des gains considérables en alimentant l'exploitation ; cette exploitation était menée en dépit du bon sens, de la façon la plus barbare.

Pour donner satisfaction aux entrepreneurs qui produisaient du bois de chauffage, et pour remplir leurs poches, les cliques dominantes, dans le but prétendu d'encourager l'exploitation de nos produits, firent approuver le 23 avril 1934 une annexe à la loi, qui exemptait de la taxe tous les produits forestiers destinés à l'exportation. Et c'est ainsi que, de 1935 à 1938, on exporta 12.700 m² de bois de menuiserie (planche, troncs de noyers, etc.) vers l'Italie ; 130.000 mètres cube de bois de chauffage et de charbon vers l'Italie, la Grèce, l'Égypte, la Tripolitaine. Quant aux produits de second ordre, on exporta 10.000 quintaux de vallonée vers la Grèce et l'Italie, et 5.000 quintaux vers l'Italie, la France et l'Angleterre.

En revanche, pour répondre aux besoins du pays en bois de menuiserie, bois qu'on aurait pu préparer dans nos forêts, nous importions chaque année de 11.000 à 14.000 m² de bois travaillé (planches, poutres, etc.).

Les principaux exportateurs de bois de chauffage et de matériaux pour l'industrie ont été Spiro Kalltcho, Pandeli Nova, Petraç Feri, Kol Biba et autres derrière lesquels se cachaient Abdourahman Krossi et consorts.

En 1925, le capital étranger, principalement le capital italien, commence à pénétrer dans l'exploitation des forêts en même temps que dans toutes les autres branches de l'économie.

Ainsi l'Allemagne, pour faire face aux réparations qu'elle devait à la France en matériaux de bois, et dans le but de sauvegarder ses propres forêts et d'avoir des matériaux au prix le plus bas, obtint par la société INAG concession (pour une période de 25 ans) de l'exploitation de la zone forestière « Mamuras — Mali i Bardhë — Mali Skënderbe ». Les chemins de fer de l'État d'Italie, pour s'assurer du bois de chêne, se firent accorder par la société ALBA une concession de cinq ans pour une quantité de 12.000 m² à prélever dans la forêt de « Malungë ».

Les forêts du Drin furent données en concession à Fouad Dibra, qui les céda à son tour à une société française ; celle-ci n'entreprit même pas l'exploitation.

La première concession fut celle de la racine de bruyère, cédée à Sali Voutchiterni pour toute l'Albanie. Cette concession, après Dieu sait quelles combinaisons plus ou moins louches, fut cédée à nouveau à la société italienne Carlo

Vaismuth et Cie qui exportait la racine de bruyère dégrossie sur place vers l'Italie, la France, l'Angleterre et ailleurs.

La Société E.L.A.A. acheta aux l'optani les forêts de Soukth et de Kodra Latch, avec l'intention bien déterminée d'en faire une étape vers la colonisation ; par un déboisement réalisé sur une vaste échelle elle exporta pendant des années de suite, et plutôt sous forme de contrebande, du bois de chauffage et des matériaux vers l'Italie.

De ces adjudications de concessions, il faut savoir qu'elles donnaient lieu à des combinaisons louches de grande envergure aux dépens du peuple et au préjudice même de la richesse forestière.

Pour exploiter ces forêts, on choisissait la méthode la plus rentable, et on la faisait généralement porter sur celles des forêts qui se trouvaient au voisinage des voies de communication et le long du littoral. Enfin les exploiters s'assuraient des gains encore plus considérables en obligeant les bûcherons à travailler dans des conditions lamentables.

L'exploitation de nos forêts par le capital étranger, en dehors du grave préjudice matériel qu'elle a porté à notre peuple et à notre économie, nous a atteint aussi sur le plan politique en permettant la création des premiers noyaux de colonisation de notre pays.

Les régimes antipopulaires ne se préoccupaient en rien de ces préjudices et ils pensaient encore moins à la mise en valeur des forêts, à leur défense, à leur amélioration, au déboisement, à la formation de cadres techniques, à l'organisation des divers services et à l'édification des bases d'une sylviculture avancée.

De cette façon aussi s'explique le fait que, dans aucune de ces exploitations, on ne pensait à créer une industrie du bois et une exploitation intégrale des produits du bois sur place.

Sous l'occupation nazi-fasciste cette situation ne fit qu'empirer. L'exploitation devint encore plus intense. On commença à monter des scieries pourvues de moteurs, le nombre des sociétés italiennes d'exploitation s'accrut et les dégâts provoqués dans les forêts furent encore plus profonds.

Pour s'assurer les matériaux industriels nécessaires aux constructions militaires, les occupants montèrent pour leur propre compte des scieries pourvues de moteurs. Les fauves nazi-fascistes se ruèrent sans pitié sur les forêts les plus précieuses de notre pays, sur les forêts de pins des zones de Kruezi, Qiaf e Malit et Gosque, Qiaf Chtambe, Llogora, sur les forêts de chênes de Récheli, à Librajd, etc. et ils dévastèrent les meilleures zones forestières qui auraient été tellement précieuses au peuple dans l'édification de sa nouvelle vie, dans l'édification du socialisme.

LA SITUATION APRÈS LA LIBÉRATION

Le régime populaire, dès qu'il fut au pouvoir, après la libération, conscient de l'importance économique, climatique et sociale des forêts du pays, prit une première et importante mesure : il nationalisa les forêts. Ainsi une des grandes richesses du pays passa aux mains du régime, comme bien commun du peuple.

Les forêts sont donc devenues propriété socialiste. En même temps que les forêts, les scieries aussi furent nationalisées. Le secteur de l'État, le secteur socialiste dans l'exploitation et l'industrialisation du bois, naissait. On mit un terme

à l'exploitation impitoyable à laquelle étaient soumis les ouvriers, le peuple et les pauvres. On donna aux forêts la place importante qu'elles doivent occuper dans la vie et dans l'économie d'un peuple, et on créa les conditions nécessaires à ce que cette grande richesse serve notre peuple, à peine sorti de la guerre, dans l'édification du pays et du socialisme.

Dans cette situation, la tâche la plus importante fut assignée aux entreprises de scieries en vue de produire le matériel nécessaire à la construction des ponts, du réseau téléphonique, des galeries de mines, des écoles, ainsi qu'à la reconstruction des immeubles et des maisons incendiées, des ouvrages incendiés ou démolis par les occupants. On remit en fonctionnement les scieries endommagées par la guerre et on en construisit de neuves.

Dès l'année 1945, leur nombre atteignit les chiffres suivants :

a) Scieries à moteur	7
b) Scieries hydrauliques	9
	16

avec une production moyenne de 50 m² de bois de construction (planches, bois équarri, etc.) par jour.

Nous donnons ci-dessous un tableau sommaire ayant trait à la construction de ces scieries durant les années de l'exploitation accomplie pour leur approvisionnement, et à la production annuelle.

		ANNEES				
					1948	
Nomenclature	Unité de mesure	1945	1946	1947	Prévi- sion	Réalisa- tion
<hr/>						
1) Scieries						
construites.....	Nombre	16	19	19	24	24
a) à moteur	”	7	9	9	15	15
b) hydrauliques	”	9	10	10	9	9
2) Troncs sciés.....						
		9.174	19.83	43.00	77.000	
			9	0		
3) Matériel produit ...						
		5.837	13.51	17.00	55.000	
			9	0		
<hr/>						

Après la libération, pour faire face aux besoins urgents en bois de construction du pays dévasté par la guerre, pour développer l'industrie et les chemins de fer, et intensifier l'exploitation des forêts, on entreprit un travail systématique qui constituait un premier pas vers une sylviculture évoluée.

On commença par organiser la protection des forêts contre les coupes abusives, les incendies, leur utilisation exagérée comme pâturages, et contre tout autre dommage. On élaborait un programme pour la mise en valeur du patrimoine forestier et on en commença l'exécution en effectuant :

- des travaux de reboisement et des aménagements sur les montagnes.
- des coupes et des améliorations dans les forêts dégradées.

Dans ce domaine des résultats sensibles furent obtenus, qui seront suivis par d'autres dans un très proche avenir.

Nous présentons ci-dessous un tableau comparatif de l'activité déployée dans ce sens, lequel met en évidence les résultats obtenus et l'activité minimale dont on faisait preuve par le passé dans ce secteur.

		A N N É E S					Unité de mesure	Pourcentage en 1948 par rapport à 1938
		1938	1945	1946	1947	1948		
Boisements	ha.	4	—	13	240	440	11.000	
Aménagements en montagne	m ²	—	—	—	—	925	—	
Améliorations de forêts	ha.	—	—	—	500	800	775	
Pépinières d'arbres forestiers	ha.	4	—	8	21	31	—	
Nettoyage de forêts	ha.	—	—	10.000	—	2.000	—	
Pépinières d'école	ha.	—	—	16	—	21	—	
Interdiction de pacage	ha.	—	—	13.000	—	101.734	—	
Protection de forêts	ha.	—	—	1.500	—	8.025	—	
Lutte contre les insectes	ha.	—	—	—	—	597	—	
Exploitation des forêts								
a) Bois de construction	m ²	20.000	36.000	50.000	90.000	160.000	800	
b) Bois de chauffage	—	1.000.000	1.200.000	1.400.000	1.500.000	1.500.000	150	
Aménagement de forêts	ha	—	—	—	—	1.250	—	
Forêts inventoriées	ha	—	—	—	—	25.000	—	
Travaux d'étude de forêts	ha	—	—	—	5.000	100.000	—	
Conférences	nombre	—	—	—	7.000	3.000	—	
Routes forestières	km.	—	—	—	—	17	—	

Les fondements furent posés pour une organisation appropriée des services forestiers, qui sont déjà en voie d'amélioration, et à cette fin des cadres de techniciens, dotés non seulement des qualités techniques qu'exige un tel service, mais aussi d'une morale élevée et animés de l'esprit nouveau furent formés et continuent de l'être. On procède actuellement aux préparatifs nécessaires en vue de fonder une école secondaire des forêts qui sera la première de ce genre dans notre pays. Une vaste propagande, qui commence à porter ses fruits, fut déployée parmi les masses populaires en vue de faire comprendre la grande importance économique

des forêts.

Pour apprécier les résultats de cette action, il suffit de constater que les coupes abusives qui sont effectués dans les forêts sont minimales, que les incendies sont limités et surtout que la participation bénévole des masses au reboisement est remarquable.

Incendies de forêts :

En 1938 : 800 ha. — En 1945 : 500 ha. — En 1946 : 240 ha. — En 1947 : 56 ha. — En 1948 : 21 ha. — c'est-à-dire que la superficie incendiée dans l'année 1948 ne représente même pas 3 % de celle de l'année 1938.

Les besoins en bois, et en premier lieu en bois de construction, ont été et demeurent grands pour l'édification du pays dévasté par la guerre, l'édification de notre nouvelle industrie, et la construction des premières voies ferrées de notre pays ; mais on ne peut nier que la façon dont il a été fait face à ces besoins n'ait été assez hâtive. C'est ainsi qu'il a été procédé à des exploitations exagérées de zones forestières limitées, relativement faciles à exploiter, et que les coupes de forêts ne furent pas effectuées suivant un plan rationnel, établi selon le principe du respect de la continuité des coupes.

Le principal défaut, ici, réside dans la méconnaissance de notre patrimoine forestier et dans l'absence d'une étude sérieuse des forêts.

De même en ce qui concerne la création d'entreprises de transformation du bois : leur mise sur pied et leur capacité de production n'ont été envisagées que sous l'angle des besoins urgents en bois, sans qu'il ait été tenu compte de la capacité de production de la forêt. On n'a pas attaché d'importance — et on n'en a pas éprouvé le besoin — à la construction de routes forestières pour permettre l'exploitation de grandes superficies de forêts, qui ainsi ne sont pas mises en valeur. Le transport des troncs, depuis la forêt jusqu'à l'emplacement des scieries, a été effectué avec des moyens primitifs, qui faisaient travailler la main d'œuvre dans des conditions très pénibles ; on ne s'est pas assez rendu compte de la nécessité de mécaniser ces transports.

La transformation du bois à différentes fins, n'a pas toujours été rationnelle ; par exemple tel bois de première qualité a été utilisé pour des transformations qu'aurait pu subir un bois de deuxième qualité.

La mise en valeur, et l'exploitation des produits de qualité secondaire, n'ont pas été effectuées dans la mesure voulue.

Les travailleurs de la forêt et des scieries n'ont pas été traités à la mesure du travail pénible qu'ils effectuent ; ils sont mal rétribués par rapport aux autres travailleurs qui effectuent leur besogne dans des conditions qui ne sont pas plus pénibles. Dans de nombreux cas le travail leur a été assigné sans que soient prises en considération, dans la l'énumération, des conditions qui varient d'une forêt à une autre ; ce qui a suscité des mécontentements.

On a également vu des cas où le travail à la forêt a été concédé à des entreprises qui en ont tiré profit, et ceci au grand préjudice des ouvriers.

L'approvisionnement des travailleurs en vivres, en articles d'habillement et en chaussures, ainsi que leur logement, n'ont pas été assurés convenablement. Là encore il y a eu discrimination entre l'ouvrier industriel et le travailleur de la forêt, au détriment de ce dernier.

Les travailleurs n'ont pas été équipés en vêtements et chaussures selon les exigences de la nature de leur travail. Les normes de travail et les règles de l'émulation ne furent pas appliquées à bon escient.

Tout cela a entravé le rendement des travailleurs. La préservation, l'accroissement et la mise en valeur complète du patrimoine forestier constituent pour nous un grand devoir, pour l'accomplissement duquel nous aurons à rendre compte aux générations futures.

De l'importance même que présentent les forêts pour l'économie du pays, de leur traitement et de leur culture à longue échéance, et en vue d'assurer aux générations futures une vie plus facile, se dégagent clairement nos tâches et les perspectives pour l'avenir :

- Renforcement de l'organisation des services forestiers par la constitution de cadres de techniciens et le perfectionnement de ceux qui existent déjà.

- Création d'une législation forestière claire, et en harmonie, d'une part avec les besoins du peuple, et d'autre part avec les méthodes les plus avancées de préservation, d'amélioration et d'accroissement de son patrimoine.

- Exploitation rationnelle des forêts selon les normes techniques, et construction d'un réseau routier destiné à mettre en valeur de grandes superficies de forêts non encore exploitées.

- Mise en valeur et exploitation sur une grande échelle des produits forestiers de deuxième catégorie.

- Remplacement du bois de chauffage par du charbon dans les grandes agglomérations, afin de diminuer la grande pression exercée au moyen des coupes dans les forêts situées à basse altitude.

- Amélioration des scieries, avec aménagement d'équipements complémentaires pour la transformation rationnelle et intégrale du bois ; installation d'entreprises travaillant à l'assèchement du bois et à l'accroissement de sa résistance.

- Étude et inventaire des forêts les plus importantes afin de connaître leur potentiel matériel et les possibilités de leur exploitation.

- Élaboration de plans d'aménagement et d'exploitation des forêts, qui font déjà l'objet d'une exploitation non planifiée.

- Traitement juste sur des bases socialistes pour les travailleurs de forêts et des scieries.

- Développement de la propagande en faveur de la forêt parmi les masses, afin d'accroître chez elles l'amour de la forêt et la conscience de son importance.

- Amélioration des forêts endommagées, reboisement des localités privées de réseaux routiers, création de parcs publics et aménagement des torrents nuisibles en liaison avec les travaux d'amélioration des plaines.

- Ces travaux de reboisement doivent non seulement accroître la superficie des forêts, mais ils doivent encore faire ressentir aux masses ces devoirs que nous nous traçons comme les devoirs de la génération actuelle envers les générations futures.

NOS DEVOIRS DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Camarades,

Si nous jetons un rapide coup d'œil sur les changements historiques et politico-

économiques survenus dans notre pays, et en particulier sur ceux qui concernent notre économie rurale au cours de cette période, nous constatons que malgré les difficultés, les obstacles et la résistance opiniâtre des éléments capitalistes à la campagne, notre Parti et notre gouvernement ont réussi à résoudre, de façon juste, les problèmes de l'économie agricole du moment. Toutefois nous ne devons pas nous laisser aller à la quiétude ni croire que tout a été accompli, et accompli sans erreurs. Pour les années à venir, dans le domaine de l'économie agricole, de grandes tâches nous incombent et des œuvres grandioses nous attendent ; et si nous n'analysons pas tous les défauts et les erreurs qui se sont faits jour dans le domaine de l'économie rurale, si nous ne soumettons pas ces erreurs à la critique et si nous ne les traitons pas comme nous l'enseigne le Parti, il nous serait difficile de nous acquitter de nos tâches futures.

Aujourd'hui, dans notre économie agricole, des changements de nature politico-économique sont en train de prendre forme ; le rapport entre les hommes et la terre se modifie, les hommes eux-mêmes se transforment. Ces changements doivent placer notre agriculture sur la voie véritablement socialiste ; et il me semble qu'à ce sujet les tâches essentielles suivantes doivent être assignées au Parti :

Le développement de l'émulation socialiste dans l'économie rurale, comme condition indispensable du renforcement de notre pays, de l'édification de toute notre économie agricole, du bien-être ultérieur de notre peuple, comme condition enfin de l'accroissement de l'élément socialiste à la campagne.

Quelle voie faut-il suivre pour pouvoir résoudre ces problèmes ?

(I) *Il faut augmenter les surfaces ensemencées et leur rendement.*

1) Nous devons augmenter d'année en année les superficies des terres à ensemer, en défrichant de nouvelles terres, en asséchant marais et marécages, de façon que ceux-ci soient exploités comme terres arables, en augmentant les superficies des vignobles, des olivettes et des autres cultures sur les collines de notre pays. Nous avons la possibilité d'accroître, dans les 4 ou 5 années à venir, la surface ensemencée de nos diverses cultures en la portant à plus de 400.000 hectares.

2) Parallèlement à l'augmentation de la surface ensemencée, nous devons élever le rendement moyen de nos champs dans une proportion qui ne soit pas inférieure à 25 %. Ceci permettra d'assurer à notre peuple le pain et tous les produits agricoles nécessaires.

3) Afin de donner une plus grande impulsion à l'accroissement du rendement de l'agriculture, il est indispensable de travailler immédiatement à l'organisation d'une répartition sérieuse du matériel de semence. De même il faut étudier méticuleusement la question de l'utilisation des différentes semences en fonction de la situation agricole actuelle de notre pays.

4) Il faut résoudre au plus vite la question des cadres de techniciens et d'agronomes, des écoles secondaires, etc.... afin de compléter tout notre réseau agronomique, et notamment dans les principales zones agricoles.

5) Il faut diffuser par tous les moyens parmi notre paysannerie les connaissances agronomiques, et faire tous nos efforts pour obtenir que notre paysannerie applique les méthodes les plus avancées de travail de la terre et d'amélioration des diverses

cultures ; il faut également intensifier l'amendement des terres par les engrais, chimiques et naturels.

6) Il faut entreprendre un travail d'éclaircissement, destiné à créer et renforcer parmi la paysannerie travaillante une discipline qui la mette en état de réaliser les engagements qu'elle a assumés, d'améliorer la qualité du travail agricole, de travailler les nouvelles terres qui lui sont réparties comme terres supplémentaires et de respecter les délais fixés pour les semailles, les sarclages et autres opérations, de telle sorte qu'elle puisse effectuer à temps la récolte des produits agricoles et remettre à temps à l'État les produits qui lui sont dus.

(II) *L'édification du secteur des coopératives rurales,*

1) Il faut avoir en vue que l'édification et le développement de ce secteur constituent un travail d'une importance de premier ordre pour notre Parti. C'est d'une façon constante qu'il nous faut étudier, diriger et renforcer le mouvement coopératif à la campagne.

2) Nous devons travailler davantage à éclairer les campagnes sur le mouvement coopératif, sur l'importance qu'il revêt et sur le rôle qu'il joue dans l'accroissement du bien-être de la paysannerie.

3) Aux paysans qui manifestent le désir de créer une coopérative agricole il faut accorder une aide sous toutes les formes, d'abord dans l'organisation du travail et, par la suite, dans le renforcement de la coopérative. De même il faut les aider à organiser la culture de la propriété collective, en leur apportant une assistance agronomique, et en leur accordant les crédits agraires qui leur sont nécessaires. Le meilleur moyen de persuader les paysans, c'est d'avoir recours à l'expérience et à la pratique des coopératives rurales déjà existantes.

4) Il ne faut en aucune façon tolérer la violation du principe de l'adhésion libre (volontaire) aux coopératives, et il ne faut aucunement enfreindre les principes démocratiques dans les coopératives rurales déjà existantes.

En ce qui concerne ces dernières :

1) Il faut en éliminer entièrement toutes les erreurs ou les lacunes nées de l'application de l'ancien statut, dont la teneur reflétait les principes antimarxistes-léninistes de la direction trotskiste yougoslave, et faisait renaître les rapports capitalistes dans les coopératives rurales.

2) Il faut renforcer les coopératives en accroissant la puissance de leurs attelages, en entreprenant des constructions nouvelles, en augmentant le nombre des animaux de la coopérative, les superficies à ensemercer et le rendement.

3) Il faut faire disparaître les inconvénients auxquels donne lieu la rétribution de chacun en proportion de la superficie de sa terre, c'est-à-dire l'irresponsabilité personnelle et l'inégalité dans le travail qui ont entravé l'accroissement du rendement et des normes de travail, et ont ainsi fait obstacle au développement économique des coopératives.

4) Il faut que les portes des coopératives actuellement existantes soient grandes ouvertes à l'admission des nouveaux membres appartenant à la paysannerie pauvre et moyenne, et qui comprennent et représentent l'avenir du coopérativisme. Il faut condamner la pratique qui consiste à refuser l'admission aux coopératives de nouveaux membres, pour le seul motif que ceux-ci n'avaient pas fait partie de la

coopérative dès le début.

5) Il est indispensable de procéder dans les coopératives à l'épuration des koulaks et des commerçants qui s'y sont introduits furtivement, et qui les sapent de l'intérieur en répandant des slogans nuisibles et vénéneux, en effectuant un travail contre-révolutionnaire contre les mots d'ordre du Parti relatifs au développement ultérieur des coopératives.

6) Pas un seul instant nous ne devons oublier que l'homme qui est aujourd'hui membre de la coopérative était naguère un paysan qui effectuait un travail *individuel* ; il est donc indispensable de l'éduquer dans un esprit de fidélité à l'égard de notre cause collective, dans l'esprit des intérêts socialistes de l'économie coopérative ; c'est pour ce motif qu'il nous incombe d'assumer systématiquement et avec sollicitude le devoir d'éduquer politiquement les membres des coopératives, d'éduquer nos coopérateurs actifs et les cadres dirigeants des coopératives. C'est là que réside le secret de nos succès dans le secteur des coopératives.

(III) *Les entreprises agricoles d'État.*

1) Les comités de notre Parti et les organisations de base du Parti dans ces entreprises doivent se mobiliser d'une façon totale en vue de leur développement constant ; ces entreprises doivent devenir pour notre paysannerie un exemple du travail scientifique que réalise notre agriculture socialiste. Ces entreprises doivent devenir une source importante, non seulement de diffusion de l'expérience agricole socialiste, mais aussi de distribution des semences, des étalons et de produits agricoles à notre paysannerie.

2) Sur la base de nos possibilités, nous devons planifier le travail pour aboutir à la constitution d'une série de nouvelles entreprises d'État, et nous devons prendre des mesures concrètes pour étendre et renforcer celles qui existent déjà, en les dotant des moyens nécessaires et de cadres techniques.

3) Un certain nombre d'entreprises agricoles doivent remédier au retard de leur production par un meilleur travail de direction, augmenter le rendement, exploiter rationnellement toutes les terres en appliquant une technique agricole supérieure, utiliser tout leur matériel, tous leurs moyens et toutes leurs forces. Elles doivent équilibrer mieux le budget de l'entreprise, en restaurant un régime d'économies dans l'utilisation du matériel et des moyens financiers, en exploitant toutes les améliorations susceptibles d'aboutir à une diminution du coût des produits.

4) Il faut mettre fin au déplacement des cadres dans les entreprises, déplacement provoqué par une organisation non équitable du travail, par une rétribution non équitable, par l'absence de stimulant, par le fait aussi qu'on n'a pas assuré des logements et des conditions d'existence favorables et enfin, par la faiblesse du travail politique réalisé auprès des masses. Il est de notre devoir d'attacher fermement et d'une façon permanente les cadres aux entreprises, de leur créer les conditions indispensables à leur existence et à leur travail, d'organiser d'une façon équitable le travail et la rétribution, de travailler systématiquement à élever en général le niveau politique des ouvriers. Nous devons garder présent à l'esprit que dans les entreprises agricoles les cadres, les ouvriers permanents, à l'instar de la classe ouvrière dans les entreprises industrielles, constituent la base de notre Parti, base d'où celui-ci tire des forces nouvelles.

(IV) *L'activité des stations de machines et de tracteurs,*

1) Il faut agrandir constamment les parcs de tracteurs et, à partir d'eux et systématiquement, les stations de machines et de tracteurs, et étendre les zones d'opération. Il faut élever le niveau de la productivité des tracteurs et autres machines agricoles de façon à appliquer les normes fixées à leur intention ; il faut même prendre toutes mesures nécessaires pour atteindre et dépasser ces normes. Il faut établir comme règle de travail, dans les stations de machines et de tracteurs, qu'on doit effectuer en premier lieu le travail des paysans pauvres et des coopératives agricoles, et que le tour des paysans moyens ne doit venir qu'après.

2) Il faut établir comme règle rigoureuse qu'on doit effectuer à temps les réparations des machines tout en veillant à la qualité de la réparation. Il faut veiller à ce que soient construits et parfaitement équipés des ateliers de réparation des outils et des machines. Il faut faire disparaître l'irresponsabilité personnelle dans le service des tracteurs, régler l'organisation du travail et établir de justes rétributions. Les tracteurs et les machines doivent être exploités au maximum ; mais il faut économiser le carburant et mener une lutte systématique pour réduire les dépenses des stations de machines et de tracteurs.

3) Il faut livrer une lutte résolue contre le travail de médiocre qualité et élever la qualité du travail dans les champs, suivant les règles de la technique agricole. Il faut convenablement définir, dans le cadre des clauses contractuelles, les obligations assumées par les stations de machines et de tracteurs envers les coopératives et la paysannerie travailleuse, de façon à fournir un travail qualitativement supérieur et dans le délai fixé ; et lorsque les stipulations du contrat ne sont pas respectées, il faut que la partie contractante qui a subi le préjudice reçoive l'indemnité qui lui revient. De même, il faut demander des comptes aux cadres et aux ouvriers de la station de machines et tracteurs, lorsqu'ils effectuent peu consciencieusement leur travail.

4) L'agrandissement des parcs agricoles de machines et de tracteurs exige qu'on triple et même qu'on quadruple le nombre des cadres qualifiés dans les stations de machines et tracteurs ; quant aux cadres actuellement existants, il faut entreprendre un travail ininterrompu en vue d'élever sensiblement le niveau de leur qualification. Mais pour pouvoir éduquer les cadres et élever leur niveau, il nous faut prendre soin d'eux, et leur créer des conditions d'existence favorables.

(V) *Le secteur privé.*

1) Le Parti et toutes les organisations de base ne doivent pas oublier qu'aujourd'hui le secteur le plus important est celui de l'économie privée, individuelle, qui n'est pas suffisamment productive et qui donne constamment au capitalisme koulak la possibilité de renaître. C'est pourquoi dans les conditions actuelles de travail du Parti à la campagne, il nous faut garder en tête le précepte de Lénine : « *Avec l'appui des paysans pauvres et en alliance avec les paysans moyens, il ne faut pas interrompre un seul instant la lutte contre les koulaks* ».

2) Nous devons circonscrire de la façon la plus résolue l'élément koulak à la campagne en appliquant convenablement l'impôt progressif. Nous devons aider les paysans pauvres en leur fournissant crédits et moyens de travail, et nous devons éclairer et inciter les paysans pauvres et moyens à entrer dans la voie du

coopérativisme, seule voie du progrès des paysans travailleurs. Nous devons nous souvenir enfin que le processus du passage au coopérativisme est long et difficile.

(VI) *L'élevage.*

Parallèlement à l'accroissement du cheptel, notre tâche primordiale doit tendre à augmenter la quantité des produits de l'élevage. Nos organisations du Parti doivent faire en sorte qu'au cours des deux ou trois années à venir, soient créées toutes les conditions pour que la masse des produits de l'élevage augmente au moins de 25 %. Dans les coopératives, dans les entreprises agricoles d'État et dans celles qui sont spécialisées dans l'élevage, cette augmentation doit même être plus grande.

Mais de quelle façon pourrons-nous atteindre cet objectif ?

1) Il faut instruire et persuader les paysans de la nécessité de bien entretenir les animaux pour que ceux-ci fournissent une production supérieure. Nous devons faire en sorte que les paysans et les éleveurs leur assurent un abri durant la saison d'hiver, et la nourriture nécessaire pendant toute l'année. Il nous faut apprendre aux paysans comment préparer et mettre en valeur les aliments secs de deuxième catégorie (en les hachant, en les faisant bouillir, en les salant, etc....) et comment exploiter de la meilleure façon les pâturages. Cette mesure nous permettra d'augmenter, à elle seule, la quantité des produits de l'élevage, de 5 à 7 %.

2) Nous devons donner le plus d'extension possible à la culture des plantes fourragères, de celles qui sont consommées sur pied et des légumineuses, et parmi elles, en premier lieu, la luzerne et le trèfle. Tout retard apporté à l'extension de ces cultures entrave non seulement le développement de l'élevage, mais aussi l'application d'une technique agricole avancée et productive. La culture de la luzerne, qui est un facteur de premier ordre pour assurer une alimentation bonne et abondante, et un facteur susceptible d'augmenter la fertilité de la terre, doit arriver à couvrir, dans deux ou trois ans, une superficie de 30 à 35.000 hectares.

3) Nous devons tendre tous nos efforts pour améliorer les races du pays, lesquelles, quoique faibles actuellement, ont de rares qualités productives, qualités qui ne sont pas bien connues et qui doivent être minutieusement étudiées. Nous devons utiliser des étalons pour l'amélioration des races dans les centres de reproduction, et nous devons accroître le réseau déjà existant de ces centres ; nous devons fournir aux paysans et aux éleveurs de moutons, des spécimens de la race « rudé », afin de la répandre.

4) Nous devons limiter les pertes que subit l'élevage du fait du pourcentage élevé de la stérilité parmi les animaux, et nous devons réduire au minimum la mortalité des bêtes avant terme et des bêtes adultes ; pour cela il faut principalement apprendre aux paysans à bien entretenir le bétail et à appliquer à bon escient les prescriptions prophylactiques et curatives. Nous devons améliorer et étendre les services vétérinaires en les dotant de tous les moyens de travail nécessaires. Nous devons augmenter le nombre des laboratoires de diagnose vétérinaire et, sur la base du laboratoire vétérinaire-bactériologique, nous devons fonder un Institut d'études vétérinaires scientifiques.

5) Nous devons étudier, déceler et exploiter les ressources supplémentaires que possède notre élevage. Ainsi par exemple, en procédant à rabattage des agneaux d'un an, 1 mois V2 à 2 mois seulement plus tard qu'on ne le fait maintenant, on

aurait une augmentation de poids de 5 à 6 kgs par tête, ce qui signifie une augmentation de 15 à 20.000 quintaux de viande. Le problème de l'approvisionnement en viande est une question importante ; il peut et doit être résolu. Une aide de premier ordre peut-être apportée par la production du poisson. Nos pêcheurs doivent parvenir à pêcher 40 à 50.000 quintaux de poissons par an.

6) Il faut aider par tous les moyens les coopératives agricoles à améliorer la qualité du bétail que leurs membres ont collectivisé ou qu'ils gardent à leur service individuel, en leur fournissant des étalons pour l'amélioration de la race, en leur accordant la préférence dans les services vétérinaires-zootechniques et en leur assurant en priorité les meilleurs pâturages.

7) Nous devons améliorer sensiblement le travail dans les entreprises d'élevage ; sitôt constituées, nous devons en augmenter le nombre de têtes de bétail et en accroître la production. Nous devons assurer la rentabilité de toutes ces entreprises, créer et perfectionner les cadres définitifs nécessaires au secteur de l'élevage. Toutes tâches essentielles, qui incombent aux organisations de base du Parti.

(VII) Dans le secteur de l'économie forestière.

C'est de l'éducation du peuple, du culte de son amour d'agrandir et protéger les forêts, que dépend essentiellement le succès du relèvement et du développement ultérieur de l'économie forestière. Nos efforts sont donc indissociables de ceux de notre peuple.

1) Il faut organiser soigneusement l'administration de l'économie forestière du pays. Il faut achever l'inventaire des forêts. Il faut étudier attentivement la capacité de nos forêts et les possibilités de les exploiter sans porter préjudice au capital forestier de notre pays.

2) Il faut prendre des mesures concrètes pour le renouvellement des forêts endommagées par l'occupation, de façon qu'en 8 ou 10 ans on ait assuré le reboisement complet de ces superficies. A cette fin il nous faut agrandir les pépinières déjà existantes et, si c'est nécessaire, en créer de nouvelles. Nous devons assurer la protection des forêts, éviter les coupes abusives et appliquer toutes les méthodes forestières techniques susceptibles d'accroître et d'entretenir les forêts.

3) Nous devons perfectionner le travail de nos scieries en les équipant de meilleurs moyens techniques. Nous devons élever le rendement et améliorer les conditions d'existence des travailleurs de la forêt. Il faut effectuer parmi eux un sain travail d'éducation politico-culturelle. Il faut mobiliser les ouvriers et tous les travailleurs des scieries pour qu'ils réalisent et dépassent le plan de production, puisque de l'accomplissement et du dépassement de ce plan dépend l'accomplissement d'un autre plan, du plan de nombreuses constructions nouvelles.

(VIII) Des cadres spécialisés en agriculture.

1) Le rôle des cadres qualifiés et consciencieux est un important facteur d'amélioration de l'agriculture. C'est seulement grâce à de tels cadres qu'on peut atteindre de hauts niveaux de production, et qu'on peut éduquer la paysannerie et l'acheminer dans la voie du coopérativisme socialiste.

Quelles sont les tâches qui se posent au Parti dans ce grand travail d'éducation de cadres spécialisés ?

1) Il faut effectuer une révision des programmes que nous suivons actuellement dans les écoles et les cours agricoles. Il faut en éliminer toutes les parties nuisibles, copiées de l'étranger, et qui ne sont pas conformes à notre esprit et à notre voie. Il faut extirper les points de vue antimatérialistes fondés sur les conceptions de Mendel, Morgan, Weismann.

Il faut enrichir les programmes des sains enseignements du génial Mitchourine et de l'académicien Lyssenko. Il faut susciter chez les élèves la curiosité, l'amour des études qui peuvent leur permettre de s'assimiler les œuvres de Mitchourine et Lyssenko (qui doivent être traduites le plus tôt possible en notre langue).

Il faut effectuer un grand travail d'éducation politique des élèves, en développant chez eux l'amour et la fidélité envers notre Parti et notre peuple.

2) Il faut que les éducateurs des écoles acquièrent dans des cours spéciaux et des séminaires la pratique qui leur permettra de comprendre et de s'assimiler les enseignements de la science matérialiste de Mitchourine et de Lyssenko. Nous devons accroître systématiquement chez les éducateurs leur intérêt pour les grandes œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline.

3) Il faut que les agronomes, les vétérinaires, les zootechniciens, les ingénieurs des forêts et le personnel des laboratoires s'assignent la tâche d'étudier et de s'assimiler les enseignements de Mitchourine et de Lyssenko, et de les mettre immédiatement en pratique, condition de l'amélioration rapide de notre agriculture et notre élevage.

4) Nous devons prendre soin de nos cadres techniques de l'agriculture, nous devons comprendre l'importance du rôle de ces cadres et les aider à résoudre leurs problèmes économiques, sociaux et culturels. Nous devons stimuler et rétribuer convenablement ceux qui se distinguent au travail. Nous devons soutenir et donner de l'impulsion aux nouvelles méthodes de travail qu'ils inventent, et leur fournir toutes possibilités de faire des expériences et des essais. Il faut créer des cadres avec les plus progressistes et leur confier les responsabilités qu'ils méritent.

Camarades,

Telles sont les grandes tâches que les travailleurs de l'agriculture doivent à partir d'aujourd'hui accomplir. Nous estimons que si ces tâches, certes, sont difficiles, elles peuvent, grâce à la volonté, à l'abnégation et au courage que le Parti et le peuple travailleur tout entier mettent à leur accomplissement, grâce au travail de direction du Parti, — elles peuvent être réalisées.

En fonction de quoi, ce n'est pas seulement l'agriculture qui progressera, mais aussi notre pays tout entier.

LE COMMERCE

Lors de la libération de l'Albanie, le pays portait de graves blessures de guerre. Le commerce devait jouer un rôle important pour l'en guérir ; il fallait assurer le pain du peuple, il fallait l'approvisionner en articles de première nécessité, il fallait arrêter l'élan de la spéculation, il fallait frapper le secteur privé qui suçait le sang du peuple, il fallait mettre sur pied et renforcer le secteur d'État, en matière de commerce comme ailleurs. Notre gouvernement démocratique prit immédiatement les mesures qui s'imposaient.

LE SECTEUR D'ÉTAT DU COMMERCE

On constitua l'organisme para-étatique des céréales qui commença à effectuer leur stockage. Les premières fournitures de céréales de l'Union soviétique arrivèrent en notre pays. Après le cinquième Plénum, nous avons démasqué et condamné la ligne fausse qui avait été donnée au règlement des questions commerciales par l'opportuniste, le valet de la bourgeoisie Seïfoulla Maleuchova. Le Parti prit les mesures nécessaires et achemina l'économie dans la voie du socialisme.

Nous avons appliqué de lourds impôts, ordinaires et extraordinaires. Au mois d'avril 1946, nous avons commencé de bloquer et de nationaliser les marchandises dont disposaient les gros commerçants.

Nous avons mis sur pied et organisé le secteur d'État et celui des coopératives, et engagé une lutte opiniâtre contre le secteur privé, soit par une répartition plus équitable des approvisionnements qui favorisait la population, soit par d'autres moyens.

Le commerce de gros passa tout entier aux mains de l'État. Le réseau privé du commerce de détail fut en grande partie liquidé et limita son activité. A jeter un coup d'œil sur le chiffre d'affaires total de la consommation directe des années 1946—1947, on se rend clairement compte de l'accroissement du secteur d'État.

En 1946, le chiffre d'affaires de la consommation directe atteignait approximativement, 6.100.000.000 de leks ; ce chiffre se décompose, dans les différents secteurs, de la façon suivante :

Secteur d'État	Secteur des coopératives	Secteur privé
835.728.000 de leks	207.500.000 de leks	.904.924.000 de leks

Tandis qu'en 1947 le chiffre d'affaires de la consommation directe, qui s'élevait à 5.500.000.000 de leks, se décomposait approximativement, dans les différents secteurs, de la façon suivante :

Secteur d'État	Secteur des coopératives	Secteur privé
2.538.000.000 de leks	984.000.000 de leks	1.977.796.000 de leks

Au cours des années 1946—1947, les marchandises qui furent produites dans le pays, les produits de nos industries et les stockages divers ont permis d'effectuer le ravitaillement du peuple et des centres de travail, et de satisfaire certains besoins urgents. Mais on aurait pu faire davantage en combattant les irrégularités dans la répartition des marchandises. L'absence d'arrivages de marchandises en provenance de Yougoslavie a provoqué de grands vides dans l'approvisionnement du peuple, de sorte que nos masses travailleuses ont dû supporter de sévères privations. Cette situation a sérieusement affecté le marché des produits agricoles.

Le problème du commerce est d'une grande importance parce qu'il est directement lié à la vie de notre peuple, au développement ultérieur de notre économie. C'est pourquoi le Parti et les travailleurs doivent porter beaucoup d'attention à ce secteur. Il faut renforcer, organiser et amplifier le réseau commercial, afin de lui faire rendre le plus de services possible au peuple. Nos cadres doivent acquérir le plus d'expérience possible, ils doivent se spécialiser le

plus parfaitement possible et s'acquitter consciencieusement des tâches qui leur sont assignées.

Il faut ravitailler en premier lieu les centres de travail et les meilleurs travailleurs de notre pays. Ceux qui fournissent le plus à la société doivent en recevoir le plus.

Nos organismes doivent exercer un contrôle continu sur le marché privé ; ils ne doivent en aucune façon y permettre la spéculation ; mais il faut étudier avec soin toute mesure de limitation qu'on projette contre lui.

Il faut déployer de plus grands efforts afin de faire baisser le plus possible les prix des articles de consommation destinés au peuple.

Ayant en vue la perspective du développement de l'économie et afin de faire face aux besoins essentiels du peuple, notre Parti a érigé également en système la question du stockage de certains produits de l'agriculture et de l'élevage. Les stockages de produits ont eu leur côté positif ; ils ont contribué à satisfaire les besoins du peuple, et ceux de notre industrie ; ils ont aussi procuré des quantités de marchandises pour l'exportation. Dans le cadre des mesures de stockage, on a utilisé et appliqué des méthodes et des systèmes divers ; certains ont été assez progressistes, mais il ne faut pas passer sous silence qu'ici on a commis aussi des erreurs, soit dans la façon dont les problèmes ont été posés en haut, soit dans leur réalisation pratique. Dans ce secteur aussi, l'influence des trotskistes yougoslaves nous a fait entrer dans une impasse, par leur insistance à nous faire appliquer certaines méthodes et mesures. Il en est qui ne considèrent pas les stockages comme un système équitable et inséparable de notre mouvement vers le socialisme ; d'autres ont élaboré des plans aux proportions exagérées, par conséquent irréalisables, et ont fait fausse route dans leur application.

Le Parti doit consacrer l'attention nécessaire à la question du stockage des produits, tant dans la compréhension du problème lui-même, que dans la façon dont le plan d'État est conçu et réalisé, et dans les relations avec la campagne et les paysans, — de sorte que les stockages deviennent un facteur important d'augmentation de la production, un moyen d'encourager le plus possible la paysannerie dans la circulation de ses produits et de faire disparaître les contradictions entre la campagne et la ville ; en même temps nous devons isoler l'élément ennemi et koulak, l'empêcher de créer des obstacles, et le combattre sans merci.

Notre commerce extérieur revêt également une grande importance.

En 1945, nous avons établi nos premières relations avec l'Union soviétique ; elles ont constitué une grande aide pour notre peuple. Dans les conditions difficiles de l'après-guerre, nous avons reçu de l'Union soviétique des céréales et des marchandises en quantités suffisantes pour couvrir les besoins de notre industrie et de notre agriculture. Les relations équitables que nous avons établies avec l'Union soviétique furent par la suite faussées par l'influence néfaste et par la ligne de conduite rapace et colonialiste de la direction trotskiste yougoslave, qui a systématiquement travaillé à nous isoler, dans ce secteur comme ailleurs, de l'Union soviétique et des démocraties populaires sœurs, en nous imposant de développer tout notre commerce d'exportations et d'importations seulement avec la Yougoslavie.

Notre République populaire entretient à l'heure actuelle des relations commerciales, en premier lieu avec l'Union soviétique et avec les autres États de démocratie populaire, tels que la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, etc. Les premières fournitures de céréales provenant de l'Union soviétique nous ont sauvés d'une situation difficile. Nos bonnes relations avec tous ces pays faciliteront le développement et le renforcement de notre économie.

Nous importerons de l'Union soviétique des articles de première nécessité pour la consommation, et des machines diverses destinées à l'édification de notre industrie et au développement de notre agriculture. Nous exportons les produits du sous-sol que nous ne sommes pas en état de transformer dans notre pays, ainsi que le surplus de nos produits agricoles et de nos produits d'élevage. Nous devons nous efforcer d'augmenter le volume des articles que nous exportons actuellement, et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous procurer de nouveaux articles, une grande quantité de devises nous étant nécessaire pour faire face à nos importations.

LES COOPÉRATIVES

La prise du pouvoir par le peuple créa pour les masses travailleuses de la ville et de la campagne les conditions favorables à la constitution de leurs organisations coopératives, qui les sauveraient de l'exploitation des spéculateurs et des intermédiaires du marché noir. Ces organisations ont trouvé l'appui direct du pouvoir populaire et de notre Parti.

Après la libération furent créées en premier lieu les coopératives de consommation, et ultérieurement les coopératives de vente et d'achat ; elles ont eu pour tâche d'organiser la répartition des denrées alimentaires et des articles industriels, de créer de nouveaux produits agricoles et produits d'élevage, qu'elles fabriquaient ou conservaient, de lutter pour la diminution des prix de revient, pour l'amélioration des conditions d'existence des masses travailleuses des villes et de la campagne, et de mener avant tout une lutte résolue contre le secteur privé spéculateur. Les larges masses des villes ont trouvé auprès de ces organisations un appui effectif pour l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Malgré l'influence nuisible des Yougoslaves, les coopératives se sont développées de façon satisfaisante et agrandies au cours de ces dernières années. Actuellement dans toutes les villes de notre pays, il y a des coopératives de consommation et des unions de coopératives. Les coopératives de consommation comptent 31.057 membres et englobent 158.429 personnes.

Les coopératives de vente et d'achat à la campagne ont d'abord orienté leur activité vers la *répartition* des articles industriels ; par la suite, elles ont pratiqué et étendu l'accumulation des produits agricoles et de ceux de l'élevage. A présent les coopératives de vente et d'achat englobent 66 % de notre population paysanne. La rapidité avec laquelle ces coopératives se sont constituées et étendues, traduit le solide appui que ces organisations ont trouvé parmi les masses travailleuses de la campagne.

L'activité des coopératives aurait été encore plus grande et leur rôle aurait été encore plus positif si elles avaient été bien approvisionnées. Elles auraient ainsi satisfait mieux les besoins du peuple et auraient favorisé davantage l'accumulation des produits agricoles et de ceux de l'élevage.

Il y a, dans ce secteur, d'autres lacunes encore. Les coopératives de consommation dans les villes et celles de vente et d'achat à la campagne sont considérées comme de simples magasins de vente et non pas comme des organismes économiques des masses elles-mêmes. Les coopératives de consommation et celles de vente et d'achat doivent mener une âpre lutte contre le secteur privé, et jouer un rôle actif dans le renforcement de notre nouvelle économie. Elles doivent être aidées et encouragées dans toutes leurs activités par le grand secteur d'État, et doivent prendre plus d'importance dans toutes les localités.

L'INSTRUCTION POPULAIRE ET LA CULTURE

Le socialisme et la démocratie engendrent une culture supérieure à la culture capitaliste. Le socialisme est destiné à créer l'abondance, non seulement sur le plan matériel, mais aussi sur le plan intellectuel, par l'entremise d'une culture qui doit nourrir de son contenu idéologique supérieur le peuple tout entier, tous les travailleurs de la société socialiste.

Les hommes de la société socialiste, comme nous renseignent les classiques du marxisme-léninisme, doivent être des hommes cultivés, ayant des idéaux élevés, des aspirations et des goûts culturels et moraux supérieurs ; ils doivent se tenir à un niveau plus élevé que les hommes de la civilisation bourgeoise, non seulement du point de vue moral, mais aussi du point de vue intellectuel.

Le Parti communiste d'Albanie, dès le lendemain de la libération de notre pays, a suivi, dans la question du développement de la culture et de renseignement, la grande voie de l'expérience du Parti bolchévik de Lénine et Staline, la voie de la grande Union soviétique.

Peu de temps avant la Révolution d'octobre, en 1913, Lénine rapportait que la Russie tsariste était l'un des pays les plus arriérés de l'Europe du point de vue culturel ; dans la Russie tsariste, « les quatre cinquièmes des enfants d'âge scolaire sont privés de l'école, de la lumière et du savoir » — écrivait Lénine. Après la Révolution d'octobre, les génies de Lénine et Staline firent de l'U.R.S.S. un des États les plus évolués du monde au point de vue culturel. Lénine disait :

« Les masses travailleuses marchent vers le savoir, car elles savent que celui-ci est indispensable à la victoire »... « Auparavant — disait-il — toute la pensée humaine, tout son génie créateur s'exerçaient uniquement pour donner à certains tous les avantages de la technique et de la culture, et pour laisser les autres privés du bien le plus précieux, renseignement et l'éducation. Tandis qu'à présent tous les miracles de la technique, toutes les victoires de la culture deviendront le patrimoine du peuple tout entier. Jamais plus l'esprit et le génie de l'homme ne reviendront aux moyens de violence, aux techniques d'exploitation ».

Et nous constatons en effet que la culture soviétique qui se développe sur la base de l'idéologie progressiste du marxisme-léninisme, est une force colossale entre les mains des masses travailleuses, dans leur lutte pour la paix et pour l'édification du communisme.

Le peuple albanais a été maintenu pendant des siècles dans les ténèbres et l'ignorance. Durant 500 ans, les Turcs se sont comportés en Albanie comme s'ils étaient les maîtres du pays en y semant leur propre « culture ». Les Turcs furent

ensuite remplacés par les impérialistes des autres États, et ensuite par les occupants fascistes italo-allemands. Notre peuple, qui se trouvait sous le joug des brigands impérialistes et de la clique féodale antipopulaire de Zogou, n'eut aucune possibilité de créer et de développer sa propre culture, son art, sa musique et sa littérature nationale.

Plus de 80 % de la population de l'Albanie était illettrée. Afin que les enfants des paysans ne puissent pas entrer à l'école secondaire où s'instruisaient seulement les enfants des classes privilégiées, l'école primaire dans les villages était quadriennale, tandis que dans les villes l'enseignement primaire durait cinq ans, et donnait donc aux élèves la possibilité de poursuivre leurs études dans les écoles secondaires.

Les taxes scolaires élevées, les droits d'inscription aux concours et autres charges financières empêchaient les enfants des masses travailleuses d'accéder aux écoles secondaires.

Dans l'ancienne Albanie l'instituteur était un individu méprisé. Aux termes d'une circulaire du ministère de l'instruction publique de l'année 1938, le contrôle du travail effectué à l'école était assigné au gendarme illettré, qui était également chargé de surveiller la conduite des instituteurs.

Dans chaque région l'enseignement élémentaire était réglementé d'une façon spécifique ; aussi n'est-ce pas par hasard que, dans la circonscription de Ghirokastra, par exemple, on comptait à l'école 88 élèves (dont 55 garçons et 33 filles) par 1000 habitants. Et à Chkodra, le centre le plus réactionnaire, il y avait, par 1.000 habitants, 17 élèves dont une fille.

De 1920 à 1939, soit en 18 ans, le nombre des écoles en Albanie ne s'était accru que de 190 écoles primaires. En 1939 on comptait, en Albanie, cinq bibliothèques, possédant 25.000 volumes ; toutefois ces livres, dont le contenu en faisait dans la plupart des cas des ouvrages antipopulaires, pouvaient servir seulement aux intellectuels bourgeois et aux représentants des classes privilégiées.

Telle était la situation dans l'Albanie du passé.

Depuis la fin de la guerre de libération nationale, depuis la consolidation du nouvel ordre démocratique populaire, la place du travail culturel éducatif en Albanie acquiert toujours une plus grande importance. Au premier plan, viennent les problèmes du développement de l'enseignement, de l'éducation idéo-politique des masses populaires, le souci de doter celles-ci de la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste. L'accomplissement de ces tâches exige du peuple d'Albanie un grand effort créateur, et la détermination de surmonter de sérieuses difficultés.

De quelle façon ont été résolus les problèmes du développement culturel de notre pays dans la période qui vient de s'achever, et quels résultats avons-nous obtenus ?

L'INSTRUCTION POPULAIRE

Comme on sait, le fondement du développement de la culture est avant tout l'organisation de l'enseignement populaire. Les fondateurs du marxisme-léninisme ont toujours considéré l'école comme l'arme la plus importante de la lutte pour la libération des masses travailleuses. Le marxisme-léninisme a démasqué depuis longtemps la légende hypocrite de l'enseignement et de l'école apolitiques, qu'on a prétendu se tenir au-dessus des classes et des partis.

« L'enseignement — dit le camarade Staline, — est une arme dont l'effet dépend

de celui qui la détient et de la question de savoir qui on doit en frapper ».

« Notre travail dans le domaine de l'école — disait Lénine en 1918 — est aussi un effort en vue de renversement de la bourgeoisie ; nous affirmons ouvertement que l'école en dehors de la vie, en dehors de la politique, n'est que mensonge et hypocrisie ... »

Dans les directives données par les principaux documents de Lénine et de Staline, nous constatons que les tâches de l'enseignement sont définies comme transformation de l'école, d'arme de la domination de classe de la bourgeoisie qu'elle est, en arme pour l'élimination complète de la division de la société en classes, en arme pour la transformation communiste de la société qu'elle doit être.

Dans son discours génial sur le programme du Congrès du Komsomol en 1920, Lénine a souligné la distinction de principe qui existe entre l'école soviétique et l'ancienne école, celle de l'époque qui a précédé la révolution, et il a démontré la nécessité d'une exploitation critique de l'ancienne culture.

Lénine insistait sur l'importance d'une assimilation systématique et constante des connaissances ; « l'homme ne pourra devenir communiste — disait Lénine — que lorsqu'il aura enrichi son esprit de la connaissance de toutes les richesses qu'a créées l'humanité... ».

Pour qu'il n'y eut pas de séparation entre la science et la vie, entre la théorie et la pratique. Lénine demandait que l'enseignement fût réglementé d'une façon telle qu'il apprît à la jeunesse à appliquer dans la vie les connaissances acquises et à prendre une part active à l'édification de la vie nouvelle.

L'école doit servir de véhicule aux idées et aux principes de la politique du Parti, à ses tâches et à ses buts, parmi les masses travailleuses, elle doit enraciner les nouveaux principes socialistes d'éducation, elle doit éduquer les enfants de toutes les couches sociales, de toute la population, sur la base de ces principes, elle doit combattre toutes les idéologies qui nous sont étrangères et toutes les influences étrangères sur les enfants — telles sont les principales directives de la science marxiste-léniniste dans les questions de renseignement ; nous ne devons pas les perdre de vue.

Où en sont les choses dans le domaine de l'instruction populaire ?

(I) Notre première tâche consistait à assurer l'instruction, en commençant par l'échelon le plus bas, l'école primaire, pour arriver à rétablissement d'enseignement le plus élevé, et à la mettre entièrement à la portée du peuple.

L'instruction a été rendue gratuite et mise à la portée de toutes les masses travailleuses, sans distinction de sexe, de situation matérielle, de religion, libérée qu'elle est des préjugés et des croyances futiles.

Le réseau des écoles et le nombre des élèves se sont accrus impétueusement.

En 1938, il y avait 643 écoles primaires, dans lesquelles s'instruisaient moins d'un quart des enfants d'âge scolaire, soit environ 52.024 ; encore ceux qui finissaient leurs études étaient-ils très peu nombreux, tandis qu'en 1945, c'est-à-dire dans la première année qui suivit la libération de l'Albanie, nous comptons 928 écoles primaires avec 78.000 élèves ; en 1947 le nombre des écoles fut porté à 1.755, le nombre des élèves à 140.000 ; et en 1948 les écoles ont atteint le chiffre de 1.893.

De même, le réseau des écoles primaires supérieures de sept ans et des écoles secondaires s'est considérablement accru ; en 1948 nous comptons 107 écoles de sept

ans, 18 écoles secondaires. Dans certaines régions montagneuses on ouvre des écoles d'été ; on utilise le système des instituteurs ambulants dans ceux des centres habités où n'existe pas de possibilité d'ouvrir des écoles.

Durant ces dernières années, on a construit des centaines d'édifices scolaires nouveaux. Pour les enfants habitant loin des écoles, on ouvre des internats où les élèves, dont le lieu de naissance ne possède pas d'écoles, ont une place assurée grâce aux bourses de l'État.

Les conditions favorables qui ont été créées, à la suite de la libération de l'Albanie, pour le développement de l'instruction populaire ont ouvert les perspectives d'une des victoires les plus importantes de la révolution culturelle : l'enseignement élémentaire obligatoire général dans les villes et à la campagne.

Dans le discours au 16ème Congrès du P.C.(b), le camarade Staline disait : « La chose essentielle est de passer à l'enseignement élémentaire obligatoire général. Ce serait là le pas décisif dans la question de la révolution culturelle ». En 1947-1948, sur 2.602 centres habités de l'Albanie, l'enseignement élémentaire obligatoire général a été appliqué dans 2.378, c'est-à-dire à 93,7 %. C'est là une grande réalisation de notre peuple.

Un clair témoignage du grand soin que l'État apporte à l'instruction populaire, ce sont les fonds destinés aux besoins de la culture et de l'instruction publique. Pour l'année scolaire 1938-1939, on avait affecté à l'enseignement populaire 2.735.000 francs sur un montant général de dépenses pour les besoins culturels de 3.727.850 francs ; sur cette somme on n'avait alloué aux écoles de villages qui intéressaient 82 % de toute la population que 1.298.000 francs, tandis que pour les seuls frais de la cour de Zogou, on accordait 678.000 francs.

En 1946, le pouvoir populaire dépense pour l'instruction populaire 47.929.418 francs, soit 86.272.938 leks.

Pour une année et neuf mois, en 1946-1947, 310.681.881 leks sont affectés à l'instruction populaire et à la culture ; le chiffre de ces dépenses s'accroît encore en 1948 ; bien vite aussi le caractère des dépenses d'enseignement fut modifié ; à présent on prévoit des chapitres entièrement nouveaux dans les dépenses — pour la sécurité matérielle des élèves, pour le travail scientifique, pour l'équipement des établissements d'enseignement, pour les textes, pour les moyens techniques nécessaires à l'enseignement, pour d'autres destinations encore.

(II) L'ancienne école n'acceptait pas le principe de l'école unique. A côté des gymnases d'État existaient des gymnases privés ; il y avait des pro-gymnases, des écoles primaires, des écoles religieuses, etc., et la durée de la scolarité variait d'une école à l'autre, sans qu'il y eut d'unification entre les diverses écoles. Les écoles se trouvaient sous l'influence des impérialistes de tel ou tel type et des groupes réactionnaires anglais, français, italiens, catholiques, musulmans, etc.

Les programmes n'étaient pas obligatoires pour les écoles et ils n'étaient jamais réalisés ; chaque enseignant utilisait les textes qui lui plaisaient.

L'école populaire se devait d'adopter le principe de l'école unique.

Notre système d'enseignement populaire, après la réforme de 1946-1947, donne à chaque citoyen du pays la possibilité de parfaire son instruction en fréquentant sans entraves toutes les écoles, depuis celles du degré inférieur jusqu'aux écoles supérieures. On a établi un type unique d'école primaire, avec une scolarité de

quatre ans ; l'école de sept ans inclut les quatre années de l'école primaire ; et l'enseignement secondaire s'étend sur quatre ans. L'âge scolaire minimum a été fixé à 7 ans.

Les programmes ont été unifiés ; ils constituent la loi de la vie scolaire, et sont uniques pour une matière ou une classe donnée.

Les programmes de l'école actuelle prévoient pour les élèves des connaissances plus approfondies, plus vastes et plus variées que celles qui étaient enseignées dans l'ancienne école.

La science, l'unité de la théorie et de la pratique qui éduquent l'homme et l'élèvent à un niveau idéologique supérieur, — sont les principes essentiels et les signes distinctifs de la nouvelle école que nous sommes en train de créer.

En supprimant l'enseignement des matières superflues : la religion, la langue latine, le grec ancien, la science « sur la vie », etc. ... on a apporté un plus grand soin à l'enseignement approfondi de la langue maternelle et de la littérature, des mathématiques, de la physique, de la chimie, de l'histoire, de la géographie, de la biologie, de la Constitution.

Pour la présente année scolaire, dans toutes les écoles secondaires a été introduit l'enseignement du marxisme-léninisme et de la langue russe. En chaque matière, et compte tenu de son caractère spécifique, on forme chez l'élève la conception dialectique-matérialiste du monde, et on exerce ses facultés de raisonnement dialectique.

Une partie essentielle de l'enseignement et de l'éducation s'effectue en dehors de la classe, en dehors de l'école, par le travail des élèves eux-mêmes, ce qui n'existait pas dans l'ancienne école.

Le travail en dehors de la classe et de l'école est un élément important de l'éducation communiste des enfants, il complète et développe les connaissances que les élèves ont acquises durant les heures de classe, il fournit aux élèves les rudiments du travail social, il les tient à l'écart du mauvais chemin et de la mauvaise conduite.

(III) L'un des principaux problèmes posés dans le domaine de l'enseignement populaire était celui de la réorganisation radicale de l'école, du renouvellement des principes qui régissaient toute son activité, du changement de son contenu idéologique, il fallait que l'école devînt révolutionnaire de façon authentique et fût régie par des principes absolument distincts de ceux de l'école de l'État bourgeois.

« ... A la place de l'enseignement ancien, dit Lénine, et de la méthode ancienne qui consistait à faire apprendre par cœur, d'inutiles exercices désuets, nous devons nous efforcer d'assimiler l'ensemble des connaissances humaines et de nous les assimiler de telle sorte que le communisme ne soit pas en vous une idée du genre de celles qui sont apprises par cœur, mais qu'ils soit l'objet de vos réflexions, qu'il aboutisse à des conclusions telles qu'elles soient rendues inévitables par l'enseignement actuel. »

A l'école incombent des tâches historiques : éduquer des hommes qui soient développés à tous égards, pourvus d'une instruction supérieure, forts d'une fidélité illimitée envers leur patrie *et* le peuple, et capables de lier la théorie à la pratique et d'appliquer leurs connaissances dans la vie.

Il va de soi que l'école ne peut résoudre ces problèmes si elle ne | refond pas de

façon radicale le contenu de son propre travail.

« Avec la transformation de la vieille société capitaliste — a dit Lénine dans son discours au 5ème Congrès du Komsomol — la science, l'éducation et l'instruction des nouvelles générations, qui créeront la société communiste, ne peuvent plus rester ce qu'elles étaient dans le passé ».

L'école est appelée à former un homme nouveau, délivré de la psychologie asservissante de la société capitaliste, un homme à la volonté inébranlable, honnête, qui ne craint pas les difficultés et qui saura les surmonter.

Pouvons-nous donc construire de cette façon ?

Durant les années qui viennent de s'écouler un grand travail a été effectué dans ce sens ; on a élaboré et fourni aux écoles de nouveaux programmes, des textes, une orientation méthodique quant à la façon d'enseigner ; on a organisé le travail avec le personnel enseignant ; on a modifié son mode de contrôle.

Toutefois ce travail vient à peine de commencer, et jusqu'à ce jour il a peu avancé.

La qualité de l'enseignement et le travail d'éducation des écoles se situaient encore à un niveau idéologique et scientifique très bas ; et les principales causes en sont la faiblesse de l'enseignement idéologique et scientifique, ainsi que de la préparation méthodique du corps enseignant.

L'une des conditions décisives de la qualité du travail des écoles, c'est en effet le problème des cadres pédagogiques.

« L'éducateur du peuple, a dit Lénine, doit s'élever chez nous à un niveau tel qu'il ne l'a jamais atteint, ne peut l'atteindre et ne pourra jamais l'atteindre dans la société bourgeoise ... »

Le camarade Staline, mettant en relief la haute importance du rôle des instituteurs, a souligné :

« La phalange des éducateurs du peuple constitue l'une des unités les plus utiles de la grande armée des travailleurs de notre pays qui sont en train d'édifier une vie nouvelle, sur les bases du socialisme. »

A l'enseignant a été confié le travail le plus sacré, le plus précieux : l'éducation de la nouvelle génération qui est en train de grandir, et *qui* aura l'heureuse fortune de réaliser la grande œuvre de l'émancipation des travailleurs. Notre principal problème consiste donc à élever le niveau de l'enseignement, à en faire notre premier auxiliaire, à libérer l'enseignant des vieux préjugés dans lesquels il a été éduqué, et en premier lieu de la revendication hypocrite de l'école apolitique.

La plupart de nos instituteurs sont venus à l'école après la libération de l'Albanie. En 1938-1939, le nombre de nos instituteurs n'était pas supérieur à 1.400. Sur les 3.100 instituteurs d'écoles primaires, qu'on compte aujourd'hui, 800 seulement ont reçu une instruction secondaire, environ 1.000 d'entre eux n'ont reçu qu'une instruction primaire, et le nombre des instituteurs qui n'ont reçu qu'une instruction scolaire de 7 années ou de 2 ou 3 classes de l'enseignement secondaire s'élève à plus de 1.300. Sur les 143 enseignants des écoles secondaires, 48 seulement ont reçu une instruction supérieure complète ou partielle.

Étant donné cette situation et comme notre développement pédagogique et politique est limité, il est nécessaire de déployer de grands efforts pour remédier à cet état de choses. Le ministère de l'instruction publique doit organiser la formation

par correspondance de ceux des membres du personnel enseignant qui n'ont pas reçu l'instruction nécessaire; de même il faut donner toute l'aide pédagogique voulue au corps enseignant et le faire profiter de la riche expérience de l'école soviétique. Par ailleurs le ministère de l'instruction publique et les comités exécutifs n'ont pas accordé une attention suffisante aux conditions d'existence et aux besoins du personnel enseignant. Les organisations locales du Parti ne se sont pas soucies de l'éducation politique quotidienne du personnel enseignant, ou bien s'en sont trop peu occupées.

Notre Parti doit exiger avec insistance de ses organisations locales et du ministère de l'instruction publique, qu'il soit apporté une amélioration décisive et rapide à tout le travail de préparation et d'éducation des cadres pédagogiques.

L'enseignant albanais doit se faire une idée claire et consciente des principes essentiels de l'école nouvelle, en se basant sur l'expérience de l'école soviétique ; il doit apprendre le russe, il doit participer activement au grand travail social, politique et culturel qui est lié à l'instruction du peuple, et il doit gagner l'affection et le respect de notre peuple.

Il faut tout d'abord faire comprendre aux enseignants qu'il n'est pas possible d'éduquer l'homme qui a atteint une maturité politique dans sa façon de raisonner, dans ses idéaux et dans son travail, sans maintenir des liens étroits avec la réalité qui l'entoure, sans se tenir informé des problèmes qui se posent à nous. C'est au cours de la lutte même qu'il faut éduquer les convictions politiques et les points de vue : il faut combattre les opinions qui sont étrangères à l'idéologie socialiste, aux points de vue du peuple, et toutes les attitudes malsaines et réactionnaires qui pourraient subsister dans le raisonnement des élèves. Dans tous les secteurs de l'éducation, les élèves doivent se faire une idée claire des avantages de l'ordre politique existant en Albanie et des perspectives socialistes de leur affranchissement, du caractère progressiste et révolutionnaire des idées qui éclairent la voie sur laquelle sont en train d'avancer l'Union soviétique et les peuples des démocraties populaires, en mettant l'accent sur l'humanisme grandiose de ces idées ; et il faut en même temps dévoiler aux yeux de la jeunesse toute la pourriture de l'ordre bourgeois capitaliste, le caractère mensonger de ses idées, le mensonge que constitue l'éloge de la démocratie capitaliste ; il faut combattre, afin de la faire disparaître de chez nous, la « culture » bourgeoise de l'Europe occidentale.

De même l'organisation de l'enseignement professionnel et technique présente une importance exceptionnelle. L'absence de cadres qualifiés constitue l'une des difficultés sérieuses que rencontrent l'édification et le développement de notre pays.

Outre les 815 étudiants qui poursuivent leurs études dans des établissements d'enseignement supérieur hors de notre Patrie, en Union soviétique et dans les pays amis de démocratie populaire, il y a lieu de rappeler la fondation, pour la première fois dans notre pays, d'un Institut pédagogique supérieur qui comporte des sections de langues et de littératures, de mathématiques, d'histoire, de physique, de biologie, de géographie et de chimie.

Après la libération ont été créées et développées des écoles secondaires professionnelles techniques. Nous avons à présent l'école technique de Tirana avec 488 élèves, le « technicum » financier-économique avec 211 élèves, le « technicum »

des géomètres avec 61 élèves, l'école des arts et de la musique avec 111 élèves, l'école sportive avec 31 élèves, l'institut médical avec 54 élèves et l'institut agricole avec 230 élèves. En outre, 703 élèves sont en train de passer dans 8 écoles professionnelles, avec une durée de scolarité de deux à trois ans (agricoles, industrielles, etc.).

La liquidation de l'analphabétisme et l'instruction des adultes sont également d'une importance exceptionnelle. Comme on le sait, dans l'Albanie ancienne la proportion des illettrés atteignait 83 % de la population totale. Durant les années qui viennent de s'écouler, un vaste travail a été effectué dans le but d'éliminer l'analphabétisme avec la collaboration des organisations de masses. En 1945-1946, le nombre des illettrés, entre 14 et 40 ans, était d'environ 317.000. Durant l'année 1947-1948, 233.342 personnes se sont inscrites aux cours contre l'analphabétisme. Sur ce nombre, 109.189 personnes ont reçu une instruction effective.

Il y a lieu de croire que, sans sous-estimer ces bons résultats, on peut et on doit, grâce à un travail mieux organisé, obtenir davantage, compte tenu, aussi bien, du grand désir et de l'enthousiasme dont font preuve les masses pour s'instruire.

Outre les cours contre l'analphabétisme, un réseau d'écoles du soir pour les adultes a été également créé.

En 1946, 10.010 personnes ont fréquenté ces écoles.

En 1947-1948, on comptait 570 écoles primaires du soir avec 21.350 élèves, 26 écoles de sept ans avec 2.069 élèves et trois écoles secondaires avec 338 élèves.

Il reste que, dans le fonctionnement des écoles, bien des défauts sont à relever et que ni nos organisations du Parti, ni les organismes de renseignement populaire, ni les organisations de masse n'ont consacré à cette question tout le soin voulu.

Pourtant l'éducation physique et morale des enfants est devenue une question sociale qui intéresse tout l'État et tout le Parti. Pour la première fois dans notre histoire on attache de l'importance à l'organisation de l'éducation parascolaire des enfants. L'organisation du réseau des instituts parascolaires, tels que les jardins d'enfants, etc..., résout l'important problème de la participation de la femme à la production, et crée des fondements solides pour l'éducation intellectuelle et physique des enfants.

Je voudrais dire quelques mots sur la direction du travail dans l'enseignement populaire.

Le grand défaut du travail du ministère de l'instruction publique, réside dans le fait que les dirigeants et le personnel de l'enseignement populaire n'ont pas assimilé avec sérieux l'une des thèses bien connues de Lénine, sur le travail de direction ; ils ne savent pas discerner les problèmes essentiels et décisifs, ceux dont dépend le succès de tout le travail, et ils ne savent pas diriger l'attention des masses des travailleurs de l'enseignement. Ils s'occupent trop des menues questions quotidiennes, ils ne réfléchissent pas et ne s'attachent pas, comme ils le devraient, aux problèmes politiques et pédagogiques principaux ; ils font preuve d'une certaine indifférence pour l'instruction des masses, ils ne prennent pas en considération et n'exploitent pas l'expérience des enseignants et des écoles progressistes.

Tout cela provient de ce que les dirigeants de l'enseignement populaire n'étudient pas à fond et de façon continuelle la théorie marxiste-léniniste, les œuvres classiques du marxisme-léninisme, la pédagogie soviétique comme nouvelle

science soviétique de l'éducation et du mode d'enseignement des enfants. Les travailleurs de renseignement doivent bien saisir le sens de cette grande expérience et son importance pour nos écoles, et ils doivent utiliser personnellement ce moyen de connaissance si important que constitue la langue russe.

Les organisations de notre Parti ont porté trop peu d'attention au travail pratique des écoles et des organismes de l'enseignement populaire ; ils n'ont pas réparé à temps les erreurs des travailleurs de l'enseignement populaire, et parfois même leur ont donné des directives qui n'étaient pas justes.

Dans la direction du travail de l'enseignement populaire, comme dans toute autre question, il ne faut pas perdre de vue les enseignements du camarade Staline, qui dit que diriger de façon juste, c'est en premier lieu trouver la juste solution du problème, en deuxième lieu organiser la mise en application de la juste solution, et, en troisième lieu, organiser le contrôle de l'application de cette solution.

Notre Parti doit examiner la question de l'école comme une question politique et considérer le travail à l'école comme partie de notre lutte pour l'édification du socialisme.

MESURES GÉNÉRALES DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE

Avant la libération de l'Albanie, le travail culturel et éducatif parmi les masses du peuple était à un niveau très bas. Durant la guerre de libération nationale, dans les unités de partisans et les zones libérées, se formèrent diverses troupes théâtrales, des chœurs et des organisations musicales ; on organisa un réseau d'agitateurs qui jouèrent un rôle important dans le développement culturel des masses.

Après la libération de l'Albanie, divers établissements culturels et d'enseignement furent fondés : des maisons de culture, des bibliothèques, des salles de lecture, des troupes théâtrales, etc. Dans ces centres culturels ont été organisés des expositions, des conférences et des exposés, qui ont touché des milliers de personnes. Toutefois il faut souligner que, jusqu'à présent, ces centres n'ont pas connu le développement voulu et ne se sont pas acquittés comme il faut de leur très importante tâche ; ils n'ont pas su devenir encore de véritables centres culturels et servir largement les masses.

On enregistre un bon développement de l'activité théâtrale des amateurs. Des collectivités théâtrales ont vu le jour, non seulement dans les villes, mais aussi dans les villages. Pour former les dirigeants de ces collectivités, on a ouvert des cours spéciaux.

L'essor des bibliothèques atteste le développement de la culture du peuple; ainsi la Bibliothèque nationale centrale de Tirana, durant l'année dernière, s'est enrichie de 65.000 livres et compte à présent 130.858 volumes.

En 1946, nous possédions six bibliothèques avec 96.219 volumes, en 1947, 10 bibliothèques avec 132.634 volumes et en 1948, 186.686 volumes. En 1947, le nombre des livres prêtés aux lecteurs a été de 79.834, et pour les 7 premiers mois de l'année 1948 il a été de 75.682. En 1947 ont été créées dans les villages 72 bibliothèques collectives, et en 1948 leur nombre a été porté à 373.

Au mois de novembre 1945 fut créée la première organisation des écrivains, « L'Association des écrivains », qui a son organe propre, « Notre littérature ».

L'activité littéraire de l'Association des écrivains a pris une bonne orientation depuis la deuxième conférence des écrivains, qui s'est réunie au mois de juin 1946. Depuis cette date, la nouvelle orientation de notre littérature va toujours s'accroissant dans le sens de la lutte pour l'idéologie socialiste, pour le réalisme socialiste, et on utilise pour ce faire l'expérience du développement de la littérature soviétique.

A cet égard la décision du Comité central du Parti bolchévique, l'exposé fait par le camarade Jdanov sur les revues « L'Étoile » et « Leningrad » ont joué un grand rôle pour nous. Le camarade Jdanov disait : « Le léninisme affirme que notre littérature ne peut pas être apolitique, qu'elle ne peut pas être une chose pour soi, « l'art pour l'art », mais qu'elle est destinée à jouer un rôle progressiste important dans la vie sociale ». Et, plus loin, le camarade Jdanov disait : « Serait-il convenable pour nous, représentants de la culture soviétique progressiste, patriotes soviétiques, d'adopter une attitude de soumission devant la culture bourgeoise ? Ou bien une attitude de disciples ? Il va de soi que notre littérature qui reflète l'ordre le plus élevé, une culture mille fois supérieure à la culture bourgeoise, a le droit d'enseigner à autrui la nouvelle morale humaine ».

Dans l'inspiration et dans le contenu de nos œuvres littéraires apparaissent des thèmes nouveaux : ceux du nouveau patriotisme, de l'héroïsme du peuple dans la lutte armée et dans le travail, de l'amour pour la Patrie et pour le peuple, de la fraternité et de l'amitié avec les autres peuples progressistes, et en premier lieu avec les peuples de l'Union soviétique.

La littérature soviétique exerce une grande influence et notre peuple la connaît et l'apprécie de plus en plus. Il n'y a pas de doute, la littérature soviétique doit éclairer la voie de notre littérature et lui servir de source d'inspiration. Dans le passé on avait bien traduit et publié quelques livres, mais à présent on a traduit et on est en train de traduire les meilleures œuvres de la littérature soviétique ; citons à titre d'exemples : de M. Choukhov, « Le Don paisible », « Terres défrichées » — de N. Ostrovski « Et l'acier fut trempé », « Nés dans la tempête » — d'A. Fadéyev « La jeune garde », « La défaite » — de Serafimovitch « Le torrent d'acier » de Fourmanov « Tchapaïev » ; et des œuvres nouvelles : « Le fils du régiment », « Le bouleau blanc », « L'Étoile », « La lutte pour la paix », et bien d'autres encore.

Mais tout n'est pas encore en bon ordre dans notre travail sur le front littéraire ; un grand nombre d'hommes de lettres s'occupent trop peu du travail créateur et les jeunes écrivains ne sont pas aidés, éduqués, encouragés dans la mesure voulue.

L'élévation du niveau politique et culturel des masses se fait bien sentir, également, par l'augmentation du tirage de la presse.

Dans l'Albanie du passé, un nombre restreint de journaux et de revues étaient publiés ; leur tirage était réduit et ne dépassait pas 8.000 exemplaires.

En 1948, paraissent plus de 25 journaux et revues, avec un tirage d'un million d'exemplaires. Et ce tirage va toujours croissant. Ainsi par exemple le journal « Bashkimi » avait en 1945 un tirage moyen de 4.700 exemplaires par jour ; en 1946 ce tirage fut porté à 14.000 exemplaires, en 1947 à 17.000, et à présent il est de 27.000 exemplaires par jour.

L'Institut d'études scientifiques, fondé après la libération de l'Albanie, compte 65 collaborateurs et comprend : 1) La Section de langues et de littérature, 2) la Section

d'histoire, de sociologie et d'économie ; 3) La Section des sciences naturelles, 4) La Bibliothèque. Cet Institut s'est chargé de nombreuses études et développe les diverses branches de sa nouvelle activité.

Il est toutefois nécessaire de signaler que le travail scientifique de l'Institut commence à peine à se développer. Il a donc besoin d'une grande aide. L'Institut n'a pas encore abordé l'ensemble des questions actuelles du développement de l'économie populaire de l'Albanie et de l'exploitation de ses richesses. Le Parti doit donc consacrer plus d'attention au développement du travail scientifique.

Forts de l'expérience du théâtre soviétique et de l'appui des metteurs en scène soviétiques, nous avons pu créer et développer dans notre pays le théâtre populaire d'État. Parallèlement se fit jour la nécessité d'élever le niveau culturel, idéo-politique et théâtral, ainsi que la formation des acteurs.

Le théâtre est ainsi devenu assez populaire dans notre pays, et par les représentations qu'il a données de pièces presque toujours soviétiques, il a aidé à former le goût théâtral, en même temps que la connaissance de l'art soviétique.

On a de même organisé des séances musicales.

Le riche folklore de notre pays a été largement diffusé. De nouveaux chants sur la guerre de libération nationale de notre peuple et sur son travail actuel ont été composés.

Le cinéma joue dans notre pays un rôle primordial dans l'élévation du niveau culturel des masses. Les films soviétiques sont ceux qui ont le plus attiré les larges masses du peuple dans ces importants centres éducatifs et culturels que sont les cinémas.

Le sport, on le sait, jouit d'une grande popularité dans notre pays ; mais, prenant en considération l'importance de la culture physique et du sport comme moyen d'éducation et de renforcement physique de la nouvelle génération, susceptible de former des hommes vigoureux et à la volonté ferme, le Parti, le gouvernement, les organisations de masses et surtout les organisations de culture physique doivent donner à la culture physique une plus grande impulsion et consacrer plus de soin à l'organisation et au développement de la culture physique et des sports dans les masses, et surtout parmi les jeunes.

Le Parti communiste d'Albanie attache une importance exceptionnelle au développement de toutes les formes et de toutes les espèces du travail d'enseignement, du travail culturel, politique, éducatif et scientifique, au développement de l'enseignement populaire, de l'éducation et de l'enseignement des enfants. Les idées exprimées par le camarade Staline sur la culture révolutionnaire et socialiste, sur l'assimilation de la technique, sur l'éducation dans l'esprit de la morale communiste et du patriotisme, sur le style communiste dans le travail, constituent pour nous une ligne de conduite et un programme d'action que nous saurons adapter aux conditions et aux aspirations nationales de notre peuple.

L'ŒUVRE ACCOMPLIE PAR LE POUVOIR POPULAIRE POUR LA SANTÉ DU PEUPLE

Après la libération, l'État et le Parti ont attaché une importance particulière à la protection de la santé du peuple qui avait été gravement affectée essentiellement par les souffrances et les cruelles privations du temps de guerre. On prit tout

d'abord les mesures suivantes : on mit sur pied l'appareil administratif nécessaire ; les techniciens sanitaires devinrent des employés de l'État et on organisa un service médical gratuit ; les pharmacies furent nationalisées. On organisa la lutte contre les principales maladies : la malaria, la tuberculose, la syphilis et les maladies épidémiques qui portent gravement atteinte à la santé du peuple et qui, en conséquence, diminuent sa force productive. On prit des mesures pour la protection de la mère et de l'enfant. On jeta les bases de notre législation sanitaire à partir de principes scientifiques démocratiques.

Les succès ont été appréciables : un vaste réseau d'établissements prophylactiques et thérapeutiques a été installé ; le nombre des hôpitaux qui, en 1938, était de 8 avec un total de 810 lits, a été porté à 12 avec un total de 2.180 lits, sans compter 29 hôpitaux ruraux ; on a fondé des sanatoria, des maternités, des poly-ambulances et ambulances en grand nombre, des préventoriums et des crèches d'enfants.

La lutte contre les maladies qui étaient devenues une plaie sociale a donné de bons résultats. La lutte contre la malaria s'est engagée sur une échelle considérable et la malaria parmi la population a baissé de 60 % à 41 % ; elle continue de baisser constamment. Les mesures prophylactiques ont sauvé de l'infection les ouvriers, notre jeunesse dans les divers chantiers et surtout les constructeurs des voies ferrées Dourreuss-Peqin et Dourreuss-Tirana.

On est en train de dépister systématiquement la tuberculose et la syphilis, aussi bien chez les adultes que chez les enfants ; on a pris en même temps des mesures thérapeutiques. La fondation de nouveaux instituts et l'amélioration de notre situation économique, qui élèvera le niveau de vie des masses travailleuses, contribueront largement à la lutte contre ces dangereuses maladies.

Grâce aux mesures énergiques qui ont été prises, les méfaits des maladies contagieuses et épidémiques, tels que le typhus exanthématique et le typhus abdominal, ont été réduits au minimum. On a combattu également avec succès la diphtérie et la variole chez les enfants.

On a consacré une grande attention à la protection de la mère et de l'enfant. Aussi bien est-ce pour nous un devoir de prendre soin de la mère et de l'enfant, car c'est d'eux que dépend l'avenir de notre peuple. Les organismes du pouvoir doivent avoir toujours présent à l'esprit ce grand problème posé à l'État et à notre Parti.

On a pris les premières mesures nécessaires à la protection de la santé de nos travailleurs, en améliorant en même temps leurs conditions de travail et d'existence. Mais l'hygiène du peuple est encore, en général, à un niveau très bas. La loi sur l'hygiène des denrées alimentaires et des locaux publics est une mesure importante. Dans ce secteur aussi il y a des améliorations, mais il reste encore un très grand travail à faire, notamment pour l'éducation sanitaire des larges masses du peuple. Ici, les organisations des femmes, de la jeunesse et la Croix-Rouge peuvent nous apporter un appui précieux.

Le pouvoir populaire a également obtenu des succès dans la question des cadres médicaux, dont l'absence se faisait sentir de façon exceptionnellement grave. Nous avons pris des mesures pour faire face aux besoins immédiats ; nous avons ouvert des écoles pour infirmiers, sages-femmes, préparateurs de laboratoire, manipulateurs de microscopes, radiologues, pour agents sanitaires et contremaîtres

appelés à participer à la lutte contre la malaria. A l'heure actuelle, nous sommes en mesure de satisfaire à nos besoins les plus pressants avec ceux des cadres médicaux subalternes qui ont suivi ces écoles. Cette année, vient de s'ouvrir aussi l'école triennale qui formera des assistants-médecins compétents. Nous avons envoyé à l'étranger 115 étudiants en médecine. Une aide précieuse nous est fournie par les médecins soviétiques, qui soignent nos malades avec dévouement et en coopération avec les médecins albanais.

Un certain nombre de produits pharmaceutiques nous ont fait défaut et manquent encore. Mais dans ce domaine également nous avons fait des progrès : pour la première fois dans notre pays un laboratoire pharmaceutique a été fondé cette année, qui constitue le noyau de l'industrie pharmaceutique en Albanie.

Le problème de la santé du peuple mérite toute notre attention. Il est lié au développement de notre nouvelle vie dans son ensemble, à la réalisation du plan d'État, à la construction de notre économie, à l'édification d'une vie joyeuse et heureuse pour les masses travailleuses de notre pays. Dans ce secteur, il est de notre devoir d'organiser et de renforcer dans toute la mesure du possible la lutte contre les maladies, et en même temps de renforcer les mesures prophylactiques, d'assurer l'hygiène du peuple dans les centres de travail, à la campagne et dans les villes ; nous devons développer l'éducation sanitaire de notre peuple, augmenter et perfectionner nos cadres médicaux et les orienter vers la science marxiste-léniniste, accroître enfin le nombre de nos instituts sanitaires et les moderniser.

L'ÉTABLISSEMENT DU POUVOIR POPULAIRE DES CONSEILS

Avec la victoire qui couronna la lutte de libération nationale, l'ancien régime antipopulaire fut renversé tant dans ses fondements essentiels que dans sa forme. L'ancien régime d'oppression fut remplacé par le régime du peuple. Au cours de la guerre, les formes de pouvoir des communes, des sous-préfectures et des préfectures, furent anéantis ; ces organes de l'ancien pouvoir étaient étrangers aux intérêts du peuple et relevaient uniquement de régimes d'oppression, du régime des gendarmes et de ceux que nommaient le pouvoir central précisément pour soumettre totalement le peuple à ses intérêts. Ces intérêts consistaient à imposer la population, à la recruter par la force pour composer la milice, bref, à sauvegarder les privilèges de la réaction et de la bourgeoisie. L'ancien appareil d'État s'était mis totalement au service des régimes antipopulaires et fascistes. La lutte de notre peuple le condamna et établit à la place son pouvoir populaire. La forme que revêtit ce nouveau pouvoir du peuple, ce furent les Conseils de libération nationale, qui, au cours de la guerre, jouaient simultanément le rôle d'«auto-gouvernement» du peuple et de principaux auxiliaires de la lutte. Au congrès de Bérat, lors de la création du Front démocratique, sous la direction du Parti, les Conseils de libération nationale qui, par la suite, furent appelés « conseils populaires », reçurent après la libération totale de l'Albanie, toutes les attributions du pouvoir populaire. Dès le début, pendant la guerre, notre peuple créa ces conseils selon les justes directives du Parti et y participa largement. Les conseils revêtirent en effet la forme la plus démocratique ; on y élit les hommes du peuple les plus brèves, issus de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre et moyenne, ainsi que des patriotes qui défendaient les intérêts réels du peuple et contribuaient de toutes leurs forces à l'élargissement et au

renforcement de la lutte. C'était la première fois que les petites gens du pays avaient leurs organes de pouvoir, des organes où l'on s'exprimait librement et avec l'aide desquels on pouvait défendre ses intérêts propres. Il va sans dire que le rôle des Conseils de libération nationale au cours de la guerre consistait, certes, à appuyer la lutte, à lui créer des bases matérielles, à recruter le peuple dans les zones de combat pour la lutte de libération nationale, et à faire une large propagande en faveur de cette lutte contre l'occupant, tant dans le domaine politique que dans celui de la lutte armée ; mais d'autre part, les Conseils de libération nationale ne manquèrent pas de jouer un rôle administratif dans toutes les zones où ils étaient établis. Ils ouvrirent dans les villages des écoles élémentaires, organisèrent des cours contre l'analphabétisme, résolvant les questions qui surgissaient au village, ils rendaient la justice, prononçaient des jugements, procédaient à la conciliation dans les affaires de « vendetta », etc. En ce sens, les Conseils de libération nationale ont accompli une tâche extrêmement importante.

Lors de la libération totale de l'Albanie, le Conseil antifasciste de libération nationale, qui avait été élu au Congrès de Peurmet, jouissait des attributions législatives et exécutives ; c'était l'Assemblée provisoire qui gouvernait l'Albanie nouvelle par l'entremise du gouvernement démocratique d'Albanie. Ce gouvernement avait été nommé lors de la deuxième réunion du Conseil à Bérat. Les tâches du Conseil antifasciste et du gouvernement démocratique, après la libération, consistaient à régulariser la situation créée par la guerre, à entreprendre la reconstruction immédiate du pays, à créer partout les Conseils de libération nationale et à préparer les élections générales du peuple à l'Assemblée constituante, chargée de déterminer la structure du régime et de donner à l'Albanie nouvelle sa Constitution. Dès les premiers jours du redressement du pays, le Parti et le pouvoir se donnèrent comme tâche de réunir l'Assemblée constituante, de préparer et de faire approuver la Constitution de l'État nouveau. Les conquêtes du peuple devaient être consacrées par la Constitution. Les bases de la démocratie populaire et de notre République furent jetées pendant la période de lutte qu'on livrait dans les montagnes, lutte sanglante et acharnée contre les occupants et les traîtres du pays. La réunion de l'Assemblée constituante, la proclamation de la République populaire d'Albanie et l'approbation de la Constitution exprimaient les aspirations de notre peuple. Le Parti et le gouvernement réalisèrent ces aspirations le 2 décembre 1945. Le jour des élections est une date historique pour notre peuple, car, ce jour-là, il a voté librement pour élire ses représentants. Trempé par l'expérience politique acquise au cours de la lutte ardente de libération, il avait conquis le droit de vote et il sut l'utiliser avec maîtrise. Sous l'ancien régime, il ne jouissait pas de ce droit, car les lois électorales étaient antipopulaires et antidémocratiques ; la volonté du peuple était foulée aux pieds et le fouet des préfets et des sous-préfets régnait en souverain.

Mais le 2 décembre 1945, notre peuple élit ses représentants et leur assigna des tâches. Le désir du peuple fut exaucé : la République populaire fut proclamée, qui traduisait les aspirations du peuple, les intérêts et les idéaux des masses laborieuses. L'Assemblée constituante approuva la Constitution. Cette Constitution est une des plus progressistes du monde. Elle consacre le principe selon lequel «

notre pouvoir provient du peuple et appartient au peuple ». Ce principe, dans notre République populaire, n'est pas une clause de style. Dans un pays où le peuple et le Parti détiennent le pouvoir, la souveraineté du peuple est une réalité. Notre Constitution consacre le principe des élections libres et du suffrage direct, universel, égalitaire et secret. C'est en application de ce grand principe démocratique qu'on a procédé à l'élection de l'Assemblée constituante et, plus tard, à celle des Conseils populaires de localité et d'arrondissement. La Constitution consacre le principe de la révocation des représentants du peuple, et celui-ci a usé de ce droit contre tous ceux qui se livraient à des activités préjudiciables à ses intérêts. La Constitution détermine les droits des citoyens et en garantit le respect. La Constitution est le fondement et la source de notre législation.

Avec l'approbation et la proclamation de la loi fondamentale de notre République populaire, les Conseils populaires ont revêtu leur forme définitive et sont devenus les organes de base du pouvoir populaire. Les Conseils populaires sont, dans les localités et les arrondissements, les organes du pouvoir par l'entremise desquels le Parti et l'État assurent la direction de l'État. Par les Conseils populaires, notre Parti est lié aux larges masses laborieuses pour la solution de toutes les questions concernant l'activité de l'État.

L'organisation des Conseils populaires s'est sans cesse développée et améliorée. De cette organisation, seules les bases avaient été jetées lors de la Conférence de Peza, de Labinot, de Peurmet, de la deuxième Réunion de Bérat, et elle n'était pas définitive.

Après la libération, on procéda donc à la modernisation de cet appareil et à l'élargissement des charges et des compétences des Conseils populaires et de leurs Comités exécutifs, puisqu'aussi bien des conditions nouvelles étaient créées et que devant les Conseils populaires, en tant qu'organes du Pouvoir populaire, se dressaient d'importantes tâches. Ceux-ci devaient devenir une arme puissante entre les mains du Parti et du pouvoir du peuple dans la lutte menée contre les survivances du fascisme, contre la réaction et la bourgeoisie. Ils devaient devenir une force déterminante de l'économie populaire et de l'édification du socialisme. La participation du peuple ne devait pas se limiter uniquement à l'élection de ces conseils ; le peuple devait prendre sa part effective des tâches administratives.

Il était donc nécessaire de procéder à l'élection de nouveaux conseils dans les unités administratives locales. L'élection des nouveaux conseils allait permettre du même coup de modifier leur composition sociale. Dans les organes locaux de notre pouvoir, des éléments hostiles, tels que les koulaks, avaient en effet réussi à s'infiltrer ; leur présence dans ces conseils entravait le développement de leur activité et l'application de nos lois et de nos réformes. De tels éléments subsistent encore au sein des Conseils populaires, mais l'ardeur au travail et une lutte impitoyable doivent parvenir à les mettre à la porte. A ces conseils doivent participer des gens honnêtes, qui soient fidèles à la cause du peuple et issus de son sein, qui se soient battus vaillamment pour le peuple. A ces conseils doivent participer les ouvriers, les paysans pauvres et moyens, ainsi que les patriotes, les anciens et les nouveaux combattants de la cause du socialisme.

L'Assemblée populaire, peu de temps après la proclamation de la Constitution, approuve la loi sur les Conseils populaires, et, plus tard, la loi sur l'élection de ces

conseils. Les 15 et 22 janvier de cette année, la population s'est rendue en foule aux urnes ; sa participation aux élections a atteint 98—99 % ; 99 % des électeurs ont voté pour le Front démocratique. Aux élections du 15 janvier, 13.415 représentants du peuple et des suppléants, dont 705 femmes, ont été élus aux Conseils populaires de localité. Aux élections du 22 février, 4.520 membres titulaires et suppléants — dont 309 femmes — ont été élus aux Conseils populaires d'arrondissement ; ceux qui ont été élus sont des ouvriers, des paysans, des artisans et des fonctionnaires. Aux termes de la loi sur les Conseils populaires, nous avons des conseils dans les localités, dans les arrondissements et dans les préfectures ; cette loi prévoyait également des Conseils populaires de commune. Mais l'expérience nous a montré que ces distinctions administratives entravaient énormément l'accomplissement du rôle dirigeant des organes centraux et le développement de l'initiative des conseils dans la solution de leurs problèmes, dans l'exécution des ordres et instructions supérieurs. Le pouvoir central était éloigné du peuple. Une loi spéciale a donc supprimé les préfectures et les communes, et à présent les choses vont beaucoup mieux. Il faudra absolument procéder encore à de nouveaux changements pour moderniser notre pouvoir populaire : il faudra diminuer le nombre des arrondissements et faire fusionner les conseils d'arrondissements avec ceux de la ville, de manière à unir plus étroitement les masses laborieuses de la ville à la paysannerie pauvre et moyenne.

Nos Conseils populaires doivent respecter le principe intangible du centralisme démocratique, car ils dirigent la vie des localités, et ils doivent remplir leurs tâches en se conformant à la ligne politique et économique de notre pouvoir, et satisfaire aux devoirs qu'assigne le plan économique d'État. Les intérêts locaux doivent s'harmoniser avec l'intérêt général. Les décisions et les instructions des organes supérieurs doivent être obligatoires pour les organes inférieurs, le centralisme démocratique ayant, d'une part, pour but d'assurer la coordination et l'unité du travail dans tous les organes locaux conformément à l'intérêt général et au plan d'État — et permettant, d'autre part, une application des mesures prises par les organes supérieurs conforme aux conditions locales spécifiques. Les Comités exécutifs, qui sont les organes administratifs des Conseils populaires, doivent accomplir exclusivement les tâches qui relèvent de leur compétence, et convoquer dans les délais prévus les membres du conseil en séance ordinaire pour y présenter un rapport et rendre compte de leur activité. Il faut développer au sein de ces organes la critique et l'autocritique bolchévique et veiller à ce qu'y soit respectée la plus parfaite démocratie, car c'est uniquement de cette manière que les masses pourront exercer leur contrôle sur leur propre pouvoir et sur les hommes qu'elles ont élus au pouvoir. Le Parti doit veiller à ce que les lois et les règlements de l'État soient scrupuleusement appliqués ; il doit défendre le travail et les droits du peuple, affermir la vraie démocratie dans l'exercice du pouvoir, et frapper impitoyablement les ennemis qui pourraient s'infiltrer avec l'intention de causer préjudice à l'activité du pouvoir populaire, et d'en entraver la marche. Notre Parti, dirigeant fidèle de notre peuple et de notre État, doit prendre toutes les mesures susceptibles de renforcer et de moderniser notre pouvoir. Cette tâche incombe, en premier lieu, à tous les membres du Parti, qui doivent en assumer la responsabilité et remplir loyalement et avec maîtrise leur rôle de dirigeants, donner l'exemple dans le travail

d'organisation, l'exemple de la discipline et de l'honnêteté. C'est uniquement à ce prix que le Parti jouira de la sympathie et de la confiance du peuple et que celui-ci saura pouvoir compter sur lui comme sur son dirigeant. Il faut encore mener une lutte acharnée contre le bureaucratisme, la lenteur dans le travail et une arrogance qui est étrangère aux simples gens du peuple. Ceux qui travaillent dans l'appareil du pouvoir et, en premier lieu, les membres du Parti, ne doivent pas oublier qu'ils y ont été élus uniquement pour servir le peuple, pour le servir bien et avec la plus grande équité. De leur côté, le Parti et le peuple doivent frapper impitoyablement tous ceux qui ne respecteraient pas cette ligne de conduite.

LA LEGISLATURE ET LA JUSTICE

En matière de législation et de justice, notre pouvoir populaire a procédé à d'importantes réformes.

La lutte de notre peuple a renversé le rapport des forces de la société ancienne. La classe ouvrière, la paysannerie pauvre et moyenne ont accédé au pouvoir. La classe privilégiée des beys et de la bourgeoisie, maîtresse de l'ancien régime — qui reposait sur l'oppression et l'exploitation des masses laborieuses — fut battue. Tout ce qui relevait de l'ancienne juridiction établie par la bourgeoisie, cessait donc d'être en vigueur. Les lois et codes qui avaient été promulgués par les régimes antipopulaires du passé, par le régime du satrape d'Ahmet Zogolli (Zogou) et de l'occupation fasciste, reflétaient la volonté des cliques réactionnaires et défendaient les intérêts de la classe exploiteuse, les privilèges des beys et des agas, des grands commerçants et des spéculateurs. Ces lois et ces codes étaient une arme puissante entre les mains de ces cliques et de leur appareil administratif, qui leur servait à réprimer tout soulèvement progressiste.

Sous l'ancien régime, on ne procéda à aucune réforme ; on ne promulgua aucune loi qui défendît les intérêts du peuple. Le régime populaire se devait donc de procéder à l'abrogation immédiate de l'ancienne législation, car elle entravait énormément l'édification d'une vie nouvelle. La révolution populaire avait créé ses lois propres, des lois révolutionnaires inspirées des intérêts des masses laborieuses. La nouvelle Albanie des petites gens devait établir un nouvel ordre juridique. Et elle l'établit. Dès la libération de l'Albanie, le principe de l'abrogation de l'ancienne législation fut immédiatement approuvé, car il était évident qu'elle entravait le développement des nouveaux rapports sociaux et économiques. Cette législation abrogée fit bientôt place aux lois du peuple. Notre législation nouvelle a son fondement dans la Constitution, et c'est sur cette base solide que s'établit le nouvel ordre juridique. De nombreuses lois virent le jour après l'approbation de la Constitution. Je mentionnerai brièvement certaines d'entre elles.

La préparation et l'approbation du Code du travail est une grande conquête des masses laborieuses et la base principale de notre législation du travail. Cette loi détermine les droits des ouvriers et leurs devoirs ; elle définit le caractère et le contenu des contrats collectifs, fixe la rémunération du travail, sa durée et celle des congés. Dans notre pays il n'existait jusque là aucune législation du travail ; l'ouvrier ne jouissait d'aucun droit et, réduit qu'il était à la plus grande misère, il devait se soumettre à la volonté de l'employeur. Dans l'Albanie nouvelle, l'ouvrier voit sa vie et son travail assurés et il jouit de tous les droits dont il était privé par le

passé. On a établi la journée de huit heures ; l'ouvrier a droit à un congé payé de 15 jours. Pour les jeunes apprentis, ce congé est d'un mois. Le Code du travail défend particulièrement les droits des mineurs, ainsi que ceux de la femme en tant qu'ouvrière et mère. L'ouvrier profite des assurances sociales sans payer la moindre contribution à ces assurances. Les ouvriers, ainsi que leurs familles, jouissent de nombreux avantages en cas de maladie, de vieillesse, d'accidents du travail, de grossesse et d'accouchement.

L'Assemblée populaire, lors de sa dernière séance, a approuvé le nouveau Code pénal et le nouveau Code de la famille. Le nouveau Code pénal contient les principes fondamentaux de notre droit pénal et de la politique que doivent suivre les organes judiciaires et les organes du ministère public, car il faut veiller à l'application de la nouvelle justice. La politique du Parti et de notre pouvoir en matière de droit pénal diffère complètement de la politique des régimes réactionnaires du passé. Notre Code pénal n'a rien de commun avec l'ancien code et les anciennes lois pénales. Nos lois pénales ainsi que le nouveau Code pénal ont pour objet de défendre le pouvoir du peuple des actes dangereux et préjudiciables à ses intérêts, car ce pouvoir est l'auréole de gloire qui couronne les conquêtes de la lutte de libération nationale, — de défendre son ordre juridique et son édification socialiste, particulièrement les droits et les devoirs des citoyens. Les lois pénales des États bourgeois et réactionnaires, elles, ont pour objet de défendre le pouvoir politique de la minorité et l'exploitation économique que celle-ci exerce sur la majorité du peuple. Notre droit pénal repose sur les bases scientifiques du marxisme-léninisme, et c'est du point de vue du matérialisme dialectique que le nouveau Code pénal définit l'infraction et le délit pénal, le but de la condamnation, les conditions et les bases pénales générales.

Le nouveau Code pénal doit donc être étudié et bien compris par les nouveaux juges du peuple, et par les cadres nouveaux de la justice.

Les lois qui constituent le nouveau Code de la famille développent les principes qui ont été consacrés par la Constitution, et qui ont trait au mariage, à l'égalité des droits entre époux, à l'égalité des droits entre enfants nés hors du mariage et enfants nés du mariage, à la défense des droits de la femme, à la défense des droits et des intérêts des mineurs. Il faut souligner en l'occurrence que la famille, fortement construite sur des bases aussi solides, sera le ferme appui de notre société. Il est donc nécessaire d'élever le niveau politique et culturel de la femme afin qu'elle puisse prendre une part active à la production.

Notre pouvoir a élaboré une loi relative à l'organisation judiciaire des tribunaux civils et militaires, une loi concernant les attributions et les fonctions du Ministère public, de la Commission du plan, de la Commission de contrôle, une loi concernant la défense des propriétés collectives du peuple, d'autres encore. Toutes ces lois doivent être respectées et appliquées scrupuleusement. S'il est de notre devoir de veiller à la constitutionnalité de nos lois, il est du devoir des organes de l'État et des citoyens de respecter ces lois. La politique du Parti doit être vigilante, et sévère à l'égard de tous ceux qui enfreignent la loi, car c'est uniquement ainsi qu'on peut défendre le Parti, le peuple et ses intérêts. On doit veiller à ce qu'aucune défaillance ne se produise dans l'application de la loi, car une telle défaillance affaiblirait la force et la constitutionnalité de la loi et causerait de graves préjudices aux intérêts

du peuple. Le caractère et l'organisation de nos tribunaux doivent se conformer à leur mission et à leurs devoirs. L'ancienne structure et l'ancienne organisation judiciaires ne répondent plus aux exigences des conditions nouvelles. L'instauration du pouvoir populaire a fait passer l'administration de la justice entre les mains des masses laborieuses. Nos tribunaux doivent donc appliquer les nouvelles lois dans l'intérêt du peuple, car cet intérêt est le but que ces lois poursuivent. Dans l'élaboration et l'application de la nouvelle justice, le peuple a joué et joue un rôle important. Avant, le peuple ne participait pas au travail politique et judiciaire. Le pouvoir judiciaire était exercé par des juges nommés d'en haut ; ceux-ci n'avaient aucun lien avec les masses, ils ne connaissaient pas leur besoins et leurs problèmes, et de fait, appliquaient des lois qui favorisaient les cliques dominantes. Leur indépendance était toute formelle. Aujourd'hui tout cela est changé : la justice appartient au peuple ; les lois sont élaborées par les organismes élus par le peuple, et appliquées par les juges que le peuple a lui-même élus. La Constitution a fixé, dans leurs lignes principales, la structure des tribunaux populaires et l'organisation des tribunaux ordinaires ; elle a déterminé en détail leur organisation et leurs devoirs.

Les juges et les assesseurs sont élus par les Conseils populaires ; ils leur rendent compte de leur activité et sont responsables devant eux. Les nouveaux juges sont donc élus par le peuple et doivent être issus de son sein. Vivant parmi les masses ils connaissent leurs besoins et leurs problèmes. S'ils veulent interpréter et appliquer correctement les lois, les juges ne doivent jamais se détacher du peuple. Ils doivent toujours apprendre et avoir toujours sous les yeux la législation soviétique, qui doit être pour eux le modèle qu'il faut adapter aux conditions de notre pays. Telle doit être l'orientation de notre Parti en matière de législation et de justice.

NOTRE ARMÉE NATIONALE

Après la libération, il fallait faire de notre armée, qui jusqu'alors n'était qu'une armée de partisans, une armée régulière et moderne. Nos cadres étaient certes dépourvus d'expérience ; mais notre Parti savait qu'il ne serait possible de moderniser notre armée qu'en tirant les leçons de l'expérience soviétique ; que la voie qu'elle avait à suivre, c'était celle de l'Armée soviétique ; et que l'on ne pouvait, en bref, renforcer et moderniser notre armée qu'en utilisant l'art militaire stalinien.

Dès la clôture du Plénum de Bérat, cependant, la direction du Parti communiste yougoslave s'immisça dans les affaires de notre armée. L'État-major yougoslave ainsi que le Comité central de Yougoslavie s'efforcèrent, dès le début, de dissuader notre armée de tourner ses regards vers l'Armée soviétique ; ils voulaient que notre armée prît modèle exclusivement sur l'armée yougoslave. De nombreuses délégations d'officiers yougoslaves se rendirent au cours des années 1945 et 1946 dans notre pays, avec l'intention d'imposer à notre armée leurs points de vue quant à l'organisation et à l'entraînement de notre armée. Reste que le Comité central de notre Parti, conscient de l'incapacité de ces délégations militaires yougoslaves et appréciant à sa juste valeur l'art militaire soviétique, décida d'éduquer notre armée selon les règles de cet art militaire. Ce fait suscita du regret et de la nervosité dans le commandement yougoslave qui, à l'instar du Comité central du Parti communiste yougoslave, désirait que notre armée prît modèle, à tous les points de vue, sur

l'armée yougoslave, pour à la fin, fusionner avec celle-ci, en une armée unique.

Au cours de l'année 1946, notre armée fut donc organisée selon les principes d'organisation de l'art militaire soviétique. Vers la fin de l'année 1946, des différends surgirent entre l'État-major de notre armée et la direction politique, différends qui relevaient de questions de principe. Un premier différend, sérieux, surgit à propos des questions d'organisation de l'armée. Notre État-major défendait des thèses justes fondées sur l'expérience soviétique, tandis que la direction politique défendait avec ardeur les vues antimarxistes erronées des Yougoslaves, qui insistaient pour nous voir appliquer mécaniquement les règles organiques de L'armée yougoslave qui convenaient mieux, disaient-ils, à nos conditions.

C'était là une lutte ouverte qu'on livrait à la doctrine militaire stalinienne, à notre commandement général et au commandant suprême de notre armée. L'État-major réfuta les thèses erronées des conseillers yougoslaves et de la direction politique, et suivit fidèlement la ligne qui lui avait été assignée par le Comité central du Parti et le commandant suprême, à savoir: la modernisation de notre armée doit s'effectuer sur la base de l'expérience de l'Armée soviétique, adaptée à nos conditions propres.

Le commandement suprême yougoslave trouva un ferme appui auprès de la direction politique, qui suivait la ligne de la direction politique de l'armée yougoslave, ligne nettement antimarxiste et antisoviétique, tandis que l'État-major suivait et défendit la ligne juste de notre Parti, la ligne marxiste-léniniste. Tous les programmes idéologiques et politiques, tout le travail d'organisation du Parti dans L'armée étaient erronés ; ils ont causé un grave préjudice tant au Parti qu'à l'armée. La direction politique s'efforçait même d'imposer à l'État-major les erreurs yougoslaves en ce qui concernait tant l'entraînement militaire que la méthode de travail dans l'armée. Finalement, la direction politique, poussée par les Yougoslaves, et par l'intermédiaire de Pouloumb Dichnitsa, proposa ouvertement à l'État-major la fusion de notre armée avec celle de la Yougoslavie. L'État-major dénonça cette proposition injustifiable et antimarxiste. En avançant cette proposition, les Yougoslaves visaient à liquider le plus tôt possible l'indépendance de notre armée, en liquidant d'abord le rôle du commandement suprême de notre armée. Le Comité central et le secrétaire général condamnèrent ces points de vue antimarxistes, antisoviétiques et antialbanais de la direction politique et du groupe trotskiste de Tito.

Les différends surgis entre la direction politique et l'État-major s'envenimèrent de plus en plus, jusqu'au jour où les Yougoslaves en vinrent à considérer notre armée comme un foyer de chauvinisme et d'antiyougoslavisme dans le cadre général du prétendu front antiyougoslave d'Albanie. Avec la deuxième accusation du Comité central du Parti communiste yougoslave contre le Comité central de notre Parti, les affaires se précipitèrent dans le secteur militaire comme ailleurs. Le commandement yougoslave, en novembre 1947, mobilisa les hommes de notre direction politique, exerça son influence sur certains camarades de l'État-major, et organisa l'assaut final contre la ligne du Comité central de notre Parti, contre le commandement de L'armée. Le VIII^e Plénum qui détériora toute la ligne de notre Parti, détériora aussi la ligne de notre Parti dans l'armée.

Toutes ces erreurs commises dans le secteur militaire ont ralenti la marche de

notre armée vers sa modernisation.

La voie que doit maintenant suivre notre armée, c'est la voie de la modernisation sur la base de l'expérience et de l'art militaire soviétiques. Notre armée doit être éduquée selon les principes de Marx, Engels, Lénine et Staline et animée d'un sentiment de fidélité envers le peuple et la patrie ; elle doit avoir une confiance inébranlable en l'Union soviétique, dans le Parti bolchévique et dans la personne du grand Staline ; elle doit avoir une confiance inébranlable en notre Parti communiste, le dirigeant glorieux de notre peuple, ainsi qu'en son Comité central. Elle doit toujours être animée de l'esprit de l'internationalisme prolétarien. Elle doit devenir toujours plus forte pour être à même de veiller sur les intérêts de la patrie et de notre peuple, intérêts qui sont liés à ceux du camp du socialisme.

L'ARME DE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT

La Sûreté de l'État est une arme efficace et précieuse de notre Parti, car elle défend les intérêts du peuple et du Parti contre les préjudices que pourraient leur causer les ennemis intérieurs et extérieurs. Du fait, donc, qu'elle assume pareille responsabilité, tout membre du Parti doit aimer et aider la Sûreté ; notre peuple, lui aussi, doit l'aimer et la défendre, car elle protège ses intérêts vitaux. Il n'y a que les ennemis du Parti et du peuple qui puissent penser et réagir autrement.

Dès les premiers jours de sa création, la Sûreté de l'État a rendu de précieux services au peuple et au Parti en dévoilant l'activité hostile de la réaction intérieure et extérieure, en démasquant avec succès les groupes de traîtres qui collaboraient avec les agences d'espionnage anglo-américaines et cherchaient à renverser le pouvoir populaire, et en mettant finalement ces groupes en déroute. La Sûreté a toujours été à la poursuite des criminels de guerre ; elle s'en est emparée et les a livrés aux tribunaux du peuple. La Sûreté a toujours été à la poursuite des criminels politiques réfugiés ; elle les a combattus, elle les a écrasés et s'en est emparée. Elle a rendu la vie intenable à ceux qui avaient pu échapper à la vengeance du peuple, et elle a fait si bien qu'elle les a obligés à prendre la fuite pour trouver abri dans les pays ennemis. En ce sens, la Sûreté de l'État s'est acquittée des tâches importantes dont elle avait été chargée par le Parti et le gouvernement. Nous devons estimer ces résultats à leur juste valeur. Mais nous ne devons pas oublier que dans la ligne de la Sûreté on a relevé de graves erreurs et des méthodes trotskistes étrangères, directement empruntées aux trotskistes yougoslaves, et mises en honneur par Kotchi Dzodze.

Comme nous l'avons dit, le cumul des fonctions de secrétaire du Parti aux cadres et de ministre de l'intérieur, — forme d'organisation qui est par nature antimarxiste, antiléniniste, antibolchévique, — impliquait la soumission du Parti au contrôle du ministre de l'intérieur. Que cela ait été une erreur condamnable, impardonnable, cela s'est vérifié par le mauvais traitement des cadres du Parti et du peuple. Kotchi Dzodze, à partir des points de vue politiques et d'organisation très secrets, et avec des méthodes trotskistes et ottomanes, a usé dans le secteur de la Sûreté de l'État de procédés illégaux et arbitraires, compromettant ainsi la Sûreté et de nombreux fonctionnaires de la Sûreté, convaincus, la plupart du temps, qu'ils travaillaient dans la ligne du Parti. Mais une telle ligne n'a jamais été celle du Parti ; c'était par contre, la ligne fautive, la ligne condamnable de Kotchi Dzodze et des

trotskistes yougoslaves. Nous devons reconnaître que dans ce secteur, miné par les trotskistes yougoslaves et Kotchi Dzodze, des fautes individuelles et des erreurs graves ont été commises par certains fonctionnaires de la Sûreté—ainsi d'ailleurs que dans d'autres secteurs de notre activité ; ces fautes et ces erreurs seront soumises à l'examen du Parti et du pouvoir. Ceux-ci apprécieront avec la plus grande équité l'attitude adoptée par ces fonctionnaires de la Sûreté au sein du Parti et sur les champs de bataille. Le Parti déploiera tous ses efforts pour que ces fonctionnaires de la Sûreté puissent réparer leurs erreurs en les reconnaissant en leur âme et conscience, et en travaillant avec cœur dans la juste ligne établie par le Parti. Ces fonctionnaires de la Sûreté, dont les actes ont porté préjudice aux intérêts du Parti et du peuple, ne répareront leurs erreurs qu'en accomplissant d'autres actes, des actes nobles, qui seront pour eux autant de récompenses.

Cette question de la Sûreté de l'État doit être bien comprise, car des dangers pourraient surgir du fait des conditions difficiles qu'ont créées dans notre Parti le groupe trotskiste Tito et ses collaborateurs. On devra donc toujours envisager les erreurs commises dans la ligne de la Sûreté sous un angle objectif et sur la plate-forme des intérêts du Parti et du peuple, et non pas sur une plate-forme personnelle. Car nous ne devons pas oublier que dans notre situation l'ennemi est toujours prêt à attaquer cette Sûreté de l'État qui a été, qui est et qui continuera d'être l'arme impitoyable de l'anéantissement de cet ennemi.

Si nous passions d'un extrême à l'autre et que nous n'envisagions pas le problème de la Sûreté sous l'angle de la plate-forme du Parti, c'est alors que nous commettrions une autre erreur. Alors les membres du Parti commenceraient à témoigner de la méfiance à l'égard de la Sûreté de l'État, à la considérer comme un corps étranger et nuisible ; alors nous causerions un préjudice au Parti et à l'État, pour avoir affaibli la puissance de la Sûreté, soustraite du sein du Parti et privée de l'aide de celui-ci. Cela ne favoriserait que l'ennemi. Une attitude aussi injuste risquerait de faire surgir de nombreux dangers, de décourager les membres de la Sûreté, qui se voyant méprisés, tenus à l'écart, seraient de ce fait saisis d'une certaine hésitation dans l'exercice de leurs glorieuses et importantes fonctions, fonctions qui présentent de grands risques et dont le Parti et l'État les ont chargés. En agissant ainsi, nous diminuerions l'intensité de la lutte livrée à l'ennemi, nous favoriserions ses menées et ses visées, et conduirions, de nos propres mains, le pouvoir populaire à l'abîme. Les fonctionnaires de la Sûreté, qui sont des hommes décidés et fidèles du Parti doivent, en tant que communistes, reconnaître honnêtement leurs erreurs et les corriger, ne pas les répéter et poursuivre la juste voie qui leur est assignée par le Parti et le pouvoir ; d'autre part, ils doivent accroître leur confiance en eux-mêmes, veiller aux intérêts du Parti et du peuple et devenir les hommes les plus aimés du peuple. Ils ne doivent pas éprouver le moindre sentiment de pitié à l'égard de l'ennemi, le moindre sentiment d'hésitation à le frapper. Le Parti doit savoir que la Sûreté est une arme spéciale qui possède ses règles propres et ses secrets propres, qui lui ont été fixés par le Comité central du Parti et par l'État, règles et secrets qui ne peuvent être révélés à tous, serait-ce à un membre de la cellule ou Comité du Parti. La direction du Parti va assigner une voie juste à la Sûreté, la voie marxiste-léniniste, et les mesures qui contribueront à la diriger dans cette voie seront rigoureusement appliquées dans l'intérêt du peuple et

du Parti, car c'est la seule voie qu'il faut suivre et le Parti n'en connaît point d'autres. Chaque membre du Parti doit se rappeler que les secrets de l'État ne peuvent devenir des objets de discussion ; qu'on doit donc a fortiori observer la plus grande discrétion quant aux formes d'activité de la Sûreté de l'État. Car celle-ci constitue une arme très délicate, en contact qu'elle est, à tout instant, avec les agences des ennemis de notre peuple, de notre Parti et du camp du socialisme.

Chaque membre du Parti doit toujours se rappeler que l'ennemi cherchera continuellement à introduire des agents provocateurs camouflés dans notre Parti, à les introduire dans l'appareil de l'État et dans tous les domaines d'activité de notre pays. Il faut donc défendre le Parti, notre peuple et notre État d'une manière toute spéciale et juste, selon les directives du Comité central du Parti et de l'État. La Sûreté, une de nos armes les plus puissantes, saura défendre tout cela. Nous devons combattre les exagérations préjudiciables qui se manifestent par-ci par-là, dans les conférences et les actifs du Parti, dans la discussion de la résolution du XI^e Plénum sur la question de la Sûreté. Ne confondons pas les critiques justes et sévères qu'on doit absolument formuler contre les erreurs qui ont été commises dans le secteur de la Sûreté et contre ceux qui ont commis ces erreurs, avec les demandes injustifiées qu'on formule de dévoiler les formes d'organisation de cette force considérable. On doit combattre, de même, le procédé injustifiable des critiques personnelles, sur des plateformes personnelles, car des critiques injustes et insignifiantes ne servent qu'à démoraliser les cadres, à semer l'insécurité et la confusion. Le Parti ne le permettra pas. Les fonctionnaires de la Sûreté doivent rester fidèles au Parti et au peuple; ils doivent se rendre compte de l'importance de la tâche dont ils ont été chargés, et remplir résolument cette tâche. Ils doivent faire preuve d'équité et d'affection envers le peuple, de rigueur envers l'ennemi. Ils ne doivent pas oublier un seul instant que la Sûreté défend notre État, le Parti et le peuple, et que c'est là une tâche sacrée. Aussi bien, le Parti et le peuple doivent-ils tenir à cette arme comme à la prunelle de leurs yeux, la rendre plus efficace, et plus sévère à l'égard des ennemis, la renforcer chaque jour davantage et la tenir prête, capable de bien veiller sur les intérêts suprêmes de la Patrie et du peuple.

Le Parti et le gouvernement ont pris toutes les mesures nécessaires, et ont éloigné du ministère de l'intérieur et de la Sûreté tous ceux des camarades qui avaient commis de lourdes fautes et de graves erreurs dans ce secteur particulièrement important, et placé à la tête et aux postes importants de cet appareil des camarades qui sauront le diriger dans la juste voie du Parti. L'importante tâche qui leur est assignée, — tâche qu'ils accompliront sous la direction du Parti et avec l'aide du Parti — consiste à débarrasser la Sûreté des condamnables méthodes trotskistes qui s'y sont infiltrées, à guider la Sûreté dans la voie juste du Parti à corriger les fautes de tous les autres fonctionnaires de la sûreté, à les rendre habiles et aptes à poursuivre leur tâche.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE NOTRE PARTI

Depuis sa création jusqu'à ce jour, notre Parti a observé une attitude politique résolue, juste et conséquente à l'égard de l'Union soviétique et des autres Alliés pendant la guerre. Notre Parti, inspiré par le marxisme-léninisme, s'appuyant fermement sur les enseignements immortels de Marx, Engels, Lénine et Staline, et

ne les perdant pas un seul instant de vue, notre Parti, donc, a étroitement et résolument lié sa lutte et celle de son peuple à la lutte des peuples de l'Union soviétique. La politique juste de l'Union soviétique et son rôle glorieux dans la conduite de la guerre de libération contre le nazisme et le fascisme constituèrent l'unique orientation de notre Parti. Le renforcement de la grande et sincère amitié avec les peuples de l'Union soviétique et les conséquences d'une politique juste et sans arrière pensée ont permis à notre Parti de ne jamais se tromper de voie et, en conséquence, de faire remporter de grands succès à son peuple. Durant la guerre, le fascisme, les quislings et la réaction albanaise se sont efforcés, par toutes sortes de machinations, de dénigrer la politique juste de notre Parti à l'égard de l'Union soviétique, de l'empêcher de pénétrer au sein des larges masses de notre peuple et de se voir adoptée de tout cœur par ces dernières. Le fascisme et la réaction échouèrent. La grande œuvre de Lénine et de Staline, la force invincible de l'Union soviétique, était devenue le principal, l'unique soutien de notre peuple dans sa lutte sanglante. Depuis le simple partisan jusqu'au chef du grade le plus élevé, depuis la chaumière perdue dans nos montagnes jusque dans les villes, alors qu'on entendait le fracas de la guerre, dans le cœur de tout homme albanaise, le nom de l'Union soviétique et celui de Staline représentaient pour eux le plus grand espoir de voir se réaliser leurs rêves ; ils voyaient en eux la certitude de la victoire à venir, les promesses de leur vie future et de celle des nouvelles générations de l'Albanie. Cette grande confiance dans la patrie du socialisme, forgée par notre Parti, a conduit notre peuple à combattre avec l'héroïsme et l'abnégation qu'on sait, car il était sûr non seulement qu'il remporterait la victoire sur le fascisme, mais aussi qu'après la libération et pour toujours, il pourrait édifier une vie nouvelle dans sa patrie libre, grâce à l'aide, à la protection puissante et à la paix qu'assurerait l'Union soviétique. Notre peuple se rendit parfaitement compte qu'il ne serait plus une monnaie d'échange, et que les intrigues et les menaces de l'impérialisme contre notre pays seraient régulièrement vouées à l'échec, parce que la petite Albanie ne serait plus isolée et abandonnée à la dérive, à la crête des flots sur lesquels l'impérialisme américain et anglais n'aurait pas manqué de souffler pour plonger le monde dans un troisième carnage. C'est sous l'angle de la politique juste de l'Union soviétique que notre peuple a jugé, durant la guerre, l'alliance antifasciste des grandes puissances. Et notre Parti et notre peuple sont restés fidèles à cette alliance jusqu'au bout, car à la tête de cette alliance se trouvait l'Union soviétique, qui en était le facteur décisif. Que notre peuple soit resté fidèle à cette alliance, c'est ce qu'il a prouvé en versant le sang de ses meilleurs fils ; quant à notre Parti, il a mené la guerre avec résolution et sans compromis jusqu'à la fin. Profondément conscients du fait que l'Union soviétique supportait le plus lourd fardeau de la guerre, mais aussi des manœuvres de la réaction américaine et anglaise, qui cherchaient à affaiblir l'Union soviétique et à regrouper la réaction durant la guerre sous une bannière pseudo-démocratique et antipopulaire, notre Parti et notre peuple, faisant preuve de toujours plus d'audace et d'héroïsme, ne reculant devant aucun sacrifice, se lançaient au combat, fidèles, jusqu'à la mort, à l'Union soviétique.

La même politique, juste et conséquente, fut suivie par notre Parti après la libération de l'Albanie. Une affection infinie pour l'Union soviétique, pour le Parti bolchévique et pour le camarade Staline constitua le fondement d'acier de toute la

politique intérieure et extérieure de notre Parti et de notre État. L'édification de l'Albanie serait impossible, comme il aurait été impossible à notre peuple de sortir victorieux de la guerre, si on n'affermait pas et si on ne trempait pas davantage son affection pour l'Union soviétique. C'est de cette façon seulement qu'on peut expliquer l'enthousiasme indescriptible des larges masses de notre peuple, la grande œuvre d'édification et les grands progrès accomplis par l'Albanie nouvelle et par la démocratie populaire dans notre pays. Toutes les œuvres de notre reconstruction, tant dans le domaine économique que dans le domaine culturel et social, s'appuient fermement sur notre grande affection et notre confiance envers l'Union soviétique, et sur son assistance.

Sans l'Union soviétique nous n'aurions pas pu faire un pas en avant, et à chaque pas en avant de notre classe ouvrière, de notre paysannerie qui émergeait des ténèbres, de notre héroïque jeunesse, de la femme albanaise et de toutes les autres masses travailleuses et patriotes, celles-ci éprouvèrent dans le cœur et l'esprit un sentiment de reconnaissance envers l'Union soviétique et le camarade Staline ; et ceci leur donnait la force et la faculté d'accomplir avec honneur leurs devoirs envers la Patrie, comme elles s'en acquittaient durant la guerre, en prononçant à chaque moment le nom de Staline.

Comme on le verra plus loin, l'impérialisme américain et anglais s'est attaqué avec la plus grande sauvagerie à l'Albanie nouvelle, à la démocratie populaire dans notre pays. Les impérialistes américains et anglais ont menacé à maintes reprises l'indépendance et la souveraineté de notre pays : ils ont tenté plusieurs fois de débarquer, ils ont organisé la réaction intérieure et fomenté des sabotages, ils ont dénié à notre peuple héroïque tous les droits d'ordre international et ils se sont efforcés, en ayant recours aux calomnies, de présenter la petite et nouvelle Albanie comme un pays qui troublait la paix et la sécurité mondiale ! Mais toutes ces tentatives de l'impérialisme américain et anglais subirent un échec total, parce que l'Albanie nouvelle et notre démocratie populaire furent défendues avec le plus grand courage par l'Union soviétique. Le salut de notre pays et de notre peuple est dû à l'Union soviétique, car c'est grâce à elle qu'ils ont pu échapper à ces vagues exceptionnellement dangereuses ; il est dû également à la politique juste et héroïque de notre Parti et à l'héroïsme du peuple albanais. La politique de l'Union soviétique dans la période d'après-guerre est une politique de défense de la paix et de la sécurité, de défense des droits des peuples, grands ou petits, face à la menace d'une troisième guerre mondiale dans laquelle les impérialistes américains et anglais et leurs satellites cherchent à plonger à nouveau le monde. L'Union soviétique démasque aisément et vigoureusement toutes les manœuvres, chantages et menaces des impérialistes américains et anglais et, grâce à cette attitude héroïque, à cette dénonciation implacable, tous les peuples progressistes du monde se rendent clairement compte des desseins du camp impérialiste et antidémocratique, à la tête duquel se tiennent les États-Unis d'Amérique. Le camp impérialiste et antidémocratique, avec l'Amérique à sa tête, qui rassemble en son sein toute la réaction mondiale et le néo-fascisme, se prépare à jeter le monde dans une nouvelle guerre, plus terrible encore que la dernière. L'impérialisme américain s'efforce de relever rapidement le fascisme allemand et le fascisme japonais et, par l'entremise des partis américains qui se trouvent actuellement au pouvoir en

France, en Italie ou ailleurs, il cherche à opprimer les peuples progressistes, la classe ouvrière et ses dirigeants, les partis communistes, afin d'établir son hégémonie sur ces pays. L'impérialisme américain, avec son plan d'asservissement, le plan Marshall, veut coloniser tous les États de l'Europe occidentale et des autres continents. L'impérialisme américain prépare partout des bases militaires et des fortifications dans l'éventualité d'une troisième guerre. Il aide ouvertement les fascistes, comme en Grèce, en Espagne, en Indonésie, en Chine et ailleurs, et les met en mesure de poursuivre la guerre civile contre les peuples progressistes de ces pays, pour interdire à ceux-ci l'instauration de leur souveraineté nationale et de la démocratie populaire. Dans le même temps, l'impérialisme américain tend à utiliser ces foyers de guerre pour attiser un conflit de plus grande envergure sur le plan international. Par des provocations innombrables, manifestes, directes, l'impérialisme américain et anglais et ses satellites s'efforcent de créer des conditions de guerre. Mais toutes leurs tentatives sont parfaitement déjouées par la politique stalinienne, juste, résolue et clairvoyante. La glorieuse politique stalinienne est une arme pour tous les peuples progressistes du monde, car elle leur permet de comprendre le jeu et les desseins de l'impérialisme américain, et de les combattre avec le plus grand acharnement. En face du camp impérialiste et antidémocratique, qui a à sa tête l'impérialisme américain, se tient, puissant et invincible, le camp démocratique et antiimpérialiste, la glorieuse Union soviétique à sa tête. Dans le camp démocratique et antiimpérialiste se sont rangées les nouvelles démocraties populaires et tous les peuples progressistes du monde, résolus à défendre de toutes leurs forces la paix et la liberté. Devant ce vaste bastion se sont brisés tous les efforts de l'impérialisme pour provoquer des scissions dans ce camp, par des menaces de guerre économique et politique. L'impérialisme avait nourri l'espoir que la deuxième guerre mondiale aurait affaibli l'Union soviétique et les peuples de démocratie populaire, de sorte qu'il aurait pu s'immiscer dans leurs affaires intérieures et leur ravir les victoires qu'ils avaient remportées. Mais l'Union soviétique est sortie de la guerre plus forte que jamais. Elle était et reste la citadelle inexpugnable de la défense de la paix, le rempart des autres peuples progressistes et pacifiques.

De même que nous sommes redevables à l'Union soviétique de la libération de notre pays, nous lui sommes redevables des succès que nous avons remportés, après la libération, dans les domaines économique et politique. Les représentants de l'Union soviétique, le camarade Molotov en tête, bras droit du camarade Staline, ont défendu partout et à tout moment les droits de notre peuple sur le plan international. La politique stalinienne a accordé son appui à l'Albanie nouvelle et à la démocratie populaire, de tout le poids de sa force immense ; elle a su démasquer tous les efforts de la réaction, ses menaces et ses actes d'ingérence dans les affaires intérieures de notre pays. L'Union soviétique a été et sera toujours le défenseur puissant et glorieux de notre peuple dans la voie juste et pacifique qu'il suit. Dans le même temps et parallèlement à ce puissant appui sur le plan international, l'Union soviétique a aidé l'Albanie à relever son économie dès les premiers jours qui suivirent la libération. Les conventions commerciales et économiques que notre État a conclues avec l'Union soviétique et l'assistance multiple et sans réserve que le gouvernement soviétique a fournie à notre peuple, ont permis à notre pays d'aller de

Tavant, de progresser dans tous les domaines, et en conséquence d'améliorer les conditions d'existence de notre peuple. L'aide à nous accordée par le gouvernement soviétique a été l'unique aide juste, sur des bases staliniennes, dont notre peuple a tiré un profit exceptionnel, et il lui en est profondément reconnaissant.

L'impérialisme anglo-américain d'une part, soit de façon directe, soit en organisant la réaction intérieure ou en fomentant des actes de sabotage, et le groupe des traîtres trotskistes de Tito d'autre part, ont déployé tous leurs efforts en vue de détacher l'Albanie de cette cardinale source de lumière qu'est l'Union soviétique, en vue d'obscurcir les grands sentiments que notre peuple nourrit envers l'Union soviétique, de miner le Parti et notre pouvoir populaire pour asservir notre peuple. Cependant tous ces plans diaboliques échouèrent, parce que notre Parti et notre peuple les ont combattus et déjoués et parce que la politique de notre Parti s'est montrée inflexible en face des manœuvres de l'ennemi. Notre Parti et notre peuple sont indéfectiblement attachés à l'Union soviétique et aux peuples de démocratie populaire par une alliance indissoluble. Grâce à sa lutte héroïque, à l'immense appui de l'Union soviétique et des démocraties populaires, notre pays jouit d'une grande sympathie dans l'arène internationale et dans l'opinion des peuples progressistes du monde. L'impérialisme américain et anglais et ses satellites, malgré leurs calomnies innombrables, ne sauraient aucunement affaiblir cette sympathie que notre peuple s'est acquise par son mérite ; tout au contraire, celle-ci s'accroîtra chaque jour davantage. Notre pays est étroitement lié au peuple bulgare frère par une alliance qui se renforce de jour en jour. Avec la Roumanie, avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, notre État entretient une très étroite amitié et des relations fraternelles unissent nos peuples. Notre peuple a lié son sort jusqu'à la mort à celui des peuples de l'Union soviétique et des peuples des démocraties populaires, et il restera indéfiniment fidèle à cette politique juste, vitale ; notre Parti communiste et notre peuple en sont les garants. Notre démocratie populaire et notre État se sont rangés avec toutes leurs forces dans le camp démocratique et défendront, fût-ce au prix des plus grands sacrifices, la politique juste et pacifique du camp démocratique et antiimpérialiste, la politique juste, clairvoyante et pacifique du grand Staline.

Notre Parti et notre peuple éprouvent une grande affection, une grande admiration pour le peuple frère grec, peuple démocratique, qui poursuit la lutte pour sa libération avec tant d'héroïsme depuis de nombreuses années. Il est impossible que notre peuple ne ressente pas profondément en son cœur la grande douleur qu'éprouve le peuple grec de la tragédie provoquée par les Anglo-Américains, par leur intervention militaire des plus brutales ; les Américains en particulier, en violation de toute loi internationale, ont provoqué une telle effusion de sang populaire qu'une grave responsabilité retombe sur eux, uniquement sur eux et sur leurs valets, les fascistes sanguinaires d'Athènes. Nous aimons de tout notre cœur le peuple frère grec, cet admirable combattant de la liberté et de la démocratie ; notre peuple sympathise avec lui dans ses efforts gigantesques, parce qu'il garde toujours le souvenir de la lutte commune qu'ils ont menée contre les occupants italien et allemand, les sacrifices et les souffrances innombrables qu'ils ont supportés ensemble pour libérer nos pays du pesant esclavage du fascisme et des capitalistes. Mais l'héroïque peuple grec ne put conquérir sa liberté comme notre

peuple a pu le faire. La brutale, l'ignoble intervention de l'impérialisme anglo-américain a eu pour effet de prolonger la guerre sur le territoire grec. Mais le peuple grec ne se laisse pas réduire et, sous la conduite du Parti communiste grec, il est en train de combattre avec héroïsme et de remporter des succès. L'héroïque Armée démocratique grecque a brisé, les uns à la suite des autres, les efforts de l'ennemi. Le peuple grec et son armée, sous la conduite du Parti communiste grec, ont déjoué et brisé l'offensive des Anglais, ils sont en train de briser aussi, les uns après les autres, les offensives des monarcho-fascistes et des Américains tout ensemble. Le peuple frère grec est invincible et il triomphera infailliblement, car là-bas, qu'on soit jeune ou vieux, on combat avec héroïsme et abnégation contre les Américains et les fascistes grecs, pour sa liberté et son indépendance. L'impérialisme américain et anglais, ainsi que ses suppôts, à travers toute sorte d'intrigues, de calomnies, de chantages, s'efforcent de nous rendre responsables de la grande défaite que leur fait subir l'Armée démocratique grecque, en nous accusant de prétendues interventions, de fournitures d'armes, et autres activités inexistantes. Mais toutes leurs manœuvres ont été complètement démasquées ; leurs accusations ne sont que de viles calomnies, qui ont eu et ont pour but de nous rendre responsables de tout ce qui se passe en Grèce. Notre État n'est jamais intervenu et n'interviendra pas dans les affaires intérieures de la Grèce, et le prétendu ravitaillement en armes de l'Armée démocratique de notre part n'est qu'une vile calomnie tramée par les gouvernements anglais et américain et par leurs agences, telles que l'UNSCOB. Le peuple albanais n'a nullement ravitaillé en armes l'Armée démocratique grecque et il ne la ravitaillera pas, car il ne se permettra jamais de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Grèce. Si la réaction internationale considère comme une arme la grande affection que notre peuple nourrit pour le peuple frère grec, s'il considère comme une arme la grande admiration et la grande joie que notre peuple éprouve devant les victoires de l'héroïque Armée démocratique grecque — alors, nous l'avons dit et nous le répétons, notre amour pour le peuple frère grec augmente de jour en jour dans le cœur de notre peuple. Les Américains et les Anglais savent fort bien que nous ne sommes pas intervenus et que nous n'interviendrons pas dans les affaires intérieures de la Grèce. Leur comportement n'a pour objet que de couvrir et de justifier leur intervention brutale, d'opprimer le peuple grec et de fournir leur aide militaire aux fascistes d'Athènes. En même temps, ils se proposent par là d'étendre le conflit international ; tel est le but que poursuivent toutes leurs basses accusations contre l'Albanie, la Yougoslavie et la Bulgarie, et les provocations innombrables qu'ils ont commises et continuent de commettre à notre frontière méridionale ; cependant aucune menace de leur part ne peut nous effrayer, parce que la politique juste de notre Parti et de notre État, la vigilance et la puissance défensive de notre peuple et de notre armée, et la glorieuse politique de l'Union soviétique et du camp démocratique antiimpérialiste, feront échouer toutes les manœuvres et les intrigues de l'impérialisme anglo-américain.

Notre peuple a donné et continuera de donner asile aux réfugiés grecs, aux hommes, aux femmes et aux enfants innocents, poursuivis sans relâche, mutilés et terrorisés par les bandes féroces des monarcho-fascistes pour le seul motif qu'ils sont des démocrates et des enfants de démocrates. La Constitution de notre République populaire et la politique juste et démocratique de notre gouvernement

garantissent le droit d'asile à ceux qui sont persécutés pour leurs activités patriotiques et démocratiques. Mais le gouvernement albanais a adopté également une attitude juste envers tous les militaires grecs, qu'ils soient démocrates ou monarcho-fascistes, qui franchissent notre frontière. Ils ont toujours été capturés, désarmés et envoyés dans des camps d'internement.

Le gouvernement de la République populaire d'Albanie a toujours suivi une politique pacifique et de bon voisinage envers la Grèce, et il s'est toujours montré favorablement disposé à mettre fin le plus tôt possible à l'état de tension provoqué à notre frontières méridionale par la politique agressive du gouvernement monarcho-fasciste, incité et soutenu par les impérialistes anglo-américains.

Le gouvernement albanais s'est toujours montré prêt à collaborer dans le cadre des Nations Unies à la solution du problème grec. Et à présent il répète qu'il est toujours disposé à examiner à nouveau la question de l'établissement des relations diplomatiques avec le gouvernement d'Athènes, si toutefois celui-ci donne des signes suffisants de son intention de renoncer à sa politique provocatrice et belliciste et aux revendications territoriales insensées qu'il élève à l'égard de notre pays. Les propositions de notre délégation à la session de l'Assemblée générale des Nations Unies s'inspirent de cette politique pacifique et empreinte de bonne volonté. En ce sens, le gouvernement albanais s'associe sans réserve à la résolution présentée par la délégation soviétique le 29 octobre 1948, laquelle, après avoir stigmatisé les vrais coupables de la guerre civile en Grèce, recommande entre autres la reprise de relations entre la Grèce d'une part, et l'Albanie et la Bulgarie d'autre part, la conclusion de conventions de frontières entre la Grèce, la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Albanie, ainsi que le règlement de la question des réfugiés dans un esprit de compréhension réciproque, de façon à rétablir des rapports de bon voisinage.

Le gouvernement de la République populaire d'Albanie porte, de même, une attention particulière à la résolution de la Commission politique de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 5 novembre 1948, qui recommande la réunion immédiate à Paris des représentants des gouvernements d'Albanie, de Bulgarie, de Grèce et de Yougoslavie.

LA POLITIQUE ANGLO-AMÉRICAINNE ENVERS L'ALBANIE

Les impérialistes anglo-américains se sont toujours efforcés d'utiliser l'Albanie comme une monnaie d'échange dans leurs transactions internationales, de la transformer en base d'exploitation capitaliste et en base d'observation, d'intrigues et de guerres dans les Balkans.

Dans leur politique d'expansion agressive contre le camp du socialisme, qui a l'Union soviétique à sa tête, ils ont concentré leurs attaques contre la République populaire d'Albanie, parce qu'ils la considèrent comme un point faible et parce que notre pays, de par sa position, est devenu une pierre d'achoppement pour leurs plans impérialistes.

Leurs efforts pour porter préjudice à notre peuple, et pour combattre notre démocratie, se sont poursuivis d'une façon incessante et honteuse.

Les missions anglaise et américaine, qui étaient venues en Albanie durant la guerre, nous ont fourni très peu d'armes et de munitions; si elles ne nous ont pas

aidés comme il était de leur devoir de le faire, c'est qu'elles poursuivaient d'autres buts. Aussi bien, durant la guerre, nous nous sommes constamment trouvés en conflit avec elles. Les missions en question étaient venues pour atténuer l'intensité de la lutte de notre peuple et non pas pour l'appuyer ; elles se sont efforcées—et elles y sont parvenues—d'entrer en liaison avec «Balli Kombëtar» et ses chefs, afin de collaborer ouvertement avec les occupants italiens et allemands ; elles se sont efforcées d'organiser et de renforcer les positions de la réaction ; elles se sont efforcées de créer l'organisation «Légalité» et elles y ont réussi, et ceci afin de jouer la carte de Zogou ; elles se sont efforcées d'entraver notre lutte contre les quislings et les traîtres ; elles ont eu recours à des menaces contre nous ; et leurs maîtres ont tenté de débarquer en notre pays durant la guerre. Mais toutes leurs manœuvres furent démasquées et leurs plans furent voués à l'échec.

Après la libération de l'Albanie, les missions prolongèrent leur séjour en Albanie, dans le but prétendu de préparer le terrain pour la reconnaissance de l'Albanie et de son gouvernement.

Mais leur véritable intention était tout autre. Après la défaite qui fut infligée à la réaction intérieure en Albanie, la réaction américaine et anglaise s'efforça de regrouper celle-ci, de la reconforter, de la réorganiser et de l'engager dans la lutte contre le pouvoir populaire, de façon à pouvoir transformer ainsi l'Albanie en une seconde Grèce.

Tous les agissements des traîtres en Albanie ont eu pour inspirateurs et pour organisateurs directs des Anglais et des Américains qui se trouvaient en mission à Tirana. Ceci a été prouvé, documents à l'appui.

Mais ces efforts furent, eux aussi, tenus en échec. Le peuple albanais était vigilant et à même de préserver sa patrie, sa liberté, son indépendance, la démocratie et les victoires de la guerre. Les nerfs de notre peuple étaient solides et ni les menaces, ni les chantages des Anglo-Américains n'ont pu les ébranler un seul instant. Les Anglo-Américains purent se rendre compte que leurs plans dans notre pays avaient échoué, et que leurs desseins agressifs avaient été dévoilés aux yeux du monde entier.

Cependant ils ne déposèrent pas les armes, et se mirent à déployer contre notre pays une action acharnée sur le plan international. Sans le moindre remords, les Anglo-Américains ont refusé de nous reconnaître les droits que nous avons conquis au prix de notre sang ; ils ont créé des incidents, tels que celui de Saranda, monté de toutes pièces par les Anglais ; ils incitent les monarcho-fascistes grecs à commettre tous les jours des provocations à notre frontière, à tuer nos soldats, à revendiquer Kortcha et Ghirokastra, et à tenter d'autres actes ignobles du même genre. La réaction américaine et anglaise a accusé notre pays d'être un pays agresseur, mettant la paix en danger, d'être la cause de la guerre civile en Grèce, et de fournir soi-disant des armes et des munitions aux combattants en Grèce. Telles sont les manœuvres que la réaction anglo-américaine tente contre notre pays, mais toutes ces tentatives viles et calomnieuses échoueront de la même façon que les précédentes.

Durant la guerre, les missions américaine et anglaise, qui étaient venues auprès de l'État-major général de l'Armée de libération nationale, armée alliée, se sont comportées comme des ennemis. Elles ont saboté notre lutte, elles ont tenté de

dresser des obstacles aux victoires du Front de libération nationale de notre peuple, et de maintenir au pouvoir après la libération un gouvernement féodalo-bourgeois susceptible de faire leur jeu. Les faits sont nombreux.

1) Les gouvernements américain et anglais n'ont pas fait une propagande véridique au sujet de notre lutte contre les occupants et les traîtres, mais l'ont présentée sous un jour faux. Le 20 octobre 1943 l'officier anglais Peter Kamp écrit naïvement :

« ... Lorsque la BBC louait „Balli Kombëtar“, elle entendait faire l'éloge du mouvement de libération nationale ».

2) Les missions anglaise et américaine ont collaboré avec les groupes et les gouvernements quislings, et ont eu également des contacts avec les occupants allemands. Elles ont effectué des fournitures d'armes, de munitions et de vivres à « Balli Kombëtar », à « Légalité » et à Abaz Koupi, ainsi qu'aux groupes de Mouharrem Bairaktari et de Fiqri Diné, qui s'étaient ouvertement compromis et avaient étroitement collaboré avec les Allemands ; auprès du criminel de guerre Abaz Koupi, une mission anglaise, ayant à sa tête le colonel McLean, a séjourné jusqu'au dernier moment; auprès des criminels Ghion Markaghioni et Kol Bib Mirakaï se trouvait le commandant Neal, qui à la veille de la libération de l'Albanie se promenait à Chkodra aux côtés des officiers allemands de la gestapo. Au quartier de l'État-major des quislings Fiqri Diné, Djém Gostivari, Husni Déma, résidait une mission anglaise, qui avait pour chefs le commandant Peter Kamp, le commandant Hiddel et le capitaine Hendo. Auprès du quisling Skeunder Moutcho, à Doukat de Vlora, résidait une mission américaine.

Le 3 novembre 1943, le commandant Hiddel écrivait au colonel Hadji Lechi de cesser la lutte contre les quislings Fiqri Diné, Djém Gostivari, Husni Déma et autres.

Le 14 juillet 1944, le vice-amiral de Tair, William Elliot, agissant au nom du commandant suprême allié en Méditerranée, menaçait le général Hodja en rassurant que, s'il attaquait les bandes du criminel Abaz Koupi, il se verrait obligé de suspendre toute fourniture à l'Armée de libération nationale.

La lettre du vice-amiral Elliot fut accompagnée d'un ultimatum verbal du colonel Palmer, lequel, au moment le plus critique, alors que notre première division se trouvait complètement engagée dans un combat contre les Allemands, menaçait de couper le ravitaillement de la division en armes. Notre État-Major général n'accepta pas le point de vue du vice-amiral Elliot et repoussa l'ultimatum du colonel Palmer, mettant ainsi devant leurs responsabilités tous les officiers anglais qui se trouvaient en Albanie pour toute perte qu'aurait pu subir la division en conséquence de cet acte arbitraire et injuste, étant donné qu'Abaz Koupi, qui était sous la protection du quartier-général de la Méditerranée, était un traître qui collaborait ouvertement avec les Allemands, et que ses forces mercenaires faisaient front avec les Allemands contre notre Armée de libération nationale.

L'activité traîtresse de collaboration avec les Allemands d'Abaz Koupi est attestée par des documents allemands qui se trouvent aux mains du gouvernement de la République populaire d'Albanie.

3) Il a été prouvé, documents à l'appui, qu'à la veille de la libération complète de l'Albanie, les missions anglaise et américaine ont évacué par mer et ont conduit en

Italie les principaux quislings albanais Mehdi Fracheuri, Abaz Koupi, Mitât Fracheuri, Ali Keultsura et autres, pour les soustraire à la vengeance du peuple, les garder en réserve et les utiliser à des fins hostiles à la République populaire d'Albanie et au peuple albanais.

4) Afin d'empêcher la victoire du Front de libération nationale et l'instauration du pouvoir populaire en Albanie, les gouvernements américain et anglais s'efforcèrent de débarquer en Albanie, selon un plan concerté avec les Allemands :

a) Il a été prouvé qu'à l'État-major de Djém Gostivari et de Fiqri Diné se trouvaient trois officiers allemands qui dirigeaient les opérations contre les partisans. Les agents de la gestapo Helmuth Mouth et Victor Pann, capturés par nos officiers avec tous leurs documents, ont avoué devant notre tribunal ce qui suit :

« Par l'entremise du commandant Neal, le XIème corps d'armée allemand qui opérait dans la zone de Chkodra avait reçu une proposition de collaboration avec les forces britanniques qui débarqueraient en Albanie. »

b) Au mois de septembre 1944, alors que l'Armée de libération nationale était en état, non seulement d'effectuer une action isolée, mais aussi de livrer une bataille rangée aux Allemands, le colonel Palmer, alors chef de la Mission militaire britannique en Albanie, par une lettre en date du 16 septembre 1944, demandait à l'État-major général de l'Armée de libération nationale l'autorisation de débarquer un certain nombre de détachements de troupes spéciales. Comme la présence de ces troupes n'était pas nécessaire, le colonel Palmer ne fut pas autorisé à les débarquer.

Tous ces plans et ces manœuvres criminelles des impérialistes anglo-américains furent réduits à néant par l'élan révolutionnaire de la lutte de notre peuple qui était guidé par le glorieux Parti communiste et qui recevait l'aide décisive de l'Union soviétique. L'Albanie fut libérée, le peuple eut gain de cause, le pouvoir populaire fut instauré et une barrière inébranlable fut dressée une fois pour toutes contre l'intervention des requins de l'impérialisme.

Après la libération, le peuple albanais s'attendait à bon droit à établir des relations amicales normales avec les anciens alliés de la guerre. Mais au cours de cette période les gouvernements américain et anglais ont suivi, envers la nouvelle Albanie démocratique, une politique plus rigide encore qu'auparavant et qui est caractérisée par le mot *guerre* : guerre sur le plan intérieur, guerre sur le plan international, afin de renverser par tous les moyens le pouvoir populaire et de supprimer notre indépendance et notre intégrité territoriale. Cette guerre fait partie intégrante de la lutte fondamentale du camp impérialiste contre le camp du socialisme, dont fait partie avec toutes ses forces notre République populaire.

Sur le plan intérieur cette guerre se présente sous les formes suivantes :

a) La non-reconnaissance de notre gouvernement.

b) Les tentatives d'intervention armée.

c) Les actes d'espionnage, de sabotage et les complots tendant à renverser par la force le pouvoir populaire.

Le gouvernement démocratique de l'Albanie avait déjà demandé à être reconnu par les gouvernements alliés lors de sa constitution à Bérat. Ceux-ci ne reconnurent pas notre gouvernement. Après la libération ils augmentèrent le personnel de leur mission en Albanie sous le prétexte « de s'informer de la situation du pays avant de reconnaître le gouvernement ».

Aux mois de février et mars 1945, la mission britannique s'agrandit et le général D. E. P. Hodgson arriva en Albanie pour en prendre la direction ; au mois de mai 1945, arriva une mission civile américaine avec, pour chef, J. E. Jacobs, qui avait comme adjoint le vieil agent de l'impérialisme américain en Albanie, Harry T. Fultz. De plus, se trouvaient depuis longtemps en Albanie des officiers américains comme Thomas Stefani et autres.

Ces missions déployèrent une vaste activité criminelle et tirèrent profit, au début, de la Military Liaison (ML). Mais la force du pouvoir populaire, l'attitude résolue de notre gouvernement face à leurs manœuvres, les liens du peuple avec le gouvernement, les succès obtenus par le pouvoir populaire leur étaient insupportables. Leur argument selon lequel « pour nous, la situation n'est pas encore claire >> n'avait plus aucune raison d'être : aussi devaient-ils trouver une nouvelle forme d'action sous peine de se laisser complètement démasquer.

C'est ainsi que les 10 et 12 novembre 1945, au moment où la campagne pour les élections à l'Assemblée constituante battait son plein, et afin d'influencer ces élections, les gouvernements anglais et américain communiquèrent au gouvernement albanais qu'ils étaient prêts à le reconnaître, « mais à certaines conditions ».

Cette demi-reconnaissance n'était qu'une manœuvre politique destinée à semer l'incertitude parmi la population à la veille des élections, pour que le Front ne puisse obtenir un grand pourcentage de voix, et pour se réserver la possibilité d'exercer de nouvelles pressions et interventions contre le pouvoir populaire.

Mais la victoire écrasante du Front démocratique réduisit à néant leurs plans diaboliques. Les conditions des Anglais, enjoignant que les élections eussent lieu librement et demandant le droit pour les correspondants étrangers d'entrer en Albanie et de faire leur rapport sur les élections, étaient sans fondement, puisque notre gouvernement et la loi électorale avaient pris à temps toutes ces mesures. De sorte que le gouvernement anglais se vit obligé d'accomplir la formalité de la reconnaissance du gouvernement et de désigner son ministre à Tirana, en la personne de Thomas Cecil Repp, lequel du reste n'est jamais arrivé à Tirana, comme on le verra par la suite. Les conditions américaines étaient plus étudiées, plus hostiles : outre la liberté des élections, le gouvernement américain exigeait de nous la reconnaissance de la validité des anciens traités signés par le satrape Ahmet Zogolli avec les États-Unis d'Amérique.

Pendant un an le gouvernement américain, par l'entremise de Jacobs et de ses agents dans notre pays et, à l'étranger, par l'entremise aussi de ses représentants aux conférences internationales, notamment à celle de Paris, et au Conseil de sécurité, eut recours à tous les procédés possibles et imaginables, à toutes sortes de pressions afin de contraindre le gouvernement albanais à reconnaître la validité de ces traités.

Mais notre Parti et notre gouvernement s'y opposèrent jusqu'à la dernière extrémité, puisque le fait de reconnaître ces traités aurait abouti à ouvrir les portes de l'Albanie à l'impérialisme américain, lequel aurait pu de la sorte réaliser ses desseins et transformer notre pays en une seconde Grèce.

Le gouvernement anglais décida alors d'utiliser le cas de son ministre comme moyen d'exercer ses pressions, avec l'intention de se faire accorder un nombre infini

de concessions par notre gouvernement.

Cette manœuvre ayant échoué à son tour, le gouvernement anglais eut recours à une autre intrigue :

Le 18 mai 1946, le ministre d'Angleterre à Belgrade remit à notre ministre dans cette capitale une note de son gouvernement, par laquelle il déclarait qu'il allait envoyer immédiatement son ministre à Tirana. Vingt minutes plus tard, le ministre d'Angleterre à Belgrade retira la note en question à notre Légation, sous prétexte qu'il avait été averti que le 15 mai 1946 deux navires de guerre britanniques, le « Superbe » et « l'Orion », avaient essuyé le tir de nos batteries côtières dans le canal de Corfou. Cette grossière comédie du gouvernement anglais est typique ; elle montre quelles sortes de manœuvres et d'intrigues diaboliques, quelles provocations abjectes les impérialistes anglais ont machinées pour rompre les relations diplomatiques avec nous, relations qui d'ailleurs ne furent jamais réellement établies.

De ces nombreux faits, il ressort clairement que les réactionnaires américains et anglais ont voulu utiliser la question de la reconnaissance du gouvernement comme une arme, d'une part afin d'exercer des pressions et des chantages sur notre gouvernement, et d'autre part afin d'encourager les ennemis du pouvoir populaire en Albanie et les criminels de guerre enfuis à l'étranger.

Les tentatives anglo-américaines en vue d'une intervention armée

Déjà durant la guerre, les Anglo-Américains avaient voulu débarquer en Albanie. C'est le grand mérite du Parti, qui n'accepta pas les débarquements des troupes impérialistes, d'avoir ainsi sauvé le pays d'une nouvelle et néfaste occupation. Outre les demandes des 16 et 19 septembre 1944, les impérialistes ont tenté par la suite encore de recourir à des interventions armées directes en Albanie, telles que celle qui a fait l'objet de la demande du feld-maréchal Alexander le 22 janvier 1945, proposant d'établir à la place de la Mission militaire alliée une Mission britannique assez nombreuse dirigée par un général.

Notre gouvernement et notre Parti refusèrent, et consentirent seulement à autoriser l'ancienne mission, qui ne se composait en réalité que d'officiers anglais, à rester en Albanie jusqu'à la reconnaissance du gouvernement. Comme on pouvait s'en douter, un ultimatum du feld-maréchal Alexander ne manqua pas d'arriver; celui-ci disait: « Surtout il faut faire comprendre au général Hodja qu'au cas où il ne désirerait pas accepter notre proposition au sujet de la mission, un tel acte retarderait sans aucun doute davantage encore la reconnaissance ». Il attendait la réponse dans un délai de « trois ou quatre jours au plus tard ».

De cette nouvelle mission, qui en principe devait servir à l'informer sur la situation en Albanie avant de reconnaître notre gouvernement, le gouvernement britannique se proposait en réalité de se servir comme d'une avant-garde en vue d'une intervention armée de grande envergure. Ceci fut prouvé ultérieurement, lors de l'arrivée de la Military Liaison (ML), qui devait soi-disant s'occuper des fournitures d'aide jusqu'au moment où l'UNRRA commencerait son activité.

Le chef de la Mission militaire de la ML présenta à notre gouvernement des conditions *sine qua non*, et lui signifia qu'en cas de refus de ces conditions, la venue de l'UNRRA en Albanie serait compromise.

Quelles étaient les conditions que la ML présenta à notre gouvernement ? La première condition avait trait au débarquement en Albanie de 1.500 à 1.700 officiers et techniciens anglais, chargés d'assurer la distribution des fournitures d'aide qu'aurait fait venir cette organisation. Ce personnel se serait installé dans le port de Dourreuss, dans celui de Vlora et ailleurs, où il se serait réservé des zones déterminées dans ces ports, c'est-à-dire qu'il aurait établi sa mainmise sur tous les ports de l'Albanie, et les aurait occupés.

Cette proposition, tellement significative, fut repoussée d'une façon catégorique, en ce qui concernait tant le nombre de ces personnes que les autres conditions. Devant l'attitude du gouvernement albanais, la Mission de la ML fut obligée de réduire le nombre du personnel en question à 80 personnes.

Les visées de la ML étaient claires : occuper l'Albanie par la force armée en organisant en même temps la révolte à l'intérieur, et renverser le gouvernement démocratique, le pouvoir populaire.

Ces manœuvres de bandits contre un peuple petit, mais héroïque qui s'était sacrifié pour sa liberté et son indépendance, s'enveloppaient de prétextes philanthropiques; mais elles furent démasquées et réduites à néant par notre Parti, qui se rendait parfaitement compte des buts poursuivis par les impérialistes.

Les Anglo-Américains se sont efforcés de coordonner leur débarquement en Albanie avec des insurrections et des complots intérieurs, comme ceux qui furent à l'origine des événements de Chkodra au mois de septembre 1946, qu'on ne peut isoler de ce que l'on a appelé l'incident du canal de Corfou. Ils se sont efforcés de même de créer une situation favorable à l'intervention armée en Albanie par l'intermédiaire de la Grèce monarcho-fasciste. Mais là aussi leurs plans furent réduits à néant.

Actes d'espionnage y de sabotage et complots armés

Quoiqu'ayant de solides motifs d'adopter une attitude différente à leur égard, le gouvernement albanais a toujours traité avec une parfaite courtoisie les Missions américaine et britannique. Aussi bien le général Hodgson que Mr. Jacobs et Mr. Fultz, comme du reste tous les autres membres des missions, circulaient librement dans toutes les parties de l'Albanie et entraient en contact avec toutes les personnes qu'ils désiraient rencontrer. Les faits attestent que leurs accusations, aux termes desquelles le gouvernement aurait entravé « leur travail », qu'il ne les aurait pas autorisés à « circuler librement » et que les missions « étaient confinées dans leurs bureaux à Tirana » ne sont que de simples calomnies.

Les documents signés par le général Hodgson et par Jacobs l'attestent eux-mêmes dans de nombreux cas. Toutes les facilités qu'ils demandaient aux autorités albanaïses leur étaient immédiatement accordées.

Ils ont eux-mêmes assisté aux élections à l'Assemblée constituante, le 2 décembre 1945, et nous ont exprimé leurs félicitations à cette occasion.

Toutefois, à l'attitude courtoise du gouvernement albanais, eux-mêmes ont répondu tout autrement.

Au mois de juillet 1945, lors de son voyage dans l'Albanie du Sud le général Hodgson s'est exprimé textuellement en ces termes : « La forme du gouvernement albanais est une dictature ». Parlant des provocations grecques à la frontière, le

général Hodgson a dit textuellement ce qui suit au commandant de notre troisième division :

« Les provocations grecques ne sont autre chose que des salutations ». Au sujet des élections, le général Hodgson a dit: «Les élections en Albanie ont lieu au cinéma Kossova sous la pression des baïonnettes partisans. »

Au moment du départ de la Mission militaire britannique de Dourreuss, l'officier anglais Neel s'est exprimé publiquement en ces termes : « Nous reviendrons d'une autre façon. » Il faudrait tout un livre pour énumérer les interventions de la Mission britannique dans les affaires intérieures de l'Albanie.

Nous nous bornerons ici à citer un seul document. Il est signé d'une haute personnalité britannique en Albanie, et contient un rapport secret et confidentiel (P. L. SEC-154-5), adressé à son service le 6 avril 1946 : « Il faut rappeler que le général de brigade Hodgson, qui commandait la Mission militaire britannique, a adopté une attitude dénuée d'indulgence envers le gouvernement albanais. Il s'exprimait toujours d'une façon brutale contre l'Albanie. Il se vantait souvent d'avoir dit : « Hodja à la porte ! » Au début le général Hodgson a eu toutes facilités pour circuler librement partout en Albanie et si ces facilités lui furent réduites par la suite, le fait est dû à son attitude ; encore le général Hodgson, jusqu'aux derniers jours de son séjour en Albanie, a-t-il toujours observé l'attitude de quelqu'un qui est aux aguets. »

C'est de la même façon que se comportèrent les Américains Jacobs, Fultz et Henderson.

Mais parallèlement à cette activité ouvertement hostile, légale pour ainsi dire, les Missions anglo-américaines en Albanie ont déployé une activité illégale multiple, qui se proposait de saper notre pouvoir populaire et l'existence même de notre État indépendant et souverain.

Les Missions anglo-américaines à Tirana étaient de véritables agences d'espionnage, de sabotage et de complots armés. Elles devinrent les centres de regroupement, de liaison, d'organisation et de direction de tous les ennemis du peuple, des criminels de guerre, des beys et autres propriétaires fonciers, des commerçants touchés par nos réformes, du clan des intellectuels réactionnaires, des anciens officiers, des espions, des femmes de mauvaise vie et de toute la racaille de notre pays, de tous les ennemis du pouvoir du peuple albanais.

Elles devinrent des officines où étaient combinés les complots, sabotages et attentats, où étaient préparées les attaques armées contre nos villes et élaborés les plans de débarquement.

Au cours des procès du peuple contre Sami Qeribachi, contre les saboteurs de Maliq et contre le « groupe des députés », l'activité hostile et continue déployée de longue date par les impérialistes anglo-américains contre notre peuple fut entièrement mise en lumière : on y dévoila leurs plans, leurs tactiques et leurs méthodes, leur inimitié jurée envers notre peuple, de notre pouvoir populaire, de toutes les démocraties populaires et de l'Union soviétique.

Après la libération, arrivèrent de Bari en Albanie 95 officiers anglais qui devaient faire partie de la Mission militaire anglaise, plus de 50 Américains auprès de la Mission militaire civile, et 101 personnes qui faisaient partie du personnel de la ML et de l'UNRRA; tous étaient des agents et des espions de l'impérialisme.

Le procès contre Sami Qeribachi, Ghierg Kokochi et autres, révèle le rôle hostile que jouèrent le colonel Palmer et le commandant Smith; celui des saboteurs de Maliq démasqua Harry Fultz. Mais ce fut le procès des députés traîtres qui fit sortir au grand jour toute la politique hostile des impérialistes anglo-américains en Albanie.

C'est la Mission anglaise qui a organisé l'incendie de Koutchova en 1944, en coopération avec les fascistes italiens restés en Albanie. C'est la Mission américaine qui a organisé le sabotage de Maliq. Ce sont ces Missions qui ont organisé le « groupe des députés » dont le Comité central était en liaison avec Hodgson, Fultz, Jacobs et les fonctionnaires de l'UNRRA ; ce sont elles qui ont organisé le sabotage de Koutchova, de Patos, de Roubik ; elles qui étaient en correspondance avec des criminels de guerre tels que Youp Kazazi et Mouharrem Baïraktari et avec des criminels de guerre réfugiés en Italie et en Grèce.

C'est depuis des années que ces agents informateurs et saboteurs, avaient été préparés en Albanie. Les tribunaux du peuple ont dévoilé l'activité hostile et rageuse depuis longtemps déployée par le bandit américain Harry Fultz.

Les Missions anglaise et américaine en Albanie se sont efforcées de rassembler et d'organiser tous les ennemis du pouvoir populaire, les criminels de guerre en fuite, d'établir la liaison entre ces derniers et les criminels de guerre en Italie et en Grèce, de coordonner l'activité de ces hommes et de ces groupes avec les provocations et les revendications monarcho-fascistes, avec les incidents du canal de Corfou, avec les Conférences internationales et avec les furieuses campagnes de la presse réactionnaire au service de l'impérialisme, contre notre pouvoir populaire, contre notre intégrité territoriale, contre l'indépendance et l'existence même de notre peuple, ainsi que contre l'ensemble du camp démocratique antiimpérialiste — de préparer enfin un débarquement des Anglo-Américains en Albanie.

Mais ce débarquement n'a pas eu lieu et il n'aura jamais lieu.

Les calculs des ennemis de notre pays et de notre peuple se sont révélés erronés et leur ont causé certains déboires.

Les impérialistes anglo-américains ont systématiquement combattu la reconnaissance de nos droits sur le plan international. Il est vrai que l'Albanie est un petit pays, mais dans l'arène internationale elle occupe une place méritée et a son importance ; elle a des intérêts à défendre et des droits à faire respecter par autrui.

La République populaire d'Albanie est un facteur positif de paix et de sécurité dans le monde, et elle occupe une place d'honneur dans le puissant camp de la démocratie, dans le camp de la lutte contre les plans impérialistes

Le caractère et le succès du pouvoir populaire en Albanie, la politique juste, pacifique et démocratique de notre gouvernement, sa lutte conséquente pour la défense des intérêts nationaux en matière de politique extérieure, notre amitié fidèle envers l'Union soviétique et nos rapports avec tous les peuples des démocraties populaires ainsi qu'avec tous les peuples progressistes du monde, ont renforcé la position internationale de notre pays.

Le fait que les Anglo-Américains et leurs valets sont en train de mener une lutte injuste et malhonnête contre le peuple albanais et sa démocratie populaire, justifie le rôle de notre démocratie populaire dans la défense de la paix et de la sécurité

mondiale, et justifie également la politique juste et pondérée du gouvernement de notre république.

Les représentants des gouvernements anglais et américain ont adopté une attitude hostile aux droits de l'Albanie dans toutes les conférences et organisations internationales ;

a) Lors de la Conférence des réparations allemandes, qui eut lieu à Paris en 1945, les représentants anglo-américains s'efforcèrent d'empêcher l'admission de l'Albanie à cette conférence ; leurs efforts furent vains ; toutefois, ils firent en sorte qu'on nous y fixât une quote-part infime, qui n'a aucune commune mesure avec les dommages qui nous ont été infligés et les sacrifices que nous avons consentis durant la guerre.

b) L'admission de l'Albanie à l'ONU s'est heurtée, depuis la Conférence de San Francisco jusqu'à ce jour, à la furieuse opposition des États-Unis et de l'Angleterre sans aucun motif plausible.

Le 13 février 1946, lorsque le Conseil de sécurité à Londres aborda pour la première fois la question de l'admission de l'Albanie à l'ONU, Cadogan se fit le porte-parole des calomnies grecques contre l'Albanie et déclara que la Grèce avait des intérêts en Albanie ; le même jour, s'opposant à l'admission de l'Albanie à cette époque, Bevin déclara notamment :

« Si j'étais obligé de me prononcer ce soir, il me faudrait voter contre l'admission de l'Albanie. »

Cette intention fut mise à exécution à deux reprises par Cadogan qui eut recours au droit de veto contre l'admission de l'Albanie, tant au mois d'août 1946 qu'au mois d'août 1947.

Au mois d'août 1946, Johnson (États-Unis) fit des réserves sur l'Albanie et demanda que le Conseil de sécurité ne prît aucune décision au sujet de l'Albanie et de la Mongolie, dans le même temps qu'il recommandait l'admission d'États tels que l'Irlande, le Portugal et autres.

L'attitude nette et juste du délégué soviétique, qui défendit résolument les droits de l'Albanie à être admise comme membre de l'ONU, obligea les délégués américains et anglais à mettre cartes sur table et à révéler par conséquent leur intention de voter contre l'admission de l'Albanie.

Leur attitude fut la même en 1947 également. Leurs arguments étaient que l'Albanie n'entretenait pas de relations diplomatiques avec l'Angleterre et les États-Unis, qu'elle n'avait pas reconnu la validité des anciens traités, que la Grèce élevait des objections, puisqu'elle se considérait en état de guerre avec l'Albanie et présentait des revendications territoriales à son endroit. A ces arguments vinrent ultérieurement s'ajouter de nouvelles accusations aux termes desquelles l'Albanie troublerait la paix (à propos de l'incident du canal de Corfou) et interviendrait dans les affaires intérieures de la Grèce.

« L'Albanie n'est plus un pays qui puisse être foulé aux pieds, ni devenir un objet de marchandage pour cette diplomatie qui est responsable de la deuxième guerre mondiale. Les positions que l'Albanie occupe au sein des nations antifascistes ne lui ont été offertes par personne, elle les a conquises avec son sang et au prix de sacrifices surhumains. Notre peuple qui s'est jeté sans réserve dans la lutte antifasciste pour la conquête de ses droits, des droits de l'humanité, pour le

renforcement et le triomphe de la démocratie, pour la liberté des peuples, demande avec insistance et la tête haute qu'on respecte ses droits.

C'est avec courroux et indignation que le peuple albanais, indéfectiblement fidèle à la grande alliance antifasciste, voit ajourner sa légitime demande de devenir membre de l'Organisation des Nations Unies, et ceci du fait de ses anciens alliés, l'Angleterre et les États-Unis. »

c) « Lorsque le peuple albanais combattit vaillamment contre le fascisme, on lui jetait des fleurs ; mais lorsque l'heure arriva où il demanda la place qu'il avait si bien méritée au sein de l'ONU ou à la Conférence de la paix, on lui lança des pierres ». Personne ne pouvait s'opposer au droit de l'Albanie, première victime de l'agression de l'Italie fasciste, à participer à la Conférence de la paix à Paris. Et cependant l'Angleterre et l'Amérique ne manquèrent pas de s'y opposer.

Elles se sont opposées à ce que l'Albanie soit inscrite, sur proposition du Conseil des ministres des affaires étrangères, dans la liste des pays victorieux, à ce qu'elle soit admise comme membre de la Conférence de Paris, et à ce qu'elle soit invitée à la conférence avec des droits égaux ou avec droit de vote consultatif.

Lorsqu'à la séance plénière on discuta de la proposition tendant à inviter l'Albanie, le représentant américain James Byrnes se prononça contre l'admission de l'Albanie en ces termes :

« J'espère que nous sommes d'accord sur le fait qu'il est impossible d'inviter l'Albanie, et ceci sur la base des accords conclus à Moscou. »

Le jour suivant, ce fut le délégué britannique, lord Alexandre, qui déclara :

« Je dirai sans équivoque que j'appuie pleinement la proposition présentée hier par monsieur Byrnes, proposition qui tend à suggérer à la conférence d'ajourner cette demande. Je ne me rallie nullement à la proposition faite hier par messieurs Vychinski et Manouilski, qui suggèrent d'examiner dès à présent la question de l'admission de l'Albanie avec droit consultatif, en étudiant et décidant de son cas particulier avant d'étudier également les données qui ont été soumises ou qui peuvent être soumises par la suite par d'autres pays. Je désire mettre en évidence, à ce sujet, que l'Albanie n'est pas une nation alliée, et qu'elle n'est pas membre de l'Organisation des Nations Unies. »

A propos du Traité de paix avec l'Italie, nous avons fait valoir notre opinion et nos demandes ; celles-ci n'étaient pas seulement justes et incontestables, mais aussi modestes. Nous avons demandé qu'à l'article 21 du projet de statut avec l'Italie, là où *il* est dit que l'Italie reconnaît la souveraineté et l'indépendance de l'État albanais et est tenue de les respecter, on ajoutât aussi le mot « intégrité ». Nous avons demandé qu'on nous restituât l'or dont nous avait spoliés l'Italie fasciste et qui avait été transporté en Allemagne ; nous avons demandé à être considérés comme puissance associée ; nous avons demandé des réparations de l'Italie. Bien que les représentants soviétiques et les délégations des démocraties populaires eussent pris énergiquement et sans réserves la défense de nos justes demandes, celles-ci furent en fin de compte rejetées sous la pression des délégations anglaise et américaine. Le délégué britannique Hood déclara avec insistance que l'Albanie recevrait « zéro dollar ». La même attitude fut également prise par le délégué américain durant toute la conférence chaque fois qu'on discuta de nos droits.

A New-York, au Conseil des ministres des affaires étrangères, le représentant

Byrnes s'écriait qu'il n'accepterait jamais que l'Albanie pût recevoir des réparations de l'Italie. Il apparut d'une façon manifeste que lors de cette conférence, où l'on devait faire procès de l'Italie en tant que pays agresseur et prendre des mesures contre elle, de nombreux pays d'Occident prirent la défense de l'Italie et repoussèrent les droits des peuples qui avaient versé leur sang pour la liberté et la démocratie.

d) A la session de Moscou (mars—avril 1947) du Conseil des ministres des affaires étrangères, dont l'ordre du jour comportait l'élaboration du Traité de paix avec l'Allemagne, s'opposant aux droits de l'Albanie à prendre part à la préparation du Traité, les mêmes eurent l'impudence de nier jusqu'à la lutte de notre peuple.

« Nous estimons, dit le délégué américain Murphy, qu'en premier lieu, l'Albanie n'est pas un pays voisin de l'Allemagne, et qu'en deuxième lieu elle n'a pas pris part à la guerre contre l'Allemagne. Quelques rares Albanais isolés ont peut-être pris part à cette guerre ; mais, ceci mis à part, il s'est trouvé aussi des Albanais pour combattre aux côtés des Allemands ».

A ce propos Vychinski fit la remarque suivante :

« La déclaration de Murphy selon laquelle « quelques rares Albanais isolés » ont pris part à la guerre contre l'Allemagne causera une véritable stupeur, non seulement parmi ceux qui assistent à cette réunion, mais dans le monde entier.

Quelle signification a donc l'expression « personnes isolées » ? Comment peut-on parler de « personnes isolées » ou plutôt d' « individus » qui auraient pris part, les armes à la main, à la lutte contre l'Allemagne, lorsqu'on sait que l'Albanie a mis en ligne contre les Allemands 70.000 hommes ? Ainsi donc le petit peuple d'Albanie, qui ne compte qu'un million d'âmes, a lancé contre les Allemands une armée de 70.000 hommes, et vous venez nous dire, que de « rares Albanais isolés » ont combattu contre les Allemands ! »

Les criminels de guerre

Un autre aspect de la politique hostile de l'Angleterre et de l'Amérique envers l'Albanie s'est manifesté à propos du problème des criminels de guerre. Les criminels de guerre albanais exilés se trouvent principalement en Italie et en Grèce, où ils séjournent sous la protection et grâce à l'appui direct des Anglo-Américains. Bien plus, ces derniers les aident, les organisent et les incitent à déployer une activité hostile à la République populaire d'Albanie. Sous la juridiction anglo-américaine, en Italie et dans les zones anglo-américaines d'Autriche et d'Allemagne se trouvent également les criminels de guerre italiens et allemands, qui ont commis des crimes en Albanie.

Le 20 juin 1947, le gouvernement albanais demanda officiellement aux gouvernements anglais et américains de lui livrer tous les criminels de guerre italiens, allemands et albanais qui se trouvaient sous leur juridiction. Le gouvernement albanais présenta en même temps les listes nominatives et les chefs d'accusations particuliers pesant sur chacun d'eux.

En violation de toutes les déclarations faites par les alliés et des engagements assumés par eux en commun durant la guerre, ainsi que des décisions ultérieures, le gouvernement anglais par sa lettre en date du 4 octobre 1947 a alors contesté à l'Albanie, de façon arrogante, le droit de demander que lui soient livrés les criminels

de guerre, en refusant de la reconnaître comme un pays allié et en se déclarant surpris de ce que l'Albanie soulevât si tard cette question :

«... Le gouvernement de Sa Majesté doit souligner que l'Albanie n'a en fait jamais joui du statut de pays allié, et qu'elle ne peut par conséquent réclamer que lui soient reconnus les droits d'un État allié... »

« ... En conclusion, le gouvernement de Sa Majesté doit souligner que deux années se sont déjà écoulées depuis la cessation des hostilités contre l'Allemagne, et qu'il ne peut nullement se laisser impressionner par l'importance des cas que le gouvernement albanais n'a pas jugé opportun de soulever plus tôt. »

L'incident du canal de Corfou

Après l'échec des premières tentatives d'intervention armée, après la découverte et l'écrasement impitoyable des complots organisés qu'ils avaient préparés dans le pays au sein de la réaction intérieure, et puisqu'ils n'avaient pu aboutir à rien, ni par les pressions et les menaces, ni par les accusations calomnieuses contre notre République populaire, qui eurent plutôt pour effet de les démasquer un peu plus, les impérialistes anglo-américains tentèrent de passer à des actes d'agression ouverte en ce servant des revendications absurdes de la Grèce monarcho-fasciste comme d'un prétexte, et en utilisant son sol comme base d'attaque.

La première manifestation dans cette voie ce furent les incidents du 15 mai 1946, du 22 octobre 1946 et surtout des 12 et 13 novembre 1946, lorsque de nombreux navires de guerre britanniques (le 12 et 13 novembre, il y en avait 23, parmi lesquels des croiseurs, des torpilleurs, des sous-marins et un avion de protection) envahirent nos eaux territoriales, sous prétexte de procéder au nettoyage des mines, mais en réalité dans un but manifeste d'agression.

Cet incident de Saranda, provoqué intentionnellement par les Anglais, les faits montrent comment ils l'ont monté, comment ils l'ont gonflé, comment ils l'ont porté jusque devant le Conseil de sécurité et devant la Cour Internationale de la Haye, pour prouver au monde au moyen de « preuves » fausses, alambiquées et nullement convaincantes que l'Albanie mettait soi-disant la paix en danger.

L'Albanie n'a jamais mouillé des mines le long de sa côte, puisqu'elle ne possédait pas de tels engins et qu'elle ne possédait pas non plus les moyens de les poser. Des documents officiels anglais eux-mêmes prouvent que les Anglais savaient qu'il restait des mines dans ces parages depuis la guerre, ils savaient que le nettoyage qu'ils ont eux-mêmes effectué, n'est nullement facile et que la navigation présentait là des dangers. Les mines ont fort bien pu être posées par des bateaux britanniques avec l'aide de leurs valets d'Athènes. Et ici se pose la question : Que cherchaient les navires anglais lorsqu'ils sont venus à plusieurs reprises? Pourquoi ont-ils violé plusieurs fois de suite la souveraineté de nos eaux territoriales ? Ils poursuivaient certainement un but déterminé. Les Anglais prétendent avoir le droit de faire traverser le canal de Corfou par leurs navires « sans danger » ; la route maritime qui traverse le canal de Corfou ne passe pourtant pas à 500 mètres de la côte de Himara, et l'expression de navigation « sans danger » ne signifie pas qu'on est en droit de tenir tous ses canons levés et braqués vers nos ports.

Mais les navires de leurs valets d'Athènes, que cherchaient-ils dans nos eaux, tout près de nos ports, lorsqu'ils ont violé ces eaux à huit reprises, sans compter les

incidents qui se sont produits ou se produisent tous les jours ? Avaient-ils donc, eux aussi, des intentions pacifiques, lorsqu'ils ont enlevé nos barques avec leurs passagers pour les conduire à Corfou, ou lorsqu'ils mitraillèrent notre rivage et nos villages, ou lorsqu'ils tirèrent des coups de canon sur les villages de Konispol ? Il n'est pas besoin de beaucoup d'intelligence pour comprendre le motif qui les poussait à recourir à de tels procédés.

Malgré les voix que les Anglo-Américains réunissent toujours au Conseil de sécurité pour faire approuver des actes calomnieux et agressifs de ce genre, la justice est de notre côté et, décidés à obtenir la reconnaissance de nos droits, nous ne nous inclinons ni devant les chantages ni même devant les menaces. Justice sera toujours rendue à ceux qui ont le bon droit pour eux.

En guise d'argument convaincant et de dernière heure, au sujet de l'incident de Saranda, les Anglais et les Américains ont présenté celui-ci : « ou bien le gouvernement albanais a posé lui-même les mines, ou bien il sait *qui* les avait mouillées, puisque ce gouvernement monte une garde jalouse sur ses frontières et sur sa côte ». Ce dernier argument ne prouve rien, ou plutôt il ne prouve qu'une chose, une chose qu'ils reconnaissent franchement, à savoir que nous montons jalousement et résolument la garde sur notre côte et sur nos frontières méridionales, « parce qu'elles sont sacrées pour nous et parce que tout autour d'elles s'agitent les loups fascistes ». (Discours à l'Assemblée populaire, 13 juillet 1947.)

Les impérialistes anglo-américains se sont donc efforcés de faire des provocations du canal de Corfou le prétexte d'un débarquement ; ce plan échoua, démasqué qu'il fut par notre gouvernement et par les représentants soviétiques au Conseil de sécurité. Le gouvernement anglais se sent à présent dans une posture d'accusé devant la Cour Internationale de la Haye, et il n'a d'autre ressource que d'ourdir des accusations et de se livrer à de nouvelles acrobaties pour couvrir sa provocation de brigand aujourd'hui dévoilée.

LA QUESTION GRECQUE

Les milieux bancaires et militaristes qui dirigent la politique étrangère américaine et anglaise voient dans la République populaire d'Albanie un obstacle important à la réalisation de leurs plans bellicistes et expansionnistes contre l'Union soviétique et les démocraties populaires. Aussi ont-ils recours à toutes sortes d'intrigues, de manœuvres, de pressions et de provocations, à toutes sortes de sabotages, de complots et d'actes de diversion, contre notre peuple vaillant et inflexible qui s'est lié corps et âme, à la vie et à la mort, au camp invincible du socialisme, à l'Union soviétique triomphante.

Ils ont voulu transformer notre Albanie bien-aimée, pacifique et démocratique en une deuxième Grèce, « où auraient régné par la terreur, Zogou, les beys et les criminels de guerre, où le peuple aurait connu une misère sans précédent dans son histoire ».

Ce but, ils n'ont pu l'atteindre. Mais ils ne s'en sont pas moins efforcé d'utiliser la Grèce monarcho-fasciste à cette fin en suivant deux méthodes simultanément : d'une part, en incitant et en soutenant les revendications insensées de la Grèce sur Kortcha et Ghirokastra, la prétention absurde des fascistes d'Athènes selon laquelle la Grèce serait soi-disant en état de guerre avec l'Albanie, et leurs criminelles et

incessantes provocations armées contre l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République populaire d'Albanie ; d'autre part, en prenant une part directe à ces provocations armées des monarcho-fascistes, en accusant l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie d'être la cause de l'âpre guerre civile qui se déroule en Grèce — alors qu'ils sont eux-mêmes seuls responsables avec leurs instruments athéniens — en exerçant des pressions directes et ouvertes sur le gouvernement albanais — telle la récente démarche anglo-américano-française — et en faisant du problème grec un problème international, afin de créer des troubles dans les Balkans et d'utiliser leur campagne criminelle à la préparation d'une troisième guerre mondiale.

On sait à présent qu'en été 1945, en Grèce, tout était prêt pour une agression contre l'Albanie, combinée avec un débarquement des Anglais par mer, mais que ces plans échouèrent devant l'attitude résolue du peuple albanais et de la politique juste et ferme de son gouvernement.

Les officiers anglais, comme le général Scobie, firent des déclarations provocantes et belliqueuses contre l'Albanie. Les officiers inférieurs anglais et américains ont continuellement inspecté la frontière gréco-albanaise, contrôlant et photographiant nos positions.

C'est dans le cadre de cette politique de soutien des revendications grecques contre l'Albanie que s'inscrivirent les efforts des Anglo-Américains pour qu'elles soient discutées à la Conférence de la Paix à Paris. La demande grecque fut finalement mise à l'ordre du jour, sous la pression des délégations anglaise et américaine. Mais l'attitude du gouvernement albanais a été nette. Le 16 septembre 1946, la veille de son départ de Paris, le premier ministre d'Albanie fit une déclaration à la presse, dans laquelle il affirmait entre autres :

« La conférence de Paris a voté par 11 voix contre 7 et 2 abstentions en faveur de la demande grecque tendant à mettre en discussion la frontière de l'Albanie du Sud. Je déclare solennellement que ni la Conférence de Paris, ni aucune autre conférence quelle qu'elle soit, ne peuvent soumettre à examen les frontières de mon pays. Il ne se trouve pas à l'intérieur de ces frontières un seul pouce de terre étrangère. Nos frontières sont indiscutables et personne ne pourra y porter atteinte. Pour obtenir un pouce de terrain de notre pays, les Grecs devront mettre en mouvement des mécanismes autres que celui du vote de la Conférence de Paris.

Le monde doit savoir que le peuple albanais n'a pas envoyé sa délégation à Paris pour y rendre des comptes, mais pour demander compte à ceux qui lui ont causé de si graves dommages et contre qui il s'est battu jusqu'au bout avec le plus grand acharnement. Nous nous sommes acquittés de notre devoir de la même façon que les « Grands ». »

Ce fut le grand mérite de la délégation soviétique et de son chef, le camarade Molotov, d'avoir fait retirer de l'ordre du jour de la Conférence ces viles revendications grecques — ce qui constitua une grave défaite pour la diplomatie anglo-américaine.

Le 23 octobre 1947, Hector MacNeil, délégué anglais à l'Assemblée générale des Nations Unies, encourageait Tsaldaris en ces termes :

« A mon avis, il est à craindre qu'en raison de la forme qu'ont revêtues mes remarques sur votre action, il ne soit porté préjudice à votre position au sujet des revendications sur l'Épire du Nord. Ce que je voulais dire et ceci, j'en suis sûr,

ressort très clairement de mon discours, c'est que le fait que votre délégation à Paris ait accepté démocratiquement, la décision de la Conférence de Paris, ne porte nullement atteinte à votre droit à les défendre de nouveau devant le Conseil des ministres des affaires étrangères, comme vous en avez alors annoncé et répété par la suite votre intention. » (« Elefteria », 26 octobre 1947.)

Le gouvernement monarcho-fasciste d'Athènes a reçu dans sa politique d'hostilité envers l'Albanie une aide et une impulsion particulière des Anglo-Américains, par l'entremise de la Commission d'enquête créée par le Conseil de sécurité le 19 décembre 1946 et surtout de la Commission spéciale pour les Balkans (UNSCOB) qui fut créée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 octobre 1947.

Ayant échoué dans leurs tentatives directes, les Anglo-Américains se mirent en effet à lancer devant l'ONU des accusations aux termes desquelles l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie fourniraient refuge, ravitaillement et armes aux partisans grecs, interviendraient dans les affaires intérieures de la Grèce, par conséquent seraient responsables de la guerre civile en Grèce et mettraient donc la paix en danger.

Les vrais coupables, les interventionnistes anglo-américains, avaient recours là à des méthodes surannées, vétustes ; ils cherchaient à se cacher eux-mêmes derrière les accusations qu'ils portaient contre les autres au Conseil de sécurité. Lors de la discussion du rapport de la Commission d'enquête le 25 juillet 1947, le délégué américain attaqua brutalement nos pays : « Nous estimons, déclara-t-il, que la Grèce ne constitue pas, pour le moment, une menace pour la paix, nous estimons au contraire que ce sont les trois gouvernements balkaniques qui, par leur conduite passée, constituent une telle menace. Nous croyons de notre devoir de leur donner un avertissement. »

De nouveau, le 20 octobre 1947, à l'Assemblée générale, sans présenter la moindre preuve, mais au contraire en passant sous silence les faits innombrables à la charge des États-Unis, le délégué de Wall Street, Johnson, répéta les mêmes accusations et demanda la création de l'UNSCOB ; celle-ci fut effectivement créée et agit comme une agence d'espionnage et de provocation du State Department et des monarcho-fascistes, contre le peuple grec épris de liberté et contre ses voisins du Nord. L'UNSCOB a repris à son compte toutes les accusations, les calomnies, les provocations et les crimes des Américains en Grèce. Elle a dirigé son activité principalement contre l'Albanie. Depuis son arrivée en Grèce, jusqu'au 25 octobre 1948, 683 provocations armées ont été commises par les monarcho-fascistes grecs, soit par terre, soit par mer, soit dans les airs, sous la bannière de l'ONU.

Les agents anglais et américains y jouent un rôle de provocateurs et de trouble-paix. Les membres de l'UNSCOB prennent part personnellement aux provocations et aux combats menés contre l'Armée démocratique.

Sous la bannière de l'ONU, les Américains et les Anglais s'efforcent de justifier et de couvrir leur intervention et leur responsabilité en accusant les autres. Mais leur fervent défenseur lui-même, Spaak, a déclaré à l'Assemblée générale de l'ONU :

« Je ne crois pas que quelqu'un puisse oser affirmer que les pays voisins du Nord de la Grèce sont les incitateurs et les fauteurs de la guerre civile qui se déroule en ce pays. Personnellement je ne crois pas qu'on l'ait affirmé, et si quelqu'un le faisait,

je pense que cela constituerait une exagération. »

En Grèce, il y a intervention étrangère et c'est là en effet la cause de la guerre civile. Mais cette intervention fut le fait des Anglais au début et c'est maintenant celui des Américains, qui appliquent ainsi la doctrine Truman. En une seule année, a déclaré récemment l'ancien chef de la Mission américaine en Grèce Griswold, de la part du gouvernement américain « 20.000 tonnes de matériel de guerre de toute sorte ont été envoyées, six aérodromes militaires ont été construits, qui peuvent accueillir les bombardiers lourds, et les grands ports du pays ont été mis en état pour des raisons militaires ».

Voilà ce que sont l'aide américaine, la doctrine Truman et le plan Marshall. Aussi bien la meilleure explication de la doctrine Truman est-elle donnée par le journaliste bien connu, porte-parole de l'impérialisme américain, Walter Lippman, lorsqu'il écrivait au mois d'avril 1947 dans le journal « *New York Herald Tribune* » ;

« Nous avons choisi la Turquie et la Grèce non pas parce qu'elles ont vraiment besoin d'aide, mais plutôt parce qu'elles sont les portes stratégiques qui conduisent à la Mer Noire et au cœur de l'Union soviétique. »

Les gangsters américains visent l'Union soviétique, la patrie de la paix et du socialisme, le pilier de la liberté et de la démocratie dans le monde. C'est elle qu'ils visent lorsqu'ils attaquent notre République populaire. Mais l'Union soviétique sait leur asséner des coups mérités chaque fois qu'ils attaquent notre pays, et c'est ainsi que, grâce à elle, nous sommes forts et invincibles.

Conclusion :

Toutes les ignobles manœuvres auxquelles la réaction internationale se livre aux dépens de notre peuple, sont démasquées les unes après les autres, et les peuples évolués du monde entier voient clairement à quel point est inique l'attitude des gouvernements anglais et américains envers l'héroïque et pacifique peuple albanais. Toutes les accusations que ces gouvernements cherchent à lancer contre nous, se retournent contre eux et leur jeu et leurs desseins sont complètement démasqués.

Est-ce que notre petit peuple peut menacer la paix et l'Angleterre, comme le prétendent les gouvernements anglais et américains ? C'est ridicule ! Le peuple albanais désire vivre libre, tranquille, tout à son travail pacifique et constructif ; il désire vivre en parfaite harmonie avec tous les peuples progressistes du monde entier.

LES MENÉES DE LA RÉACTION APRÈS LA LIBÉRATION DE L'ALBANIE

Après la libération de l'Albanie, le Parti et le pouvoir, pour couronner les victoires remportées au cours de la guerre, avaient à procéder au nettoyage et à l'élimination des vestiges du fascisme, des nids de réaction et d'espionnage et de tous ceux qui pratiquaient une politique de diversion. La lutte devait être acharnée et elle le fut. De nombreux criminels de guerre, mis en déroute par les partisans et ne jouissant plus de la protection des armées allemandes, étaient dispersés dans toute l'Albanie, retirés dans un repaire montagneux ou chez eux ; d'autres s'étaient faufilés dans les rangs de notre Armée ; d'autres vivaient clandestinement dans les villes et les villages. Les forces armées de notre peuple, les forces de la Sûreté, la police de défense populaire et le peuple lui-même, qui participa activement à cette

lutte, se mirent à l'œuvre afin de débarrasser le pays de ces bandits. L'unique espoir de la réaction et des criminels de guerre, isolés ou organisés en bandes, — et qui n'avaient pu s'enfuir par mer, — reposait sur les Anglo-Américains qui se trouvaient en mission en Albanie. Les puissantes attaques lancées par notre pouvoir contre les criminels de guerre, du mois de décembre 1944 à la fin de février 1946, ont liquidé la question. Ministres quislings, criminels de guerre, mouchards, agents de diversion, fonctionnaires des régimes fascistes du passé, furent tués au cours des combats ou capturés et traduits devant les tribunaux, fusillés pour les crimes qu'ils avaient commis contre le peuple ou emprisonnés. Durant ces quatre dernières années, les organes de la Sûreté de l'État ont poursuivi une lutte acharnée et incessante contre les vestiges des agences d'espionnage, du SIM, de la gestapo, de l'Intelligence Service, ainsi que de l'agence d'espionnage américaine, qui, toutes, organisaient et excitaient la réaction contre notre République populaire et le pouvoir populaire. Le 23 janvier 1945, ceux des ennemis qui survivaient et qui se trouvaient aux environs de Chkodra, ballistes fuyards et hommes de « Légalité », hommes de « Besë-Lidhje » et autres criminels invétérés, tentent d'organiser un soulèvement, appuyés par la propagande et l'intervention anglaises. Le 23 janvier 1945, ils attaquent Koplík et parviennent à s'en emparer pour quelques heures. En même temps ils attaquent les postes de commandement du pays. Cette révolte fut immédiatement brisée par les forces de notre armée.

En janvier 1946, des éléments de la riche bourgeoisie de notre pays, des hommes liés à l'occupant et aux agents directs des Anglo-Américains, organisent divers groupes d'opposition, tel le parti « monarchiste », où se rencontrent des éléments réactionnaires à tendances zoguistes, d'anciens officiers de Zogou, le parti « social-démocrate », les vestiges du soi-disant groupe socialiste-démocrate de « Balli Kombëtar ». A quoi il faut ajouter le groupe « démocrate » présidé par Sami Qeribachi. Tous ces groupes, qui rassemblent les ennemis du peuple et les adversaires du régime, s'organisent, prennent contact avec les réfugiés et projettent de renverser le pouvoir par la force. La Mission anglaise à Tirana était le pivot de ces groupes et en assumait la direction. Ces groupes découverts, on procéda à l'arrestation de leurs membres et on les fit passer devant les tribunaux et condamner comme ils le méritaient.

Au mois de février 1946, eut lieu à Chkodra le procès de l'« Union albanaise ». Cette organisation avait été fondée sous la direction du clergé catholique de Chkodra et avait des racines qui remontaient au temps de la guerre. Elle était dirigée par le clergé catholique qui recevait, à son tour, ses instructions directement du Vatican. A sa tête on trouvait les membres les plus importants du clergé catholique. L'activité de ce groupe se manifesta surtout par la diffusion de tracts, par l'aide qu'il apporta au mouvement du 9 septembre 1946 à Chkodra, etc. Le mouvement du 9 septembre 1946 à Chkodra s'est produit à l'instigation directe des Anglo-Américains ; le groupe des députés traîtres y participait activement par l'intermédiaire du traître Riza Dani, en relation avec des émigrés, tels Youp Kazazi et autres. Le 9 septembre la ville de Chkodra est attaquée de trois directions par 450 hommes armés ou non-armés. Il était prévu que cette attaque serait le point de départ de l'intervention militaire anglo-américaine en Albanie, en vue de renverser le pouvoir populaire. Le mouvement fut réprimé le jour même : 33 adversaires

furent tués au cours du combat que livrèrent nos forces ; huit autres, et parmi eux les chefs, passèrent devant les tribunaux militaires et furent fusillés ; 200 furent arrêtés, jugés par les tribunaux et un certain nombre d'entre eux furent acquittés.

Le 8 novembre 1946, commença à Tirana le procès contre un groupe d'espions et de saboteurs directement organisés et dirigés par la Mission américaine en Albanie, et plus personnellement par Mr. Fultz, ennemi acharné du peuple albanais et chef des services américains d'information. Dans ce groupe on trouvait surtout des ex-élèves des écoles techniques, dirigées en ce temps-là par les Américains. Ces éléments étaient des techniciens bourgeois corrompus, des hommes liés pendant la guerre au fascisme et à la réaction. Ils effectuèrent des actes des sabotages à Maliq, à Koutchova, à Roubik et ailleurs. Les chefs de ce groupe de saboteurs, tels Beqir Tchela, Abdul Chara, Kouïtim Beqiri, Selahudin Toto et autres, furent arrêtés, jugés par les tribunaux et condamnés comme ils le méritaient.

Le procès d'un autre groupe de traîtres et ennemis du peuple, camouflés dans le Front de libération nationale, révéla qu'ils avaient tenté, avant même la fin de la guerre, de s'organiser et de se rassembler avec l'intention de se présenter comme un parti d'opposition au sein du Front. Une grande partie de ces éléments furent élus députés lors des élections du 2 décembre 1945. Sous le masque de la participation au Front et avec le mandat de député dans leur poche, en fait inspirés et dirigés par les Anglo-Américains, ils tentèrent de jouer le rôle de « cheval de Troie » ; liés avec les criminels de guerre, ils s'organisèrent en vue de renverser le pouvoir par la force. Cette organisation hostile aux intérêts du peuple fut découverte. On procéda à l'arrestation de ses chefs, tels Chefqet Beya, Cheh Ibrahim Karbounara, Riza Dani et autres. Ils furent traduits en justice et condamnés comme ils le méritaient.

Les survivants de « Balli Kombëtar », camouflés, étaient en train de s'organiser dans la plus complète clandestinité contre le pouvoir populaire. Ces éléments, dès le début de l'année 1945, Ouan Filipi à la tête, organisèrent un comité provisoire de « Balli », selon les instructions qu'ils recevaient du comité central de « Balli », en Italie, par l'intermédiaire de l'UNRRA. De ce groupe faisaient partie les survivants de « Balli », des commerçants imposés, des koulaks expropriés, des espions, des beys et autres, en relation avec les criminels de guerre émigrés. Leur programme comportait l'organisation d'attentats et le renversement du régime populaire par la force. Cette organisation fut découverte, et ses chefs, tel Ouan Filipi, Abdul Kokochi, Surya Selfo et autres, furent assignés devant les tribunaux et condamnés comme ils le méritaient.

Telles furent les tentatives d'organisation de la réaction intérieure, qui, profitant de l'appui que lui offraient les Anglo-Américains résidant en Albanie, essaya maintes fois d'entreprendre la lutte contre notre régime, tout en espérant un débarquement anglo-américain. Les liens qui unissaient ces agents des Anglo-Américains et les survivants de la réaction aux masses populaires étaient bien faibles — ce qui explique que tous ces éléments ennemis n'ont remporté aucun succès dans leurs menées criminelles contre le peuple. Le pouvoir, avec le concours de ses organismes de protection, liquida facilement toutes ces menées. Par son action justifiée et acharnée, notre pouvoir s'est affermi et s'est enrichi d'une expérience suffisante pour démasquer et pour combattre impitoyablement tous les ennemis du peuple qui oseraient relever la tête.

NOS RELATIONS AVEC LES PEUPLES DE YOUGOSLAVIE. LES INTENTIONS ET L'ACTIVITÉ HOSTILE DU GROUPE NATIONALISTE-TROTSKISTE DE TITO ENVERS L'ALBANIE

Au cours de la deuxième guerre mondiale, l'Albanie, comme la Yougoslavie, a été victime de l'agression des fascistes allemands et italiens.

Les peuples de nos deux pays, inspirés et encouragés par la glorieuse lutte libératrice des peuples de l'Union soviétique et de leur glorieuse armée, ont héroïquement combattu sous la conduite de leurs Partis communistes contre le même ennemi commun et pour les mêmes buts. La guerre eut pour effet de faire disparaître, entre nos peuples, les querelles et les dissensions chauvines suscitées par les régimes réactionnaires antipopulaires du passé. La fraternité de nos deux peuples se renforça lorsque deux de nos divisions apportèrent leur aide aux peuples frères yougoslaves et accomplirent glorieusement leur devoir dans les combats contre les hordes allemandes du Monténégro. Au Kosovo et en Metohia, en Bosnie et ailleurs, le sang versé par les partisans albanais en territoire yougoslave affermit la fraternité entre nos peuples. Notre Parti et notre gouvernement travaillaient au renforcement de nos relations fraternelles avec la Yougoslavie et envisageaient ce renforcement avec la plus grande sympathie. Nos deux pays jouissaient également de tout l'appui et de toute l'affection de leur grand libérateur, l'Union soviétique.

La voie logique, selon la science marxiste-léniniste, était celle de la collaboration la plus étroite possible de nos deux pays. En 1946 fut conclu un traité d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle, et au mois de novembre 1946 fut signée une convention économique entre les deux pays.

Le Parti et le peuple envisageaient ces relations avec la plus grande confiance, mais les points de vue et les buts du groupe trotskiste de Tito étaient en vérité tout à fait contraires à ceux du Comité central de notre Parti et aux intérêts du peuple albanais, de l'Union soviétique et du camp socialiste tout entier. A la lumière des lettres historiques du Parti bolchévique, adressées au Comité central du Parti communiste yougoslave, et de la résolution du Bureau d'information, les véritables desseins et la véritable politique, antimarxiste, antisoviétique, antialbanaise, calomniatrice et impérialiste, suivie par le groupe trotskiste de Tito contre notre pays, apparurent au grand jour.

Notre pays, dévasté par la guerre, avait besoin d'aide ; cette aide, nous pouvions la recevoir de l'Union soviétique, sans laquelle l'Albanie nouvelle ne pouvait pas se reconstruire ; nous pouvions la recevoir de notre voisine et alliée, la Yougoslavie, et des autres démocraties populaires.

L'aide principale, nous commençâmes à la recevoir en 1947, par l'entremise de la Yougoslavie ; de ce succès dans notre économie, le facteur essentiel était l'Union soviétique ; à cette aide auraient pu toutefois contribuer considérablement les peuples de Yougoslavie. Indépendamment de ces livraisons et par l'entremise de la Yougoslavie, l'Union soviétique nous a également aidés, et particulièrement dès le début de la période qui suivit la libération jusqu'à présent, en nous accordant des crédits pour acheter du blé, des machines, des tracteurs, etc.

La convention économique était la concrétisation de l'alliance. Cette convention entraînait la conclusion de protocoles sur la coordination des plans, sur l'unification

des prix, sur la parité des monnaies, sur les sociétés communes, etc.

Le Parti et le gouvernement ont signé cette convention avec la plus grande confiance, tout en faisant des observations justifiées au sujet de la parité des monnaies, de l'unification des prix, de la fixation de la forme du crédit, des investissements à effectuer pour le compte des sociétés albano-yougoslaves. Les faits ont démontré que nos observations étaient fondées. Mais, dès ce temps-là, d'une manière ignoble et menaçante, et dans une voie antimarxiste de collaboration entre deux démocraties populaires, nous avons été méprisés, et considérés, dès cette époque-là, par le C.O. yougoslave, comme l'obstacle que créait notre Parti à l'établissement des relations entre nos deux peuples frères. En ce qui concerne la nature et le développement de ces relations, ainsi que l'octroi du crédit, il y avait, de la part du C.C. yougoslave, des buts déterminés antimarxistes et antialbanais, qui étaient camouflés sous des formules marxistes de relations entre démocraties populaires. Sous le masque de ce crédit, le C.C. du P.C.Y. entendait exploiter notre pays de façon colonialiste et dans la ligne impérialiste. Selon les points de vue trotskistes du C.C. du P.C.Y., notre économie ne devait pas se développer indépendamment, et devait s'intégrer dans l'économie yougoslave. Pratiquement donc, en ce qui concerne les relations économiques, notre pays serait entièrement isolé de l'Union soviétique et des démocraties populaires, et le groupe trotskiste de Tito de projeter qu'en disposant de la question de l'économie de notre pays, il pourrait soumettre aussi la juste politique du Comité central de notre Parti à l'égard de l'Union soviétique et du camp du socialisme. Par la pression économique, et profitant de la situation difficile de notre peuple, les trotskistes yougoslaves combattaient avec le plus grand acharnement, par la démagogie, par des phrases pseudo-marxistes, toute initiative et toute opposition de notre Comité central, qui tâchait d'échapper à ce joug.

Le Comité central yougoslave ne pouvait supporter que notre Comité central élevât l'économie du pays sur des bases marxistes-léninistes, et ne pouvait tolérer que l'accord du crédit consenti à l'Albanie fût employé pour renforcer la démocratie populaire dans notre pays, dans la voie marxiste-léniniste et selon les grands principes du camp du socialisme.

Le Comité central de Yougoslavie, sous le couvert de ce crédit, se proposait seulement de miner la démocratie populaire en Albanie et non pas de renforcer notre économie.

Ces trotskistes firent usage de tout leur arsenal hostile pour s'attaquer à nos cadres, pour les compromettre, pour saper notre travail d'organisation et pour combattre la précieuse expérience soviétique.

Par ce travail hostile ils nous créaient des situations difficiles afin d'empêcher que le plan ne fût achevé dans le délai prévu, d'en rejeter la faute sur notre gouvernement et de trouver ainsi des prétextes pour entraver l'octroi du crédit yougoslave, afin encore de ne pas procéder aux investissements en temps voulu et de retarder l'arrivée des marchandises. Cette tactique trotskiste du Comité central yougoslave avait pour but de faire faire marche arrière à notre économie, d'aggraver la situation économique de notre pays, de discréditer le Parti et le gouvernement aux yeux du peuple et, d'autre part, d'augmenter le prestige de la Yougoslavie, en soutenant que celle-ci serait soi-disant disposée à aider l'Albanie, mais que la

direction du Parti communiste d'Albanie n'était pas en état de diriger le pays et de tirer profit de cette assistance. Le Comité central de notre Parti s'opposa avec énergie à ces procédés antialbanais et antimarxistes, et il demanda qu'on fixât les modes de paiement du crédit de deux milliards et des investissements à effectuer par la Yougoslavie dans les sociétés communes ; notre Comité central, constatant l'injustice du comportement du Comité central de Yougoslavie, prévoyait en effet qu'un jour ou l'autre, par des procédés de brigands impérialistes, les sociétés communes tomberaient aux mains du gouvernement yougoslave et subiraient le même sort que les sociétés commerciales du fascisme italien, et que le crédit que nous accordait la Yougoslavie allait jouer le même rôle que le prêt accordé par l'Italie fasciste à l'Albanie.

Nos justes points de vue furent combattus par le Comité central de Yougoslavie et, aux réclamations de notre gouvernement, le trotskiste Kidritch de répondre : « il faut accepter les conditions du gouvernement yougoslave, et le gouvernement albanais ne doit pas créer d'obstacles, car la Yougoslavie fait des sacrifices, et c'est pourquoi vous devez signer. »

C'était là un abject ultimatum trotskiste et fasciste. Le groupe trotskiste de Tito n'a jamais voulu définir d'une façon juste nos rapports, parce qu'il craignait que la vérité fût dite, ses membres étant des valets de la bourgeoisie, des antimarxistes.

Les trotskistes yougoslaves poursuivaient des buts multiples. A leurs yeux, d'abord, notre économie devait végéter et ne pas faire de progrès. Un autre de leurs objectifs était de ruiner la confiance et l'amour que nourrissait notre Parti envers la grande Union soviétique et de faire perdre pratiquement à nos hommes, à nos dirigeants, leur foi en la glorieuse expérience soviétique.

Une telle entreprise aurait eu pour effet d'isoler notre pays de l'Union soviétique et du camp du socialisme. Les trotskistes yougoslaves voulaient discréditer ainsi la direction de notre Parti, la présenter comme incapable, créer des scissions, éliminer tous ceux de nos dirigeants qui défendaient la juste ligne marxiste-léniniste de notre Parti, et faire accéder à la direction leurs instruments, tels Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, qui auraient aveuglément détruit tout à la fois notre Parti et la grande œuvre du peuple albanais.

Le groupe trotskiste de Tito n'a manqué aucune occasion d'utiliser et d'exploiter toutes sortes de procédés trotskistes pour s'attaquer au Comité central de notre Parti, à sa juste ligne de conduite, au secrétaire général du Parti, au camarade Nako Spirou, aux autres camarades du Bureau, tels que les camarades Touk Yakova et Bedri Spahiou, Mehmet Chehou et autres.

Malgré ces difficultés, ces calomnies et ces chantages, notre Parti et le gouvernement ont mené leur tâche à bien. Ils ont remporté de grands succès dans le domaine économique et, parce que la ligne politique de notre Parti était inébranlable et juste, les tentatives des trotskistes yougoslaves ne parvinrent pas à lui porter préjudice.

Le groupe trotskiste de Tito commença par accuser notre Comité central de dévier de sa ligne et de se replier en pratique sur une seconde ligne.

Le Bureau politique du Parti repoussa cette accusation du C.C.Y., encore que Kotchi Dzodze ne fût pas convaincu par la décision que prit le Bureau sur cette question ; aussi bien ne pouvait-il pas l'être puisque, depuis la session de Bérat, il

était pleinement d'accord avec les trotskistes yougoslaves et suivait leur ligne de conduite.

Dans tous les secteurs de notre plan les Yougoslaves ont saboté des deux mains.

Grâce aux efforts de notre Parti et de notre gouvernement, et avec le matériel qui se trouvait dans le pays, avait été assurée une série de réalisations qui avaient amélioré les conditions de vie de notre pays.

Pour parvenir à leurs fins, celles dont nous avons déjà fait état, les Yougoslaves entreprirent une série de viles actions contre notre Parti, notre économie, notre plan et nos hommes.

Constatant la résistance de notre Parti à ses menées antialbanaises, le groupe trotskiste disposa les batteries de sa deuxième attaque grave contre la direction de notre Parti et contre la juste ligne du Parti. Cette attaque commença avec le projet de plan économique quinquennal. Ce projet de plan proposé n'était d'ailleurs qu'un bluff, puisque les trotskistes yougoslaves eux-mêmes, Savo Zlatitch en tête, délégué du Comité central de Yougoslavie, ont avoué, après l'analyse du VIII^e Plénum que, dans le budget yougoslave, non seulement aucun crédit n'avait été prévu pour subventionner le plan quinquennal, mais que n'y avait même pas été prévu le crédit de deux nouveaux milliards qui devait nous être accordé pour l'année 1948.

Le Comité central du Parti imprima cependant à ce projet de plan quinquennal une orientation juste, en opposition avec l'orientation que les Yougoslaves tentaient de lui donner et qui, elle, était antimarxiste, antialbanaise et visait à l'exploitation de notre pays.

D'après les Yougoslaves, en effet, nous devons fournir à la Yougoslavie toutes les matières premières dont ils avaient besoin. Exportées dans la « métropole » yougoslave, celles-ci devaient être travaillées là-bas, dans les fabriques yougoslaves. Après quoi, la Yougoslavie aurait fourni à sa « colonie albanaise » les objets manufacturés à des prix exorbitants, depuis le fil jusqu'à l'aiguille, l'essence, le naphte et le pétrole aussi bien que les verres de lampes dans lesquels aurait brûlé notre propre production, extraite de notre sol, mais transformée en Yougoslavie et revendue chez nous à un taux usuraire.

Ce n'eût été là rien d'autre que la politique des trusts capitalistes et des monopoles impérialistes anglo-américains. L'orientation des Yougoslaves consistait donc à empêcher dans notre pays le développement de toute industrie et du prolétariat, à maintenir notre pays dans un état arriéré, tel qu'il restât à jamais sous la dépendance de la Yougoslavie, sans aucune perspective, si ce n'est celle d'un dur travail servile.

Notre projet de plan était juste et notre Comité central ne trompait pas lorsqu'il approuva ce plan. L'orientation qu'il proposait tendait à ce qu'avec l'appui de la Yougoslavie et des autres républiques de démocratie populaire, et avec l'aide décisive de l'Union soviétique, notre République populaire indépendante, partie intégrante du camp démocratique, pût édifier le socialisme, en mobilisant toutes les forces vives du peuple albanais sous la direction de son Parti communiste.

L'orientation de notre plan repoussait tout esprit d'exploitation et de colonisation par des méthodes impérialistes ; elle se proposait l'édification de l'industrie et l'électrification du pays, le relèvement et le renforcement du niveau de vie des classes laborieuses d'Albanie, le développement et la modernisation de notre

agriculture dans la juste voie du socialisme. Les trotskistes yougoslaves, eux, voulaient imposer au plan une orientation toute différente.

Il suffit au groupe trotskiste de Tito de prendre simplement connaissance des directives générales que notre Comité central donnait au gouvernement quant à l'élaboration du plan, pour qu'il formulât contre notre Parti et son Comité central l'ignoble accusation d'avoir rédigé un plan quinquennal autarchique et irréel, ne tenant pas compte des accords qui liaient les deux pays, un plan qui détachait l'Albanie de la Yougoslavie, etc.

C'était là une première accusation lancée sans aucun fondement, et qui tendait à contrarier sur une plate-forme trotskiste le juste développement de notre économie socialiste. Mais pour accuser le Comité central du Parti, sa juste ligne et les hommes de la direction qui défendaient la ligne marxiste-léniniste du Parti, sur la seule question du plan quinquennal, les arguments étaient faibles. Du coup, le groupe trotskiste de Tito forgea également toute une série d'arguments aussi répugnants que mensongers.

Ils accusèrent notre gouvernement, le Comité central, le premier ministre et Nako Spirou d'être responsables de ce que les relations entre nos deux peuples avaient été soi-disant réduites à néant ; ils nous accusèrent d'avoir créé un front antiyougoslave en Albanie, front qui se serait étendu jusque chez les constructeurs de la voie ferrée de la jeunesse ; ils accusèrent plus particulièrement Nako Spirou d'avoir collaboré avec l'ennemi ; il accusèrent notre gouvernement d'être un gouvernement antipopulaire ; ils condamnèrent les relations économiques et politiques que notre gouvernement entretenait avec l'Union soviétique ; ils essayèrent de nous empêcher de bénéficier de la précieuse expérience de l'Union soviétique ; ils nous reprochèrent de recevoir une aide matérielle et morale directe de l'Union soviétique, tout cela sous le couvert d'une phraséologie pseudomarxiste.

Les buts de l'accusation étaient les suivants : détruire notre Parti, en s'attaquant à sa saine direction marxiste-léniniste et aux hommes qui défendaient la ligne léniniste du Parti, et également en faisant accéder à la direction leurs hommes, ceux qui soutenaient des points de vue trotskistes, pour transformer notre Parti en un parti policier. Miner notre Parti et l'asservir de façon à en faire leur instrument, et à faire dégénérer notre République populaire en un État bourgeois sous la dépendance de l'impérialisme. Lancer notre Parti et notre État dans la lutte contre l'Union soviétique et le camp du socialisme.

Ce plan avait été préparé d'avance et de longue date par le groupe trotskiste de Tito et par Kotchi Dzodze et Pandi Kristo ; adeptes convaincus de la ligne trotskiste yougoslave, ceux-ci avaient travaillé quatre années de suite en ce sens jusqu'au VIII^e Plénum du Comité central. Car c'étaient les trotskistes yougoslaves qui, mettant leurs espoirs en Kotchi Dzodze et ses camarades, avaient créé les conditions d'existence d'un tel groupe dont l'activité était dirigée contre notre Parti et notre peuple. Suscitant d'innombrables intrigues, utilisant des méthodes trotskistes, fomentant des meurtres, ils avaient brisé l'unité de la direction, s'étaient attaqués à mainte reprise à la juste ligne de notre Parti, et avaient faussé la ligne d'organisation du Parti, pour en faire une base d'attaque contre sa ligne politique ; ils avaient enfreint toutes les règles sur lesquelles est édifié notre Parti et avaient mis le Parti sous le contrôle de la Sûreté de l'État ; ils avaient attaqué et

discrédité le secrétaire général du Parti et l'avaient écarté de son véritable rôle de direction ; ils avaient créé au sein de la direction du Parti des différends, sur des plates-formes soi-disant personnelles, mais qui en réalité exprimaient la lutte trotskiste menée contre les justes principes marxistes-léninistes du Parti ; ils avaient créé une méfiance réciproque entre les divers membres du Bureau; et les trotskistes yougoslaves, ainsi que Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, avaient systématiquement travaillé, eux, à discréditer les autres membres du Bureau, tels que les camarades Touk Yakova, Husni Kapo, Bedri Spahiou, en les qualifiant d'hésitants, d'incapables, d'intellectuels « malades », et autres calomnies du même genre. Tout cela dans le dessein de briser l'unité des camarades sains et de discréditer le secrétaire général, qui défendaient la ligne juste du Parti ; tout cela dans le dessein de faire triompher au sein du Comité central de notre Parti la plate-forme trotskiste, antimarxiste, antialbanaise, antisoviétique du groupe trotskiste nationaliste de Tito et de ses collaborateurs Kotchi Dzodze, Pandi Kristo et autres.

L'activité trotskiste du Comité central yougoslave depuis l'année 1944 jusqu'à la fin de 1947, les menées hostiles du groupe trotskiste de Tito, aidé tout à fait consciemment par Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, et après un travail minutieusement préparé au sein de notre Parti, de son Comité central et de son Bureau politique, atteignirent leur point culminant au VIII^e Plénum de notre Comité central.

Sous la violente pression du groupe trotskiste de Tito et de ses agents en Albanie, et avec l'aide de Kotchi Dzodze, qui se livrait depuis tant d'années à ses agissements hostiles et diaboliques, le Bureau politique du Parti, le secrétaire général du Parti et tout le Comité central furent réduits à l'impuissance, la juste ligne politique de notre Parti fut violée et de graves coups furent portés à la direction et au secrétaire général du Parti, à notre cher camarade Nako Spirou qui avait héroïquement défendu la ligne du Parti et les intérêts du peuple contre les trotskistes yougoslaves, dans des situations très pénibles pour lui, et surtout contre l'hostilité cruelle de Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, qui posèrent devant le Parti en triomphateurs, en sauveurs du Parti.

Le groupe trotskiste de Tito et ses collaborateurs crurent ainsi avoir réduit le Parti et pouvoir dès lors procéder à sa liquidation, à la liquidation de ses cadres et de ses dirigeants les plus fidèles.

Les accusations des trotskistes yougoslaves avaient pour but de faire de notre pays la 7^e république de la Yougoslavie et de le soumettre aux ordres directs de Belgrade ; notre pays devait devenir une colonie de la Yougoslavie, perdre son indépendance et sa souveraineté ; notre peuple devait donc se détacher du camp du socialisme, et n'éprouver que de l'inimitié envers l'Union soviétique, cerveau et cœur du camp démocratique et antiimpérialiste, source de vie ; notre Parti et notre peuple devaient, en bref, se laisser entraîner dans une voie antimarxiste et antisoviétique.

Le VIII^e Plénum où triomphèrent les thèses antialbanaises, antimarxistes et antisoviétiques des trotskistes yougoslaves et de Kotchi Dzodze, a créé pour un certain temps une situation très grave dans le Parti; sous son influence, de lourdes erreurs furent commises, qui permirent aux trotskistes yougoslaves de continuer à avancer leurs exigences et de mettre définitivement à exécution leurs desseins. La

situation se compliqua de telle façon que le Comité central du Parti, dans cette atmosphère de lutte reconnut des erreurs qu'il n'avait pas commises.

La situation ne faisait qu'empirer, le plan ne se réalisait pas.

On se perdait dans des études et des discussions, alors que l'appareil bureaucratique et sectaire, que Kotchi Dzodze avait créé dans le Parti, poursuivait son travail destructeur. La situation intenable qui était faite aux cadres, sous-estimés et poursuivis, avait atteint son point culminant. La Commission de coordination des plans s'efforçait de se transformer en un gouvernement de facto de la Yougoslavie en Albanie. Les fonctions de notre Commission du plan étaient en train de disparaître. Elle devenait un appendice privé de toute attribution. Une Commission de contrôle nous vint de Yougoslavie pour liquider les sociétés communes et pour en faire, en violation des actes internationaux, des entreprises placées sous la direction des Yougoslaves et soustraites au contrôle de notre gouvernement.

Cette Commission de contrôle et Pandi Kristo, qui collaborait avec elle, portèrent contre notre gouvernement des accusations honteuses, monstrueuses, comme seuls les impérialistes sont capables d'en porter. Ils tramaient tout cela dans un but déterminé de pression et de chantage, pour nous imposer leurs points de vue antimarxistes. C'était là la préparation du terrain, la liquidation des formes d'organisation ou des formes consacrées dans les actes internationaux, pour unir entièrement notre économie à celle de la Yougoslavie, pour éliminer tout obstacle du point de vue international, et pour présenter après la question de l'union de nos deux pays comme un fait accompli avec le plein assentiment de notre Parti et de notre peuple. Malgré le huitième Plénum et le fléchissement du Comité central, la résistance n'était pas éteinte. Les éléments sains du Parti commencèrent la résistance, et en vinrent aux prises avec les Yougoslaves, les désaccords éclatèrent.

Dans le domaine économique, la situation créée par ces agissements trotskistes yougoslaves, était devenue extrêmement difficile. Mais ce ne fut pas tout. C'est dans tous les autres secteurs de notre pays que les trotskistes yougoslaves créèrent des situations aussi délicates, coordonnant leur action en fonction du but final qu'ils s'étaient proposés. Le groupe trotskiste de Tito, employant une tactique d'intimidation à l'égard de notre Comité central, présenta la situation internationale comme alarmante et menaçante pour notre pays. Ils inventèrent des contes fantastiques selon lesquels l'Albanie allait être attaquée, notre armée était faible, elle ne pouvait résister à l'attaque, il fallait mobiliser d'autres forces, prendre des mesures militaires exceptionnelles dont la mise en application coûterait bien cher à l'Albanie, etc.... Cette tactique contraignit notre Comité central à se préoccuper sérieusement de cette affaire et même à oublier toutes les autres questions. Les Yougoslaves, pour introduire leur armée dans notre pays, entretenirent en Albanie un état d'alerte inexistant. Mais ces machinations poursuivaient aussi un autre but : puisque notre Comité central allait se trouver dans l'impossibilité de mettre à exécution le plan dans son ensemble, — ce plan qui n'était qu'un bluff —, il devait être facile aux trotskistes yougoslaves d'imposer à notre pays le rattachement à la Yougoslavie. Tout ce plan d'intimidation et de pression fut écrasé par la résistance de notre Bureau politique. Pour attirer notre pays dans cette provocation à l'échelle internationale que préparait le groupe

trotskiste de Tito, les trotskistes yougoslaves en arrivèrent à prétendre que l'Albanie se trouvait en danger et que l'Union soviétique allait sacrifier l'Albanie aux impérialistes, que l'Union soviétique se trouvait loin et qu'elle ne pourrait venir en aide à l'Albanie, et toutes sortes d'autres ignobles calomnies. Les trotskistes yougoslaves comparaient la politique juste de l'Union soviétique à la politique des hommes de Munich. Le groupe trotskiste de Tito mit en doute l'efficacité des traités d'alliance et d'aide réciproque conclus entre les deux pays afin de nous obliger à reconnaître le bien-fondé de ses points de vue et de nous dresser contre l'Union soviétique.

Nous n'acquiesçâmes point à ces exigences ; nous les rejetâmes. Les trotskistes yougoslaves accusèrent alors le secrétaire général de notre Parti de méfiance à l'égard de la République fédérative populaire de Yougoslavie.

La lutte livrée par les trotskistes yougoslaves contre la ligne du Parti devint une lutte de front dans tous les secteurs-clefs, dans l'orientation politique générale, dans l'économie et dans l'armée. En ce qui concerne l'orientation politique du Parti, qui se distinguait par sa fidélité envers l'Union soviétique, les trotskistes yougoslaves et leurs collaborateurs tels que Kotchi Dzodze, Pandi Kristo et, dans le secteur de l'armée, les camarades Kristo Themelko et Poulloumb Dichnitsa, — qui se trouvaient complètement sous l'influence de la Yougoslavie, et qui estimaient fondées toutes les thèses des Yougoslaves — ne pouvaient remporter aucun succès. Dans le domaine économique par contre, les trotskistes yougoslaves s'étaient emparés des positions qui leur étaient nécessaires, en coordination avec l'ensemble de leur activité, afin de mettre à exécution leurs desseins diaboliques. Les Yougoslaves attaquèrent le secteur militaire ; leurs premiers coups furent dirigés contre le chef de l'État-major, le général Mehmet Chehou, et simultanément et indirectement contre le commandant en chef de notre armée. Après le VIII^e Plénum, les trotskistes yougoslaves s'emparèrent de positions dans l'armée, uniquement dans le but de renverser tous les obstacles qui entravaient le rattachement de l'Albanie à la Yougoslavie. Les Yougoslaves, grâce à l'appui total des camarades Kristo Themelko, Poulloumb Dichnitsa et autres, qui dirigeaient et travaillaient à la direction politique de l'armée, créèrent au sein du commandement général une atmosphère de gêne envers le commandant en chef, envers son premier adjoint le général Mehmet Chehou, chef de l'État-major, et d'hostilité envers les programmes et l'expérience glorieuse de l'Armée soviétique. On ne manqua pas même d'insulter et de calomnier d'une façon éhontée l'expérience militaire soviétique, l'Armée soviétique et les officiers soviétiques. Les trotskistes yougoslaves, opiniâtres dans leurs desseins et forts de divers chantages s'efforçaient ainsi de priver notre armée de cette expérience inappréciable de l'Armée soviétique, source de l'éducation et de la modernisation de notre armée, d'imposer à notre armée leurs vues antisoviétiques, en un mot de frapper la ligne juste de notre Parti dans le secteur militaire. Le fait est que les Yougoslaves considéraient notre armée, armée d'un peuple indépendant, comme une armée yougoslave, et que les camarades de notre direction politique, Kristo Themelko à leur tête, étaient convaincus, et travaillaient comme si notre armée était l'armée de la Yougoslavie. L'orientation des programmes de la direction politique, surtout après le VIII^e Plénum, était complètement subordonnée aux programmes yougoslaves. La popularisation de

l'Union soviétique dans l'armée était passée au second plan et elle se manifestait uniquement les jours de fêtes soviétiques. L'État yougoslave, l'armée yougoslave et Tito lui-même étaient l'objet de choix de la propagande dans l'armée. Quant au commandant en chef de notre armée, on en parlait à peine. Ce sont de telles situations qui furent créées par les trotskistes yougoslaves après le VIII^e plénum du Comité central. Puis, une fois soulevés tous ces problèmes, et avec des procédés qui relevaient du chantage et de l'intimidation (tel celui qui consistait à menacer de famine notre peuple), en un mot avec toutes les armes de l'arsenal trotskiste, le groupe trotskiste de Belgrade proposa à notre Comité central, par l'intermédiaire de Kristo Themelko et de son délégué yougoslave Savo Zlatitch, le rattachement de l'Albanie à la Yougoslavie. Tout ce jeu hostile, conduit par le groupe trotskiste de Tito et appuyé par Kotchi Dzodze, Pandi Kristo, ne se proposait rien moins que de porter le coup de grâce à l'indépendance de notre Parti et de l'Albanie, d'anéantir la résistance de notre Parti et de notre peuple, de se débarrasser à jamais du secrétaire général du Parti et des autres camarades du Bureau et du Comité central qui défendaient la ligne juste marxiste-léniniste, et de permettre enfin à Kotchi Dzodze et à Pandi Kristo de prendre en main la direction du Parti. Ainsi, à partir du moment où les trotskistes yougoslaves réussissaient à s'emparer de toutes les positions importantes, en premier lieu du Parti, de la Sécurité de l'État et de l'armée, tout était terminé.

Le Bureau politique du Parti rejeta les thèses du Comité central de la Yougoslavie, quant au rattachement de l'Albanie à la Yougoslavie. Cette importante décision fit s'écrouler tout le château de cartes des trotskistes yougoslaves. Il ne fut plus question de la venue de l'armée yougoslave en Albanie, de mesures militaires, du commandement unique, etc.... : toutes ces questions furent éliminées. Mais les trotskistes yougoslaves ne mirent pas bas les armes pour autant. Ils reprirent leurs attaques en avançant de nouvelles propositions de collaboration économique ; par de nombreuses pressions, ils s'efforcèrent d'empêcher que notre Parti ne se servît de l'utile expérience soviétique. Le Bureau politique rejeta toutes leurs requêtes et c'est à ces moments-là que les fameuses lettres historiques adressées par le Comité central du Parti bolchévique au Comité central de Yougoslavie furent portées à la connaissance de notre Parti. A dater de cette époque, le Parti et notre peuple étaient armés pour échapper à la catastrophe et cela, nous le devons uniquement au glorieux Parti bolchévique et au grand camarade Staline. Mais au moment même où son jeu hostile, antialbanais, antimarxiste et antisoviétique était découvert, le trotskiste Tito, ayant toujours confiance en Kotchi Dzodze, Pandi Kristo, et autres, appela une dernière fois ces derniers à l'action par l'entremise d'une lettre adressée au camarade Enver Hodja et au Comité central, où l'on accusait ouvertement le secrétaire général de notre Parti d'être l'instigateur de la rupture des relations avec la Yougoslavie, et en même temps de la scission au sein du Bureau. C'était là un second avertissement pour notre Comité central, et pour ceux de nos camarades qui s'étaient conformés, dans leur conduite, à la ligne trotskiste des Yougoslaves, un encouragement. Mais il venait trop tard. Toutes les activités pernicieuses des trotskistes yougoslaves contre notre pays, contre le Parti et contre notre peuple avaient pris fin. Les lettres du Comité central du Parti bolchévique avaient sauvé notre Parti de l'effondrement, elles l'avaient sauvé des griffes des trotskistes

yougoslaves ; elles avaient sauvé notre peuple et notre pays de la catastrophe vers laquelle les trotskistes yougoslaves s'efforçaient de les entraîner. À tout moment la grande Union soviétique, le cher et bien-aimé camarade Staline, et le glorieux Parti bolchévique ont sauvé notre Parti et notre peuple. Ils les ont sauvés une première fois des griffes des hitlériens ; ils les ont ensuite sauvés des griffes de l'impérialisme anglo-américain ; ils les ont sauvés aussi des griffes des trotskistes yougoslaves ; ils aiment et ils savent sauver la petite Albanie démocratique de n'importe quel danger. Notre peuple et notre Parti porteront ces faits toujours gravés dans leur mémoire et resteront fidèles jusqu'à la mort à l'Union soviétique, comme sait rester fidèle le peuple albanais, — son histoire séculaire est là pour en témoigner.

Pour en finir avec la situation qu'avait créée la direction trotskiste du Parti communiste yougoslave, il fallait d'une part procéder à une épuration des relations économiques et politiques entre les deux pays, et d'autre part éliminer des relations entre les deux peuples frères tous les desseins ignobles de type exploiteur, colonialiste et impérialiste, antialbanais, antimarxiste et antisoviétique que poursuivait le groupe trotskiste de Tito. Notre Parti et notre gouvernement demandèrent que fussent révisés ces accords, à l'exception du traité d'amitié et d'aide réciproque. Le gouvernement trotskiste yougoslave n'accéda pas à notre demande. Il en doit assumer toutes les responsabilités. Les agissements hostiles du groupe trotskiste de Tito ne réussirent pas à porter atteinte à l'amitié étroite et à la fraternité qui unissent notre peuple aux peuples de la Yougoslavie, car cette amitié et cette fraternité sont celles du sang versé en commun, et la politique de notre Parti, même après les moments difficiles que fit vivre à notre pays et à la Yougoslavie le groupe trotskiste de Tito, a été et restera une politique d'amitié, d'amour, d'alliance sincère envers les héroïques peuples frères de Yougoslavie. Notre Parti et notre peuple sont profondément émus de la détresse où sont plongés les peuples et le Parti yougoslaves. Mais rien ne pourra retirer à notre Parti et notre peuple la certitude inébranlable et rassurante que le peuple frère héroïque yougoslave, avec les éléments sains du Parti communiste yougoslave, abattront incessamment le groupe trotskiste de Tito et renaîtront à une nouvelle vie. Les peuples de la Yougoslavie sont assurés de leur victoire prochaine, et nous le sommes aussi. De même, les peuples frères de la Yougoslavie savent bien qu'ils peuvent compter sur notre peuple et sur notre Parti comme sur deux de leurs plus fidèles amis ; ceux-ci leur ont en effet manifesté leur fidélité en luttant côte à côte et en versant ensemble leur sang, et comme le dit notre dicton : « Jamais le sang ne se changera en eau. »

III

LE PARTI

L'EXISTENCE D'UNE ACTIVITÉ HOSTILE AU SEIN DE NOTRE PARTI

Le groupe nationaliste-trotskiste de Tito s'immisça d'une façon brutale dans les affaires intérieures de notre Parti, afin d'imposer à notre Parti et à notre peuple ses vues antimarxistes, antialbanaises et antisoviétiques. Son intervention débuta par les accusations aussi peu fondées que viles de Voukmanovitch Tempo, représentant du Comité central du Parti communiste yougoslave au cours de son voyage en Albanie, pendant la guerre. Ce trotskiste accusa le Comité central de notre Parti d'opportunisme à l'égard de « Balli ». Ce n'était évidemment qu'une calomnie, mais le but que poursuivait le Comité central du Parti communiste yougoslave était déjà de semer un premier germe de discorde dans le Comité central de notre Parti et de créer des contradictions au sein du Parti sur de soi-disant questions de principe. Plus tard ce fut Tito qui accusa par lettres Miladin Popovitch et le Comité central de notre Parti ; à l'entendre, ceux-ci auraient adopté des positions chauvines et leur conduite, en ce qui concerne Kossovo et Metohia, aurait relevé de la déviation. Ce n'était encore qu'une calomnie par quoi l'on voulait s'associer à la première accusation de Voukmanovitch Tempo. Celui-ci, dans son attaque déclenchée contre le Comité central et surtout contre les camarades Enver Hodja et Miladin Popovitch, reçut l'appui total et conscient de Kotchi Dzodze et de Seïfoulla Maleuchova; aussi bien Kotchi Dzodze, d'accord depuis lors avec les points de vue de Voukmanovitch Tempo, était-il en opposition avec la ligne du Comité central défendue par les camarades Enver Hodja et Miladin Popovitch. Certains mécontentements personnels, et les erreurs qui avaient pu être relevées au cours de la guerre, ne devenaient que des prétextes, qui déguisaient la lutte de principe, l'opposition de principe à la ligne juste du Comité central. Dans les réunions du Parti, où la résolution du XP Plénum du Comité central fut discutée, on apprit que, par la suite, Kotchi Dzodze mettait au courant Voukmanovitch Tempo de tout ce que se passait dans notre Parti, lui signalait que celui-ci était soi-disant dominé par les intellectuels, etc.... tout ceci à l'insu du secrétaire général du Parti. Cela explique le rappel brutal du camarade Miladin Popovitch d'Albanie et l'envoi du délégué du Comité central yougoslave Velimir Stoïnitich, qui, avec l'appui total de Kotchi Dzodze, principalement, organisa le Plénum de Bérat.

Pourquoi le Comité central du Parti communiste yougoslave attaqua-t-il, au cours de la guerre, le Comité central de notre Parti, le secrétaire général et Miladin Popovitch ? Parce que le Comité central de notre Parti éduquait notre Parti dans le juste esprit marxiste et internationaliste, parce qu'il éduquait notre Parti et dirigeait notre peuple en envisageant la lutte sous l'angle de l'Union soviétique et de sa juste ligne de conduite. Parce que le Comité central apprenait au Parti et à notre peuple à tourner ses regards vers l'Union soviétique, vers le Parti bolchévique et vers le camarade Staline, comme vers leurs sauveurs. Or cette orientation ne plaisait pas au Comité central de Yougoslavie, qui désirait que notre Parti et notre peuple envisageassent toutes les questions sous l'angle du Parti communiste yougoslave.

Certes, notre Parti a éduqué notre peuple dans l'amour des peuples de

Yougoslavie et du Parti communiste yougoslave ; mais le Comité central de celui-ci ne désirait pas, lui, l'indépendance de notre Parti et de notre peuple. La juste orientation de notre Parti risquait de devenir, après la libération de l'Albanie, un obstacle considérable aux desseins antimarxistes et antialbanais du groupe nationaliste de Belgrade. On envoya donc Velimir Stoïnitich avec la directive de liquider le Comité central, qui avait dirigé la lutte de libération nationale, de liquider le secrétaire général du Parti, le camarade Enver Hodja, et Miladin Popovitch. En même temps, il était chargé de rendre Kotchi Dzodze tout-puissant au Comité central et d'établir des procédés et des méthodes antimarxistes dans la direction et l'organisation du Parti. Il devait encore répandre au sein du Comité central l'opinion que le succès de la lutte de notre peuple était dû à « l'aide » du Comité central de la Yougoslavie et que, pour cette raison, l'Albanie nouvelle devait tourner ses regards vers la Yougoslavie et uniquement vers celle-ci.

Dans la mise à exécution de ces directives, Velimir Stoïnitich avait pour principal appui Kotchi Dzodze. Nako Spirou, dont le mécontentement n'était nullement fondé, tenaillé par une ambition excessive, se laissa prendre au piège tendu par Velimir Stoïnitich et par Kotchi Dzodze et devint le porte-drapeau d'une accusation étrangère contre notre Parti. Conduits par Velimir Stoïnitich, Kotchi Dzodze, Nako Spirou, Pandi Kristo et Seïfoulla Maleuehova organisèrent dans les coulisses l'attaque qui devait être déclenchée contre la ligne juste du Comité central du Parti, contre l'unité du Comité central et contre le secrétaire général du Parti. Ce plan fut arrêté de façon clandestine et conspiratrice, à l'insu du Comité central et du camarade Enver Hodja. C'était donc là une affaire de groupe et de fraction. Pour mener à bien cette œuvre antiparti, Velimir Stoïnitich convia secrètement Kotchi Dzodze, Pandi Kristo, Nako Spirou, Seïfoulla Maleuehova ainsi que d'autres camarades du Comité central, dont il était convaincu qu'ils s'associeraient à son œuvre antiparti. C'est ainsi que fut organisée à Bérat l'attaque contre le Comité central et les rôles distribués. L'opinion de tous ces éléments fractionnels était que le secrétaire général du Parti ne devait plus exercer ses fonctions, puisqu'il ne le méritait pas. En conclusion, on en vint à juger que le moment n'était pas propice au déclenchement d'une telle attaque et qu'on risquait de soulever un mouvement dans les rangs de l'armée et des officiers. La plate-forme politique de l'attaque préparée à Bérat fut dictée par le délégué yougoslave et entièrement approuvée par les éléments fractionnels, avec Kotchi Dzodze, Pandi Kristo, Nako Spirou et Seïfoulla Maleuehova en tête. Cette plate-forme politique se résumait ainsi : pendant la guerre, on avait relevé de graves erreurs de principe dans la ligne du Parti ; un certain opportunisme et un esprit sectaire s'y étaient manifestés ; il y avait eu des incidents personnels ; le Parti n'était pas un Parti marxiste-léniniste ; il était en train de dégénérer en un Parti de bandits et de terroristes ; le dirigeant du Parti avait commis de graves erreurs, il était le principal responsable, et on laissait indirectement comprendre qu'il ne méritait pas ses fonctions.

Toutes ces accusations portées contre la ligne juste du Parti étaient des calomnies dénuées de tout fondement. Au cours de la guerre, des erreurs ont certes été commises, mais elles n'étaient nullement de cette nature ; il y eut des mécontentements, dont certains provenaient parfois d'abus, c'est vrai, mais ceux-ci n'avaient porté atteinte ni à la ligne du Parti ni à la conduite de la lutte, et l'on

pouvait y remédier au cours d'une réunion régulière de critique et d'autocritique saines. Aussi bien, ce n'était pas le Comité central ni le secrétaire général du Parti qui avaient commis des erreurs, mais Umer Dichnitsa et Liri Ghéga. On s'est rendu compte notamment que les cadres n'étaient pas bien traités, ce qui était explicable pendant la guerre et dans un Parti nouveau à peine créé. Mais Kotchi Dzodze et surtout Pandi Kristo ont considéré ces défauts et ces abus comme des attaques personnelles dirigées contre eux, sans aucun égard pour leur tâche peu reluisante au cours de la guerre et même pleine de faiblesse. La politique qu'on montait dans les coulisses du Plénum de Bérat, avec sa plate-forme antiparti, fabriquée de toutes pièces selon l'esprit et les méthodes trotskistes, tendait au putsch contre notre Parti et contre les fondements de tout Parti communiste.

Au Plénum de Bérat on foule aux pieds toutes les règles du Parti. On ajoute à la plate-forme politique erronée les mécontentements personnels et la calomnie destinée à attaquer la ligne juste du Parti et ceux qui ont dirigé le peuple vers la victoire. Ce sont les thèses du Comité central de la Yougoslavie qui triomphent à Bérat : on s'attaque à l'unité du Comité central, à la ligne juste du Parti ; on attaque et on discrédite le secrétaire général du Parti, on viole le centralisme démocratique ; de la critique et de l'autocritique, on se sert pour discréditer les hommes ; on encourage l'ambition morbide, la mégalomanie, le culte des héros qui sauvent le Parti de prétendus grands dangers, on encourage l'arrivisme et l'on introduit dans le parti des méthodes militaires, anarchistes et putschistes. On prépare le terrain pour introduire dans le Parti des formes d'organisation antimarxistes-léninistes, dont la principale est le cumul des fonctions de secrétaire d'organisation et de ministre de l'intérieur.

La direction trotskiste yougoslave préparait ainsi son homme de confiance, Kotchi Dzodze, à déployer son activité antiparti. En même temps, on introduisait dans le Parti le point de vue opportuniste, nationaliste de la direction yougoslave et de Seïfoulla Maleuchova, point de vue qui allait de concert avec la politique sectaire de Kotchi Dzodze, qui devait prendre par la suite des formes plus désastreuses encore. Kotchi Dzodze et Pandi Kristo se préparèrent, à Bérat, à soumettre le Parti aux ordres du groupe trotskiste de Tito. Le Plénum de Bérat porta atteinte à l'indépendance du Parti par l'intervention brutale du délégué du Comité central de Yougoslavie, et par l'admission totale de ses thèses antimarxistes et antialbanaises. Le Plénum de Bérat reconnut au Comité central de Yougoslavie le droit de se prononcer en dernier lieu et de faire la loi dans notre Parti. De même, on y décida de se livrer dans le Parti à une propagande aux termes de laquelle le Comité central de Yougoslavie aurait tiré notre Parti d'une situation pénible, et aurait été le principal appui, le dirigeant de notre lutte de libération nationale.

Après le Plénum de Bérat, et alors que de lourdes tâches se présentaient devant le Parti, celui-ci se voyait privé de son unité de direction ; son Comité central était détruit, l'unité et la sincérité y faisaient défaut, mais la méfiance et le dénigrement y régnaient, en premier lieu envers le secrétaire général, c'est-à-dire envers celui qui seul pouvait réaliser une juste coordination des questions au sein du Bureau et du Comité central. Kotchi Dzodze, possédé par la mégalomanie, et trouvant un appui parmi les Yougoslaves, qui jouissaient de positions privilégiées, de caractère antimarxiste, accomplissait les tâches qui lui étaient assignées de par la fonction

dont il était chargé, mais aussi celles qui ne lui étaient pas assignées. De facto, il s'était chargé ainsi de la fonction de secrétaire général du Parti. D'après les Yougoslaves et d'après Kotchi Dzodze, Pandi Kristo, Nako Spirou et Seïfoulla Maleuchova, dans les premiers mois que suivirent la libération, le camarade Enver Hodja n'était à la tête du Parti que de façon formelle.

Une telle situation dans la direction du Parti causa de graves préjudices au Parti et au peuple. Le défaut d'unité du Bureau politique provoqua des oscillations dans la ligne du Parti ; l'opportunisme de Seïfoulla Maleuchova s'enracinait et devenait dangereux; les erreurs d'organisation devenaient de plus en plus nombreuses. Kotchi Dzodze, qui n'avait pas la moindre idée de ce qu'est l'autocritique, ne reconnaissait pas ses erreurs ; pis non seulement il cachait ses erreurs, mais il cherchait aussi à cacher son incapacité à diriger les affaires par des attitudes autoritaires anticommunistes et en bluffant. Le camarade Nako Spirou abandonna alors la voie antimarxiste de Kotchi Dzodze et de Pandi Kristo dont il s'était montré solidaire à Bérat. Du coup, Kotchi Dzodze et Pandi Kristo adoptèrent une attitude hostile envers Nako Spirou, non pour des raisons personnelles, mais pour des questions de principe. Nako Spirou se solidarisa avec le secrétaire général pour défendre la ligne juste du Parti et affermir les positions du secrétaire général. C'est en suivant cette voie que Nako Spirou allait se corriger. Un tel tournant ne pouvait plaire aux trotskistes yougoslaves et à leurs collaborateurs, Kotchi Dzodze et Pandi Kristo. La situation dans le Bureau était intenable ; nous nous attaquâmes aux points de vue opportunistes de Seïfoulla Maleuchova, mais Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, eux, persévérèrent résolument dans la voie erronée sur laquelle ils s'étaient engagés.

Le camarade Enver Hodja, ignorant ce qui s'était passé dans les coulisses du Plénum de Bérat, et soucieux d'acheminer le Comité central dans la juste voie marxiste-léniniste, présenta au mois de juin 1946, devant le Bureau politique, ses thèses pour la révision du Plénum de Bérat. Le camarade Enver Hodja avait jugé que ce dernier traduisait une maladie bien grave, que c'était de cette maladie que provenaient toutes les erreurs et tous les défauts dont souffrait le Parti depuis la libération, toutes les discussions et les discordes du Bureau, tout le travail opportuniste et hostile de Seïfoulla Maleuchova. Dans la présentation de ses thèses, le camarade Enver Hodja soulignait que l'intervention et le travail du délégué du Comité central yougoslave relevait d'une activité hostile ; qu'au deuxième Plénum de Bérat, on avait attaqué la ligne juste de notre Parti ; qu'on avait attaqué à tort sa direction et son secrétaire général ; que dans notre Bureau l'unité faisait défaut, ainsi que la pratique de la critique et de l'autocritique; que le Plénum de Bérat avait soulevé la question de la déviation de la direction du Parti ; que le dualisme Parti-pouvoir avait fait son apparition ; et que finalement des erreurs d'organisation étaient manifestes, auxquelles on devait remédier le plus tôt possible.

Ces thèses, qui par la suite se révélèrent justes, furent combattues et repoussées tant par Kotchi Dzodze que par Pandi Kristo. Nako Spirou les admit partiellement, et ces trois camarades, qui s'étaient livrés au travail antiparti à Bérat, organisèrent en secret le travail de groupe fractionnel prévu à Bérat. Ce n'est que deux jours avant le suicide de Nako Spirou que Kotchi Dzodze — animé du dessein diabolique d'exercer son influence sur le secrétaire général pour que celui-ci adoptât une

attitude intransigeante envers Nako Spirou — apprit au camarade Enver Hodja que Nako Spirou aurait déclaré : « Si Enver Hodja ne se soumet pas à nos ordres, alors nous le soumettrons sous la menace du revolver. » C'était, de la part de Kotchi Dzodze, un travail typiquement trotskiste. Même après le suicide de Nako Spirou, ce ne fut qu'à grand peine, et récemment, que Kotchi Dzodze et Pandi Kristo avouèrent ce qui s'était passé dans les coulisses de Bérat.

Kotchi Dzodze et Pandi Kristo ne pouvaient évidemment être d'accord avec les thèses du secrétaire général, car toute leur activité passée risquait d'être découverte et ils entendaient poursuivre leurs agissements hostiles au Parti. Ils ne pouvaient dévoiler ce qui s'était passé dans les coulisses de Bérat, puisqu'ils en étaient les principaux auteurs et les grands coupables. Bien plus, ils défendaient opiniâtrément la plate-forme trotskiste de Bérat. Ils ne pouvaient condamner l'œuvre hostile de Velimir Stoïnitich, puisqu'ils étaient solidaires de lui, puisque c'était cet individu antiparti qui avait aidé Kotchi Dzodze à s'élever aux postes qu'il brigait, pour imprimer au Parti ses vues antimarxistes. Kotchi Dzodze et Pandi Kristo ne pouvaient admettre que s'affermît l'unité de la direction, puisqu'ils étaient les principaux fomentateurs de scission ; puisque, d'après eux, on ne pouvait établir l'unité dans le Parti qu'après avoir procédé à l'épuration de la direction et du Parti des camarades Enver Hodja, Nako Spirou, Touk Yakova et de tous ceux qui ne partageaient pas les vues antiparti de Kotchi Dzodze et de Pandi Kristo. Dans les thèses présentées sur la révision du Plénum de Bérat, chaque problème soulevé était discuté selon les principes marxistes ; mais Kotchi Dzodze et Pandi Kristo afin d'éviter le danger qui les menaçait personnellement, firent dégénérer la discussion en soutenant que les thèses justes de la révision avaient été élaborées avec des préoccupations personnelles, et dirigées uniquement contre la personne de Kotchi Dzodze. C'était là une méthode typiquement trotskiste, qui ne pouvait permettre de découvrir sur les bases solides de la critique et de l'autocritique bolchévique, les erreurs et d'y remédier. Kotchi Dzodze et Pandi Kristo cachèrent au contraire au Parti leurs graves erreurs et, en les défendant, ils les aggravèrent encore, résolus qu'ils étaient à fouler aux pieds notre Parti. Les trotskistes yougoslaves, avec Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, virent qu'un danger imminent menaçait de dévoiler leurs machinations ignobles. C'est pourquoi, au beau milieu des réunions du Bureau où l'on procédait à l'élaboration des thèses de la révision, et pour interrompre ces travaux, le gouvernement yougoslave invita le gouvernement albanais à envoyer une délégation à Belgrade, afin de signer le traité d'amitié et d'aide réciproque.

Afin d'aggraver la prétendue culpabilité de Nako Spirou, peu de jours après son suicide, Kotchi Dzodze, certainement conseillé par les Yougoslaves, déclara au secrétaire général que « Nako Spirou aurait donné aux Yougoslaves le texte des thèses du camarade Enver Hodja concernant la révision du Plénum de Bérat, en exprimant aussi l'opinion qu'on s'apercevait comment Enver Hodja attaquait la Yougoslavie et le Comité central de Yougoslavie ». À la lumière des faits, il apparaît clairement que tout cela n'était que calomnie et que l'invitation faite à notre délégation de venir à Belgrade pour y signer, à ce moment-là, le traité, n'a été qu'une manœuvre destinée à sortir de la situation critique qu'aurait créée la révision du Plénum de Bérat.

Les thèses de révision du Plénum de Bérat ne furent donc pas acceptées par

Kotchi Dzodze et Pandi Kristo. Ceux-ci, pas plus que Nako Spirou, n'eurent le courage bolchévique de dévoiler leur activité à Bérat; mais dans cette situation précaire, le camarade Nako Spirou, se rendant compte que l'erreur qu'il avait commise à Bérat allait pouvoir être oubliée, se solidarisa plus encore avec le secrétaire général.

Après avoir présenté ses thèses, le secrétaire général du Parti, constatant que la situation au Bureau était très grave, proposa d'élargir le Bureau politique en y joignant des cadres nouveaux, trempés dans la lutte, de façon à rétablir l'unité du Bureau, à poser de nouveau les problèmes et à remédier aux erreurs. Cette juste mesure proposée par le secrétaire général fut, elle aussi, combattue par Kotchi Dzodze et Pandi Kristo ; ils étaient en effet contre l'unité, et l'introduction au Bureau d'éléments nouveaux rendait précaire leur position, tout en affermissant celle des camarades qui défendaient la ligne marxiste-léniniste du Parti. Le Bureau fut cependant élargi, mais non pas de la manière qu'avait proposée le secrétaire général. Au moment de prendre la décision, Kotchi Dzodze et Pandi Kristo votèrent contre, puis déclaraient qu'ils se soumettaient à la volonté de la majorité. En réalité ils ne se soumièrent pas une seule fois à la décision de la majorité. Le secrétaire général du Parti demanda que Kotchi Dzodze présentât un rapport devant le Bureau sur l'organisation. Celui-ci accepta cette proposition à contre-cœur ; en fait, il ne présenta jamais ce rapport et employa de nombreux stratagèmes pour échapper à cette obligation. Car, ici on soulevait la question de l'organisation au Bureau politique, on allait devoir relever, l'une après l'autre, toutes les graves erreurs de Kotchi Dzodze, son activité antiparti, son étroite collaboration avec les membres du Comité central de Yougoslavie, son incapacité ; on allait porter atteinte à ses positions privilégiées et usurpées, et on allait rétablir l'unité marxiste-léniniste sur la base de la critique et de l'autocritique, ce que Kotchi Dzodze et Pandi Kristo et les trotskistes yougoslaves ne désiraient pas le moins du monde. Pour échapper à l'obligation de rendre compte, les trotskistes yougoslaves, avec Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, entreprirent toute une série d'actions trotskistes destinées à briser ce regroupement solide de camarades autour du secrétaire général du Parti, Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, appuyés par les Yougoslaves, accentuèrent leur hostilité au Bureau, et, renforçant leur lutte sur des bases antimarxistes et antiparti, utilisèrent des méthodes trotskistes, la calomnie, la menace, le chantage contre les éléments solides du Bureau. Leur tactique consistait à discréditer tous les camarades qui défendaient la ligne juste et qui étaient rassemblés autour du secrétaire général du Parti, à calomnier Nako Spirou, Mehmet Chehou, Bedri Spahiou, à éliminer Touk Yakova, à neutraliser Gogo Nouchi et à isoler de cette manière le secrétaire général — ce qui signifiait liquider le Comité central, pour ensuite recruter, par cooptation, des hommes sur lesquels Kotchi Dzodze et Pandi Kristo savaient pouvoir compter dans l'application de leur ligne antiparti. Pandi Kristo a avoué que « la situation au Bureau politique était tellement grave, que lui et Kotchi Dzodze s'attendaient à un coup dur de l'extérieur pour reprendre connaissance ». Cet aveu dévoile toute l'activité des trotskistes yougoslaves, de Kotchi Dzodze et de Pandi Kristo : ces deux derniers, pleinement conscients de leurs actes, s'étaient opposés, par des méthodes antiparti, à la solution des contradictions selon les procédés légaux du Parti, ils avaient agi sous la

direction du groupe trotskiste de Tito, ils avaient sciemment créée cette situation trouble au Bureau, et maintenant ils s'attendaient « au coup dur » qui devait provenir du groupe trotskiste de Tito pour frapper le secrétaire général et tous les autres camarades qui défendaient la ligne juste du Parti, frapper la ligne juste du Parti et dominer le Comité central et le Parti, acheminer celui-ci enfin dans la voie du trotskisme et le soumettre totalement aux ordres du groupe trotskiste de Tito. Le « coup dur » tant désiré et préparé par Kotchi Dzodze, Pandi Kristo et les trotskistes yougoslaves, fut effectivement porté sous la forme d'une deuxième accusation, lancée en novembre de l'année 1947. La plate-forme de cette accusation portée contre notre Comité central était d'envergure : si elle frappait simultanément le Comité central, l'ensemble de notre Parti, le peuple albanais, son indépendance et sa souveraineté, elle attaquait en même temps l'Union soviétique, son immense prestige dans notre pays, et le camp démocratique et antiimpérialiste. Il va sans dire que Kotchi Dzodze et Pandi Kristo se firent aussitôt les défenseurs ardents de cette vile accusation trotskiste antialbanaise, antimarxiste et antisoviétique. En trois ans, Kotchi Dzodze avait bien appris et perfectionné les méthodes trotskistes de la direction yougoslave et il les mit à exécution, aussitôt formulée l'accusation yougoslave. En s'appuyant, soi-disant, sur les règles d'organisation, il réussit à faire discuter par le Bureau les accusations yougoslaves, tout en ne permettant pas au camarade Bedri Spahiou de participer aux discussions, puisqu'il l'avait placé sous la surveillance de la Sûreté depuis 1946, sans que d'ailleurs personne sût. (Il avait inventé de toutes pièces d'ignobles calomnies, selon lesquelles le camarade Bedri Spahiou aurait été en relations avec des antiparti et des ennemis du peuple.) Il élimina également de la réunion Mehmet Chehou, Liri Belichova et autres, par crainte de voir toute cette machinerie, que les Yougoslaves et lui-même avaient montée, exploser dans ses mains. C'étaient là les premiers préparatifs d'une manœuvre destinée à isoler de tout appui sûr le camarade Enver Hodja, Nako Spirou et autres. En deuxième lieu, Kotchi Dzodze, d'une manière malhonnête et anticomuniste, dans une situation aussi grave, afin de renforcer la thèse yougoslave et de ruiner la confiance du secrétaire général en Nako Spirou, rapporta toute une série d'actes auxquels Nako Spirou s'était soi-disant livré contre le secrétaire général du Parti. Ce n'étaient là que des calomnies montées de toutes pièces par les trotskistes yougoslaves et par Kotchi Dzodze et Pandi Kristo. En troisième lieu, Kotchi Dzodze, avant que l'accusation yougoslave fut discutée au Bureau, et au lieu de poser, d'abord ce problème si grave sur lequel les points de vue des trotskistes yougoslaves s'opposaient aux points de vue justes de notre Comité central, prétendit donner plus d'importance au cas de Nako Spirou. Ce cas, vers lequel il s'efforçait d'orienter les débats du Comité central, n'était pas si simple pour le groupe trotskiste de Tito, Kotchi Dzodze et Pandi Kristo ; mais le groupe avait pour tactique de chercher à porter le « coup dur » à travers le cas de Nako Spirou, pour dissimuler le dessein véritable qu'on nourrissait contre notre Parti. En quatrième lieu, tous ces faits contribuèrent au suicide de Nako Spirou, et ainsi fut éliminé un des combattants résolus de la ligne juste du Parti. De plus, aussitôt après le suicide de Nako Spirou, les trotskistes yougoslaves, Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, semèrent le doute dans l'esprit des autres membres du Bureau et du Comité central, et tentèrent de créer une atmosphère de méfiance envers le secrétaire

général du Parti.

Kotchi Dzodze et Pandi Kristo et, derrière eux, le délégué trotskiste du groupe de Tito, paradant en sauveurs du Parti, préparèrent le VIII^e Plénum, cette tache dans l'histoire de notre Parti. Kotchi Dzodze et Pandi Kristo ainsi que le délégué trotskiste du Comité central de Yougoslavie prirent leurs mesures en vue de ce Plénum. Quand au bureau politique, Kotchi Dzodze, Pandi Kristo et Kristo Themelko défendaient avec ardeur les points de vue trotskistes des Yougoslaves, leur ligne antialbanaise, antimarxiste et antisoviétique, lorsqu'ils attaquaient d'une façon brutale le secrétaire général du Parti et l'accusaient d'avoir soi-disant fait subir une déviation à la ligne, d'avoir soi-disant permis la désagrégation du Parti, l'organisation de fractions à la tête du Parti, d'avoir placé à la tête de l'État-major et au Bureau, du hommes soi-disant anticommunistes tels que le camarade Mehmet Chehou et d'autres, contre lesquels on proféra les calomnies les plus sordides. Kotchi Dzodze, épaulé par les Yougoslaves, tâchait, — le fait est confirmé par le discours qu'il prononça devant l'école du Parti et qui avait sa source dans une inspiration antiparti, trotskiste et antisoviétique, — tâchait donc de préparer l'opinion du Parti. D'autre part, Kotchi Dzodze prépara et proposa les listes de nouvelles cooptations au Comité central en choisissant des hommes qui, pensait-il, allaient défendre la ligne trotskiste des Yougoslaves, celle de Kotchi Dzodze et de Pandi Kristo. C'est dans ces circonstances que fut réuni le VIII^e Plénum, dans cette atmosphère pleine des intrigues, des mensonges, de la mégalomanie, de l'esprit ottoman de Kotchi Dzodze et de Pandi Kristo ; et c'est dans ce Plénum que durent s'incliner le Comité central, le secrétaire général, que fut foulée aux pieds la ligne juste du Parti, et que s'épanouit la hargne antisoviétique. Le VIII^e Plénum vit le triomphe du groupe trotskiste de Tito et de ses collaborateurs. Il prépara la soumission de notre Parti au groupe trotskiste de Tito. Une seule chose échappa à ces flots déchaînés, l'orientation de notre Parti vers l'Union soviétique : la confiance et l'amour illimités de notre Parti pour l'Union soviétique, le Parti bolchévik et le camarade Staline.

Les trotskistes yougoslaves et leurs collaborateurs Kotchi Dzodze et Pandi Kristo se rendaient en effet compte qu'il était bien dangereux de se prononcer ouvertement sur ce sujet à ce moment-là ; reste qu'en se livrant à cette activité antialbanaise, antimarxiste et en même temps antisoviétique, en attaquant directement les conseillers soviétiques, en cherchant à les discréditer aux yeux de nos cadres, en utilisant la démagogie et en déclamant des phrases hypocrites à l'intention de l'Union soviétique, en portant aux nues le rôle de la Yougoslavie dans les Balkans et en Europe centrale, ils préparaient l'attaque de l'orientation juste de notre Parti vers l'Union soviétique, orientation sur laquelle reposait toute la politique du Parti et de notre peuple. Mais les trotskistes yougoslaves et leurs collaborateurs albanais ne remportèrent là aucun succès ; l'amour et la fidélité que nourrissaient notre Parti et notre peuple à l'égard du Parti bolchévik, sauvèrent notre Parti et permirent de démasquer les plans des trotskistes yougoslaves et de Kotchi Dzodze. Le VIII^e Plénum prit fin sur une résolution qui est le document le plus amer de l'histoire de notre Parti. L'activité hostile du groupe trotskiste de Tito et de ses collaborateurs, Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, s'y reflète tout entière ; là se lisent clairement les procédés qu'on utilisait pour frapper la ligne juste du Parti,

sa direction et leur faire subir une déviation ; la soumission du Parti et du pays au Comité central de la Yougoslavie, l'atteinte portée à l'indépendance et à la souveraineté de notre pays ; le mépris du centralisme démocratique, de la critique et de l'autocritique ; là se lisent les méthodes putschistes, terroristes, les méthodes militaires et ottomanes, la pire mégalomanie et la pire ambition, l'injustice et l'arbitraire les plus achevés, l'esprit trotskiste, etc.

Après le VIII^e Plénum, Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, soucieux de renforcer ces positions, procédèrent à l'épuration des cadres et à la nomination à leur place d'hommes qui, pensaient-ils, allaient s'acquitter consciencieusement de la tâche, dont ils étaient chargés par Kotchi Dzodze et Pandi Kristo et le groupe trotskiste de Tito, en vue de briser finalement le Parti et le peuple.

J'ai déjà montré, en parlant de nos relations avec la Yougoslavie, où voulait en venir le groupe trotskiste de Tito après le VIII^e Plénum de notre Comité central, et comment les lettres du Parti bolchévik sauvèrent notre Parti et notre peuple de la catastrophe. Mais quelle fut l'attitude de Kotchi Dzodze, Pandi Kristo et de Kristo Themelko, après la réception des lettres du Parti bolchévik ?

Kristo Themelko réalisa ses erreurs, les reconnut et fit son autocritique, Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, eux, n'admirent qu'en apparence les justes points de vue bolchéviques des lettres du Parti communiste (bolchévik) ; encore était-ce tout à fait pour la forme, puisque Kotchi Dzodze et Pandi Kristo cherchèrent pendant longtemps à dissimuler leurs graves erreurs, à ne pas les reconnaître, en utilisant leur tactique habituelle qui consistait à sauver ce que Ton pouvait sauver. Le Bureau politique dut mener une lutte incessante de plusieurs mois pour parvenir à amener au jour les erreurs de Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, qui se défendaient pied à pied et s'efforçaient de dissimuler un grand nombre de faits.

Le XI^e Plénum du Comité central mit un terme à une situation si difficile pour notre Parti. Le XI^e Plénum procéda à une saine analyse marxiste-léniniste, à la lumière des lettres salutaires que le Parti bolchévik avait adressées au Comité central du Parti communiste yougoslave et à la lumière de la résolution du Bureau d'information «sur la situation dans le Parti communiste yougoslave». Le XI^e Plénum dévoila toutes les graves erreurs commises au sein de notre Parti sous l'influence du groupe trotskiste Tito, ainsi que l'activité d'inspiration trotskiste déployée par Kotchi Dzodze et Pandi Kristo. Le XI^e Plénum rétablit la ligne juste du Parti, démasqua les desseins des trotskistes à l'égard de notre pays, de l'Union soviétique et du camp démocratique et antiimpérialiste dans l'entourage de l'Albanie. Ce Plénum mit en lumière de graves erreurs d'organisation, de graves erreurs dans la politique des cadres ; il rétablit le centralisme démocratique dans le Parti, la discipline de fer librement consentie, mit à l'ordre du jour la critique et l'autocritique bolchéviques, affermit l'unité de la direction et assura au Parti de solides bases marxistes-léninistes qui allaient lui permettre de marcher de l'avant.

Avant de résumer brièvement d'autres graves erreurs qu'on a pu relever dans notre Parti — erreurs qu'ont mises en lumière les lettres salutaires du Parti bolchévik et que nous pouvons corriger, — je rappellerai les décisions prises par le Comité central à son XI^e Plénum à l'égard de Kotchi Dzodze, de Pandi Kristo et autres, ainsi que l'attitude que ceux-ci ont adoptée dans ce Plénum et par la suite, dans les conférences du Parti où l'on discutait la résolution du XI^e Plénum du

Comité central.

Le Comité central estime qu'après le XI^e Plénum, Kotchi Dzodze et Pandi Kristo ont dissimulé la vérité au Parti, ceci indépendamment du préjudice qu'ils ont causé au Parti. C'est là un méfait très grave, qui mérite d'être châtié. Une telle attitude envers leur Parti n'est pas digne des communistes et des ouvriers; mais Kotchi Dzodze et Pandi Kristo ne peuvent pas prétendre représenter la classe ouvrière, car une telle attitude les sépare à jamais de la classe révolutionnaire, fondement sain de notre Parti. L'attitude et les agissements de Kotchi Dzodze et Pandi Kristo sont ceux de gens qui n'ont rien à voir avec la classe ouvrière. Kotchi Dzodze et Pandi Kristo se sont fourvoyés. C'est le moment pour eux de se dire à eux-mêmes : « Halte ! » et de prendre une autre voie, une voie qui les rapproche des enseignements du marxisme-léninisme.

Kotchi Dzodze et Pandi Kristo se sont montrés solidaires des trotskistes yougoslaves, malgré l'activité hostile des ces derniers à l'égard de notre Parti et de notre pays.

Les trotskistes cherchent à frapper la direction du Parti communiste et tous les camarades qui luttent à cette direction pour défendre la juste ligne marxiste-léniniste du Parti.

Le camarade Staline, dans son discours du 19 novembre 1924, a donné la définition suivante du trotskisme :

« Le trotskisme comporte trois traits caractéristiques qui l'opposent d'une façon définitive au léninisme:

1^o Le trotskisme est la théorie de la révolution permanente au sens trotskiste. C'est la révolution qui ne prend pas en considération la paysannerie pauvre en tant que force révolutionnaire. Selon Lénine « la révolution de Trotski est un saut à travers le mouvement paysan, c'est le jeu à la prise du pouvoir ».

2^o Le trotskisme, c'est la méfiance envers le Parti bolchévique, envers son unité, son hostilité à l'égard des éléments opportunistes. Le trotskisme, dans le domaine de l'organisation, c'est la théorie qui préconise la coexistence des révolutionnaires et des opportunistes, leur groupement et leur regroupement au sein d'un parti unique.

3^o Le trotskisme, c'est la méfiance envers les dirigeants du bolchévisme, ce sont les menées qui visent à les discréditer, à les priver de leur auréole de gloire. Je ne connais aucun autre courant dans le Parti qui puisse être comparé au trotskisme en ce qui concerne la volonté de discréditer les dirigeants léninistes. »

Et Staline de continuer :

« Le nouveau trotskisme ne se sent pas capable de lutter ouvertement contre le léninisme; il préfère se présenter sous le drapeau du léninisme, et avancer des mots d'ordre qui cherchent à interpréter et à améliorer le léninisme. S'il agit ainsi, c'est qu'il est faible. Ce n'est pas du tout par hasard que les manifestations du nouveau trotskisme ont coïncidé avec la mort de Lénine. En présence de Lénine, Trotski n'aurait jamais osé faire un pas si important... En quoi consiste le danger du nouveau trotskisme ? Il consiste en ceci que le nouveau trotskisme, étant donné son contenu, a toutes les chances

de devenir le centre et le point du rassemblement des éléments non prolétariens qui ont pour but d'affaiblir et de désagréger la dictature du prolétariat. »

Les trotskistes cherchent à liquider le Parti léniniste-stalinien, à le transformer en un organe policier susceptible de s'intégrer à l'appareil de la Sûreté de l'État, qui devient alors la forme principale de direction et de domination du pays.

Donc, selon les trotskistes, c'est la Sûreté de l'État qui joue le rôle « d'avant-garde » — ainsi que Fa qualifiée Koftchi Dzodze, — et qui inscrit à son programme la transformation de l'État démocratique populaire en un État policier et antidémocratique, où la loi est remplacée par la provocation, par la terreur, par le fouet et par le plomb.

Pour atteindre leur but, les trotskistes commencent par saboter l'État de diverses manières : ils exécutent des actes de sabotage direct dans les grands travaux, ils sèment la confusion et l'anarchie dans l'organisation de l'appareil de l'État, ils font naître un esprit défaitiste parmi les cadres, ils démoralisent et attaquent les cadres, suscitent une psychose de guerre, d'insécurité, de représailles. En même temps, les trotskistes attaquent la ligne du Parti dans tous les secteurs, et, en premier lieu, les fondements mêmes de cette ligne, le marxisme-léninisme. Les trotskistes sont animés avant tout — c'est en effet l'essence même de leur activité — d'un antisoviétisme enragé. Attaquer l'Union soviétique, le Parti bolchévik et le camarade Staline, voilà ce dont rêvent les trotskistes. L'Union soviétique, le Parti bolchévik et Staline, ne sont-ils pas en effet ce qu'il y a de plus cher et de plus précieux pour tous les Partis communistes du monde entier, pour le camp du socialisme, pour tous les peuples progressistes du monde ? Du coup, toute l'activité déployée par les trotskistes se propose pour objectif d'attaquer l'Union soviétique. Us s'acquittent de cette tâche en employant diverses tactiques, toutes camouflées sous les mots d'ordre généraux du marxisme-léninisme ; ce n'est que plus tard, après avoir préparé le terrain et de la manière que j'ai dite, qu'ils lancent des mots d'ordre ouvertement antisoviétiques, encore ne commencent-ils à faire usage de ces mots d'ordre antisoviétiques qu'au moment qu'ils jugent opportun. Au fur et à mesure que la lutte menée par le Parti communiste devient plus âpre, les trotskistes, de leur côté, renforcent également leur hostilité et se conduisent en véritables ennemis.

Pour les trotskistes, il y a trois forteresses importantes dont ils s'efforcent de s'emparer : le Parti, la Sûreté et l'Armée. Dans tous les autres secteurs, par surcroît, ils commettent des actes de sabotage, de démoralisation, de déviation, et manœuvrent pour provoquer la dégénérescence de la République populaire.

La première et la plus importante de ces forteresses, c'est le Parti. S'ils arrivent à faire plier le Parti, tout est fini, leur succès est assuré ; le régime de la police et du capital peut s'établir.

L'ambition personnelle est le trait caractéristique des trotskistes. Ils ont dans le sang une soif de pouvoir personnel et d'autorité, la passion d'être des « dirigeants », et ne se proposent que de tirer profit du Parti dans le but même de le transformer en une détestable dictature.

La poursuite de ce genre de buts personnels relève d'une intention dangereuse, même si elle est le fait de gens simples ; s'y adonner, c'est vouloir que les autres

vous obéissent, qu'ils pourvoient à vos besoins, qu'ils caressent votre ambition, qu'ils alimentent votre mégalomanie et qu'ils ne s'attendent à recevoir de vous que le fouet.

La poursuite de ces buts personnels, quand il s'agit d'un des principaux dirigeants du Parti, consiste à chercher à se soumettre le Parti communiste, à lui nier son rôle d'avant-garde, son rôle dirigeant, à violer les principes du Parti, à violer le marxisme-léninisme.

Celui qui a dans le sang cette soif de pouvoir personnel est plus qu'un ambitieux, un mégalomane. La simplicité lui est quelque chose d'étranger.

Comment ont agi les trotskistes yougoslaves en Albanie et dans notre Parti ?

Ils ont agi de la façon que je viens de dire. Et Kotchi Dzodze et son collaborateur Pandi Kristo s'en sont montrés solidaires dans leur conduite.

Kotchi Dzodze et Pandi Kristo attaquèrent, deux fois de suite, la ligne juste du Parti, la direction et l'unité du Comité central, le secrétaire général du Parti, tous les camarades du Bureau politique qui défendaient la ligne juste du Parti. Et une telle activité, ils la poursuivirent pendant quatre ans.

Le camarade Jdanov a déclaré au XVIII^e Congrès du Parti bolchévik :

« Les éléments ennemis ont cherché souvent à mettre la discipline officielle au-dessus de la discipline du Parti, et à démoraliser ainsi les membres honnêtes du Parti. Au Plénum du Comité central de février—mars 1937 et au Plénum de janvier 1938, le Parti a condamné toute attitude formaliste et bureaucratique impitoyable envers les membres du Parti dans la question de l'exclusion du Parti et de la réintégration dans le Parti. Comme on sait, c'est là une tactique qui a été mise en œuvre sur une grande échelle par les éléments arrivistes qui se sont frayé un chemin dans le Parti et se sont efforcés de se distinguer et d'avancer à coups d'exclusions, procédé dont se sont longuement servi les ennemis camouflés au Parti, qui s'efforcèrent, par de nombreuses condamnations, de discréditer les membres honnêtes du Parti et de semer de vains doutes dans les rangs du Parti. Puis, changeant de tactique, l'ennemi sut utiliser avec maîtrise le prétexte de la vigilance, et sous le couvert de phrases hypocrites sur la vigilance, chercha à liquider le plus grand nombre possible de communistes honnêtes, à introduire la méfiance et la désorganisation dans nos rangs ... Calomnier les éléments honnêtes, sous le drapeau de la « vigilance », est, à l'heure présente, la méthode la plus pratique pour camoufler et déguiser leur activité hostile. Si vous voulez dénicher les repaires secrets de l'ennemi, vous les trouverez partout où il y a calomnie. »

Ce sont précisément de telles calomnies et de telles accusations qui furent proférées à Bérat et au VIII^e Plénum par les trotskistes yougoslaves, par Kotchi Dzodze et Pandi Kristo.

Le Bureau politique de notre Parti a perdu un temps inappréciable — 5 mois — pour procéder au rétablissement nécessaire, jusqu'au XI^e Plénum, et cette perte de temps pour le Parti, c'est à Kotchi Dzodze et à Pandi Kristo que nous la devons. Au XI^e Plénum, le Comité central détermina les mesures qu'il fallait prendre à l'égard de ces camarades ; ces mesures avaient un caractère purement éducatif. L'important était que ces deux camarades reconnaissent loyalement leurs erreurs et

leurs graves fautes, fassent leur autocritique bolchévique et, en deuxième lieu, quittent les fonctions où ils avaient commis ces erreurs. Il était du devoir du Comité central de ne pas jeter ces hommes à la rue, au cas où ils se montreraient capables de reconnaître honnêtement leurs erreurs et leurs lourdes fautes ; mais de les aider, de leur tendre la main et de les retirer du bord de l'abîme. Le but qu'on se proposait, les erreurs de ces camarades une fois dévoilées, c'était d'aider le Parti et, en même temps, de sauver ces camarades pour le Parti. Le Comité central pesa les erreurs et les fautes qu'ils avaient commises, mais aussi l'hostilité des trotskistes yougoslaves. Il faut sauver les hommes, aider les cadres, « mais cette aide a une limite », dit le camarade Staline. On doit ainsi constater que, dans toutes les conférences du Parti où l'on élaborait la résolution du XI^e Plénum, beaucoup de faits nouveaux furent portés au grand jour, — que Kotchi Dzodze avait dissimulés au Parti, — que les masses du Parti en jugèrent avec une scrupuleuse objectivité, qu'elles soumièrent à leur analyse la résolution du XI^e Plénum et que le Parti ne trouve pas bien graves les mesures prises par le Comité central. Le Parti avait raison. Comment prit-on ces mesures au XI^e Plénum ? Après la minutieuse analyse qui y fut effectuée, Kotchi Dzodze et Pandi Kristo ne procédèrent pas à une autocritique digne de dirigeants ; toutefois, ils se montrèrent « solidaires sans réserve » des travaux et des décisions du XI^e Plénum. De nouveau, après ces déclarations, le Comité central reprit donc la critique contre eux, contre leur autocritique. Kotchi Dzodze et Pandi Kristo reconnurent que le Comité central avait raison ; ils admirèrent certains faits ; ils promirent au Comité central de méditer toutes leurs fautes et de présenter devant les larges masses du Parti une autocritique ouverte. Mais ces déclarations de ces deux camarades devant le XI^e Plénum étaient faibles, car leur autocritique devant le Parti a été sinieuse et devenait de jour en jour plus réservée et moins substantielle.

Après la première réunion des membres actifs de l'organisation du Parti de Tirana, où le secrétaire général critiqua ouvertement Kotchi Dzodze et où celui-ci reçut le conseil de bien examiner ses fautes, Kotchi Dzodze accepta de les examiner effectivement. À la réunion des membres actifs de l'organisation du Parti de Kortcha, organisation très solide, et qui se montra à la hauteur de sa tâche devant cette question importante, Kotchi Dzodze, impressionné par l'objectivité et la clairvoyance communistes de l'organisation du Parti de Kortcha, introduisit plus de réserve encore dans son autocritique.

Kotchi Dzodze et Pandi Kristo n'ont pas écouté la voix puissante du Parti et, au lieu de marcher de Tavant, ils se sont acheminés sur une voie rétrograde. Naturellement, ceci créa une nouvelle situation, différente de celle où, en d'autres circonstances, devant les faits et les intentions que j'ai dits, le Comité central avait pris ses décisions. Kotchi Dzodze et Pandi Kristo ont vu en ces décisions purement éducatives une faiblesse du Comité central et non pas une mesure d'aide à leur égard, ce qu'elles étaient pourtant réellement. Se croyant forts de cette appréciation, ils crurent que cette importante question allait passer inaperçue aux yeux du Parti. Restant sur leurs positions erronées et surannées, ils crurent que le Parti n'allait pas dévoiler l'ensemble des faits et qu'il s'en tiendrait, sans la moindre discussion, aux décisions prises par le Comité central à leur égard. Ils voyaient dans le Parti, non une organisation souveraine, mais un détachement partisan. Ils

n'avaient pas saisi la signification véritable des lettres historiques du Parti bolchévique. Adoptant de tels points de vue à l'égard du Parti, Kotchi Dzodze et Pandi Kristo, au lieu de progresser dans leur autocritique, reculèrent. Après le développement des réunions de membres actifs du Parti, et compte tenu des faits nouveaux qui ont aggravé les fautes de ces deux camarades, compte tenu également de leur attitude tout à fait négative, le Comité central ne peut plus maintenir les décisions prises au IX^e Plénum à regard de ces deux camarades. Cette nouvelle situation exige des mesures plus sévères, car la gravité des fautes commises par ces deux camarades va toujours croissant. La direction estime donc que ces deux camarades doivent être exclus du Comité central et le Comité central, pour sa part, estime que l'instance supérieure du Parti, son premier Congrès, est en droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires à l'égard de ces deux camarades et des autres, étant donné les lourdes fautes qu'ils ont commises.

Toutefois, le Comité central recommande encore aux camarades Kotchi Dzodze et Pandi Kristo et autres, d'écouter la voix puissante et juste du Parti, la voix qui se fera entendre à ce Congrès, et de revenir le plus tôt possible dans la juste voie du Parti. Ceux qui reprennent cette voie sont toujours secourus par le Parti. Le Parti leur tend la main et les aide à guérir, à renaître et à rentrer, comme des hommes nouveaux, dans le sein du Parti, à redevenir enfin de vaillants combattants au service de ses buts suprêmes.

Tel est notre Parti communiste.

LE PARTI ET LES LARGES ORGANISATIONS DE MASSES

LA MOBILISATION DES MASSES DU PEUPLE ET LE FRONT DÉMOCRATIQUE

Après la libération, notre Parti posa concrètement les grands problèmes de reconstruction qui se dressaient devant lui, ainsi que ses tâches sociales et culturelles. Pour mettre à exécution cette ligne, le Parti, comme d'habitude, lança un appel aux masses du peuple, aux ouvriers, aux paysans, à notre jeunesse héroïque, aux femmes d'Albanie ; il leur demanda de mettre toutes leurs forces au service de l'édification de l'Albanie nouvelle. Le Parti parla au peuple un langage sincère, lui montrant que les difficultés étaient grandes, qu'il fallait travailler, faire preuve de persévérance et d'abnégation, comme pendant la guerre ; il l'avertit que le chemin à parcourir était long et pénible, que, chemin faisant, il allait rencontrer des ennemis, intérieurs et extérieurs, qui s'efforceraient d'entraver son travail.

Notre Parti appela notre peuple à s'organiser dans l'œuvre de reconstruction de l'Albanie nouvelle comme il l'avait fait dans le Front démocratique en face de L'ennemi. Notre peuple, pendant la guerre, s'était en effet rassemblé, à l'appel du Parti, et pour libérer la Patrie, autour du Front de libération nationale, dirigé par le Parti ; de même, dans la période de reconstruction, les larges couches du peuple travailleur devaient se rassembler, s'organiser dans le Front avec la classe ouvrière à leur tête et sous la direction du Parti communiste. Comme hier pendant la guerre, l'existence, aujourd'hui en temps de paix, du Front démocratique, qui rassemble les ouvriers, les larges couches de la paysannerie pauvre et moyenne, les couches semi-prolétariennes et la petite bourgeoisie, — aide la classe ouvrière et son avant-garde à accomplir leur tâche dirigeante, à élargir leur influence parmi les larges masses

du peuple et à les entraîner à ses côtés. D'autre part, l'existence du Front démocratique rend nécessaire une lutte continuelle contre les hésitations petites-bourgeoises et contre les desseins de la réaction. La mise à exécution des décisions du Front démocratique exige la poursuite opiniâtre d'une lutte nouvelle, que tous les membres du Front ne sauraient livrer de la même manière. En ce sens, notre Parti communiste n'oublie pas que son principal appui se trouve, entre toutes les organisations du Front démocratique, dans les syndicats ; ceux-ci, en effet, sont à même de défendre sa politique d'une manière plus conséquente et de la réaliser plus efficacement, en contact direct qu'ils sont avec la classe ouvrière et, par son intermédiaire, avec les autres couches des masses laborieuses.

A l'appel du Parti ont répondu, comme un seul homme, toutes les masses laborieuses de notre pays, classe ouvrière en tête.

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES SYNDICATS DE NOTRE PAYS

Notre Parti, dès les premiers jours de sa fondation, manifesta une sollicitude toute particulière envers la classe ouvrière, car elle est la classe la plus révolutionnaire, et c'est auprès d'elle que le Parti trouvait son principal appui. Dans le régime féodal de Zogou, où régnait le féodalisme et où l'industrie légère faisait à peu près complètement défaut, la classe ouvrière de notre pays était peu nombreuse et hétérogène. Les concessions que Zogou accorda à l'Italie et l'exploitation du naphte, du cuivre et du chrome, donnèrent naissance à un prolétariat d'ailleurs fort limité. Celui-ci était constitué par des paysans pauvres, qui, mourant de faim dans leur village, venaient travailler sur les chantiers et sur les routes dans des conditions déplorables, exploités qu'ils étaient par l'occupant et par des entrepreneurs sanguinaires. Cette petite classe ouvrière, qui possédait toutes les caractéristiques de la paysannerie pauvre, se dressa à l'appel du Parti, et se rassembla autour de lui pour conquérir sa liberté et ses droits. Notre classe ouvrière, opprimée et durement frappée par le régime de Zogou, dans la misère où elle était obligée de vivre, ne pouvait se donner une organisation solide et coordonner sa lutte contre la classe bourgeoise exploiteuse. Comme nous l'avons vu, les premières organisations virent le jour à Kortcha, avec la société « Le Travail », quelques petites tentatives à Tirana, et les grèves de Koutchova. Les efforts déployés par les groupes communistes pour organiser notre classe ouvrière, étaient bien loin d'avoir atteint le but qu'ils se proposaient, et seul notre Parti, à travers des luttes sanglantes, allait rassembler en son sein les ouvriers albanais, les éduquer et les tremper dans le combat. Notre Parti allait agir de façon à faire prendre conscience à la classe ouvrière du rôle révolutionnaire et d'avant-garde qu'elle était appelée à jouer. Sous la direction de cette classe ouvrière, toutes les masses de notre peuple allaient se mobiliser pour se lancer dans la lutte de libération nationale. Après la libération de l'Albanie et la victoire complète de notre pouvoir populaire, furent jetées les bases de l'organisation de la classe ouvrière en syndicats, et ceux-ci devinrent des organisations de masses des travailleurs, appelés à jouer un important rôle dirigeant dans notre nouvel État. Le Parti, estimant à sa juste valeur ce rôle des syndicats, organisations de la classe ouvrière, réunit le 28 octobre 1945 le premier congrès des syndicats qui représentaient, à cette époque, 25.000 ouvriers et fonctionnaires, pour leur assigner leurs tâches d'organisation, la ligne

politique et d'organisation qu'ils devaient suivre dans l'accomplissement de leurs tâches décisives. Des organisations syndicales, sur des bases d'entreprise et locales, furent créées pour la première fois dans notre pays. La politique juste et déterminante de notre Parti qui procéda à la nationalisation immédiate des mines, puis de toute l'industrie légère de notre pays, créa les conditions favorables à un accroissement de la classe ouvrière, de sorte que celle-ci prit, dans notre pays, la direction de notre économie — et rendit possible l'extension et l'élargissement des organisations syndicales. Aujourd'hui, les organisations syndicales de notre pays rassemblent environ 57.500 ouvriers et fonctionnaires, groupés en 601 branches syndicales, 64 syndicats locaux et 26 syndicats d'arrondissement. Notre classe ouvrière, bien qu'encore assez petite, est pourvue d'un noyau très solide, riche de larges perspectives, comme à Koutchova, aux mines de Roubik, aux mines de bitume, de naphte de Patos et de charbon. Elle *est* consciente de son rôle historique et, unie dans ses syndicats, élie constitue la grande force de son avant-garde, le Parti communiste albanais, auquel est dévolue la tâche historique d'édifier le socialisme dans notre pays. Nos organisations syndicales, dès leur constitution, se sont assigné pour tâche principale l'éducation et la mobilisation des ouvriers et de toutes les masses laborieuses du peuple dans la ligne du Parti. Les syndicats, qui ont toujours appuyé les organisations défendant les intérêts matériels et culturels des ouvriers, se sont rendu pleinement compte du rôle qu'ils ont à jouer dans la vie sociale et nationale de notre République populaire, et qui est d'éduquer les masses du peuple travailleur dans l'esprit de fidélité indéfectible au régime populaire et au socialisme. Lénine a dit :

« Les syndicats soviétiques sont pour les masses une école où elles apprennent à diriger l'État et l'économie, une école d'administration, une école de communisme. »

Le travail héroïque et plein d'abnégation de nos ouvriers pour reconstruire ce qui avait été détruit par les occupants et par les traîtres, pour appliquer consciencieusement les directives du Parti, constitue le témoignage le plus éclatant du rôle de la classe ouvrière dans les syndicats. Nous savons tous que notre pays était très pauvre en techniciens et en spécialistes ; nous savons tous dans quelle situation se trouvaient, après la libération, notre industrie et nos mines. Mais nous savons aussi les efforts considérables de notre classe ouvrière pour reconstruire tout cela et pour en assumer la direction. Nous savons combien la lutte de nos ouvriers contre les saboteurs, les ennemis, et les agents de l'étranger qui s'efforçaient à nouveau de détruire ce que nous avons construit avec tant de peine, a été acharnée ! Nos ouvriers, partout où ils se trouvaient, ont défendu avec la plus grande vigilance leurs machines, leurs raffineries. De plus, aujourd'hui nous avons un grand nombre de spécialistes qui, hier encore, n'étaient que de simples ouvriers. Les ouvriers de notre pays ont aidé le Parti à consolider l'industrie nationale, à accroître et à améliorer de jour en jour la production. D'ailleurs, c'est seulement ainsi qu'on pourra édifier le socialisme dans notre pays et élever le standard de vie des masses laborieuses. Après la nationalisation des fabriques, des mines et des ateliers, les syndicats ont joué un grand rôle dans le développement et dans l'organisation de l'émulation par la méthode des compétitions. Aujourd'hui, 20.259 ouvriers participent à ces compétitions, et l'enthousiasme a atteint son comble à l'occasion du

premier congrès du Parti.

Le mouvement des travailleurs de choc, qui s'élargit de jour en jour, a pris son essor dans le cadre du travail de compétition et d'émulation. On compte aujourd'hui plus de 1.200 travailleurs de choc. Le Parti et l'État témoignent d'un vif intérêt à l'égard des travailleurs de choc et les encouragent moralement et matériellement. Une telle politique a permis la révélation de véritables novateurs. Le travail de choc a rassemblé autour de lui un grand nombre d'ouvriers moyens qui sont devenus des travailleurs distingués ; nous en comptons cette année 6.676. Les syndicats ont contribué de même à faire naître, chez les ouvriers et les fonctionnaires, un sentiment d'amour pour l'économie de notre pays, et le sens de l'épargne. Ainsi, en réalisant des économies et en effectuant environ 1.004.000 heures de travail bénévole au cours de cette année, ils ont épargné des millions de leks à l'État. Sous la direction du Parti et du pouvoir, les syndicats ont introduit le travail au rendement, qui a donné des résultats sensibles, et les rangs des ouvriers qui travaillent au rendement se sont élargis. De même, les syndicats ont apporté un soin particulier à l'élévation du niveau professionnel des travailleurs. Les organisations syndicales, en collaboration avec les entreprises, ont ouvert 544 cours qui ont été fréquentés par 9.619 ouvriers.

Notre Parti et notre pouvoir se sont intéressés, dès le début et d'une façon continue, à l'amélioration des conditions de vie des ouvriers. Des résultats satisfaisants ont été obtenus dans ce domaine. Les conditions de vie des travailleurs ont été améliorées, ainsi que celles de leurs familles. Des lois furent promulguées concernant la défense des salariés, telles que le Code du travail, les décrets fixant les indices des qualifications, les assurances sociales, etc. Le Parti et le pouvoir ont apporté un soin particulier à l'éducation des ouvriers et de leurs enfants, ainsi qu'à leurs vacances et à leur repos : on a ouvert des maisons de repos, pour la saison d'été et pour la saison d'hiver, et le nombre des ouvriers qui y sont reçus augmente chaque année. On a dépensé pour ces maisons environ 6.500.000 leks.

Sous la direction du Parti, un certain travail idéologique a été également effectué par les syndicats pour éduquer les ouvriers dans l'amour de la patrie et de notre peuple. Grâce à ses organisations syndicales, la classe ouvrière a pu combattre avec la plus grande âpreté les ennemis du pays et les survivances idéologiques du passé. La discipline du travail a été renforcée, à mesure que l'on se rendait compte que le travail est un honneur et une œuvre patriotique. Sous la direction du Parti, les syndicats se sont pénétrés d'un amour illimité pour l'Union soviétique, le Parti bolchévique et le camarade Staline. A chaque succès qu'ils remportent, ils pensent avec reconnaissance et affection à la grande patrie du socialisme.

En ce qui concerne les problèmes culturels, la lutte engagée contre l'analphabétisme occupe le premier plan. Ici on a remporté des succès sensibles. Dans l'industrie, l'analphabétisme est en voie de disparition, et les organisations syndicales se sont préoccupées de ce que les ouvriers puissent suivre les cours du soir. De même, on a déployé chez les syndiqués une activité artistique et culturelle et, avec l'aide du Parti, on a créé des clubs et des centres artistiques qui sont aujourd'hui fréquentés par 4.415 membres, et environ 100 « foyers rouges » où l'on exerce une activité culturelle et artistique. Il existe 176 groupes artistiques, qui ont

donné au cours de l'année 300 représentations ; 746 groupes de lecture, etc. La presse a connu une large extension, le cinéma de même. On a ouvert des écoles centrales pour les cadres des syndicats, etc...

Notre Parti, qui dirige le Front démocratique, a pour principal appui, dans cette organisation des larges masses du peuple, les syndicats. C'est pourquoi les tâches du Parti, en ce qui concerne les syndicats, sont capitales. Le Parti doit faire, dans les syndicats, de grands efforts pour que la démocratie y soit respectée, pour que la critique et l'autocritique puissent s'y développer sur les bases solides du marxisme-léninisme, et pour que la classe ouvrière ainsi que les masses laborieuses de notre pays y soient éduquées d'après l'exemple et dans l'esprit de leur avant-garde. Le développement d'une telle critique, ouverte et juste, permettra de dévoiler tous les défauts, de découvrir l'ennemi qui se serait infiltré avec l'intention d'entraver l'édification du socialisme. Le Parti, dans les syndicats, et ceci est la tâche de ceux de ses membres qui y militent, doit forger des hommes animés d'une volonté de fer dans le travail, d'une vigilance révolutionnaire dans la défense du travail et conscients de la peine que s'est donnée le peuple ; il doit y éduquer les masses, découvrir les saboteurs, les ennemis, les espions et les combattre impitoyablement. Les hommes du Parti doivent faire de plus grands efforts pour élever le niveau idéologique et politique des larges masses syndicales, ceci afin d'accroître leur émulation au travail, leur discipline, leur productivité ; afin d'éduquer la classe ouvrière et d'affermir son alliance avec la paysannerie pauvre et moyenne et avec le travail de celle-ci, de sorte que, par l'accroissement de la production industrielle, elle puisse venir en aide au village pour moderniser notre agriculture et l'acheminer vers le socialisme. Tels sont les points sur lesquels le Parti doit apporter tous ses soins pour le bien de la classe ouvrière et des syndicats, dans les perspectives de l'essor industriel de notre pays. La politique du Parti doit surtout se consacrer à l'élargissement, au renforcement de la classe ouvrière, à l'élévation de son niveau idéologique, politique et culturel ; elle doit pourvoir à sa culture marxiste-léniniste ainsi qu'à sa culture générale ; elle doit l'armer d'une technique moderne, car c'est uniquement ainsi, — et sur cette base solide — que notre Parti s'affermira.

LE RÔLE DE LA JEUNESSE POPULAIRE ET SON ORGANISATION

Dans le large mouvement des masses, le rôle de notre jeunesse héroïque est d'une importance considérable. Au cours de la guerre, la jeunesse a répondu à l'appel du Parti et elle a été aux premières lignes du combat. Elle a donné des milliers et des milliers de partisans et de héros à l'Armée de libération nationale et au peuple. La contribution de la jeunesse, au cours de la guerre, a été considérable et tout à fait décisive dans les succès que nous avons connus, dans le travail politique parmi les masses et dans l'élargissement de la lutte armée. Organisée en « Jeunesse communiste » et en « Jeunesse antifasciste », elle constituait pour le Parti une sûre réserve et une aide importante tant dans la lutte que dans l'éducation communiste des masses de la jeunesse et du peuple. Si notre jeunesse a pu jouer un rôle considérable au cours de la guerre, c'est que notre Parti lui a témoigné dès le début une sollicitude particulière et a su y découvrir les grandes forces révolutionnaires qui, sous sa direction, allaient contribuer à remporter les succès qui sont connus de tous. C'est donc grâce aux soins apportés par le Parti et sous sa

direction qu'ont pu s'organiser les forces de la jeunesse, et s'ouvrir devant celles-ci la voie des grandes œuvres réalisées pendant la guerre et l'après-guerre.

Toujours sous la direction du Parti, l'organisation de la jeunesse populaire accomplira ses tâches avec honneur dans le domaine de l'éducation de la nouvelle génération selon l'esprit du socialisme, en fournissant au Parti et à l'État de nouvelles réserves bien préparées et fidèles au peuple. Après la libération, le rôle de la jeunesse est en effet toujours d'une très grande importance. Notre héroïque jeunesse se met partout à l'œuvre pour assurer l'éducation du pays. Ainsi, pour effectuer les travaux prévus par le plan de l'année 1946 et pour appliquer le mot d'ordre lancé par le Parti, selon lequel « l'Albanie du Nord ne doit plus appartenir aux jésuites ni aux bairaktars qui avaient exploité la population de ces régions, mais là-bas notre pouvoir populaire doit répandre la lumière et le progrès », en juin de cette même année commença la construction de la route Pechkopi-Bitsaye. Notre jeunesse répondit à cette occasion à l'appel du Parti et plus de 25.000 jeunes s'acquittèrent avec succès de leur tâche. Cette belle « action », ainsi que d'autres travaux que la jeunesse accomplit au cours de l'année 1946, contribuèrent à faire de celle-ci un exemple d'abnégation et d'héroïsme, comme elle l'était déjà au cours de la guerre. La jeunesse comprit parfaitement que ces « actions », ces travaux lui fournissaient le moyen de s'éduquer ; c'est pourquoi elle y attacha une grande importance et apporta un soin particulier à l'éducation et à l'élévation du niveau culturel et technique des masses de la jeunesse. La jeunesse, par son travail intense et juste, apporte une aide notoire au pouvoir tant à l'école que dans les champs et dans les fabriques ; elle participe par son travail à la solution des problèmes de l'État. Le Parti et le pouvoir, accordant toute leur confiance à la jeunesse, confièrent à celle-ci le soin de construire la voie ferrée Durreuss-Peqin, et pendant huit mois, 32.230 jeunes travaillèrent avec une vaillance indescriptible à l'édification de l'Albanie nouvelle qui doit leur rendre la vie meilleure. Cette année, 24.000 jeunes se livrèrent aux travaux de construction de la voie ferrée Durreuss-Tirana. Tout cela témoigne de la force de notre jeunesse, de sa volonté d'acier et de sa capacité à organiser son travail sous la direction du Parti. Le Parti et l'État doivent accorder la plus grande sollicitude à la génération nouvelle de notre pays, la doter d'une solide culture marxiste-léniniste. Pour atteindre ce but, il faut apporter un soin particulier aux écoles professionnelles ainsi qu'à toutes les autres écoles ; il faut que les enfants des ouvriers et de la paysannerie pauvre et moyenne les fréquentent et qu'ils y soient éduqués dans l'esprit de la technique moderne, de façon à créer ainsi une « intelligentsia » de classe. On doit se préoccuper également de la santé de nos jeunes gens, de leurs besoins, de leurs loisirs. On ne doit rien épargner dans le domaine de l'éducation, dans tous les sens du mot, de la nouvelle génération afin qu'elle soit en mesure de défendre vaillamment la patrie, afin qu'elle sache aimer de tout son cœur le peuple et la patrie, l'Union soviétique, le Parti bolchévique et le camarade Staline.

Le Parti, conformément à ses statuts, doit avoir la direction, pleine de sollicitude, de l'organisation de la jeunesse populaire. Dans la situation actuelle, aucune forme d'organisation ne doit entraver la mobilisation des larges masses de la jeunesse au sein de la « Jeunesse populaire » et aucun intermédiaire ne doit exister entre le Parti et l'organisation de la Jeunesse populaire. Pour que cette organisation puisse s'élargir et s'affermir, il est absolument nécessaire de procéder à

la fusion de la jeunesse communiste et de la jeunesse populaire en une organisation unique, l'organisation de la jeunesse populaire. Cette fusion ne peut manquer d'affermir et d'élargir l'organisation de notre jeunesse populaire.

LE MOUVEMENT DES FEMMES ET SON ORGANISATION

L'activité déployée par les femmes dans notre pays occupe une place d'une importance primordiale. Nous avons vu grandir le rôle des femmes albanaises au cours de la lutte de libération nationale, ainsi qu'après la libération, dans la vie politique, économique et sociale de notre pays. Les femmes qui étaient jusqu'alors soumises au joug des traditions arriérées furent rassemblées, dirigées par notre Parti et prirent la place qu'elles méritaient dans l'Albanie nouvelle.

Notre Parti, guidé par les enseignements de Lénine et de Staline, apprécia en effet à leur juste valeur les forces des couches populaires féminines, et les aida à renverser tous les obstacles qui leur barraient le chemin. A travers la lutte pour la libération de la Patrie et du peuple, ainsi que pour sa propre libération, la femme albanaise échappa à l'état misérable et indigne d'elle qui lui était fait, et conquit la place qu'elle méritait dans l'Albanie nouvelle. La femme albanaise s'est tournée vers le Parti avec une résolution sans précédent, et a obtenu de grands résultats. Elle a participé hardiment, les armes à la main, à la révolution populaire. Les femmes ont grossi les rangs de l'armée, elles sont devenues les compagnes de lutte des hommes, de leurs frères et de leurs enfants. Environ 6.000 partisans ont combattu dans le maquis. Beaucoup d'entre elles sont tombées au champ d'honneur. Des centaines de milliers de femmes ont travaillé sur les arrières de l'Armée de libération nationale à affermir l'union de la population, à secourir l'armée populaire, à venir en aide aux guérilleros et à ceux qui vivaient clandestinement dans les villes.

Le profond amour qu'éprouvait la femme albanaise pour son Parti dans les jours les plus difficiles de la guerre, maintenant les femmes le ressentent chaque jour davantage, reconnaissantes qu'elles sont au Parti de les avoir libérées et de les diriger vers une vie nouvelle.

Aussi, le rôle des femmes de notre pays, toujours sous la direction du Parti, s'accrut-il après la libération dans tous les secteurs. Elles veillent avec la plus grande vigilance, — une vigilance maternelle — sur les conquêtes du pouvoir populaire. Plus de 1.100 femmes ont été élues membres titulaires ou suppléants des conseils populaires de localité et d'arrondissement. Tandis que par le passé, il n'y avait que quelques dizaines de femmes dans l'industrie, on compte aujourd'hui plus de 600 ouvrières. Avant la libération il y avait seulement 668 femmes fonctionnaires ; aujourd'hui, dans l'appareil d'État et les coopératives travaillent 7.570 femmes, dans les coopératives agricoles 990, et dans celles de l'artisanat 709. Les paysannes, qui participent largement aux travaux agricoles, constituent une grande force dans la lutte pour l'édification de l'Albanie nouvelle. Et le fait qu'au cours de l'année 1947—1948, 113.708 femmes aient participé au travail collectif, représente un pas important dans le processus de développement de la conscience du collectivisme. Les femmes mobilisées dans leur organisation (l'Union des femmes albanaises), sont parmi les éléments les plus actifs des entreprises de travail bénévole organisées par le Front. Depuis la libération de l'Albanie, plus d'un demi-million de femmes ont fourni plus de 6.000.000 d'heures de travail bénévole.

L'Union des femmes albanaises, qui comprend environ 246.000 femmes, joue un rôle important dans l'organisation de l'activité des femmes et dans l'élévation de leur niveau politique et culturel. La femme albanaise et son organisation, sous la direction du Parti, livrent une lutte incessante aux survivances sociales néfastes que notre pays a héritées du régime féodal et des régimes antipopulaires.

Après la libération, plus de 51.000 femmes ont appris à lire et à écrire. Au cours des trois dernières années, plus de 7.400 conférences culturelles ont été organisées, qui ont été suivies par 159.000 femmes; on a donné 14.664 conférences sur l'hygiène, auxquelles ont assisté 317.335 femmes. L'Union des femmes albanaises organise de nombreuses autres conférences, des cours, des cercles de lecture, qui contribuent largement à libérer la femme des liens qui la rattachent encore au passé.

Cependant le Parti doit garder toujours présent à l'esprit le principe suivant : pour que la femme puisse devenir une force décisive dans la lutte pour l'édification du socialisme, il faut multiplier les efforts, et ceci sans cesse, pour la soustraire à sa situation arriérée. Il faut surtout combattre chez elle l'analphabétisme, ainsi que les diverses manifestations de fanatisme. Le soin apporté à l'enfance par l'Union des femmes est un des points les plus importants de son programme. Le Parti et l'État doivent lui accorder tout leur appui, car c'est aussi l'un des problèmes vitaux de notre pays. On doit préserver à tout prix la santé des enfants de notre pays, et éduquer les mères en ce sens.

Mais, pour accroître la puissance de notre République populaire et afin d'accélérer l'édification du socialisme dans notre pays, il est absolument nécessaire aussi que les femmes prennent de plus en plus part à la vie politique, à l'édification, à la production et à la vie culturelle. En ce sens, le Parti doit faire de puissants efforts pour permettre à la femme albanaise de se dresser, de marcher de l'avant ; car c'est tout notre pays qui, alors, marchera de l'avant. Il appartient, en bref, au Parti et à l'État de renverser tous les obstacles qui entravent le progrès de la femme albanaise.

DES ERREURS CONCERNANT LE FRONT

Parmi les importantes questions que soulèvent les lettres historiques adressées par le Parti bolchévik au Comité central du Parti communiste yougoslave, figure la question du Front, en corrélation avec la question du Parti lui-même dans lequel le groupe trotskiste s'est éloigné de la voie des enseignements du marxisme. Dans cette question de principe, d'une importance énorme, notre Parti ne peut pas dire qu'il n'a pas subi l'influence néfaste du Parti communiste yougoslave. Qu'il ait adopté un grand nombre des principes qui régissent l'organisation du Front en Yougoslavie, ainsi que de nombreuses formules erronées des Yougoslaves, cela est vrai. Notre Parti a reconnu ces erreurs et y a remédié. Il est redevable de ce redressement au Parti bolchévik et au Bureau d'information qui, en mettant à notre disposition l'expérience des huit partis communistes et ouvriers frères, apporte une aide précieuse à notre Parti.

Le Front, créé dans notre pays, dans les circonstances que j'ai déjà signalées, a été d'emblée une large organisation de masses que dirigeait le Parti. La meilleure preuve en est que toutes les menées de la réaction, des ballistes, de « Légalité » et

des quislings étaient dirigées contre cette organisation. Pour ceux-ci, en effet, une telle organisation de masses, dirigée par le Parti, sur l'unique plate-forme de « lutte », présentait un grave danger : cette organisation privait la réaction de la paysannerie, d'une grande partie de la petite-bourgeoisie qui, mettant un terme à ses hésitations, rejoignait le Front ; elle privait aussi la réaction de la possibilité de désorienter ces masses ou de les neutraliser. La création de l'organisation « Balli Kombëtar » répondit à ces préoccupations de la réaction : elle visait à isoler notre Parti communiste et à lui retirer le rôle dirigeant qu'il jouait dans les larges masses du peuple. Pendant la guerre, et bien que le danger de commettre des erreurs fût alors plus menaçant, — puisque les larges masses du peuple se trouvaient à un niveau idéologique et politique très bas, et que, pour rassembler ces masses, on pouvait être tenté de faire montre d'opportunisme en dissimulant le drapeau du Parti — ces erreurs, donc, ne furent pas commises. Il était fréquent que les larges masses de notre peuple se battissent, avec à la bouche non pas le nom du Front, mais celui du Parti : « C'est le Parti qui a ordonné cela » ou bien « quand le Parti sera au pouvoir », disaient elles. En ce sens, on doit avouer que l'importance du rôle et la solidité de l'organisation du Front avaient été négligées, et notamment que l'organisation était devenue assez large. Notre Front différait de ceux qui existaient dans les autres démocraties populaires en ceci que, dans le nôtre, le seul parti qu'on y trouvait était notre Parti. L'Albanie n'a en effet jamais connu de partis organisés ; ceux d'entre eux qui avaient vu le jour sous le régime éphémère de Fan Noli, avaient été dissous par le régime de Zogou, qui réprima toutes les tentatives de formation d'un parti plus ou moins démocratique. Ainsi, la bourgeoisie n'avait pu consolider ses positions ni former un parti politique à elle. Notre Parti, lui, vit le jour dans la lutte contre l'occupant et dirigea aussitôt le combat des masses du peuple.

Il y avait donc dans notre Front différents éléments individuels qui, nous pouvons le dire, n'échappaient pas à un certain contrôle ; mais nous pouvons dire aussi que, dans ce sens, nous avons été un peu sectaires. Dans notre Front, on avait toujours fait la différenciation des éléments faibles, et cela au moyen de la lutte qui a démasqué à chaque étape l'élément de la réaction. Tout ceci concerne la période de la guerre. Mais, à la veille de la libération de l'Albanie, sous l'influence du délégué du C. C. du Parti communiste de Yougoslavie à Bérat, notre Front a ouvert toutes grandes ses portes et, dans ses rangs, ont pénétré des ennemis qui méritaient le gibet. Mais ce ne fut pas tout : les opinions opportunistes du Comité central du Parti communiste yougoslave au sujet de l'élargissement du Front, et celles de Seifoulla Maleuchova en vue de desserrer la bride à la réaction et à la bourgeoisie, firent commettre des relâchements à notre Comité central jusqu'au point de laisser parvenir même à l'Assemblée populaire des éléments camouflés, insinués dans le Front. A ce moment, le Front courait le danger de voir se constituer dans son sein d'autres partis de la bourgeoisie qui chercheraient à renverser le pouvoir populaire ou à séparer le pouvoir de notre Parti communiste. Notre Comité central, depuis la guerre, avait donné au Parti la directive formelle qu'il ne devait pas tolérer la création d'autres partis démocratiques bourgeois dans le Front, parce que ceux-ci n'auraient été que des nids où se grouperait la réaction masquée ou sans masque, en vue d'assaillir notre Parti, le Front de libération nationale, et, au moyen de

prétendus slogans démocratiques, ces partis se seraient étroitement liés avec l'impérialisme anglo-américain, pour arracher le pouvoir à notre Parti. Tels eussent été les efforts que l'élément réactionnaire camouflé aurait fait dans le Front. Ces éléments réactionnaires camouflés étaient la réserve et le dernier enjeu de la réaction ; ils avaient pu résister à la pression de la guerre et, après la libération, ils sont entrés en action. Et justement après la libération de l'Albanie, sous l'influence du Comité central du Parti communiste yougoslave, notre Parti a commis l'erreur de se tenir dans une demi-clandestinité. Les lettres du Parti bolchévik nous ont révélé cette grande faute : « Les camarades Tito et Kardelj pensent, semble-t-il, qu'avec cette fourberie gratuite, ils peuvent changer les lois de révolution historique, tromper les classes, falsifier l'histoire. Mais c'est une illusion et c'est se tromper soi-même. Tant qu'il y a des classes antagonistes, il y aura aussi une lutte entre elles, et tant qu'il y a lutte, celle-ci se répercutera dans l'activité des divers groupes et dans celle du Parti, de façon légale ou illégale. Lénine a dit que « le Parti est l'arme de la plus grande importance aux mains des classes ouvrières. La tâche des dirigeants consiste à tenir cette arme toujours prête au combat. Tant que les camarades yougoslaves, au contraire, dissimuleront le drapeau du Parti, ils affaibliront la puissance de cette arme de la classe ouvrière, pis : ils désarmeront la classe ouvrière. Il est tout à fait ridicule de penser que la ruse gratuite des camarades yougoslaves va suffire à faire renoncer l'ennemi à la poursuite de la lutte. Au contraire, le Parti doit être toujours prêt à combattre, à mener la lutte contre les ennemis. Il ne faut pas tromper sa vigilance et l'endormir, dissimuler son drapeau, se bercer du fallacieux espoir que l'ennemi, si on lui en offre la possibilité, va arrêter la lutte, va renoncer à organiser ses forces légalement ou clandestinement. » (Cf.: les lettres du P. C.b.) Nous pourrions illustrer la justesse des vues du Parti bolchévik de nombreux exemples tirés de la vie du Parti et du Front. Ainsi, comment envisagions-nous, après la libération, les relations réciproques du Front et du Parti ? Nous craignons de mettre en lumière le rôle joué dans le Front par le Parti, de peur d'intimider les éléments réactionnaires et hésitants qui s'y étaient camouflés. Non seulement nous dissimulions le grand honneur qui s'attachait à notre qualité de membres du Parti, mais nous trouvions encore opportun et juste que certains ministres, membres du Parti, mais inconnus comme tels des larges masses du Front, continuassent de garder le secret sur leur qualité de membres du Parti. On avait peur de laisser croire que notre gouvernement, ou notre Assemblée populaire, étaient un gouvernement communiste ou une Assemblée populaire où prédominaient les communistes. On se proposait, ce faisant, de laisser entendre aux éléments hostiles, camouflés dans le Front, qu'il était inutile de s'organiser, soit légalement, soit clandestinement, étant donné que participaient aussi au gouvernement et à d'autres organes des hommes qui n'étaient pas communistes. Seulement, comme le souligne la lettre du Parti bolchévik, ce n'était là qu'une ruse illusoire. Aussi bien ne réussîmes-nous point à tromper les éléments réactionnaires du Front. Preuve en fut donnée par les menées hostiles du groupe des députés et d'autres ennemis qui s'étaient camouflés dans le Front. Les bureaux du Parti se déguisaient en bureaux du Front ; le Parti ne publiait plus ses décisions sous sa signature, mais les diffusait par l'intermédiaire du Front. Les larges masses du peuple travailleur n'apercevaient plus le visage du Parti, ce visage

qu'elles aimaient tant, ce Parti pour lequel elles s'étaient vaillamment battues. C'était là une faute grave à laquelle nous remédiâmes grâce au Parti bolchévik.

L'attitude semi-clandestine que notre Parti avait adoptée lui fit commettre d'autres erreurs encore. La critique de ces erreurs témoigne de la clairvoyance du glorieux Parti bolchévik. L'absence de démocratie intérieure, d'élections, de centralisme démocratique, de critique et d'autocritique, ainsi que la pratique de la cooptation au sein du Comité central, ont été autant d'erreurs. Le parti communiste yougoslave en a sa part de responsabilité. Il faut ajouter à ces erreurs cette autre grave erreur d'organisation, anticommuniste-léniniste-bolchévique, le cumul des fonctions de secrétaire du Parti aux cadres et de ministre de l'intérieur, ce qui a entraîné la soumission du Parti au contrôle de la Sûreté. D'autres erreurs d'organisation en ce qui concerne la politique des cadres, ont causé au Parti un grave préjudice et ont entravé sa marche ; elles seront mises en relief dans l'exposé du camarade Touk Yakova. Notre Parti constata ces erreurs, les reconnut honnêtement et les corrigea. Ceci, il le doit au glorieux Parti bolchévik.

LA QUESTION DE LA LUTTE DE CLASSES

Notre Parti n'a pas été influencé par cette grave déviation du Parti communiste yougoslave et sa ligne juste n'en, a subi aucune atteinte. En vérité, les enseignements du Parti bolchévik sont une puissante arme éducative qui doit permettre à notre Parti d'éviter ces dangers. Dans la lettre du Parti bolchévik, adressée à Tito et à ses camarades, il est dit : « Dans le Parti communiste yougoslave on ignore l'esprit de la politique de lutte de classes. » Qu'est-ce à dire ? Ceci, que devant l'extension incessante des éléments capitalistes dans les villages et dans les villes, la direction du Parti ne prend pas de mesures pour limiter ces éléments capitalistes. Le Parti communiste yougoslave se berce de fallacieux espoirs, inspirés d'une théorie opportuniste surannée selon quoi les éléments capitalistes pourraient s'intégrer paisiblement au socialisme. Cette théorie, c'est celle de Bernstein, de Volmar, de Boukharine. Sur cette question, notre Parti, lui, n'a pas failli à ses devoirs ; tout au contraire, il a intensifié de jour en jour la lutte des classes au village et dans les villes ; il a porté des coups impitoyables aux koulaks, aux beys, aux propriétaires de grands domaines, aux gros commerçants, aux spéculateurs, aux usuriers et autres, et il n'a pas permis qu'ils relèvent la tête ni au village ni à la ville. Ces gens-là, nous les avons désarmés. Reste le danger de les voir redresser la tête, si le Parti diminuait l'intensité de la lutte de classe. Comme nous l'enseignent les lettres du Parti bolchévik, « nous ne devons pas croire que le danger de renforcement des éléments capitalistes n'existe plus ». En 1921, Lénine disait :

« Puisque nous vivons dans un pays de petite paysannerie, le capitalisme en Russie y possède une base économique plus solide que le communisme, étant donné que la petite production engendre continuellement le capitalisme et la bourgeoisie, chaque jour, chaque heure, spontanément et à grande échelle. »

Notre Parti ne doit donc pas un seul instant se laisser griser par les succès remportés, par les profondes réformes sociales réalisées ; il ne doit pas négliger la lutte de classes, il ne doit pas diminuer l'intensité de cette lutte. Notre Parti doit

toujours avoir présent à l'esprit ce que nous enseigne la lettre du Parti bolchévik, à savoir :

« Personne ne pourra nier l'importance des réformes sociales qui ont été effectués en Union soviétique, réformes qui ont leur source dans la Révolution socialiste d'octobre. Cependant, pas une seule fois le Parti bolchévik n'a déduit de ce fait qu'il convenait de ralentir la lutte de classes dans notre pays ou que le danger de renforcement des éléments capitalistes n'existait plus ... On sait que pendant une période de 15 ans après la Révolution d'octobre, on a maintenu à l'ordre du jour de notre Parti la question des mesures à prendre en vue de la limitation des éléments capitalistes au village et, en conséquence, la liquidation des koulaks comme dernière classe capitaliste. Le fait de n'avoir pas reconnu la valeur de cette expérience du Parti bolchévik, en ce qui concerne la garantie de conditions fondamentales, pour l'édification du socialisme en Yougoslavie, engendre un grand nombre de sérieux dangers politiques ; les marxistes ne peuvent méconnaître qu'on ne doit pas édifier le socialisme uniquement dans les villes et dans l'industrie, mais aussi dans les villages, dans l'économie paysanne. »

De combien de dangers ne serions-nous pas menacés, nous communistes albanais, si nous n'avions toujours présents à l'esprit ces grands principes du léninisme, puisque notre pays est un pays agricole où les villages connaissent encore la propriété privée, un état très arriéré, l'ignorance, le fanatisme, etc. Gardons-nous de croire qu'en réduisant nos koulaks des villages au niveau de la paysannerie pauvre ou moyenne pour ce qui est de la possession de la terre et de la situation économique, nous avons éliminé le koulak en tant que koulak, en tant que dernière classe capitaliste ; gardons-nous d'oublier par là de faire la différenciation des classes au village et « d'envisager la paysannerie comme un tout unique ». Le Parti doit se mobiliser pour éliminer les difficultés qu'engendre l'accroissement des éléments exploités au village. Dans notre village, le koulak est prêt à saboter activement l'économie agricole et les affaires politiques du village. Il s'efforce de susciter des mécontentements au village, de s'infiltrer au pouvoir, d'où il peut régner et saboter, de s'infiltrer dans les rassemblements de paysans et jusque dans les coopératives de travail, dont nous devons réviser complètement la structure, étant donné les erreurs de principe et d'organisation qui faussent le sens véritable et le but des coopératives en général et des coopératives de travail en particulier. Les Yougoslaves ont réussi par les lois et les divers règlements qu'ils nous ont proposés en exemple, à nous désorienter dans la question du village. Il n'y a certes aucun doute, la situation économique de notre village s'est beaucoup améliorée ; mais nous ne devons pas oublier que si nous avons réalisé la réforme agraire, — et cela a été une œuvre immortelle de notre Parti, — si nous avons exproprié les koulaks, nous avons, par les lois sur les impôts, laissé aux koulaks, ainsi qu'à une partie de la paysannerie moyenne—de mentalité de petit-capitaliste— la possibilité de s'enrichir, en ne devant rien à l'État et en ne contribuant pas à l'édification de l'économie agricole commune du peuple. Dans notre loi sur l'impôt agricole, l'échelle des indices, bien que progressive, favorise le paysan aisé et affecte les couches pauvres de la paysannerie. Ainsi, une entreprise rurale qui aurait un revenu de 90.000 à 100.000 leks serait imposée de 15.000 leks, soit plus de 43 % ; mais une

entreprise rurale qui aurait un revenu supérieur à 100.000 leks ne serait imposée que de 20 %. Et ce qu'il y a de caractéristique du point de vue antimarxiste des dirigeants yougoslaves, c'est que dans cette loi, dont la ligne est juste à tous autres points de vue, ce sont eux qui ont rendu possible l'infiltration d'une erreur aussi antimarxiste dans la fixation de l'indice, erreur qui permet aux koulaks de s'enrichir. C'est ici, et dans d'autres méthodes erronées que nous avons déjà mentionnées, qu'on pourra trouver les causes de nos difficultés économiques ; qui pis est, l'absence d'une lutte de classes conséquente au village nous porterait un très grave préjudice. Pour redresser cette situation, nous ne devons pas hésiter, nous devons nous acheminer vers le coopérativisme ; nous devons créer le plus grand nombre possible de coopératives d'achat et de vente, habituer le paysan à y porter ses produits et l'éloigner de la spéculation et du marché noir. Nous devons faire la guerre aux spéculateurs dans le village, nous devons édifier les coopératives de travail sur des bases justes et les aider largement, de sorte qu'elles puissent devenir un modèle pour les villages des environs.

Appliquant scrupuleusement les conseils inestimables du camarade Staline, nous devons avancer à pas sûrs et mesurés dans notre travail au village ; nous devons bien connaître les conditions de vie de notre paysan, sa mentalité. La ligne de notre Parti ne doit pas osciller un seul instant, et ne jamais s'éloigner des principes du marxisme-léninisme. Le travail au village est une lourde tâche pour notre Parti ; nous devons en surmonter les difficultés avec d'autant plus de cœur. La lettre du Parti bolchevik nous renseigne :

« Dans les conditions de prédominance en Yougoslavie de la petite exploitation paysanne individuelle, la nationalisation de la terre n'étant pas réalisée et la propriété privée de la terre continuant d'exister, l'achat et la vente des terres étant libres, les koulaks concentrant dans leurs mains de grandes propriétés terriennes et le travail salarié tout employé, etc., on ne peut pas éduquer le Parti dans l'esprit de l'apaisement de la lutte de classes et de l'effacement des contradictions de classe, sans le désarmer devant les difficultés principales de l'édification du socialisme. »

De cette importante conclusion des lettres du Parti bolchévik, nous devons déduire les préceptes qui nous permettront de combattre avec la plus grande âpreté les défaillances ou les erreurs qui pourraient se présenter. Notre pays est un pays agricole et la paysannerie constitue la plus grande partie de notre population ; c'est ici que nous devons apporter le plus grand soin à faire la clarté sur la question du rôle dirigeant de la classe ouvrière. Les lettres du Parti bolchévik nous renseignent :

« Le marxisme-léninisme considère qu'en Europe — y compris les pays de démocratie populaire, progressistes jusqu'au bout, — la classe révolutionnaire, c'est la classe ouvrière et non la paysannerie. En ce qui concerne la paysannerie, sa majorité, c'est-à-dire les paysans pauvres et moyens, peut s'allier ou s'est déjà alliée à la classe ouvrière, le rôle dirigeant dans cette alliance appartenant à la classe ouvrière. »

C'est sur cette question qu'ont dévié les dirigeants yougoslaves. Les paysans pauvres et moyens de notre pays ont la plus grande confiance en notre Parti, car c'est lui qui leur a donné la terre et c'est sous sa direction qu'ils ont pu améliorer, d'une manière exceptionnelle, leurs conditions de vie. Ce qui signifie que la

paysannerie pauvre et moyenne a passé alliance avec la classe ouvrière et reconnu le rôle dirigeant de celle-ci. Mais à notre Parti incombe la lourde tâche de consolider de jour en jour cette alliance ; il y parviendra s'il applique avec résolution et sagesse les grands principes du marxisme-léninisme, s'il combat âprement les théories erronées et opportunistes de l'intégration pacifique des éléments capitalistes dans le socialisme, et s'il sait ne pas envisager l'édification du socialisme dans les villes et dans l'industrie indépendamment de l'édification du socialisme dans les villages. Notre Parti doit développer la conscience et l'activité politiques des larges masses paysannes afin d'affermir son influence parmi ces masses et d'élargir sa base organique au village. De même, notre Parti, dans sa politique agraire, doit donner un plus grand essor au développement et à l'accroissement de la production paysanne de façon que celle-ci puisse subvenir aux besoins de tout le peuple et aux besoins vitaux de notre industrie en développement. Le Parti doit se mobiliser pour livrer un combat acharné contre les koulaks et les spéculateurs. Mais pour leur retirer toute possibilité de se relever, il doit accomplir un travail préparatoire de longue haleine, qui consiste à renforcer l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie et à assurer le plein développement des diverses coopératives.

DE L'ÉLÉVATION IDÉOLOGIQUE DANS NOTRE PARTI

Pendant la guerre, dans les conditions difficiles que nous connaissons, on ne s'est pas suffisamment préoccupé d'élever le niveau idéologique des membres du Parti. Ce n'est qu'au mois de mars 1944 que l'on a créé auprès du Comité central, dans le maquis, une école d'une durée d'un mois, groupant 30 à 40 cadres de comités régionaux et de sections politiques des brigades, et qui donnait un enseignement limité. Après la libération de l'Albanie, six écoles ont été organisées auprès du Comité central, qu'ont fréquentées 741 cadres des comités de circonscription, des comités d'arrondissement et des sections politiques de division et de régiment. Plus tard, au cours de l'année 1947, cinq autres écoles ont été créées. Bien que les écoles de l'année scolaire 1947/48 se soient de mieux en mieux organisées, comprenant des ouvrages de la théorie marxiste-léniniste les mieux choisis, elles se trouvent malgré tout, à l'heure actuelle à un niveau assez bas. Dans les écoles régionales et de circonscription sont passés 1831 camarades ; mais les cours n'en étaient pas non plus bien organisés, et cela vient d'une méthode bureaucratique d'enseignement, de programmes qui n'ont pas été bien étudiés, et du matériel yougoslave dont on s'est servi.

Il est à souligner que le Comité central de notre Parti n'a pas soumis à un examen approfondi et sérieux le problème de l'éducation marxiste-léniniste des cadres du Parti, et n'a pas pris de décisions solidement fondées pour la solution de ces importants problèmes. On a continuellement parlé de la nécessité de l'étude, de l'élévation du niveau idéologique du Parti, mais la vérité est que cet important problème a peu préoccupé le Comité central. Il est temps de mettre un terme à pareille négligence. Les cadres du Parti doivent être armés de la théorie marxiste-léniniste le plus complètement et le plus tôt possible, ils doivent se rendre maîtres de cette théorie afin de pouvoir s'orienter dans n'importe quelle situation et résoudre beaucoup plus aisément les problèmes ardues qui attendent une solution. Staline nous l'enseigne :

« La théorie marxiste-léniniste apporte au Parti la possibilité de s'orienter dans des situations diverses, de saisir le lien interne des événements qui se déroulent autour de lui, de prévoir les développements des événements, et donc non seulement de constater la manière dont ces événements se déroulent à l'heure actuelle, mais encore d'apercevoir la tournure qu'ils prendront par la suite ».

Pour n'avoir pas attaché l'importance voulue au problème de l'élévation de leur niveau culturel dans son ensemble, et en détail, pour ne s'être pas suffisamment consacrés à leur éducation idéologique — chargés de tâches qu'ils étaient — les hommes de notre Parti sont devenus des praticiens. La défaillance des connaissances théoriques a entravé la juste solution des problèmes, et c'est là qu'il faut chercher la source des erreurs qui ont été commises. Staline l'a dit :

« La théorie, dans son ensemble, est l'expérience du mouvement ouvrier de tous les pays. Naturellement, la théorie n'a aucun sens si elle n'est pas liée à la pratique révolutionnaire ; de même, la pratique devient aveugle si la théorie révolutionnaire n'illumine pas la voie où elle s'est engagée. Mais la théorie peut devenir une force énorme du mouvement ouvrier si elle est intimement liée à la pratique révolutionnaire, car c'est elle uniquement qui pourra donner au mouvement la persuasion, la forme de l'orientation et le sens de la liaison interne des événements, car c'est elle uniquement qui pourra aider la pratique à saisir non seulement en quel sens se dirigent et vers quelle direction s'orientent les classes à l'heure actuelle, mais aussi quel sens et quelle orientation suivront ces classes dans un proche avenir ».

Dans le cours abrégé de l'Histoire du Parti communiste bolchévik de l'Union soviétique, Staline déclare :

« Le Parti bolchévik n'aurait pas pu triompher en octobre 1917 si ses meilleurs cadres n'avaient possédé la théorie marxiste-léniniste, si ces cadres n'avaient pas considéré la théorie comme un guide pour l'action ».

Prenant en considération le bas niveau idéologique de notre Parti, nous devons immédiatement déployer une activité organisée et systématique pour élever le niveau idéologique des cadres du Parti et remédier à cette grave carence. La principale tâche, dont notre Parti doit s'acquitter, consiste à s'assimiler les fondements de la théorie marxiste-léniniste ; à défaut d'une telle préparation, l'activité du Parti subirait en effet une interruption, se priverait de clarté et, de graves erreurs, qui coûteraient cher au Parti et au peuple, risqueraient d'être commises. C'est pourquoi nous devons non seulement étudier la théorie marxiste-léniniste, mais aussi la faire pénétrer le plus possible et par tous les moyens dans les masses du Parti.

Il faut prendre des mesures pour renforcer l'école du Parti et perfectionner les cours dans les centres. D'autre part, on doit aider et encourager chez les membres du Parti, l'étude personnelle de la science marxiste-léniniste, et, en premier lieu, de l'Histoire du Parti communiste bolchévik. Dans une décision du Comité central du Parti communiste bolchévik de l'Union soviétique, en date de 16 octobre 1938, on lit :

« La principale méthode que les cadres doivent appliquer dans l'éducation marxiste-léniniste est la méthode de l'étude personnelle de l'histoire et de la

théorie du Parti bolchévique vérifiée par l'expérience des générations précédentes de bolchéviks ».

Les membres du Parti doivent apprendre les bases du marxisme-léninisme, étudier les problèmes du léninisme, etc. Les membres du Parti, c'est seulement s'ils sont armés de la théorie marxiste-léniniste, qu'ils seront à même de combattre les idéologies bourgeoises, car Lénine nous enseigne que tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout écart qui nous en éloigne, affermit l'idéologie bourgeoise. Il n'existe qu'une alternative : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Et, il n'y pas de troisième voie, dit Lénine. Le Parti communiste, avant-garde de la classe ouvrière, doit donc combattre continuellement l'idéologie bourgeoise et ses survivances dans notre pays soit qu'elles y subsistent, soit qu'elles nous aient été rapportées d'Occident par ceux qui y ont fait leurs études. L'idéologie bourgeoise, c'est surtout dans nos écoles que nous la trouverons et c'est pour cette raison que le Parti doit leur apporter le plus grand soin : il ne doit pas se contenter de mettre entre les mains des élèves des textes inspirés par la théorie marxiste-léniniste et par la grande expérience de récolte soviétique, mais aussi éduquer et orienter les enseignants dans la voie idéologique du marxisme-léninisme. Notre Parti doit absolument venir à bout de cette tâche, car elle met en jeu l'éducation des générations futures de l'Albanie.

Il est du devoir de tous les membres du Parti de se consacrer à l'étude, d'élargir le plus possible le domaine de leurs connaissances, de développer leur intelligence et, malgré le lourd travail qu'ils ont déjà à accomplir, de suivre les cours et de les suivre jusqu'à leur terme.

Le Parti doit également prendre des mesures afin de pourvoir les membres du Parti du plus grand nombre possible d'ouvrages théoriques du marxisme-léninisme et d'ouvrages de littérature soviétique. Le Parti doit prêter la plus grande attention à la question de ses éditions et de sa presse, celle-ci devant être le facteur primordial du processus d'assimilation de la théorie par les masses du Parti, et de l'extension de la propagande parmi les masses du Parti sur une grande échelle.

S'il est vrai que les tâches concrètes de ces années de libération, l'immense travail pratique qui a été effectué, ont entravé l'éducation idéologique des cadres, il reste que celle-ci aurait dû être bien mieux organisée et plus continue, car l'absence d'une telle activité éducative a de sérieux effets sur notre Parti. Le camarade Staline, soulignant le danger d'une telle situation, a dit :

« Quand la propagande du Parti commence à périlcliter pour une raison ou pour une autre, quand l'activité d'éducation marxiste-léniniste des cadres commence à se ralentir, quand le travail d'élévation du niveau politique et théorique de ces cadres commence à faiblir et que, de ce fait, les cadres ne s'intéressent plus aux perspectives de notre voie à venir, ne comprennent plus bien nos questions et se laissent entraîner au découragement banal, dépourvus qu'ils sont de perspectives ... alors toute l'activité de l'État et du Parti s'en ressentira nécessairement. Il est tout à fait incontestable que plus le niveau politique et la conscience marxiste-léniniste des militants, qui s'occupent des affaires de l'État et du Parti, seront élevés, plus leur activité même sera riche et fertile et plus les résultats seront sensibles ; au contraire, plus le niveau politique et la conscience marxiste-léniniste des militants

seront bas, plus on commettra d'erreurs et moins on remportera de succès au travail ... »

Notre Parti se rend parfaitement compte des dangers de cette défaillance ; il doit, en conséquence, améliorer et élever le plus tôt possible le niveau de l'activité idéologique des cadres.

Notre Parti et son nouveau Comité central déploieront tous leurs efforts pour remplir cette tâche importante. Nous devons avoir toujours présent à l'esprit qu'un Parti communiste armé de l'idéologie marxiste-léniniste — c'est-à-dire dans lequel les cadres font d'incessants efforts pour s'éduquer et pour assimiler la théorie du marxisme-léninisme — qu'un tel Parti et de tels cadres ne sont jamais pris à l'improviste par les événements, même imprévus, mais qu'ils savent au contraire les comprendre et les orienter d'une manière juste. Le Parti et ses membres ne doivent en effet pas se laisser entraîner par les événements ; ils doivent toujours rester maîtres de la situation et agir comme il convient dans n'importe quelle situation. Or c'est la théorie qui est le guide de l'action et l'arme principale des masses ; notre Parti donc, qui est à la tête des masses laborieuses, se doit d'éduquer et de diriger ces masses.

Si le Parti éduque les masses, nous ne devons pas oublier que le Parti, à son tour, s'éduque auprès des masses, qu'il profite de leur large expérience ; aussi, le problème de la propagande et de l'agitation — par le canal desquelles le Parti nourrit continuellement les larges masses du peuple de l'esprit de notre idéologie, — est un problème d'une importance décisive. C'est dire que le Parti doit être intimement lié au peuple.

Toutes les tendances antiparti qui risquent de faire des membres du Parti des bureaucrates repliés sur eux-mêmes, de donner à leur activité un caractère étroit et sectaire, auraient pour résultat de détacher le Parti du peuple. Nous devons combattre impitoyablement les éléments qui sont animés de pareilles tendances, car si nous leur permettions d'ériger leur crainte des masses du Parti et du peuple en méthode, ce chemin-là ne mène qu'à la trahison. Nous devons donc être vigilants à l'égard de ces influences qui s'alimentent aux sources de l'idéologie bourgeoise. L'influence de l'adversaire bourgeois exerce, en effet, toujours sa pression, et s'en prend à l'idéologie marxiste-léniniste qui est la base de notre Parti. Son but est de transformer notre Parti révolutionnaire en un Parti du type de ceux de l'IIIème Internationale.

C'est dans ce cadre également qu'il faut apprécier les interprétations injustifiées de la règle de liberté de parole au sein du Parti, qui revêtent des formes soi-disant extrémistes. Dans notre Parti la liberté de parole est de règle, la liberté d'exprimer ouvertement son opinion ; mais cela ne signifie aucunement qu'on doive permettre l'introduction dans notre Parti des opinions de l'adversaire.

Tous ces points de vue erronés tendent à détruire les formes d'activité établies dans les organisations de base du Parti et à enfreindre la discipline, on Ta bien vu ces temps derniers. Les problèmes d'une organisation de base ne doivent pas devenir l'objet d'une discussion dans d'autres organisations de base du Parti. Pareille activité est préjudiciable au Parti. La voie qu'on doit, au contraire, suivre est celle qu'ont établie les Statuts du Parti et les règlements élaborés conformément aux Statuts du Parti.

L'agitation et la propagande de notre Parti n'ont pas eu l'ampleur voulue ; tout au contraire, des erreurs, des défaillances et des abus s'y sont manifestés. Nous devons avouer que notre Comité central n'y a pas attaché assez d'importance et que l'activité dans ce domaine a été abandonnée au gré des flots, à la merci des points de vue erronés qui sont apparus dans notre Parti. De ce fait, l'organisation et le programme de ce secteur ont présenté des défauts, ce qui ■ a entraîné une désorientation continuelle des cadres qui travaillaient dans cet important secteur et, par voie de conséquence, une désorientation de toutes les questions de propagande et d'agitation.

L'influence trotskiste yougoslave a pénétré là aussi. On trouve dans notre littérature beaucoup de choses empruntées aux Yougoslaves. Or le Parti et le Comité central ont le devoir de procéder à l'élimination de toute tendance étrangère à l'idéologie marxiste-léniniste. C'est un problème qui doit être sérieusement examiné; et ce n'est pas un problème qui concerne simplement une quelconque commission, mais tout membre du Parti, agissant selon les instructions de la direction à l'agitation et à la propagande, doit procéder de toutes ses forces à l'élimination totale des brochures et des livres antimarxistes et trotskistes qui ont été introduits chez nous par les trotskistes yougoslaves. Le Parti et le Comité central ont le devoir de rééditer et d'éditer de nouveaux livres marxistes-léninistes, écrits dans le simple langage populaire, et de les mettre entre les mains des membres du Parti. Il faut traduire le plus grand nombre possible des œuvres de Lénine et de Staline ; il faut largement traduire la littérature soviétique. Les membres du Parti, les instituteurs et tous les écoliers albanais doivent apprendre le plus tôt possible et le mieux possible la langue russe, car la connaissance de cette langue leur permettra de se mettre directement en contact avec les œuvres héroïques de la littérature soviétique et avec l'expérience illimitée des bolchéviks.

S'il est vrai que l'étude personnelle, comme nous l'avons dit, est un procédé que nos cadres doivent utiliser pour s'assimiler l'idéologie marxiste-léniniste, il est vrai aussi que ce procédé — nous le savons par l'expérience du Parti bolchévik —, présente des difficultés et qu'il ne sera pas d'un rendement satisfaisant pour ceux des cadres de notre Parti qui se trouvent à un niveau idéologique et culturel bas. A l'heure actuelle, cette méthode d'ailleurs très juste, doit servir davantage aux hommes du Parti qui se trouvent à un niveau déjà plus élevé. Afin de remédier à cet inconvénient, le Parti doit donc organiser mieux les cercles d'études au sein desquels les membres du Parti peuvent étudier en commun. Cela ne doit pas rester simple velléité; on doit organiser ces cercles comme il faut. De plus, le Parti, par l'intermédiaire de l'école du Parti et de différents cours, doit préparer des cadres spéciaux qu'on placera à la direction de ces « kroujoks ».

Le Comité central doit encore améliorer et développer la presse du Parti. En premier lieu, « La Voix du peuple » doit devenir une arme puissante, un organe où l'on puisse poser les problèmes importants de notre pays, de façon à donner au Parti et au peuple un matériel utile pour l'éducation et non pas seulement un matériel d'information. Pour que « La Voix du peuple » puisse s'acquitter de cette tâche, il y faut la contribution des membres du Comité central et de tout le Parti. La revue « L'Agitateur », doit devenir par les soins du Comité central, une revue où l'on discute les problèmes d'un point de vue théorique, de façon à contribuer à orienter les

membres du Parti dans la solution juste de ces problèmes et à les rendre capables de les résoudre eux-mêmes.

Une autre tâche très importante se pose devant le Comité central : c'est la rédaction de l'Histoire de notre Parti. Jusqu'à présent ce problème n'a pas été résolu et, la plupart du temps, les membres du Parti non seulement ignorent l'histoire de notre Parti, mais encore commettent à son propos des erreurs dont certaines relèvent de la déviation. Cela ne peut plus durer. Il est parfaitement possible d'écrire l'histoire de notre Parti ; cette tâche importante incombe à notre Comité central.

LE RENFORCEMENT ULTÉRIEUR DE NOTRE PARTI

Comme on le sait, c'est le Parti, avant-garde de la classe ouvrière et des masses laborieuses de notre pays, qui dirigea avec succès la grande lutte de libération de notre peuple. Notre peuple n'aurait pu vaincre et remporter les succès que l'on sait si notre Parti n'avait pas existé, un Parti puissant, discipliné et fidèle jusqu'au bout à la cause du peuple et du socialisme. Notre Parti a lutté et va lutter sous le drapeau du marxisme-léninisme, notre Parti rend possible les succès de notre juste politique générale.

Au XVIII^e Congrès du Parti bolchévik Staline a dit : « La victoire de la révolution ne vient jamais d'elle-même. Il faut la préparer et la remporter. C'est pourquoi, seul un puissant parti prolétarien révolutionnaire peut la préparer et la remporter ».

L'histoire de notre peuple vérifie une fois de plus cette pensée géniale du camarade Staline. Notre peuple a lutté toute sa vie pour conquérir sa liberté et la reconnaissance de ses droits. Mais il a été dupé tant que n'existait pas un parti révolutionnaire, issu de son sein, qui pût le diriger fidèlement dans la voie de la révolution populaire, Les féodaux, les gens aux diverses cocardes, les politiciens au service de l'impérialisme étranger, les éléments de la bourgeoisie et certains intellectuels antidémocrates, ont profité de chaque tournant de l'histoire de notre pays pour se porter en avant, pour se mettre à la tête des mouvements et des efforts de notre peuple et, en fin de compte, pour arracher des mains de ce dernier la victoire qu'il avait remportée au prix de tant de sacrifices, et pour la faire servir aux intérêts des classes privilégiées et aux dépens des masses laborieuses.

C'est tout à fait le contraire qui est advenu après l'occupation du 7 avril 1939. Notre Parti communiste, qui a vu le jour sur le champ de bataille et qui est issu du sein du peuple travailleur et combattant, luttait et triompha parce qu'il était l'avant-garde des classes laborieuses et parce qu'il avait pour but de réaliser toutes les aspirations des masses de notre peuple. Pour remporter la victoire, il fallait que notre Parti fût un Parti puissant. Il le devint — et non pas par décrets, mais par un héroïsme admirable, d'innombrables sacrifices, une fidélité indéfectible et une discipline d'acier.

Les tâches et les devoirs que le Parti devra affronter dans l'avenir ne sont nullement moins importants que ceux qu'il dut remplir au cours de la guerre. Notre Parti devra et saura accomplir ces tâches historiques au fur et à mesure de son affermissement.

La tâche principale dont nous devons donc nous acquitter, c'est le renforcement de notre Parti. L'activité hostile des trotskistes yougoslaves et de leurs

collaborateurs, Kotchi Dzodze en tête, visait à affaiblir et à détruire notre Parti. Mais la liquidation de cette grave maladie et son élimination du sein de notre Parti, la dénonciation et la lutte livrée aux points de vue trotskistes, antimarxistes, antialbanais et antisoviétiques au sein de notre Parti, ont contribué à renforcer notre Parti. Le Parti émergea de l'obscurité et se fit une brèche dans un milieu infecté où fermentaient de dangereuses maladies qui lui étaient bien étrangères. Un vent pur souffle maintenant au sein de notre Parti ; de nouvelles et puissantes forces se sont levées dans notre Parti avec la volonté de le mieux servir dans la voie du marxisme-léninisme. Les discussions qui se sont déroulées dans les diverses réunions de membres actifs du Parti — où la résolution du XI^e Plénum du Comité central a été élaborée — ont rendu sensible la puissance de notre Parti héroïque, puissance qui s'est impitoyablement abattue sur les trotskistes yougoslaves et leurs collaborateurs, qui cherchaient à conduire à l'abîme et notre Parti et notre peuple. Les réunions de membres actifs du Parti ont prouvé, puissamment et dans un esprit révolutionnaire, la confiance illimitée dont jouissent le Parti et le Comité central. Dans ces moments difficiles que traversa le Parti il fallut mener une lutte acharnée ; le Parti lutta et triompha. Cela prouve que notre Parti est un Parti révolutionnaire que ses milliers de membres, inspirés par les enseignements de Lénine et de Staline, le défendent avec héroïsme, lui et sa juste ligne. Le Parti n'a pas permis qu'on porte atteinte à ses intérêts sacrés et à ceux du peuple ; il ne permettra jamais que ces intérêts puissent subir des préjudices. Il ne fera preuve d'aucune pitié envers tous ceux qui n'appliqueront pas ou qui feront dévier sa ligne, ses lois et ses règles. Notre Parti, avec un esprit combattif, s'est dressé comme un seul bloc, pour rétablir les principes et les règles du Parti qui s'étaient vu foulés aux pieds. Notre Parti a reconquis tout ce qu'il avait perdu et personne ne pourra désormais le lui arracher, ni l'avilir, ni le déformer. Nous défendrons nos principes jusqu'à notre dernier souffle et nous triompherons de tous ceux qui oseront attaquer à nouveau notre Parti, son unité, sa ligne juste, de tous ceux qui oseront attaquer la chère patrie du socialisme, le glorieux Parti bolchévique et son chef, le cher et grand camarade Staline, auxquels notre Parti et notre peuple doivent, sur ce terrain aussi et une fois de plus, leur salut.

Notre Parti doit donc accroître et renforcer sa vigilance révolutionnaire, serrer bien ses rangs et les épurer ; il doit se montrer impitoyable envers tous ceux qui cherchent à faire subir une déviation à la ligne marxiste-léniniste, envers les putschistes, le trotskisme et l'anarchisme. Le Parti doit garder sa cohésion et lutter de toutes ses forces pour cimenter son unité, que les ennemis de notre Parti ont une fois déjà attaquée et qu'ils s'efforceront d'attaquer de nouveau. Notre Parti a remporté des succès et a effectué d'importants progrès ; mais cela n'exclut pas nos erreurs et nous ne devons pas oublier que notre ennemi, l'impérialisme et le fascisme, n'a pas mis bas les armes.

N'oublions pas que nous devons élaborer d'abord, maintenir ensuite, dans sa pureté la ligne du Parti, et qu'il faut se battre enfin pour sa réalisation. Pas un seul instant nous ne devons négliger les conseils du camarade Staline : « Certains pensent, dit-il, qu'il suffit d'élaborer une ligne juste du Parti, de la proclamer à haute voix, de l'exposer dans des thèses générales et dans des résolutions, de l'adopter à l'unanimité, pour que la victoire vienne d'elle-même. C'est une grande

erreur. Il n'y a que les bureaucrates et les écrivassiers incorrigibles pour penser ainsi. En réalité, succès et victoires ne sont pas remportés automatiquement, mais après une lutte acharnée pour l'application de la ligne du Parti. La victoire n'arrive jamais d'elle-même ; d'habitude il faut la remporter. Les bonnes résolutions, les déclarations faites en faveur de la ligne générale du Parti, tout cela, c'est le début et ne témoigne que du désir de vaincre, et non de la victoire elle-même. Une fois trouvée la juste solution, le succès dépend du travail d'organisation, de l'organisation de la lutte pour l'application pratique de la ligne du Parti, du juste choix des hommes, du contrôle de l'exécution des décisions adoptées par les organes dirigeants. Faute de quoi, la ligne juste du Parti et les justes résolutions peuvent subir de graves préjudices. Mieux encore, une fois que la ligne juste est donnée, le travail d'organisation décide de tout, même du sort de la ligne politique, de sa réalisation ou bien de son échec. »

S'appuyant fermement sur les enseignements du camarade Staline, notre Parti doit se rendre bien compte que la question des cadres est une question décisive. Avec les cadres, nous devons pouvoir tout résoudre ; or c'est justement dans ce domaine que de graves erreurs se sont manifestées, erreurs que notre camarade Touk Yakova mettra en lumière dans son exposé. Je me bornerai seulement à rappeler aux camarades du Congrès et à tous les camarades du Parti que la question des cadres n'est pas uniquement du ressort du Comité central, mais de tous les Comités de circonscription et d'arrondissement. C'est une question qui concerne tout le Parti. Nous devons nous rappeler, avant tout, que les cadres du Parti sont des cadres dirigeants ; si donc ils négligent les liens qui les unissent aux masses, ils perdent leurs capacités de dirigeants, ils ne peuvent être des dirigeants bolchéviks. Les dirigeants du Parti, du plus grand jusqu'au plus petit, doivent bien connaître ce qu'ont fait et ce que font les cadres dans la guerre et dans la vie pour l'application de la ligne du Parti. Mais cela ne suffit pas. Ils doivent aider les cadres, les éduquer, et en même temps s'instruire auprès d'eux ; c'est ainsi seulement que nous pourrions profiter de l'expérience du Parti. Pas un seul instant, on ne doit abandonner le cadre à son propre sort, isolé dans le combat, seul devant d'énormes difficultés. On doit venir à son aide. Voilà la tâche d'un dirigeant. Cela n'a encore été ni compris, ni appliqué d'une manière juste dans notre Parti.

Le Parti doit prendre garde aux arrivistes et aux bavards qui pénètrent dans le Parti et, se frayant un chemin à coups d'épaules et de bavardages, ne manquent pas de causer des préjudices au Parti et aux cadres solides du Parti. Le Parti ne doit jamais laisser s'endormir sa clairvoyance et sa vigilance à l'égard de ces gens-là, et ne doit jamais leur confier de postes dirigeants d'où ils parviendraient à causer de plus grands dommages au Parti.

Il faut placer et élever en grades les hommes selon leur mérite, et cela en prenant toujours en considération leur résolution à l'égard du parti, leur fidélité au marxisme-léninisme et au Parti, leur fidélité à notre peuple et à l'Union soviétique, tant sur les champs de bataille que dans l'action quotidienne. Pour former les cadres, pour les élever, pour les disposer aux différents postes, il ne faut pas envisager uniquement leur situation interne dans le Parti, mais aussi les liens qui les unissent aux masses. Cela est d'une importance d'autant plus grande que notre Parti a sous-estimé cet ordre de questions ; des éléments capables ont dû quitter des

fonctions que le peuple leur avait confiées avec espoir, et être envoyés dans des bureaux techniques. Le Parti a perdu, de ce fait, des hommes de grande valeur.

Nous ne devons d'ailleurs pas juger les cadres uniquement à leurs mérites passés ; nous devons, en même temps, mettre en valeur leurs mérites nouveaux. Les anciens cadres, ceux du temps de guerre, constituent la charpente de notre Parti ; celui-ci les aime et les estime parce qu'ils sont les meilleurs garants de notre Parti. Mais notre Parti marche toujours de l'avant et les militants, eux aussi, doivent marcher de l'avant ; faute de quoi, ils risquent de se voir dépasser ; d'eux-mêmes, ils ne doivent jamais craindre de pousser toujours en avant les cadres solides, sinon c'est tout le Parti qui risque son existence.

Il faut développer dans notre Parti l'esprit d'initiative. En aucune manière il ne faut contrecarrer l'initiative ; chaque camarade du Parti, qui suit la voie juste du Parti, doit prendre vaillamment des décisions et avoir conscience de l'importance de la responsabilité et de la tâche qu'il a à assumer.

Dans notre Parti on doit affermir la discipline volontaire, qui prend sa source dans le centralisme démocratique, dans la démocratie interne du Parti, dans la pratique de la critique et de l'autocritique bolchéviques. C'est une résolution bolchévique qui doit animer notre Parti, et les décisions des organes supérieurs doivent être rigoureusement appliquées.

Le pourcentage des femmes dans notre Parti est bien limité. Une telle situation doit préoccuper le Parti, car la femme est une force révolutionnaire et doit devenir une puissante réserve de cadres nouveaux. Il faut en finir avec le sectarisme nocif de certains camarades quant au recrutement des femmes dans le Parti ; ce sectarisme fait, non seulement que les camarades n'apportent pas de soin à la solution de cet important problème, mais encore entravent cette solution. L'orientation de notre Parti ne pourra être juste tant qu'on adoptera le principe selon lequel on ne doit pas introduire dans le Parti les femmes des camarades, étant donné qu'on risquerait ainsi de transformer les problèmes du Parti en affaires de familles. Le Parti doit s'efforcer au contraire d'attirer en son sein le plus grand nombre de femmes d'ouvriers, de communistes, de femmes résolues et révolutionnaires de notre peuple. Il est inadmissible de fermer la porte du Parti à une femme sous prétexte qu'elle est mariée à un camarade, qu'elle a des enfants, etc....

Quant au recrutement en général, la situation actuelle dans le Parti est une situation anormale et irrégulière pour ce qui a trait aux candidats qui demandent à devenir membres du Parti. Cette anomalie réside dans l'importance du nombre des candidats par rapport au nombre des membres du Parti. Dans notre Parti il y a 16.245 candidats pour 29.137 membres. Comme on le voit, le nombre des candidats est très élevé, et la proportion anormale. Cela traduit un évident sectarisme, cela prouve qu'on rassemble et qu'on maintient dans les stages de candidats des camarades qui, à coup sûr, présentent toutes les conditions suffisantes pour entrer au Parti. Il faut donc que le Parti examine sérieusement ce problème et qu'il en finisse le plus tôt possible avec cette situation anormale.

LE CHANGEMENT DE NOM DU PARTI

Après un examen marxiste-léniniste approfondi, le Comité central du Parti juge opportun, nécessaire de proposer au premier Congrès du Parti que notre Parti

communiste change de nom et s'appelle désormais « Parti du travail ». Que le changement de nom de notre Parti soit justifié, il n'est que de connaître la composition sociale de notre pays et de notre Parti, pour en convenir et pour comprendre que sa nouvelle dénomination exprime fidèlement cette composition sociale du peuple. Cela ressort en effet clairement de l'analyse que j'ai faite de l'activité et de l'œuvre du Parti. Nous savons tous qu'il n'existe point chez nous une large classe ouvrière — telle qu'on en rencontre dans les autres pays. Notre classe ouvrière est pour le moment peu importante, encore que très certainement elle doive grandir et s'affermir grâce à l'essor de notre industrie lourde et légère. Nous savons tous que la majorité de la population est chez nous constituée par la paysannerie (environ 90 %). Si nous jetons un coup d'œil sur la situation et la constitution de notre Parti, au cours de ces dernières années, nous constatons ainsi qu'en 1948 le pourcentage des ouvriers dans le Parti ne s'élève qu'à 22,6 % (en augmentation de 10 % sur l'année 1946). Tandis que le pourcentage de la paysannerie pauvre en 1948, lui, est de 54,3 %, celui de la paysannerie moyenne est de 13 % et celui des intellectuels, des artisans et autres, de 10 %. Nous devons donc absolument procéder au changement de nom, justifié qu'il est par la composition sociale de notre pays ainsi que par la science marxiste-léniniste. Les considérations sentimentales ne peuvent que céder le pas devant la réalité et devant la science marxiste-léniniste. Notre Parti du travail sera le prolongement de notre héroïque Parti communiste ; il aura toujours, demain comme hier, le marxisme-léninisme pour doctrine ; il aura son programme propre, déterminé par les conditions sociales de notre pays, animé par le marxisme-léninisme, pour le triomphe du socialisme dans notre pays. Notre Parti du travail aura la structure marxiste-léniniste des Partis de type nouveau, du type stalinien et il conduira fidèlement notre classe ouvrière, la paysannerie et toutes les masses laborieuses de notre pays vers l'édification d'une vie meilleure, vers le triomphe du socialisme.

Camarades, je vais terminer.

Je me suis efforcé de mettre en lumière l'activité de notre Parti et de son Comité central, depuis la création du Parti jusqu'à l'heure actuelle. Au cours de cette longue période, des erreurs ont été relevées dans notre activité, et ces erreurs, notre Parti et le Comité central ne les dissimulent pas. Le Parti et le Comité central les ont corrigées et les corrigeront de manière qu'elles ne puissent plus se répéter.

Notre Parti a dirigé notre peuple dans les moments les plus difficiles de son histoire, à travers de sanglantes batailles, vers la victoire qu'il a finalement remportée. Toujours à la tête du peuple albanais, il triompha des occupants, des quislings et des traîtres ; assurant à la patrie et au peuple la liberté, l'indépendance et la souveraineté, il établit dans notre pays la république et la démocratie populaire. Sous la direction du Parti, on promulgua les lois du peuple, on bâtit le nouveau pouvoir populaire, on reconstruisit la patrie endommagée par la guerre. Toujours sous la direction du Parti, on procède aujourd'hui à l'édification du socialisme dans notre pays. Notre Parti communiste, conscient de son rôle dirigeant, de son rôle d'avant-garde, remplira, grâce à des efforts redoublés, la mission historique qui lui est confiée d'acheminer notre peuple vers de nouvelles victoires. Notre Parti communiste, digne fils du peuple travailleur, engendré et forgé sur les

champs de bataille, saura accomplir avec sagesse et héroïsme les tâches importantes que lui assignent le peuple et l'histoire. Notre Parti, nourri des enseignements des grands maîtres du prolétariat mondial Marx, Engels, Lénine, Staline, défendra et mettra en pratique le marxisme-léninisme ; il suivra avec loyauté la voie marxiste-léniniste, la voie glorieuse du Parti bolchévique et de notre grand camarade Staline. Notre Parti et notre peuple suivront avec loyauté la voie de la paix et de la sécurité internationales et combattront de toutes leurs forces, fraternellement, invinciblement unis à tous les peuples et États frères et alliés des démocraties populaires, et à tous les autres peuples progressistes qui se sont rangés dans le camp démocratique antiimpérialiste que dirige l'invincible Union soviétique, contre le camp impérialiste fauteur de guerre, ennemi de la paix et de l'humanité, légataire fidèle de l'œuvre barbare du fascisme allemand, et que dirige l'impérialisme américain.

Aujourd'hui ce Congrès historique de notre Parti va définir la ligne que doit suivre notre Parti et son nouveau Comité central dans l'avenir. Le Parti devra réaliser et appliquer scrupuleusement, avec la plus grande résolution la ligne que le Congrès lui précisera, car de l'application rigoureuse de cette ligne dépend le bonheur de notre peuple, l'édification du socialisme en Albanie, l'avènement d'une vie plus heureuse pour les générations futures de notre pays. Notre Parti se rend parfaitement compte de l'importance de ces tâches difficiles. Il les remplira avec honneur.

Le Premier Congrès historique de notre Parti va donner au Parti un nouveau Comité central. Les délégués de notre héroïque Parti révolutionnaire vont élire au nouveau Comité central les éléments les plus révolutionnaires et les plus fidèles au Parti. Les membres du Comité central doivent en effet être des hommes qui ont reçu le baptême du feu et qui se sont distingués dans l'action politique par leur profonde fidélité envers le Parti et le peuple, l'Union soviétique, le Parti bolchévique et le camarade Staline, envers le camp du socialisme. Les membres du nouveau Comité central doivent être les camarades les plus résolus, les plus aimés, les internationalistes les plus inflexibles dans la lutte pour la défense du marxisme-léninisme contre le trotskisme, contre le groupe trotskiste de Tito et contre tous les ennemis intérieurs du Parti et du peuple, sous quelque masque qu'ils puissent se dissimuler, des camarades qui soient des combattants de la cause de Lénine et de Staline, de la cause de notre Parti et de notre peuple ; des camarades qui soient les ennemis inflexibles de cet impérialisme américain et anglais et de ses satellites, qui s'efforcent de conduire à l'abîme notre peuple et notre Parti. Les membres du nouveau Comité central doivent être des camarades capables, ayant de larges perspectives et pouvant prendre entre leurs mains la direction du Parti et de notre peuple; des camarades éprouvés et, d'abord, des camarades issus du sein de la classe ouvrière, ferme soutien de notre Parti, issus aussi du sein de la paysannerie pauvre et moyenne, ainsi que des intellectuels communistes ayant fait leurs preuves dans la lutte et au travail, fidèles au Parti et à la classe ouvrière. Ces devoirs, ce sont ceux qui nous ont été assignés par le Parti quand nous avons reçu mandat de le représenter à ce Congrès ; à ces devoirs historiques nous devons satisfaire avec honneur, car nous sommes responsables devant notre Parti et devant notre peuple. Les membres de notre Parti héroïque n'ont pas manqué un seul

instant d'assumer leurs graves responsabilités; ils n'y manqueront jamais et, à ce prix, sortiront vainqueurs de la lutte pour la grande cause du Parti et du peuple, pour la cause du socialisme.

Notre Congrès, camarades, coïncide avec deux dates historiques ; avec la date anniversaire de la grande Révolution d'octobre et avec celle de la fondation de notre Parti. Le rapprochement de ces trois dates historiques symbolise l'Albanie nouvelle, sa renaissance et sa marche au socialisme. L'Albanie nouvelle a été conçue par la grande Révolution d'octobre ; notre Parti en est né ; et l'édification du socialisme dans notre pays y trouve la force et la vie. Le peuple et notre Parti, combattants héroïques, doivent toutes leurs victoires à la grande Union soviétique, au glorieux Parti bolchévique de Lénine et de Staline et au plus grand génie de tous les temps, Joseph Vissarionovitch Staline. Ces trois grands facteurs de la vie de notre peuple nous ont donné force et sagesse pour nous organiser dans la lutte la plus acharnée qu'ait connue l'histoire de l'humanité, pour combattre avec abnégation pour la grande cause de la libération et de la démocratie populaire ; ils nous donnent la vie, ils nous donnent la force de pouvoir marcher de l'avant, sûrs de l'avenir radieux de notre peuple, sûrs de rendre heureuse l'Albanie nouvelle et d'édifier le socialisme.

Vive notre peuple héroïque !

Gloire éternelle aux fils et filles héroïques de l'Albanie, qui ont versé leur sang à flots et sont tombés au champ d'honneur pour la victoire de la grande cause de notre peuple et de notre Parti !

Vive notre Parti héroïque, notre Parti victorieux, dirigeant fidèle et ferme de notre peuple, qui mena notre peuple avec habileté et héroïsme, aux plus grandes victoires de son histoire et qui le mène toujours, avec sagesse et résolution, vers de nouvelles victoires, vers la victoire de l'édification du socialisme !

Gloire au peuple de l'Union soviétique et à la Grande patrie du socialisme, défenseur inflexible de la paix et de la sécurité dans le monde, défenseur de la liberté et de la vraie démocratie, défenseur fidèle des peuples grands et petits, des peuples progressistes, des peuples vainqueurs de la lutte contre le fascisme et l'impérialisme anglo-américain !

Gloire au Parti bolchévique de Lénine et Staline, qui édifia la glorieuse patrie du socialisme, qui forma et éduqua la glorieuse Armée soviétique, à laquelle chacun doit la victoire remportée dans la plus grande et la plus terrible des guerres que le monde a connues jusqu'à nos jours, et qui se termina par la victoire totale de l'Union soviétique sur le fascisme allemand et ses satellites ; qui a éclairé et animé, qui éclaire et anime toujours tous les Partis communistes du monde et tous les peuples progressistes, qui édifient le socialisme dans leur pays et organisent la lutte impitoyable contre L'ennemi le plus féroce, l'impérialisme américain et anglais et leurs satellites !

Longue vie et gloire à notre grand camarade Staline, au glorieux éducateur de notre Parti et du prolétariat international, à celui, enfin, à qui nous sommes redevables de la vie même de notre peuple et de notre Parti, car c'est bien lui qui, à plusieurs reprises, les a sauvés de la catastrophe, de l'agression allemande et italienne d'abord, de l'agression de l'impérialisme anglo-américain ensuite, et récemment encore du groupe trotskiste de Tito.

En ce jour historique pour notre Parti et pour notre peuple, montent vers notre

grand et bien-aimé camarade Staline, vers le glorieux Parti bolchévik, les acclamations de tous les communistes albanais, de tout notre Parti, de tout notre peuple : « Que leur gloire resplendisse à travers les siècles ».

**POUR LE GLORIEUX PARTI BOLCHÉVIK,
POUR NOTRE GRAND STALINE,
POUR LE PARTI ET POUR NOTRE PEUPLE**

HOURRA !